

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-LACOT
Mail : philippe.machenaud@lemaire.fr

PARAISSANT LE JEUDI

Matahiti 161
N° 48

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 29
no Novema 2012

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

| | |
|--|------|
| Arrêté n° HC 45 IDV du 12 novembre 2012 portant agrément de Mme Mereana Manulani Mairau épouse Raurahi, candidate à un emploi d'agent de la police municipale | 7483 |
| Arrêté n° HC 46 IDV du 12 novembre 2012 portant agrément de M. Maniaro Joseph Viriamu Parker, candidat à un emploi d'agent de la police municipale | 7483 |
| Arrêté n° 1480166 AC.DIR du 14 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 1394 AC.DIR du 28 septembre 2011 portant nomination des membres de la commission sûreté de l'aérodrome de Tahiti-Faa'a | 7484 |
| Arrêté n° HC 2126 CAB/DDPC du 16 novembre 2012 fixant la date, les horaires des épreuves et la composition du jury d'un examen SSIAP 1 à la date du 2 novembre 2012 pour des candidats présentés par Formation Poly sécurité. | 7484 |
| Arrêté n° HC 2127 CAB/DDPC du 16 novembre 2012 désignant le président et les membres du jury d'examen pour l'obtention du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique le 17 novembre 2012, à la piscine Pater, commune de Pirae (Tahiti) | 7485 |
| Arrêté n° HC 2128 CAB/DDPC du 16 novembre 2012 fixant la date, les horaires des épreuves et la composition du jury d'un examen de rattrapage SSIAP 1 à la date du 16 novembre 2012 pour des candidats présentés par Formation Poly Sécurité | 7485 |
| Arrêté n° HC 2132 AC.DIR du 19 novembre 2012 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française | 4786 |
| Arrêté n° HC 401 DRHME/BRHT/jt du 20 novembre 2012 portant délégation de signature à Mme Agnès Jagueneau, directrice des actions de l'Etat. | 7489 |

EXTRAITS

| | |
|--|------|
| Arrêté n° HC 910 ISLV du 19 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° HC 5 ISLV du 18 janvier 2011 modifié attribuant à la commune de Huahine une subvention pour la réalisation du projet suivant "construction d'une salle de cours STP à l'école maternelle de Fiti", ministère des outre-mer, programme 123, action 02, sous-action 04, catégorie 63 | 7491 |
|--|------|

ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)

| | |
|---|------|
| Avenant n° 333-12 du 14 novembre 2012 à la convention d'application n° 19-11 du 20 janvier 2011 entre l'Etat, la Polynésie française finançant l'action 3.1 "Renforcer les équipements d'urgence" inscrite à la programmation 2010 dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet santé | 7492 |
|---|------|

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 1677 CM du 16 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 1439 CM du 19 août 2010 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SC Blue Moon Investissements à l'usage de son exploitation pericole sise à Aratika, commune de Fakarava (exploitant n° 161) | 7492 |
| Arrêté n° 1678 CM du 16 novembre 2012 approuvant l'avenant n° 4 à la convention n° 02-0439 du 13 mars 2002 relative à la concession du service public d'assainissement collectif des eaux usées de la commune de Punaauia | 7493 |
| Arrêté n° 1686 CM du 21 novembre 2012 portant affectation d'une emprise de 6 hectares à détacher de la parcelle dépendant du "domaine Lherbier" cadastrée commune de Hiva Oa, section commune de Atuona, section A n° 3090, au profit de la commune de Hiva Oa | 7498 |
| Arrêté n° 1691 CM du 22 novembre 2012 approuvant le reversement d'une aide financière en faveur du syndicat groupement des éleveurs de bovins de Polynésie française au titre du dispositif "bouchers abatteurs" pour la période de septembre 2012 | 7498 |
| Arrêté n° 1692 CM du 22 novembre 2012 portant cession à titre de dation en paiement de la parcelle de terre cadastrée section BI n° 28, sise dans la commune de Hitia'a O Te Ra, commune associée de Papenoo, au profit de Mme Miriama Metuarea épouse Turi. | 7499 |
| Arrêté n° 1693 CM du 22 novembre 2012 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre septembre/octobre 2012, au titre du transport routier régulier de personnes sur l'île de Nuku Hiva | 7500 |
| Arrêté n° 1694 CM du 22 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 603 CM du 9 mai 2012 portant création du certificat de pilote lagunaire, en fixant les prérogatives, le règlement des examens ainsi que les conditions générales de sa délivrance | 7501 |
| Arrêté n° 1696 CM du 22 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement à caractère industriel et commercial dénommé port autonome de Papeete | 7502 |
| Arrêté n° 1698 CM du 22 novembre 2012 fixant la composition de la commission d'ouverture des plis du port autonome de Papeete. | 7503 |
| Arrêté n° 1701 CM du 22 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une aide financière (PAC) en faveur de la SARL Tahiti Vidéo Production pour la réalisation d'un clip vidéo | 7504 |
| Arrêté n° 1702 CM du 22 novembre 2012 portant modification de la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française | 7504 |
| Arrêté n° 1703 CM du 22 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Espoir Jeunesse de Punaauia dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012 | 7505 |
| Arrêté n° 1704 CM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé (renouvellement) sis à Avera, commune de Taputapuataea, à Raiatea, au profit de Mme Valérie Faua | 7507 |
| Erratum à l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 relatif à la lutte contre les infections à <i>Salmonella enterica</i> sérotype Enteritidis dans les troupeaux de l'espèce <i>Gallus gallus</i> en filière ponte œufs de consommation. (JOPF n° 51 NS du 16 novembre 2012, page 3049) | 7509 |

EXTRAITS

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 1676 CM du 16 novembre 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 11-2012 MDP du 15 octobre 2012 abrogeant la délibération n° 10-2011 MDP du 23 juin 2012 modifiée approuvant l'achat d'une machine à laver et lustrer les perles par la Maison de la perle | 7509 |
| Arrêté n° 1695 CM du 22 novembre 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 20-2012 CG/RSPF du 24 octobre 2012 relative à l'attribution des subventions du régime de solidarité en faveur des associations ou des établissements du secteur médico-éducatif au titre de l'exercice 2012 | 7509 |

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 1697 CM du 22 novembre 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 12-2012 CA-PAP du 5 octobre 2012 du port autonome de Papeete fixant les tarifs de la redevance de stationnement des parkings de la marina Taina..... | 7511 |
| Arrêté n° 1699 CM du 22 novembre 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 16-2012 CA-PAP du 5 octobre 2012 du port autonome de Papeete fixant le taux de révision des redevances d'occupation des bâtiments du port autonome de Papeete (indice BTG 01.0) pour l'année 2013..... | 7513 |
| Arrêté n° 1700 CM du 22 novembre 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 17-2012 CA-PAP du 5 octobre 2012 du port autonome de Papeete fixant le taux de révision des redevances d'occupation des bâtiments, terrains et plans d'eau du port autonome de Papeete (indice des prix à la consommation) pour l'année 2013 | 7513 |
| Arrêté n° 1705 CM du 22 novembre 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 11-12 TFTN du 24 octobre 2012 de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture fixant les tarifs de location et des prestations de services relatifs à l'exploitation des espaces et à la location de matériels de sonorisation de To'ata | 7513 |
| Arrêté n° 1706 CM du 22 novembre 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 13-12 TFTN du 24 octobre 2012 de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture modifiant la délibération n° 1-12 TFTN du 10 janvier 2012 fixant le quota d'heures supplémentaires susceptibles d'être effectués par les agents relevant du statut de la fonction publique de la Polynésie française, pour l'année 2012..... | 7522 |
| Arrêté n° 1707 CM du 22 novembre 2012 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 12-12 TFTN du 24 octobre 2012 de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture modifiant la délibération n° 8-12 TFTN du 22 juin 2012 fixant les tarifs de location et des prestations de services rendus par Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture | 7522 |
| Arrêté n° 1708 CM du 23 novembre 2012 approuvant et rendant exécutoire les délibérations n° 1-2003 et n° 2-2003 du 2 avril 2003, n° 4-2004 et n° 5-2004 du 31 mars 2004, n° 6-2005 et n° 7-2005 du 13 avril 2005, n° 4-2006 et n° 5-2006 du 22 février 2006, n° 8-2007 et n° 9-2007 du 4 avril 2007, n° 3-2008 et n° 4-2008 du 23 avril 2008, n° 1-2009 et n° 2-2009 du 25 mars 2009, n° 5-2010 et n° 6-2010 du 22 mars 2010, n° 10-2011 et n° 11-2011 du 22 mars 2011, n° 8-2012 et n° 9-2012 du 28 mars 2012 des conseils d'établissement portant adoption des comptes financiers et affectation des résultats des années 2002 à 2011 du collège de Tahaa | 7522 |
| Arrêté n° 1710 CM du 23 novembre 2012 approuvant et rendant exécutoire les délibérations n° 2-2003 et n° 3-2003 du 9 avril 2003, n° 2-2004 et n° 3-2004 du 14 avril 2004, n° 2-2005 et n° 3-2005 du 15 avril 2005, n° 2-2006 et n° 3-2006 du 5 avril 2006, n° 2-2007 et n° 3-2007 du 4 avril 2007, n° 1-2008 et n° 2-2008 du 23 avril 2008, n° 1-2009 et n° 2-2009 du 29 avril 2009, n° 2-2010 et n° 3-2010 du 21 avril 2010, n° 2-2011 et n° 3-2011 du 20 avril 2011, n° 31-2012 et n° 32-2012 du 25 avril 2012 des conseils d'établissement portant adoption des comptes financiers et affectation des résultats des années 2002 à 2011 du collège de Huahine | 7526 |

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 1215 PR du 19 novembre 2012 portant nomination des membres du jury de délibération du diplôme d'aide-soignant(e) au titre de la promotion 2012 | 7530 |
| Arrêté n° 1218 PR du 19 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 1170 AA du 2 décembre 1982 modifié relatif au transfert d'une licence d'exploitation d'un établissement pharmaceutique et à sa gérance et portant enregistrement de la déclaration d'activité de M. Jérôme Caujolle, docteur en pharmacie, en qualité de pharmacien responsable | 7530 |
| Arrêté n° 1219 PR du 19 novembre 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique..... | 7531 |
| Arrêté n° 1224 PR du 20 novembre 2012 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah | 7531 |
| Arrêté n° 1225 PR du 20 novembre 2012 portant agrément de la société anonyme Technival au transport de déchets d'activités de soins par route..... | 7532 |
| Arrêté n° 1245 PR du 22 novembre 2012 portant agrément de M. Pierre Mokhtari pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public..... | 7532 |

Vice-présidence du gouvernement

- Arrêté n° 8572 VP du 16 novembre 2012 portant autorisation d'établissement et d'exploitation d'un réseau radioélectrique indépendant et assignation de fréquences au profit de la société Brasserie de Tahiti. 7533

Ministère de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi

- Arrêté n° 8567 MEF du 16 novembre 2012 portant attribution d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Jacques Navarro-Rovira 7534
- Arrêté n° 8568 MEF du 16 novembre 2012 portant attribution d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Sarah Dukhan 7534
- Arrêté n° 8569 MEF du 16 novembre 2012 portant attribution d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Marie-Eve Tefaatau 7535
- Arrêté n° 8667 MEF/DGAE du 21 novembre 2012 portant répartition du quota d'importation de poulets de chair à l'état frais ou réfrigérés, ouvert au titre du premier trimestre de l'année 2013 7536
- Arrêté n° 8668 MEF du 21 novembre 2012 portant retrait de la carte professionnelle d'agent immobilier de Mme Marie Finaz, gérante de l'EURL Tahiti Nui Realty 7536
- Arrêté n° 8669 MEF/DGRH du 21 novembre 2012 nommant les membres du jury du concours externe, sur titre avec épreuves, pour le recrutement de 22 personnels médico-techniques de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française 7537
- Arrêté n° 8670 MEF/DGRH du 21 novembre 2012 nommant les membres du jury du concours externe, sur titre avec épreuves, pour le recrutement de 35 médecins de catégorie A, relevant de la fonction publique de la Polynésie française 7538
- Arrêté n° 8692 MEF/DGRH du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 8405 MEF/DGRH du 8 novembre 2012 portant ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titre avec épreuves, pour le recrutement de 4 chirurgiens-dentistes et 2 pharmaciens de catégorie A, de la fonction publique de la Polynésie française .. 7538

Ministère de l'équipement et des transports terrestres

- Arrêté n° 8571 MET/DTT du 16 novembre 2012 portant suspension provisoire des licences de transport touristique n° 01A 10T, 02A 10T, 03A 10T, 04A 10T, 08B 10T, 09B 10T, 11B 10T et 12B 10T, délivrées à la SARL Marama Transports Touristiques pour l'île de Tahiti 7539
- Arrêté n° 8649 MET/DTT du 20 novembre 2012 portant délivrance de la licence de véhicule de remise n° 1-004, rattachée à l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise n° 004-VR/DV-01/12 attribuée à M. Loïc Jeanneteau sur l'île de Tahiti. 7540
- Arrêté n° 8741 MET du 22 novembre 2012 portant autorisation d'empiètement sur la servitude établie aux abords des ouvrages d'art sise à Mataiea au profit de M. René Roche 7541

Ministère des ressources marines

- Arrêté n° 8619 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de quatre (4) emplacements du domaine public maritime sis à Manihi, commune de Manihi, au profit de la société civile aquacole Tairapa Fishing 7541
- Arrêté n° 8620 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Manihi, commune de Manihi, au profit de Mme Zoé Frédérique Caroline Tetua épouse Faura. 7543
- Arrêté n° 8621 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Manihi, commune de Manihi, au profit de Mme Monalice Leilani Vaianu Tetua épouse Nollenberger. 7545
- Arrêté n° 8622 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Alvarez Thierry Maraetaata-Tenonoka . 7547
- Arrêté n° 8623 MRM du 20 novembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de Mlle Rudmilla Mira Pirirarii Tahito-Teraï. 7548

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 8624 MRM du 20 novembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 150 MAA du 25 juillet 2007 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de M. Pita Tetoka. | 7550 |
| Arrêté n° 8625 MRM du 20 novembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Maria Mahaa sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 298). | 7551 |
| Arrêté n° 8626 MRM du 20 novembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Yves Marii Salmon sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 96) | 7552 |
| Arrêté n° 8627 MRM du 20 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 3859 MRM du 18 mai 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de la SCA Puea sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 346). | 7553 |
| Arrêté n° 8628 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Apahere Vaimohi Parker sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 297) | 7554 |
| Arrêté n° 8629 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Raiarii Antonina Tihata épouse Parker sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 298). | 7555 |
| Arrêté n° 8630 MRM du 20 novembre 2012 abrogeant l'arrêté n° 7812 MRM du 21 octobre 2009 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Vairau Philippe Otare sis à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 100) | 7556 |
| Arrêté n° 8631 MRM du 20 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 6890 MRM du 28 septembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de la SCA Paimoana sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 140). | 7557 |
| Arrêté n° 8632 MRM du 20 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 2815 MRM du 16 juin 2009 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Henri Tauraa sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 232). | 7557 |
| Arrêté n° 8633 MRM du 20 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 1838 CM du 12 décembre 2008 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de la SCA Royal Polynesian Pearl sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 115) | 7558 |
| Arrêté n° 8634 MRM du 20 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 3861 MRM du 15 juin 2010 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. André Nicolas Tuaira sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 98) | 7559 |
| Arrêté n° 8635 MRM du 20 novembre 2012 rectifiant l'article 4 de l'arrêté n° 7263 MRM du 25 septembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Claudette Vaitiare Apeang sis à Takarua, commune de Takarua (exploitant n° 521). ... | 7560 |
| Arrêté n° 8636 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Robert Nicki Lono Autai sis à Takarua, commune de Takarua (exploitant n° 522) | 7561 |
| Arrêté n° 8637 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Henriette Atger sis à Takarua, commune de Takarua (exploitant n° 520) | 7562 |
| Arrêté n° 8638 MRM du 20 novembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Lydie Vahineura Parker épouse Moe sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 268) | 7563 |
| Arrêté n° 8639 MRM du 20 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 422 MRM du 10 janvier 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Rosita Rumahere Lin Sin sis à Takapoto, commune de Takarua (exploitant n° 79) | 7564 |
| Arrêté n° 8651 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Poutoru, commune de Tahaa au profit de M. Tama Mau | 7565 |

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 8652 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Patio, commune de Tahaa au profit de M. Tara Toarere Rooarii. | 7566 |
| Arrêté n° 8653 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Opoa, commune de Taputapuatea au profit de Mlle Marie-Claude Raapoto. | 7568 |
| Arrêté n° 8654 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Opoa, commune de Taputapuatea au profit de M. Teriaviri Raapoto. | 7570 |
| Arrêté n° 8655 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Vaiaau, commune de Tumaraa au profit de Mlle Wilna Hutia. | 7572 |
| Arrêté n° 8656 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Tevaitoa, commune de Tumaraa au profit de M. Tamanui Roger Millaud. | 7573 |
| Arrêté n° 8657 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis dans la commune de Uturoa au profit de Mme Terii Pani épouse Taruoura. | 7575 |
| Arrêté n° 8658 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Bora Bora, commune de Bora Bora au profit de M. Tom Tepa. | 7577 |
| Arrêté n° 8659 MRM du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 1230 MRM du 12 mars 2010 autorisant le changement de bénéficiaire de deux emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SARL Huahine Pearl Farm sis à Huahine, commune de Huahine (exploitant n° 100). | 7579 |
| Arrêté n° 8660 MRM du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 306 MPR du 11 janvier 2008 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Ayméric Bonaventure Champon sis à Tahaa, commune de Tahaa (exploitant n° 293). | 7580 |
| Arrêté n° 8661 MRM du 21 novembre 2012 abrogeant les arrêtés n° 73 MPI du 5 juin 2008 modifié et n° 4271 MRM du 23 juillet 2009 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Cathy Tautiare Ho sis à Raiatea, commune de Uturoa (exploitant n° 273). | 7581 |
| Arrêté n° 8662 MRM du 21 novembre 2012 abrogeant l'arrêté n° 2460 MRM du 8 juin 2009 autorisant l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole et le changement de bénéficiaire de l'autorisation précédemment attribué à la SCA Hina Raurea Pearls au profit de la SCA Poe Vairahi sis à Raiatea, commune de Taputapuatea (exploitant n° 259). | 7581 |
| Arrêté n° 8663 MRM du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 380 MPI du 24 septembre 2008 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Rainui Jean-François Sanquer sis à Raiatea, commune de Taputapuatea (exploitant n° 128). | 7582 |
| Arrêté n° 8664 MRM du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 5564 MRM du 27 août 2009 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Moana Don Jean-Pierre Constant sis Raiatea, commune de Taputapuatea (exploitant n° 140). | 7583 |
| Arrêté n° 8665 MRM du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 2805 MRM du 16 juin 2009 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Gustave Tavita sis à Raiatea, commune de Taputapuatea (exploitant n° 147). | 7584 |
| Arrêté n° 8666 MRM du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 3 MPI du 7 janvier 2009 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Didier Ani Terihaunui sis à Raiatea, commune de Taputapuatea (exploitant n° 223). | 7585 |
| Arrêté n° 8719 MRM du 22 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 7749 MRM du 10 octobre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 9257 CM du 16 décembre 2009 accordant à M. Mataarere Tetuarii le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française. | 7586 |
| Arrêté n° 8720 MRM du 22 novembre 2012 accordant à M. John Heimata Stéphane Hamblin le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française. | 7586 |
| Arrêté n° 8721 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Poetai Black Pearls sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 315). | 7587 |

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 8722 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Narati Nard Foug Fa Ahinoama Apeang sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 316) | 7588 |
| Arrêté n° 8723 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Lisa Tehina Manuarii Noble sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 449) | 7589 |
| Arrêté n° 8724 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Laurent Gilles Wymann sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 448) | 7590 |
| Arrêté n° 8725 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Garoro Heimata Turoa épouse Tahua sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 216) | 7591 |
| Arrêté n° 8726 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Gilbert Wane sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 425) . | 7592 |
| Arrêté n° 8727 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Boris Temaaroa Ludovic Fui You Wane sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 424) | 7593 |
| Arrêté n° 8728 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Cédric Tamaroa Wane sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 423) | 7594 |
| Arrêté n° 8729 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Maeva Pascale Andreucci épouse Wane sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 422) | 7595 |
| Arrêté n° 8730 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mlle Diana Peni sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 421) .. | 7596 |
| Arrêté n° 8731 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de la SCA Fare Poe Rau sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 426) | 7597 |
| Arrêté n° 8746 MRM du 22 novembre 2012 accordant à M. Laurent Tetuanui Para le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française | 7598 |
| Arrêté n° 8747 MRM du 22 novembre 2012 accordant à la SAS Avai'a le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française | 7598 |
| Arrêté n° 8748 MRM du 23 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 590 MPI du 8 décembre 2008 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Jerry Heiarii Gooding sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 99) | 7600 |
| Arrêté n° 8749 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Eria Tehei sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 275) | 7601 |
| Arrêté n° 8750 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Régis Serge Pihahuna sis à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 94) | 7601 |
| Arrêté n° 8751 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Temate Pierre Ruateroro sis à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 13) | 7602 |
| Arrêté n° 8752 MRM du 23 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 2634 MRM du 11 avril 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Paul Yu Hung Tai sis à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 83) | 7603 |

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 8753 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. John Heiva Ly sis à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 120) | 7604 |
| Arrêté n° 8754 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Christophe Ariinui Richmond sis à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 37) | 7605 |
| Arrêté n° 8755 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Léonor Alexandre Richmond sis à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 119) | 7606 |
| Arrêté n° 8756 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Tiaretafano sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 222) | 7607 |
| Arrêté n° 8757 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Tautiare Flora Tinomoe épouse Timi sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 300) | 7608 |
| Arrêté n° 8758 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jean-Claude Sylvestre Rattinassamy sis à Aratika, commune de Fakarava (exploitant n° 90) | 7609 |
| Arrêté n° 8759 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Emerita Ihi Tapi épouse Ehu sis à Kauehi, commune de Fakarava (exploitant n° 171) | 7610 |
| Arrêté n° 8760 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Luisang Gabriel Apeang sis à Kauehi, commune de Fakarava (exploitant n° 212) | 7611 |
| Arrêté n° 8761 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Victor Apeang sis à Kauehi, commune de Fakarava (exploitant n° 211) | 7612 |
| Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports | |
| Arrêté n° 8716 MEJ du 22 novembre 2012 portant, par mesure d'urgence, suspension d'exercer toutes fonctions de direction ou d'encadrement des centres de vacances, de placements de vacances et des centres de loisirs sans hébergement à l'encontre de M. Tauira Adams Piirai | 7613 |
| Arrêté n° 8718 MEJ du 22 novembre 2012 portant sur la composition du conseil d'administration du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation (GREPFOC) | 7613 |
| Ministère de l'aménagement et du logement | |
| Arrêté n° 8767 MAA du 23 novembre 2012 autorisant la location d'une emprise de 1 500 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre domaniale dénommée Taugaraufara 1, cadastrée commune de Manihi section E n° 90, sise atoll de Manihi et d'une superficie totale de 6 320 mètres carrés au profit de M. Pierre Hoata. | 7614 |
| Arrêté n° 8768 MAA du 23 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 7695 MAE du 8 novembre 2010 autorisant la location du lot n° 3 cadastré section OB n° 11 dépendant de la terre Haumarere et Apoovero sis à Opoa, commune de Taputapuatea, île de Raiatea au profit de M. Rainui Sanquer | 7615 |
| Arrêté n° 8769 MAA du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime (corps-mort) sis commune de Uturoa, à Raiatea, au profit de la société EURL Dream Yacht Tahiti. | 7616 |
| Ministère de l'environnement, de l'énergie et des mines | |
| Arrêté n° 8688 MEM/ENV du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 2 MEV du 10 mars 2009 autorisant la société Teanavai 2 à installer et à exploiter un entrepôt couvert, sis dans la commune de Faa'a (installation de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement) | 7617 |

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 8689 MEM/ENV du 21 novembre 2012 portant prorogation jusqu'au 10 mai 2013 de l'arrêté n° 3400 MEM/ENV du 10 mai 2012 autorisant la société Te Matohei à installer et exploiter provisoirement (6 mois) une station de concassage, sise dans la commune de Uturoa (installation de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement) | 7618 |
| Arrêté n° 8690 MEM/ENV du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 7633 MSE/ENV du 4 novembre 2010 autorisant la société Total Polynésie à installer et à exploiter sur le motu de l'aéroport de l'aviation civile de l'île de Bora Bora, un dépôt de carburant Jet A1 (installation de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement) | 7618 |
| Arrêté n° 8691 MEM/ENV du 21 novembre 2012 autorisant la SCI Pua Hea à installer et exploiter un entrepôt couvert dans la commune de Faa'a, établissement de 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement | 7619 |
| Ministère de la santé et de la solidarité | |
| Arrêté n° 8734 MSS du 22 novembre 2012 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Lebopp | 7626 |
| Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt | |
| Arrêté n° 8616 MAE du 19 novembre 2012 portant déclaration de l'exploitation de poules pondeuses SCA Hotu Rau de M. Jean-Pierre Sangue (Mataiea-Tahiti) infectée par <i>Salmonella enterica</i> sérotype Enteritidis | 7626 |
| Arrêté n° 8617 MAE du 20 novembre 2012 portant mise sous surveillance de l'exploitation de poules pondeuses SCA Heia Tau Aarii de M. Jean-Pierre Sangue (Afaahiti-Tahiti), suspecte d'infection par <i>Salmonella enterica</i> sérotype Enteritidis | 7629 |
| Arrêté n° 8732 MAE du 22 novembre 2012 relatif à la cession gratuite de plants fruitiers à l'association la maison du diabétique" | 7630 |
| Ministère du développement des archipels et des transports interinsulaires | |
| Arrêté n° 8650 MDA du 20 novembre 2012 autorisant le navire Aremiti 4 à desservir l'île de Tahaa lors de son voyage du 16 novembre 2012. | 7630 |
| Arrêté n° 8733 MDA du 22 novembre 2012 autorisant Mme Gisèle Dubois à occuper le domaine public aéroportuaire de Ahe (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation d'un étal de vente de produits alimentaires locaux à l'extérieur de l'aérogare | 7631 |
| Arrêté n° 8745 MDA du 22 novembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 1668 MDA du 28 février 2012 autorisant la SARL La Boutique du Mahana à occuper le domaine public aéroportuaire de Huahine (îles Sous-le-Vent) dans le cadre de l'exploitation d'une boutique curios. | 7634 |

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

| | |
|--|------|
| Loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer.. (JORF du 21 novembre 2012) | 7634 |
| Décret n° 2012-1269 du 19 novembre 2012 portant relèvement du plafond du livret A en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna. (JORF du 20 novembre 2012) | 7643 |
| EXTRAITS | |
| Convention de financement n° HC 334-12 DIPAC/FIP du 15 novembre 2012 pour la réalisation de l'opération "Etudes, évaluation des nappes de Rimatara et de Tumaraa | 7644 |
| Avenant n° 336-12 du 19 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 327-09 DIPAC/FIP du 19 octobre 2009 relative à l'opération "Travaux de clôture et de carrelage du réfectoire et de la cuisine du CJA de Vaiaau" dans la commune de Tumaraa. | 7644 |

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

| | |
|--|------|
| Institut d'émission d'outre-mer. — Cours des changes (période du 29 novembre au 12 décembre 2012 inclus) | 7644 |
| Direction des affaires foncières. — Avis de curatelle aux successions et biens vacants n° 3645 DAF.REC-HYP du 31 octobre 20112..... | 7644 |
| Centre hospitalier de la Polynésie française. — 1° Décision n° 36-12 CHPF/D du 15 novembre 2012 portant nomination d'un régisseur à la caisse d'avance du Centre hospitalier de la Polynésie française..... | 7645 |
| 2° Décision n° 37-12 CHPF/D du 15 novembre 2012 portant nomination d'un régisseur suppléant à la caisse d'avance du Centre hospitalier de la Polynésie française..... | 7645 |
| Centre hospitalier du Taaone. — 1° Délibération n° 57-2012 CHPF du 9 novembre 2012 approuvant le marché à bons de commande n° 42-2012 concernant la fourniture de dispositifs médicaux implantables de cardiologie au Centre hospitalier du Taaone passé avec Boston Scientific SAS..... | 7646 |
| 2° Délibération n° 58-2012 CHPF du 9 novembre 2012 approuvant le marché à bons de commande n° 43-2012 passé avec la SAS Blanchisserie Mea-Ma pour le blanchissage du linge du Centre hospitalier du Taaone, lot 1 : articles de linge | 7646 |
| 3° Délibération n° 59-2012 CHPF du 9 novembre 2012 approuvant le marché à bons de commande n° 44-2012 passé avec la SAS Blanchisserie Mea-Ma pour le blanchissage du linge du Centre hospitalier du Taaone, lot 2 : uniformes..... | 7646 |
| 4° Délibération n° 60-2012 CHPF du 9 novembre 2012 approuvant le marché à bons de commande n° 45-2012 passé avec la Blanchisserie Coton Blanc pour le blanchissage du linge du Centre hospitalier du Taaone, lot 3 : divers | 7646 |
| 5° Délibération n° 61-2012 CHPF du 9 novembre 2012 approuvant l'avenant n° 1 au marché 83-2010 passé avec la Cegelec l'exploitation de maintenance multi-technique du nouvel hôpital de Taaone..... | 7646 |
| 6° Délibération n° 62-2012 CHPF du 9 novembre 2012 relevant les éventuelles prescriptions touchant certaines créances de la Caisse de prévoyance sociale sur le Centre hospitalier de la Polynésie française | 7646 |
| 7° Délibération n° 67-2012 CHPF du 9 novembre 2012 donnant un avis favorable pour le dépassement de plafond des gardes et astreintes des praticiens dans certains services..... | 7646 |
| 8° Délibération n° 68-2012 CHPF du 9 novembre 2012 autorisant la commune de Pirae à utiliser un local en vue d'assurer les opérations d'état civil..... | 7647 |
| Service de l'urbanisme. — 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent (Taiarapu-Est et Taiarapu-Ouest et Teva I Uta) pour le mois d'octobre 2012..... | 7647 |
| 2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour la période du 23 octobre au 9 novembre 2012..... | 7648 |

PARTIE NON OFFICIELLE

| | |
|--------------------------------------|------|
| Annonces judiciaires et légales..... | 7650 |
| Annonces diverses | 7653 |



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 45 IDV du 12 novembre 2012 portant agrément de Mme Mereana Manulani Mairau épouse Raurahi, candidate à un emploi d'agent de la police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs notamment l'article 72 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 161/2012/SP/RH du 10 mai 2012 de M. le maire de la commune de Hitia'a O Te Ra informant le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent de son intention de recruter Mme Mereana Manulani Mairau épouse Raurahi, en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 octobre 2012 ;

Arrête :

Article 1er. — Mme Mereana Manulani Mairau épouse Raurahi, née le 16 juin 1984, candidate à un emploi d'agent de la police municipale, est agréée à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2. — M. le maire de la commune de Hitia'a O Te Ra et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à Mme Mereana Manulani Mairau épouse Raurahi pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 12 novembre 2012.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*
Jean-Michel JUMEZ.

ARRETE n° HC 46 IDV du 12 novembre 2012 portant agrément de M. Maniaro Joseph Viriamu Parker, candidat à un emploi d'agent de la police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs notamment l'article 72 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2176/07.12 du 13 juillet 2012 de M. le maire de la commune de Arue informant le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent de son intention de recruter M. Maniaro Joseph Viriamu Parker, en qualité d'agent de la police municipale ;

Vu l'avis favorable du procureur de la République en date du 29 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er. — M. Maniaro Joseph Viriamu Parker, né le 26 février 1986, candidat à un emploi d'agent de la police municipale, est agréé à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2. — M. le maire de la commune de Arue et M. le commandant de la compagnie de gendarmerie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à M. Maniaro Joseph Viriamu Parker, pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 12 novembre 2012.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*

Jean-Michel JUMÉZ.

ARRETE n° 1480166 AC.DIR du 14 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 1394 AC.DIR du 28 septembre 2011 portant nomination des membres de la commission sûreté de l'aérodrome de Tahiti-Faa'a.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 73-10 du 4 janvier 1973 relative à la police des aérodromes, modifiant et complétant le code de l'aviation civile ;

Vu le code des transports et notamment les articles L. 6332-2, L. 6341-1, L. 6341-2, L. 6342-1, L. 6342-2, L. 6343-2 ;

Vu le code de l'aviation civile et notamment les articles R. 217-1 à R. 217-5 ;

Vu le décret n° 2002-24 du 3 janvier 2002 relatif à la police de l'exploitation des aérodromes et modifiant le code de l'aviation civile et notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2002-1026 du 31 juillet 2002 relatif à certaines mesures de sûreté et de sécurité du transport aérien et modifiant le code de l'aviation civile et notamment son article 12 ;

Vu l'arrêté n° 109 AC.DIR du 24 février 2004 portant création de la commission sûreté de l'aérodrome de Tahiti-Faa'a ;

Vu l'arrêté n° 39 AC.DIR du 30 janvier 2008 portant modification de l'arrêté n° 109 AC.DIR du 24 février 2004 portant création de la commission sûreté de l'aérodrome de Tahiti-Faa'a ;

Vu l'arrêté n° 348 AC.DIR du 30 mars 2011 abrogeant l'arrêté n° 300 AC.DIR du 16 avril 2010 et portant nomination des membres de la commission sûreté de l'aérodrome de Tahiti-Faa'a ;

Sur proposition du directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Dans l'article 1er désignés membres de la commission de sûreté, représentant des services de l'Etat en qualité de titulaire pour le SEAC, "M. Etienne Dinand" en remplacement de "Mme Sylvie Payn".

Art. 2. — Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 novembre 2012.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le directeur du service d'Etat
de l'aviation civile,
Thierry REVIRON.*

ARRETE n° HC 2126 CAB/DDPC du 16 novembre 2012 fixant la date, les horaires des épreuves et la composition du jury d'un examen SSIAP 1 à la date du 2 novembre 2012 pour des candidats présentés par Formation Poly sécurité.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur notamment son article 8 ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire de la République,

Arrête :

Article 1er. — Un examen, pour des candidats présentés par Formation Poly sécurité, prévu pour l'obtention du diplôme d'agent de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP 1) aura lieu le 2 novembre 2012 à l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française (IJSPF), dans la commune de Pirae.

Art. 2. — Les épreuves de l'examen se dérouleront :

- de 7 h 30 à 8 h 30 pour les épreuves théoriques,
- à partir de 8 h 30 pour les épreuves pratiques.

Art. 3. — Le jury d'examen sera composé comme suit :

- *président* : lieutenant de vaisseau Guillaume-Alexandre Scailteux, officier au sein de la direction de la défense et de la protection civile ;
- *membre* : M. Roger Mahinui, chef de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes au Centre hospitalier de Polynésie française.

Art. 4. — Le directeur de cabinet du haut-commissaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet,
Stéphane JARLEGAND.

ARRETE n° HC 2127 CAB/DDPC du 16 novembre 2012 désignant le président et les membres du jury d'examen pour l'obtention du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, le 17 novembre 2012, à la piscine Pater, commune de Pirae (Tahiti).

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 modifiée portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1979 modifié fixant les modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

Vu l'arrêté du 16 août 2012 portant extension en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française de diverses dispositions intéressant la sécurité civile ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire de la République,

Arrête :

Article 1er. — Un examen permettant l'obtention du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique aura lieu le 17 novembre 2012 à la piscine Pater, commune de Pirae (Tahiti).

Art. 2. — Le jury d'examen sera composé comme suit :

- Lieutenant-colonel Franck Machingorena, directeur adjoint de la défense et de la protection civile, président du jury d'examen ;
- M. Gérard Dubois, inspecteur de la jeunesse et des sports, chef de la mission d'aide et d'assistance technique jeunesse et sports (MAAT), titulaire du BEESAN ;
- M. Poaru Maono, titulaire du BEESAN et du certificat "PAE 1" ;
- M. Bertrand Janning, titulaire du BEESAN.

Les membres suppléants seront :

- Lieutenant de vaisseau Guillaume Scailteux, officier au sein de la direction de la défense et de la protection civile ;
- M. Thierry D'angelo, inspecteur de la jeunesse et des sports ;
- M. Maori Pani, titulaire du certificat "PAE 1" ;
- M. Christophe Borderie, titulaire du BEESAN.

Art. 3. — Le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet par intérim,
Jean-Michel JUMEZ.

ARRETE n° HC 2128 CAB/DDPC du 16 novembre 2012 fixant la date, les horaires des épreuves et la composition du jury d'un examen de rattrapage SSIAP 1 à la date du 16 novembre 2012 pour des candidats présentés par Formation Poly sécurité.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur notamment son article 8 ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire de la République,

Arrête :

Article 1er. — Un examen de rattrapage, pour des candidats présentés par Formation Poly sécurité, prévu pour l'obtention du diplôme d'agent de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP 1) aura lieu le 16 novembre 2012 à l'institut universitaire de formation des maîtres (IUFM), dans la commune de Punaauia.

Art. 2. — Les épreuves pratiques se dérouleront à partir de 7 h 30.

Art. 3. — Le jury d'examen sera composé comme suit :

- *président* : lieutenant de vaisseau Guillaume-Alexandre Scailteux, officier au sein de la direction de la défense et de la protection civile ;
- *membre* : M. Roger Mahinui, chef de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes au Centre hospitalier de Polynésie française.

Art. 4. — Le directeur de cabinet du haut-commissaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet par intérim,
Jean-Michel JUMÉZ.

ARRETE n° HC 2132 AC/DIR du 19 novembre 2012 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des transports et le code de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu l'arrêté interministériel du 6 décembre 1961 modifié portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'avis rendu par le comité technique du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française le 15 mars 2012,

Arrête :

Article 1er. — Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française exerce, sous l'autorité du haut-commissaire de la République en Polynésie française, dans le cadre des directives et instructions d'ordre technique du ministre chargé de l'aviation civile et dans le domaine de compétences fixé par les dispositions statutaires déterminant le partage de compétences entre l'Etat et la Polynésie française, une action de direction du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française et une action de coordination sur l'ensemble des services concourant au fonctionnement, à la sécurité et à la sûreté de l'aviation civile en Polynésie française et dans la région d'information de vol de Tahiti. En particulier :

- il assure la direction de l'aérodrome international d'intérêt général de Tahiti-Faa'a ;
- il assure le contrôle du fonctionnement opérationnel des organes concourant aux missions de sûreté sur les aérodromes ;
- il assure, en coordination avec les services concernés de l'administration centrale de la direction générale de l'aviation civile, le contrôle économique et technique des liaisons aériennes de la compétence de l'Etat ;
- il assure, en coordination avec les services centraux de la direction générale de l'aviation civile, le contrôle de l'exploitation technique des entreprises de transport et de travail aérien et de l'aviation générale basées en Polynésie française ;
- il délivre, en liaison avec les services concernés, dans le cadre de ses compétences liées au transport aérien, les autorisations d'atterrissage des vols privés ;
- sous l'égide du "bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile", il assure les enquêtes de première information consécutives aux accidents et incidents aéronautiques ;
- il gère les personnels et les ressources affectés au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;
- il prononce les décisions d'affectation au personnel des logements affectés par le service ;
- il peut représenter le ministre chargé de l'aviation civile dans les instances techniques de l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI) dans la zone Asie Pacifique.

Dans l'exercice de ses attributions, il est assisté par un chef de cabinet et des chargés de mission.

Art. 2. — Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française exerce ses différentes missions dans le cadre des délégations consenties par le haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Il peut notamment recevoir délégation pour l'ordonnancement des dépenses et l'émission des titres de recettes pour les budgets dont il contrôle la gestion.

Il peut également recevoir délégation pour approuver les marchés de travaux, de fournitures, de prestations intellectuelles intéressant le budget du ministère chargé de l'aviation civile, ainsi que pour consentir les actes de gestion du domaine public aéronautique dans le respect des dispositions prévues par le cahier des charges (et annexes associées) des services aéroportuaires délégués.

Il préside les commissions d'appel d'offres et les jurys de concours.

Art. 3.— Pour assurer l'ensemble de ses activités, le service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française comprend quatre entités dont les attributions sont fixées dans le présent arrêté :

- un département de la gestion des ressources ;
- un service de la navigation aérienne ;
- un service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable ;
- un département de la surveillance.

Par ailleurs, sont directement rattachés au directeur :

- le chef de cabinet de la direction ;
- le chef du projet "supervision des transferts à la collectivité territoriale et aux gestionnaires d'aérodromes".

Art. 4.— Le département de la gestion des ressources est chargé de la gestion des ressources humaines, des finances, de la logistique, de la gestion immobilière et de l'informatique non opérationnelle pour l'ensemble du service d'Etat de l'aviation civile. Son action tend à intégrer les différentes fonctions de gestion. A ce titre, il assure :

- a) la gestion des ressources humaines : recrutements, affectations, mutations, nominations, congés, mises en route ; suivi de la réglementation statutaire et indemnitaire, des affaires médicales et sociales ; coordination de la formation ; liquidation et mandatement des rémunérations ; affectation aux personnels des logements du domaine de l'Etat ; organisation et secrétariat des commissions de concertation avec les personnels ;
- b) la gestion des ressources financières et notamment la tenue de la comptabilité administrative ; dans ce cadre, il est chargé de la comptabilité des engagements, de l'ordonnancement des dépenses du service et de l'émission des titres de recettes ; il prépare notamment, en liaison avec les services et divisions, les budgets de fonctionnement et d'investissement ; il contrôle l'exécution budgétaire et l'ensemble de la gestion financière ; il assiste l'agent comptable secondaire du budget annexe du contrôle et de l'exploitation aériens ;
- c) la gestion immobilière en étant l'interlocuteur de l'administration centrale et du service en charge du domaine de l'Etat en Polynésie française, en organisant la gestion des données relatives au patrimoine de l'Etat/DGAC, en coordonnant la gestion des moyens financiers. A cette fin, il s'appuie sur le service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable ;
- d) la mise en place d'applications informatiques pour la gestion des ressources humaines, de la paye et des finances et l'informatisation des procédures dans un but de rationalisation des activités administratives ainsi que la gestion des systèmes et réseaux et celle du parc informatique bureautique ;
- e) le support "logistique" :
 - entretien et gestion du parc automobile ;
 - gestion des moyens de fonctionnement des services ;
 - suivi des questions d'hygiène et sécurité et des conditions de travail ;
 - gestion des approvisionnements et de la réforme des matériels et du mobilier.

Pour l'exercice de ces attributions, le département gestion des ressources comprend notamment :

- une subdivision ressources humaines ;
- une subdivision finances ;
- une subdivision informatique ;
- une subdivision logistique.

Art. 5.— Le service de la navigation aérienne est chargé de la prestation de services dans le cadre de la législation et de la réglementation relatives à la circulation aérienne, aux télécommunications de l'aéronautique, à la navigation aérienne, à l'exploitation technique des aides à la navigation aérienne, et, d'une manière générale, de toute réglementation concernant la sécurité de la navigation aérienne. A ce titre, en tant que prestataire de services de navigation aérienne de la circulation aérienne, dans le cadre d'une convention passée entre la DSNA et le SEACPF, il assure :

- la sécurité et la fluidité du trafic aérien ;
- l'information aéronautique sur les plans national et international ;
- la permanence opérationnelle du service de la navigation aérienne ;
- la mise en œuvre de la recherche et du sauvetage.

En ce qui concerne les installations intéressant la sécurité de la navigation aérienne pour les besoins de la circulation aérienne, dans le cadre des instructions du ministère chargé de l'aviation civile, il assure :

- la planification et le suivi de la capacité des organismes de contrôle ;
- la définition des matériels techniques nécessaires à l'équipement des aérodromes contrôlés, des routes aériennes et des centres isolés, le suivi de leurs conditions techniques d'exploitation et de leur maintenance.

Il assure de plus :

- l'élaboration de la facturation des redevances de navigation aérienne, des statistiques de trafic aérien pour la navigation aérienne.

Pour l'exercice de ces attributions, le service de la navigation aérienne comprend notamment :

- un responsable du système du management intégré ;
- une division circulation aérienne ;
- une division technique.

Art. 6.— Le service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable assure :

- a) sur les aérodromes d'Etat et le domaine de l'Etat affecté à l'aviation civile :
 - la gestion du domaine de l'Etat affecté au ministère chargé de l'aviation civile (domaine public aéronautique, domaine privé de l'Etat) ;
 - l'entretien et la maintenance du patrimoine immobilier ;
 - l'établissement des projets, la préparation et l'exécution des travaux de construction, d'aménagement, de remise en état et d'entretien des constructions et installations édifiées sur le domaine public aéroportuaire non concédé de l'Etat et sur le domaine privé de l'Etat affecté au ministère chargé de l'aviation civile ;

- les études, l'instruction technique et administrative ainsi que la gestion des documents de planification aéroportuaire en coordination avec les services techniques centraux concernés (plans de servitudes aéronautiques, avant-projets de plan masse, schémas directeurs de développement, etc.) ;
- b) dans le cadre de la tutelle exercée par le service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française sur les services aéroportuares délégués, dans le respect des dispositions correspondantes prévues par les conventions, autorisations d'occupations temporaire, cahiers des charges (et annexes associées) et en concertation avec les autres services :
 - le contrôle des projets, études et réalisations (ainsi que les procédures administratives afférentes) effectuées par le délégataire ou ses ayants droit,
 - le contrôle général et financier de son budget, des comptes exécutés, de ses actes, conventions et marchés ;
- c) pour ce qui concerne le développement durable, il est le correspondant privilégié de l'administration centrale. Il assure une veille réglementaire des textes étendus en Polynésie française et de la réglementation locale. Il décline les éléments applicables localement de la politique de la DGAC en dehors des actions conduites en matière de navigation aérienne et de construction aéronautique. Il est en particulier chargé de l'établissement du bilan CO₂ du SEAC-PF et de son suivi ;
- d) il apporte un support d'ingénierie aux autres services et département du SEAC-PF.

Il peut également réaliser des missions d'ingénierie pour le compte des délégataires de services aéroportuares par conventions soumises à l'approbation du directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Il participe en tant que de besoin aux missions transversales du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Pour l'exercice de ces attributions, le service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable comprend notamment :

- une division de la régulation économique et de l'administration ;
- une division de l'ingénierie et du développement durable ;
- une division des aérodromes.

Art. 7.— Le département de la surveillance assure :

- les missions de surveillance liées au transport aérien public et à l'aviation générale ;
- les missions de surveillance liées à la sécurité sur les aérodromes et en navigation aérienne ;
- les missions de surveillance relative à la sûreté ;
- la coordination avec l'organisme pour la sécurité de l'aviation civile (OSAC).

Pour l'exercice de ces missions, le département de la surveillance se compose de :

- a) un pilote inspecteur qui, notamment, du fait des titres aéronautiques détenus, apporte son expertise dans les missions de surveillance concernant le transport public de passagers et les activités d'aviation générale. Il conduit des opérations en vol afin de valider les compétences au travers de la délivrance ou du renouvellement de titres aéronautiques. Il participe notamment :

- aux vols de calibration et expérimentations diverses des aides radio électriques à la navigation aérienne ;
- à la réalisation des vols EVASAN et à la recherche en mer ;
- à la supervision des examens pratiques des personnels navigants pour l'obtention, la prorogation et le renouvellement de leurs titres ;
- à la réalisation du suivi pédagogique des qualifications des instructeurs de vol ;
- au contrôle des formations dispensées par les organismes approuvés ;
- au transport de personnalités ;
- aux activités de surveillance des exploitants aériens et, plus particulièrement quant aux actions visant à améliorer la sécurité des vols ;
- b) une division des opérations aériennes en charge des missions de surveillance liées au transport aérien et à l'aviation générale. Elle assure notamment :
 - l'instruction des dossiers en vue de la délivrance des certificats de transporteur aérien et des autorisations associées ainsi, que le suivi de l'activité des entreprises de transport aérien ;
 - les contrôles techniques d'exploitation des aéronefs français et étrangers dans le cadre du programme SAFA (Safety Assessment of Foreign Aircraft) et SANA (Safety Assessment of National Aircraft) relevant de l'organisation de l'aviation civile internationale ;
 - les études opérationnelles quant aux aérodromes relevant de l'Etat ou de la Polynésie française ;
 - la tenue à jour et l'exploitation de la base de données ECCAIRS (European Coordination Centre for Accident and Incident Reporting Systems) dans son domaine de compétence ;
 - la tenue à jour des dossiers "titres aéronautiques" du personnel navigant ;
 - l'instruction et la délivrance des approbations/agréments relatives aux organismes de formation de personnels navigants ;
 - l'instruction des dossiers relevant du travail aérien ;
 - l'organisation et la gestion des examens théoriques et pratiques des personnels navigants ;
 - l'instruction des dossiers de délivrance et de renouvellement des cartes d'identification ULM et des licences de station d'aéronefs ;
 - l'instruction des demandes relatives aux activités aériennes particulières, ainsi qu'aux dérogations de survol ;
 - l'instruction des dossiers d'infraction du personnel navigant et du bon fonctionnement de la commission de discipline des personnels navigants non professionnels ;
 - la gestion des dossiers de manifestations aériennes ;
 - la réalisation d'audits dans tous ces domaines ;
 - les approbations des plans d'actions correctives et leur suivi ;
- c) une division sécurité aéroportuaire et navigation aérienne. Elle assure notamment par contrat de service avec la direction de la sécurité de l'aviation civile :
 - la certification des exploitants d'aérodromes ;
 - la surveillance des installations à usage aéronautique ;
 - l'homologation des pistes ;
 - la surveillance des surfaces aéronautiques de dégagement ;
 - la surveillance du balisage des aérodromes ;
 - la surveillance de la bonne application de la réglementation de sécurité relative aux missions de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs (SSLIA) ;

- la surveillance relative au péril animalier (SPPA) ;
 - l'exploitation de la base de données ECCAIRS (European Coordination Centre for Accident and Incident Reporting Systems) dans son domaine de compétence ;
 - la surveillance des prestataires des services de navigation aérienne ;
 - la réalisation d'audits dans tous ces domaines ;
 - les approbations es plans d'actions correctives et leur suivi ;
 - le suivi des licences POM-COM des contrôleurs aériens du SNA ;
- d) une division sûreté. Elle assure notamment :
- la délivrance des autorisations administratives aux opérateurs mettant en œuvre des mesures de sûreté (exploitant d'aérodrome, compagnies aériennes, agents habilités, chargeurs connus, fournisseurs habilités, organismes de formation ...) ;
 - la surveillance continue de ces opérateurs au travers d'inspections régulières ;
 - le suivi des plans d'actions correctives ;
 - la participation aux audits nationaux ou internationaux ;
 - une veille réglementaire ;
 - la rédaction et la mise à jour des arrêtés de police et plans de sûreté aéroportuaires en coordination avec les services de l'Etat ;
 - une activité de conseil en matière de sûreté auprès des occupants et utilisateurs de la plate-forme aéroportuaire ;
 - l'instruction des dossiers de demande de titre de circulation aéroportuaire ;
 - l'approbation des mesures de sûreté spécifiques aux chantiers ;
 - l'animation du comité local de sûreté et des réunions de sûreté aéroportuaires permettant la concertation avec les opérateurs ;
 - le secrétariat de la commission de sûreté.

Art. 8. — Le service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française peut se voir confier par la Polynésie française, par voie conventionnelle, toute mission relative aux aérodromes territoriaux.

Art. 9. — En application du présent arrêté, le directeur du SEACPF est chargé d'approuver l'organisation détaillée du service, notamment par la prise de décisions internes décrivant la répartition des attributions.

Art. 10. — L'arrêté portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française n° 112 AC/DIR du 24 mars 2009 est abrogé.

Art. 11. — Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le, 19 novembre 2012.
Jean-Pierre LAFLAQUIERE.

ARRETE n° HC 401 DRHME/BRHT/jt du 20 novembre 2012 portant délégation de signature à Mme Agnès Jagueneau, directrice des actions de l'Etat.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 1er août 2012 portant nomination de M. Jean-Pierre Laflaquière, préfet hors cadre, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 134 SME/BRHT/MJA du 16 juillet 2007 portant affectation de Mme Maud Rouault, secrétaire administratif de classe normale du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, au bureau des finances (direction des actions de l'Etat) ;

Vu l'arrêté n° HC 214 DRHME/BRHT/MJA du 20 juillet 2010 portant nomination de Mme Valérie Lefait, secrétaire administratif de classe normale du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, en qualité d'adjointe au chef du bureau des affaires économiques et des entreprises (direction des actions de l'Etat) à compter du 7 juillet 2010 ;

Vu l'arrêté n° HC 146 DRHME/BRHT/jt du 24 mai 2012 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 250/DAF/PERS/ET du 25 août 2005 portant nomination de Mme Madeleine Lau, secrétaire administratif de classe supérieure de l'administration centrale du ministère de l'outre-mer, en qualité d'adjointe au chef du bureau des finances ;

Vu la décision n° HC 238 DRHME/BRHT/ach du 31 août 2009 portant affectation de Mme Agnès Jagueneau, attachée d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, en qualité de directrice des actions de l'Etat, à compter du 25 août 2009 ;

Vu la décision n° HC 6 DRHME/BRHT/ET du 8 janvier 2010 portant affectation de M. Karl Martin, attaché territorial, à la direction des actions de l'Etat, en qualité de chef du bureau des affaires économiques et des entreprises ;

Vu la décision n° HC 267 DRHME/BRHT/ach du 19 août 2011 portant affectation de M. Christian Abéguil, attaché principal d'administration des services du premier ministre, en qualité de chef du bureau de l'action interministérielle et des politiques contractuelles (BAIPC) à la direction des actions de l'Etat ;

Vu la décision n° HC 174 DRHME/BRHT/rt du 25 juin 2012 portant affectation de Mme Martine Damaye, attachée d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, complétée par l'arrêté n° HC 192 DRHME/BRHT/rt du 3 juillet 2012 ;

Vu la décision n° HC 358 DRHME/BRHT/mp du 19 octobre 2012 portant changement d'affectation de Mme Temoea Urima, secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 360 DRHME/BRHT/mp du 22 octobre 2012 portant changement d'affectation de Mme Viviane Teriierooiterai, secrétaire administratif de classe normale du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Agnès Jagueneau, directrice des actions de l'Etat, dans les domaines relevant de ses attributions figurant dans l'arrêté n° HC 146/DRHME/BRHT/jt du 24 mai 2012 susvisé, à effet de signer les actes suivants :

- les correspondances et actes courants relatifs aux recettes et dépenses de l'Etat, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- l'ordonnancement et les pièces justificatives d'ordonnancement pour les recettes et les dépenses de l'Etat, sous réserve des délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont, notamment, le directeur de l'aviation civile, le vice-recteur de la Polynésie française et le directeur de l'administration pénitentiaire ;
- l'ordonnancement des recettes et dépenses hors titre 2 relevant du budget opérationnel de programme 307 "administration territoriale" ;
- les correspondances, les actes courants et les actes d'exécution des décisions attributives de secours dans le cadre de la mise en œuvre des secours délégués par l'Etat au profit des sinistrés des catastrophes naturelles ;
- les documents relatifs à la centralisation des dépenses imputées sur le fonds de secours aux victimes des calamités publiques ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les accusés de réception des dossiers relatifs aux demandes de subvention ;
- les attestations diverses ;
- l'engagement juridique et la liquidation des crédits de fonctionnement alloués à la direction des actions de l'Etat ;
- les arrêtés portant attribution de l'aide à la continuité territoriale ;
- les arrêtés portant attribution du passeport mobilité.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Agnès Jagueneau, directrice des actions de l'Etat, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions et dans l'ordre par :

- M. Christian Abéguilé, chef du bureau de l'action interministérielle et des politiques contractuelles ;
- Mme Martine Damaye, chef du bureau des finances de l'Etat - CSPI Chorus ;
- M. Karl Martin, chef du bureau des affaires économiques et des entreprises.

Art. 3.— Délégation de signature est également consentie à M. Christian Abéguilé, chef du bureau de l'action interministérielle et des politiques contractuelles, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité de la directrice des actions de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les arrêtés portant attribution de l'aide à la continuité territoriale ;
- les pièces justificatives relatives aux dépenses de l'Etat en matière d'aide au logement étudiant et d'aide à la mobilité.

* En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian Abéguilé, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Temoea Urima, adjointe au chef de bureau.

Art. 4.— Délégation de signature est également consentie à Mme Viviane Teriierooiterai, responsable du pôle chargé de la continuité territoriale, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité de la directrice des actions de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les arrêtés portant attribution de l'aide à la continuité territoriale ;
- les pièces justificatives relatives aux dépenses de l'Etat en matière d'aide au logement étudiant et d'aide à la mobilité.

Art. 5.— Délégation de signature est également consentie à Mme Martine Damaye, chef du bureau des finances de l'Etat - CSPI Chorus, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité de la directrice des actions de l'Etat, les actes suivants :

- les mandats, titres de perception et pièces justificatives relatives aux recettes et aux dépenses de l'Etat, sous réserve des délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont, notamment, le directeur de l'aviation civile, le vice-recteur de la Polynésie française et le directeur de l'administration pénitentiaire ;
- l'ordonnancement des recettes et dépenses hors titre 2 relevant du budget opérationnel de programme 307 "administration territoriale" ;
- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;

- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Martine Damaye, la délégation qui lui est consentie sera exercée, dans les mêmes conditions, par Mme Madeleine Lau, adjointe au chef de bureau, et Mme Maud Rouault, responsable du pôle investissement, à l'exception du dernier alinéa.

Art. 6.— Délégation de signature est également consentie à M. Karl Martin, chef du bureau des affaires économiques et des entreprises, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité de la directrice des actions de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Karl Martin, la délégation qui lui est consentie sera exercée, dans les mêmes conditions, par Mme Valérie Lefait, adjointe au chef du bureau des affaires économiques et des entreprises.

Art. 7.— L'arrêté n° HC 279 DRHME/BRHT/jt du 3 septembre 2012 est abrogé.

Art. 8.— Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice des actions de l'Etat et le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Jean-Pierre LAFLAQUIERE.

Par arrêté n° HC 910 ISLV du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 19 novembre 2012.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'article 4 et l'article 5 de l'arrêté de financement n° HC 5 ISLV du 18 janvier 2011 en ce qui concerne les modalités de versement de la subvention et le délai d'achèvement de l'opération.

L'article 4 de l'arrêté de financement, relatif aux versements de la subvention, est modifié comme suit :

Au lieu de : "Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- le versement de la subvention, s'effectuera sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (demande de versement conformément à l'imprimé n° 2 SE, état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération, visé par le trésorier des îles Sous-le-Vent, procès-verbal de réception et de mise en service" ;

Lire : Dans la limite des crédits disponibles, le versement de la subvention de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- des acomptes n'excédant pas au total 80 % du montant prévisionnel de la subvention peuvent être versés en fonction de l'avancement de l'opération au vu des pièces justificatives des paiements effectués par la commune (état des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants TTC, et visé par le receveur municipal) ;
- le versement du solde s'effectuera sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (certificat de conformité). La demande de versement devra être visée par le chef de la subdivision administrative et être accompagnée d'un état récapitulatif de l'ensemble des mandats émis dans le cadre de l'opération, détaillant les montants TTC, et visé par le receveur municipal".

L'article 5 de l'arrêté de financement, relatif aux engagements de la commune, est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "exécuter cette opération dans un délai maximum de douze mois à partir de la date de notification de l'arrêté" ;

Lire : "à terminer cette opération avant le 31 mars 2013".

Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial modifié par les précédents arrêtés modificatifs sont et demeurent valables.

ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)

AVENANT n° 333-12 du 14 novembre 2012 à la convention d'application n° 19-11 du 20 janvier 2011 entre l'Etat et la Polynésie française finançant l'action 3.1 "Renforcer les équipements d'urgence" inscrite à la programmation 2010 dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "santé".

Entre :

L'Etat (ministère des outre-mer) représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La Polynésie française représentée par le Président de la Polynésie française,

Ils conviennent de ce qui suit :

Article 1er. — *Objet de l'avenant*

Le présent avenant à la convention n° 19-11 du 20 janvier 2011 repousse la date limite de transmission des pièces justificatives de solde de 6 mois supplémentaires.

Art. 2. — *Exécution de la convention*

L'article 3, paragraphe 4) de la convention susvisée est modifié comme suit :

Au lieu de : "Les justificatifs pour le solde devront être produits impérativement dans le délai maximal de 6 mois après la date d'achèvement de l'opération précitée.

A défaut de production dans ce délai, l'opération sera clôturée sans versement du solde."

Lire : "Les justificatifs pour le solde devront être produits impérativement dans le délai maximal de 12 mois après la date d'achèvement de l'opération précitée.

A défaut de production dans ce délai, l'opération sera clôturée sans versement du solde."

Art. 3. — *Disposition finale*

Toutes les autres dispositions de la convention susvisée modifiée, restent inchangées.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1677 CM du 16 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 1439 CM du 19 août 2010 modifié, relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SC Blue Moon Investissements à l'usage de son exploitation perlicole sise à Aratika, commune de Fakarava (exploitant n° 161).

NOR : DRM1202187AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un fonds spécial de régulation des prix des hydrocarbures ;

Vu la délibération 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti, ensemble ses arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 27 mai 2010 portant transfert d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SC Blue Moon Investissements sise à Aratika ;

Vu l'arrêté n° 1439 CM du 19 août 2010 modifié relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SC Blue Moon Investissements à l'usage de son exploitation perlicole sise à Aratika ;

Vu les factures justificatives au 22 septembre 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 1439 CM du 19 août 2010 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

"Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 7 400 litres d'essence sans plomb et à 7 000 litres de gazole".

Art. 2. — Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux exploitants de la SC Blue Moon Investissements et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

ARRETE n° 1678 CM du 16 novembre 2012 approuvant l'avenant n° 4 à la convention n° 02-0439 du 13 mars 2002 relative à la concession du service public d'assainissement collectif des eaux usées de la commune de Punaauia.

NOR : ENV1201867AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-21 du 7 décembre 2009 relative au cadre réglementaire des délégations de service public de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 2299 CM du 15 décembre 2009 pris en application de la loi du pays n° 2009-21 du 7 décembre 2009 relative au cadre réglementaire des délégations de service public de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la convention n° 02-0439 du 13 mars 2002 relative à la concession du service public territorial d'assainissement collectif des eaux usées sur la commune de Punaauia ;

Vu l'avis de la commission de délégation de service public n° 1750 MEM du 24 septembre 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'avenant n° 4 à la convention n° 02-0439 du 13 mars 2002 relative à la concession du service public d'assainissement collectif des eaux usées de la commune de Punaauia, est approuvé.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'environnement,
de l'énergie et des mines,
Jacky BRYANT.



MINISTÈRE
L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

POLYNESIE FRANÇAISE

AVENANT 4 N° du

A LA CONVENTION N°02-0439 du 13 mars 2002
(NOR : ENV1201867CO)

AVENANT N° 4
A LA CONVENTION DE CONCESSION DU SERVICE PUBLIC
D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DES EAUX USEES DE LA
COMMUNE DE PUNAAUIA

« LE CONCESSIONNAIRE »

SEM « ASSAINISSEMENT DES EAUX
DE TAHITI »

DELAI D'EXECUTION

| IMPUTATIONS BUDGETAIRES : FONCTIONNEMENT | | | |
|--|---------|----------|---------------------|
| CHAPITRE | ARTICLE | EXERCICE | MONTANT INITIAL TTC |
| | | | |

DATE D'APPROBATION

AVENANT n° 4 à la convention n° 02-0439 du 13 mars 2002 portant modification du calcul de l'avance sur consommation, de la grille tarifaire de la redevance d'assainissement des eaux usées, de la formule d'actualisation des tarifs de base de l'assiette de facturation et du plan d'amortissement des ouvrages définis au cahier des charges annexé à la convention n° 02-0439 du 13 mars 2002 relative à la concession du service public d'assainissement collectif des eaux usées de la commune de Punaauia.

NOR : ENV1201867CO

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-21 du 7 décembre 2009 relative au cadre réglementaire des délégations de service public de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 2299 CM du 15 décembre 2009 pris en application de la loi du pays n° 2009-21 du 7 décembre 2009 relative au cadre réglementaire des délégations de service public de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la convention n° 02-0439 du 13 mars 2002 relative à la concession du service public territorial d'assainissement collectif des eaux usées sur la commune de Punaauia ;

Vu l'arrêté n° 1678 CM du 16 novembre 2012 approuvant l'avenant n° 4 à la convention n° 02-0439 du 13 mars 2002 relative à la concession du service public d'assainissement collectif des eaux usées de la commune de Punaauia,

Entre :

- La Polynésie française, représentée par son Président M. Oscar Manutahi Temaru, dûment habilité à cet effet par l'arrêté n° CM du , ci-après désigné "le concédant",

d'une part,

Et :

- La SEM "Assainissement des eaux de Tahiti", société anonyme au capital de 178 070 000 F CFP inscrite au registre du commerce de Papeete sous le numéro 7685B, ayant son siège social à Papeete, représentée par son président du conseil d'administration, M. Aitu Pommier, ci-après désigné "le concessionnaire",

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

Le présent avenant à la concession du service territorial d'assainissement collectif des eaux usées sur la commune de Punaauia a pour objet :

- de modifier le calcul de l'avance sur consommation ;
- de constituer un fonds spécial destiné au renouvellement des biens dont la durée de vie s'achèverait au-delà du terme de la concession ;

- de modifier la grille de tarification de la redevance d'assainissement ainsi que la formule d'actualisation des tarifs de base ;
- de modifier l'assiette de facturation.

Art. 2. — Les alinéas 5, 6 et 7 de l'article 2 de la convention de concession du service public d'assainissement collectif des eaux usées sur la commune de Punaauia sont remplacés comme suit :

"Une avance sur consommation est due lors de toute souscription d'un abonnement. Le montant de cette avance sur consommation est égal à la valeur de la redevance d'assainissement pour 70 mètres cubes d'eaux usées déversées, toutes taxes comprises, selon les dispositions de l'article 25 à la date de souscription de l'abonnement. Pour le calcul de l'avance sur consommation, les tarifs d'assainissement ne sont pas soumis à l'actualisation des prix.

Cette avance sera payable au plus tard lors de la première facturation et remboursable à la résiliation de l'abonnement sur demande écrite et après paiement de toutes les sommes dues à la SEM Assainissement des eaux de Tahiti.

Le remboursement de l'avance sur consommation s'effectuera par déduction de la dernière facture puis, en cas de solde positif, par reversement à l'abonné en numéraire, chèque ou virement".

Art. 3. — L'article 16 du cahier des charges de la concession du service d'assainissement collectif des eaux usées sur la commune de Punaauia initial est remplacé comme suit :

"Art. 16. — RENOUELEMENT

"Tous les travaux de renouvellement des ouvrages faisant partie intégrante de la concession sont à la charge du concessionnaire.

Pour les ouvrages dont la durée de vie s'achèverait au-delà du terme de la concession, le concessionnaire est tenu de doter un compte spécial de façon à participer au financement du renouvellement de ces ouvrages.

Cette indemnité sera calculée sur la base de 5 % du chiffre d'affaires annuel de la société.

Elle prend effet à compter de l'exercice 2012.

Les sommes ainsi constituées seront versées intégralement au concédant à la fin de la concession".

Art. 4. — L'article 25 du cahier des charges de la concession du service d'assainissement collectif des eaux usées sur la commune de Punaauia initial est remplacé comme suit :

"Art. 25. — REDEVANCES D'ASSAINISSEMENT

"25.1 Tarifs de base de la redevance d'assainissement

En contrepartie des charges qui lui incombent en exécution du présent cahier des charges, le concessionnaire perçoit auprès des usagers la redevance d'assainissement aux tarifs de base suivants :

| Consommation par trimestre | Prix en F CFP par m ³ d'eau |
|--|--|
| De 0 à 75 m ³ exclus | 80 |
| De 75 m ³ inclus à 150 m ³ exclus | 140 |
| De 150 m ³ inclus à 500 m ³ exclus | 185 |
| De 500 m ³ inclus à 1 500 m ³ exclus | 220 |
| De 1 500 m ³ inclus à 3 000 m ³ exclus | 245 |
| De 3 000 m ³ inclus à 6 000 m ³ exclus | 260 |
| Egal et au-delà de 6 000 m ³ | 270 |

Ces tarifs sont fixés et définis dans les conditions économiques de juin 2012. Les tranches sont applicables sur les volumes facturés.

L'assiette de facturation repose sur le volume d'eaux usées relevé au débitmètre général.

Ces redevances s'entendent hors taxes à compter de la date de signature de l'avenant.

25.2 Régime de facturation des immeubles collectifs d'habitation et ensemble immobilier de logement

25.2.1 : Facturation au débitmètre général

Sur la base du volume d'eaux usées relevé au débitmètre général d'un immeuble collectif d'habitation ou d'un ensemble immobilier de logement, le concessionnaire pourra accorder l'établissement de la facturation de la redevance suivant les modalités ci-après :

| Tranche | Débit d'eaux usées | Prix en F CFP par m ³ d'eau |
|-----------|--|--|
| Tranche 1 | Strictement inférieur à Q ₁ | 80 |
| Tranche 2 | Compris entre Q ₁ inclus et Q ₂ exclus | 140 |
| Tranche 3 | Compris entre Q ₂ inclus et Q ₃ exclus | 185 |
| Tranche 4 | Compris entre Q ₃ inclus et Q ₄ exclus | 220 |
| Tranche 5 | Compris entre Q ₄ inclus et Q ₅ exclus | 245 |
| Tranche 6 | Compris entre Q ₅ inclus et Q ₆ exclus | 260 |
| Tranche 7 | Supérieur ou égal à Q ₆ | 270 |

avec

$Q_1 = 75 \text{ m}^3/\text{trimestre} \times \text{nombre de logements.}$

$Q_2 = 150 \text{ m}^3/\text{trimestre} \times \text{nombre de logements.}$

$Q_3 = 500 \text{ m}^3/\text{trimestre} \times \text{nombre de logements.}$

$Q_4 = 1\,500 \text{ m}^3/\text{trimestre} \times \text{nombre de logements.}$

$Q_5 = 3\,000 \text{ m}^3/\text{trimestre} \times \text{nombre de logements.}$

$Q_6 = 6\,000 \text{ m}^3/\text{trimestre} \times \text{nombre de logements.}$

Ces tarifs sont fixés et définis dans les conditions économiques du mois de juin 2012. Ces redevances s'entendent, hors taxes, à compter de la date de signature de l'avenant.

25.2.2 : Facturation aux débitmètres individuels

A la demande écrite du représentant légal d'un immeuble collectif d'habitation ou d'un ensemble immobilier de logement, l'assiette de facturation de la redevance d'assainissement peut reposer sur les quantités d'eau relevées aux débitmètres individuels des membres raccordés au réseau du lotissement.

La redevance est alors calculée sur la base du régime de facturation défini à l'article 25.1.

Le concessionnaire adressera au représentant légal de l'immeuble collectif d'habitation ou de l'ensemble immobilier de logement une facture unique reposant sur le détail des débits individuels des logements raccordés.

a) Conditions d'application

Afin de rendre applicable la facturation aux débitmètres individuels, l'immeuble collectif d'habitation ou l'ensemble immobilier de logement devront se conformer à chacune des obligations suivantes :

- il est expressément convenu que tous les logements raccordés à l'égout seront équipés de débitmètres individuels. Afin de faciliter la prestation de relève des débitmètres, le service suggère la pose du système de comptage à l'extérieur de la propriété privée ;
- la liste des débitmètres des membres raccordés, établie conjointement par le représentant de la copropriété et le service d'assainissement, figure en annexe de la convention de déversement aux réseaux ;
- tout raccordement de nouveau membre ou de nouvelle entité devra faire l'objet d'une demande écrite auprès du service d'assainissement ainsi que d'un contrôle préalable selon les modalités prévues au règlement du service d'assainissement. En cas d'acceptation, ce raccordement fera l'objet d'un avenant à la présente convention modifiant son annexe ;
- les débitmètres seront maintenus par l'immeuble collectif d'habitation ou l'ensemble immobilier de logement en bon état de fonctionnement. En cas d'arrêt ou de dysfonctionnement d'un débitmètre, le débit rejeté pendant l'arrêt est calculé sur la base du débit moyen relevé pendant les deux périodes de facturation précédant l'arrêt ou par défaut sur la base d'un débit représentatif estimé. La copropriété procédera au renouvellement des débitmètres qui lui seront indiqués par le concessionnaire et en informera ce dernier ;
- la copropriété garantit un droit d'accès sans restriction aux débitmètres définis dans la convention de déversement aux réseaux ;
- le relevé des volumes mesurés aux débitmètres sera assuré exclusivement par le service d'assainissement ou tout autre exploitant agréé par lui.

b) Conditions suspensives

La facturation aux débitmètres individuels accordée à un immeuble collectif d'habitation ou un ensemble immobilier de logement pourra être suspendue :

- si le concessionnaire juge, à tout moment, que tout ou partie des conditions figurant dans la convention de déversement aux réseaux ne sont pas respectées ;
- si la copropriété n'a pas pris les mesures correctives qui lui auront été indiquées.

En cas de suspension de cette mesure, le service d'assainissement informera la copropriété que l'assiette de facturation reposera dès lors sur les volumes mesurés au débitmètre général du réseau collectant les eaux usées de l'ensemble des membres du lotissement.

25.3 Régime de facturation des usagers industriels

Auprès des usagers industriels rejetant une eau de nature non domestique (eau d'entretien ou utilisée dans le procédé industriel), des normes de rejet au réseau public seront fixées dans la convention de déversement par le service d'assainissement en fonction des caractéristiques de l'effluent.

Le montant de la redevance d'assainissement à percevoir est établi, sur la base du volume d'eau déversé au réseau selon le barème défini à l'article 25.1 tant que l'industriel se conforme aux prescriptions de rejet indiquées dans sa convention de déversement.

En cas de non-respect des conditions d'admission des effluents, la redevance d'assainissement sera affectée d'un coefficient tenant compte du degré de pollution de l'eau rejetée. Ce coefficient sera défini dans la convention de déversement.

25.4 Usagers équipés de compteur d'eau potable

Pour tout usager ne disposant pas de débitmètre mais d'un compteur d'eau potable, l'assiette de facturation repose sur 70 % de la consommation en eau mesurée au compteur général d'alimentation.

25.5 Usagers ne disposant d'aucun dispositif de comptage

Le débit d'eaux usées d'un logement individuel ne disposant d'aucun dispositif de comptage, ni général, ni sous compteur, est fixé à 28 m³ mois et la redevance facturée selon le barème de base défini à l'article 25.1.

S'agissant de tout autre local, ne disposant d'aucun dispositif de comptage, ni général, ni sous-compteur, dont la vocation n'est pas l'habitat, la consommation sera estimée par le concessionnaire et la redevance facturée selon le barème de base défini à l'article 25.1.

Cependant, cette disposition ne peut être que dérogatoire et transitoire. La pose d'un dispositif de comptage (débitmètre d'eaux usées ou compteur d'eau potable) devant être réalisée selon un calendrier et des conditions définies entre l'utilisateur et le concessionnaire du service public d'assainissement. Les frais d'installation du dispositif de

comptage et des équipements nécessaires à son fonctionnement (poste de relevage par exemple) sont à la charge de l'utilisateur.

25.6 Prime fixe

L'abonné est redevable, quelle que soit sa consommation, d'une prime fixe de 3 500 F CFP HT/trimestre. Ce tarif est fixé et défini dans les conditions économiques du mois de juin 2012. Cette prime fixe s'entend hors taxes à compter de la date de signature de l'avenant.

25.7 Matières de vidange

Auprès des vidangeurs, le tarif est fixé à 8 113 F CFP HT le mètre cube dépoté à la station pour une concentration de 15 g/l de matières en suspension (MES).

Ce tarif correspond au coût de traitement à la station et d'enfouissement au centre d'enfouissement technique de Paihoro.

Ce tarif est fixé et défini dans les conditions économiques du mois de juin 2012. Ce tarif s'entend, hors taxes, à compter de la date de signature de l'avenant.

25.8 Evolution des tarifs de base

Les redevances seront actualisables une fois par an, au 1er janvier de chaque année sur la base des indices de novembre de l'année précédente, suivant la formule de révision définie ci-après :

$$R_i = R_{i0} \times K_n$$

Dans laquelle K_n est la valeur du coefficient correctif défini ci-après :

$$K_n = \left(0,042 \times \frac{Sal_n}{Sal_0} \right) + \left(0,084 \times \frac{ChPat_n}{ChPat_0} \right) + \left(0,181 \times \frac{E_n}{E_0} \right) + \left(0,2 \times \frac{Pdt_n}{Pdt_0} \right) + \left(0,136 \times \frac{SEP_n}{SEP_0} \right) + \left(0,252 \times \frac{PSD_n}{PSD_0} \right) + \left(0,044 \times \frac{TGC07.1_n}{TGC07.1_0} \right) + \left(0,061 \times \frac{TGC07.2_n}{TGC07.2_0} \right)$$

Sal : index produits BTP 1101 : salaires en Polynésie française publiés par l'ISPF.

ChPat : index produits BTP 1201 : charges patronales en Polynésie française publiées par l'ISPF.

E : index produits BTP 2201 : tarifs de l'électricité en Polynésie française publiés par l'ISPF.

Pdt : indice issu de l'IPC : produits chlorés suivis par l'eau de javel.

SEP : prix de la tonne de déchet organique accepté au CET.

PSD : index produits BTP 5101 : produits et services divers en Polynésie française publiés par l'ISPF.

TGC07.1 : index TGC 07.1 - index des travaux publics "Réseaux d'assainissement" publié par l'ISPF.

TGC07.2 : index TGC 07.2 - index des travaux publics "Station de pompage et de traitement" publié par l'ISPF.

Indice *n* : indice du mois de novembre de l'année *n*-1.

Indice *o* : valeur des derniers indices connus au 30 juin 2012.

Valeurs des index au 30 juin 2012

| Paramètres | Valeurs en juin 2012 Base 100 décembre 2010 |
|------------|--|
| Sal | 100,0311661 |
| ChPat | 104,4723345 |
| E | 117,5787106 |
| Pdt | 96,73163 |
| SEP | 100 |
| PSD | 102,032652 |
| TGC07.1 | 103,0312779 |
| TGC07.2 | 103,2922848 |

Art. 5. — Autres clauses

Toutes les clauses et conditions générales de la concession n° 02-0439 complétées de l'avenant n° 9-0006 en date du 9 janvier 2009, de l'avenant n° 3864 en date du 13 juillet 2009, et de l'avenant n° 2716 en date du 14 avril 2010

demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Fait à Papeete, le

Fait à , le . Fait à , le .
Pour la SEM

Assainissement des eaux de Tahiti¹ :

*Le président du conseil
d'administration,
Aitu POMMIER.*

*Le Président
de la Polynésie française,
Oscar Manutahi TEMARU.*

¹ Mention manuscrite "lue et approuvée" avant signature.

ARRETE n° 1686 CM du 21 novembre 2012 portant affectation d'une emprise de 6 hectares à détacher de la parcelle dépendant du "domaine Lherbier", cadastrée commune de Hiva Oa, section de commune de Atuona, section A n° 3090, au profit de la commune de Hiva Oa.

NOR : DAF1201958AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 54-2012 du 18 septembre 2012 de la commune de Hiva Oa ;

Vu le bordereau de transmission n° 2055 MAA du 26 septembre 2012 du ministère en charge des affaires foncières ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est affectée au profit de la commune de Hiva Oa, une emprise de 6 hectares à détacher de la parcelle dépendant du "domaine Lherbier", cadastrée commune de Hiva Oa, section de commune de Atuona, section A n° 3090.

Telle que ladite parcelle figure sur le plan de la DIPAC en date du 22 octobre 2012 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à l'implantation d'un centre d'enfouissement technique.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— La valeur comptable du bien affecté est estimée à *trente millions de francs CFP* (30 000 000 F CFP), soit 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— La commune de Hiva Oa, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance de la parcelle affectée.

Art. 7.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Art. 8.— L'arrêté n° 2054 CM du 12 novembre 2009 portant affectation d'une parcelle dépendant de la terre "domaine Lherbier", cadastrée commune de Hiva Oa, section de commune de Atuona, section A n° 3090, au profit de la commune de Hiva Oa, est abrogé.

Art. 9.— Le ministre en charge du budget, du développement des collectivités, de l'économie numérique, de la communication et des relations avec les institutions de la Polynésie française, porte-parole du gouvernement, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le vice-président,
Antony GEROS.*

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.*

ARRETE n° 1691 CM du 22 novembre 2012 approuvant le reversement d'une aide financière en faveur du syndicat Groupement des éleveurs de bovins de Polynésie française au titre du dispositif "bouchers abatteurs" pour la période de septembre 2012

NOR : SDR1202115AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu la délibération n° 76-99 du 5 août 1976 portant organisation de l'abattage, de la commercialisation de la viande bovine en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 621 AE du 3 mai 1983 modifié relatif au prélèvement à l'importation sur la viande de bœuf et au reversement aux bouchers abatteurs ;

Vu l'arrêté n° 2173 CM du 25 novembre 2010 fixant les prix d'achat à l'éleveur de la viande bovine locale ;

Vu l'état des sommes dues au syndicat Groupement des éleveurs de bovins de Polynésie française pour la période de septembre 2012 ;

Vu la lettre n° 5890 PR du 6 novembre 2012 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 6 novembre 2012 ;

Vu l'avis n° 170-2012 CCBF/APF du 8 novembre 2012 de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvé le reversement d'une aide financière d'un montant d'un million six cent vingt-huit mille quatre-vingt-quatorze francs CFP (1 628 094 F CFP) en faveur du syndicat groupement des éleveurs de bovins de Polynésie française pour la période de septembre 2012 au titre du dispositif "bouchers abatteurs".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 965-01, article 652, centre de travail 74011-F.

Art. 3.— Le versement de la somme sera effectué à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 4.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au syndicat Groupement des éleveurs de bovins de Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et de la forêt,*
Kalani TEIXEIRA.

ARRETE n° 1692 CM du 22 novembre 2012 portant cession à titre de dation en paiement de la parcelle de terre cadastrée section BI n° 28, sise dans la commune de Hitia'a O Te Ra, commune associée de Papenoo, au profit de Mme Miriama Metuarea épouse Turi.

NOR : DEQ1201947AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance d'expropriation n° 1660 du 17 décembre 1976 déclarant expropriées pour cause d'utilité publique au profit du territoire les parcelles de terres nécessaires aux travaux de réalisation de la route d'accès au site du barrage de Papenoo dans la commune de Hitia'a O Te Ra ;

Vu l'ordonnance d'expropriation n° 320 du 16 juillet 2008 par laquelle ont été déclarées expropriées pour cause d'utilité publique au profit de la Polynésie française les parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Mataiea et Papenoo ;

Vu le jugement n° 357-111 du 4 août 2009 rectifié par jugement n° 144-39 du 31 mai 2011 rendu par Mme le juge de l'expropriation fixant les indemnités d'expropriation de la parcelle de terre Oreore cadastrée BI n° 86 d'une superficie de 1 512 mètres carrés sise dans la vallée de Papenoo ;

Vu l'arrêté n° 1788 CM du 17 novembre 2011 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre sises à Papenoo, nécessaires à l'aménagement de la route traversière de l'île de Tahiti reliant Papenoo à Mataiea ;

Vu la lettre de Mme Miriama Turi en date du 12 juillet 2011 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 25 octobre 2011 ;

Vu la lettre de Mme Miriama Turi en date du 16 juillet 2012 ;

Vu la lettre n° 5524 PR du 12 octobre 2012 adressée à M. le président de l'assemblée de Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 12 octobre 2012 ;

Vu l'avis n° 158-2012 CCBF/APF du 25 octobre 2012 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — La parcelle cadastrée section BI n° 28 d'une superficie de 2 043 mètres carrés est cédée, à titre de dation en paiement de la parcelle cadastrée section BI n° 86 d'une superficie de 1 512 mètres carrés, à Mme Miriama Metuarea épouse Turi, née le 18 août 1934 à Papenoo.

Art. 2. — La parcelle cadastrée section BI n° 28 est la propriété de la Polynésie française suivant ordonnance d'expropriation n° 1660 du 17 décembre 1976 transcrite le 26 janvier 1977 au volume 853 n° 16.

Art. 3. — La parcelle cadastrée section BI n° 86 résulte du morcellement de la parcelle cadastrée section BI n° 27 dont la Polynésie française a été envoyée en possession suivant ordonnance d'expropriation n° 320 du 16 juillet 2008 transcrite le 24 février 2009 au volume 3463 n° 14.

Art. 4. — La parcelle cadastrée section BI n° 86 a été évaluée suivant le jugement rendu par le juge de l'expropriation, n° 357-111 du 4 août 2009 rectifié par jugement n° 144-39 du 31 mai 2011 fixant au titre de l'indemnité principale à la somme de 3 024 000 F CFP, soit 2 000 F CFP le mètre carré.

Art. 5. — La parcelle cadastrée section BI n° 28 cédée à titre de dation en paiement a été évaluée à 2 000 F CFP le mètre carré, soit 4 086 000 F CFP.

Art. 6. — La cession de la parcelle cadastrée section BI n° 28 est autorisée au profit de Mme Miriama Metuarea épouse Turi, née le 18 août 1934 à Papenoo avec une soulte de 1 062 000 F CFP à devoir par celle-ci au profit de la Polynésie française.

Art. 7. — La soulte d'un montant d'un million soixante-deux mille francs CFP (1 062 000 F CFP) sera versée au profit du budget de la Polynésie française, sur le compte du receveur-conservateur des hypothèques.

Art. 8. — Les indemnités d'expropriation d'un montant de trois millions quatre cent soixante-dix-sept mille six cents francs CFP (3 477 600 F CFP), versées à la Caisse des dépôts et consignations suivant arrêté n° 1788 CM du 17 novembre 2011 seront déconsignées et versées au profit du budget de la Polynésie française.

Art. 9. — La Polynésie française est exonérée de droits d'enregistrement et de transcription et de droits de taxes sur les formalités hypothécaires.

Art. 10. — Le présent arrêté est transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Papeete.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,*
James SALMON.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 1693 CM du 22 novembre 2012 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre septembre-octobre 2012, au titre du transport routier régulier de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

NOR : DTT1202177AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2009-3 APF du 27 janvier 2009 approuvant les budgets des comptes spéciaux pour l'exercice 2009 ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992

modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté n° 1272 CM du 28 août 2012 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1479 PR du 12 juin 2006 modifié portant inscription de la SARL Kuee Kai Peka au plan des services de transports publics de personnes de l'île de Nuku Hiva, archipel des Marquises ;

Vu le plan de transport de la SARL Kuee Kai Peka en date du 9 octobre 2006 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre septembre-octobre 2012, au titre du transport routier régulier de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de mille deux cent quatre-vingt-huit (1 288) litres et représente un montant total de détaxe de *cent quinze mille neuf cent vingt francs CFP* (115 920 F CFP).

Soit, pour neuf semaines d'exploitation :

Société : Kuee Kai Peka.

Trajet total parcouru en km/semaine (a) : 520.

Nb de semaines décomptées sur la période considérée (b) : 9.

Trajet total parcouru en km sur la période considérée (c = a x b) : 4 770.

Consommation moyenne/L aux 100 km (d) : 0,27.

Total de litres consommés et à détaxer : (e = c x d) : 1 287,9, arrondi à : 1 288.

Montant détaxe/litre (f) : 90.

Montant total de la détaxe en F CFP (g = e x f) : 115 920.

Avec

| | |
|-----------|--|
| a | Trajet total parcouru en kilomètre par semaine. |
| b | Nombre de semaines décomptées sur la période considérée. |
| c = a x b | Trajet total parcouru en kilomètre sur la période considérée. |
| d | Consommation moyenne du véhicule par litre aux 100 kilomètres. |
| e = c x d | Total de litres consommés et à détaxer. |
| f | Montant de la détaxe par litre. |
| g = e x f | Montant de la détaxe en F CFP. |

Art. 2.— Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à rencontre de la SARL Kuee Kai Peka pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,*
James SALMON.

ARRETE n° 1694 CM du 22 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 603 CM du 9 mai 2012 portant création du certificat de pilote lagonaire, en fixant les prérogatives, le règlement des examens ainsi que les conditions générales de sa délivrance.

NOR : DAM 202307AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets de veille, publiée par le décret n° 84-387 du 11 mai 1984, modifiée dans son annexe par les amendements adoptés en 1995 et publiés par le décret n° 97-754 du 2 juillet 1997 ;

Vu la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ensemble neuf annexes), signée à Montego Bay le 10 décembre 1982, et de l'accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982, fait à New York le 28 juillet 1994 (ensemble une annexe), publiée par le décret n° 96-774 du 30 août 1996 ;

Vu le code du travail de Polynésie française, et notamment ses articles LP. 6342-1 et suivants ainsi que son article LP. 6312-13 ;

Vu la loi n° 83-581 du 5 juillet 1983 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution, ensemble le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution ainsi que les textes subséquents ;

Vu la délibération n° 80-20 du 14 février 1980 modifiée créant l'école de formation et d'apprentissage maritime ;

Vu le décret n° 2005-1245 du 27 septembre 2005 relatif aux conditions de reconnaissance de diplômes ou de titres à finalité professionnelle préparés et délivrés en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 26 mai 1983 relatif à l'exercice de la profession de maître-nageur sauveteur, et en particulier, son article 1er ;

Vu l'arrêté conjoint n° 235 du 9 mars 1989 modifié relatif aux conditions d'exercice du commandement et des fonctions d'officier à bord des navires de commerce et de pêche en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2001 relatif à la mise en conformité des titres de formation professionnelle maritime délivrés en Polynésie française avec les normes internationales de formation des gens de mer pour le service à bord des navires de commerce ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'avis des partenaires sociaux en concertation tripartite en date du 3 avril 2012 ;

Vu l'arrêté n° 603 CM du 9 mai 2012 portant création du certificat de pilote lagonaire, en fixant les prérogatives, le règlement des examens ainsi que les conditions générales de sa délivrance ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Il est inséré à l'arrêté n° 603 CM du 9 mai 2012 susvisé, un alinéa à l'article 5, après le tableau figurant au présent article, ainsi rédigé :

“Une décision portant avis sur la recevabilité à la délivrance par équivalence du titre ‘certificat de pilote lagonaire’ précisant notamment un délai pour justifier des formations complémentaires requises est délivrée par le ministre en charge des affaires maritimes en considération de la qualification présentée par le demandeur et ce conformément aux modalités ci-dessus indiquées.

La présente décision autorise le titulaire à exercer les prérogatives du titre considéré et demeure valide jusqu'à la délivrance du titre de formation professionnelle maritime désigné sous le format défini”.

Art. 2. — Le ministre de l'économie et des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie, sont chargés, chacun en ce qui

le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre du développement
des archipels et des transports
interinsulaires,*
Daniel HERLEMME.

ARRETE n° 1696 CM du 22 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement à caractère industriel et commercial dénommé port autonome de Papeete.

NOR : PAP1202264AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 62-2 AT du 5 janvier 1962 portant création du port autonome de Papeete ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-5 APF du 11 janvier 2001 portant dispositions relatives au code des ports maritimes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de janvier 1962 portant création du port autonome de Papeete ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'article 7 de l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé port autonome de Papeete, est modifié comme suit :

“L'établissement est administré par un conseil d'administration composé de treize membres, à savoir :

- le ministre chargé du port autonome de Papeete, *président* ;
- le ministre chargé de l'éducation, *vice-président* ;
- le ministre chargé des finances ou son représentant ;
- le ministre chargé des ressources maritimes ou son représentant ;
- le ministre chargé des transports interinsulaires ou son représentant ;
- le ministre chargé de la culture ou son représentant ;
- le ministre chargé de l'aménagement ou son représentant ;
- un représentant de l'assemblée de la Polynésie française désigné par ladite assemblée ;
- un représentant de la commune de Papeete ;
- quatre représentants du conseil portuaire ou leurs suppléants, élus tous les deux ans par celui-ci (nouveau).

Le mandat des administrateurs expire de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité ayant conduit à leur désignation.

Assistent en outre de plein droit aux réunions du conseil d'administration du port autonome de Papeete, avec voix consultative :

- le ministre chargé de l'environnement ou son représentant,
- le directeur général du port autonome de Papeete ;
- l'agent comptable du port autonome de Papeete ;
- le commissaire de gouvernement près le port autonome de Papeete ;
- un représentant du personnel du port autonome de Papeete, désigné conformément aux règles en vigueur.

Le ministre chargé du port autonome de Papeete préside le conseil d'administration du port autonome de Papeete. Il peut inviter des personnalités en raison de leurs compétences à assister aux travaux du conseil d'administration.

Art. 2.— Le présent arrêté sera applicable à compter du 1er décembre 2012.

Art. 3.— Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,
James SALMON.*

ARRETE n° 1698 CM du 22 novembre 2012 fixant la composition de la commission d'ouverture des plis du port autonome de Papeete.

NOR : PAP1202192AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 62-2 AT du 5 janvier 1962 portant création du port autonome de Papeete ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-5 APF du 11 janvier 2001 portant dispositions relatives au code des ports maritimes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1473 CM du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du port autonome de Papeete ;

Vu le procès-verbal du conseil d'administration du port autonome de Papeete en date du 5 octobre 2012 ;

Vu le rapport du commissaire de gouvernement en date du 8 novembre 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— La composition de la commission d'ouverture des plis du port autonome de Papeete pour les marchés publics passés pour le compte de l'établissement est arrêtée comme suit :

- le directeur général du port autonome de Papeete ou son représentant, *président* ;
- un agent du département financier désigné par le directeur général du port autonome de Papeete ou son représentant : *membre* ;
- le chef du bureau d'études du port autonome de Papeete ou son représentant, *membre* ;
- le directeur de l'équipement ou son représentant, *membre* ;
- le commissaire de gouvernement près le port autonome de Papeete ou son représentant, *membre consultatif* ;
- l'agent comptable port autonome de Papeete ou son représentant, *membre consultatif*.

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.*

*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,
James SALMON.*

ARRETE n° 1701 CM du 22 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une aide financière (APAC) en faveur de la SARL Tahiti Vidéo Production pour la réalisation d'un clip vidéo.

NOR : DAE1202104AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi de garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2012-10 du 22 mai 2012 relative au seuil applicable aux aides financières de la Polynésie française soumises à l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu la délibération n° 2007-45 APF du 25 septembre 2007 portant création d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu l'arrêté n° 1417 CM du 23 octobre 2007 portant application de la délibération n° 2007-45 APF du 25 septembre 2007 portant création d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) ;

Vu l'arrêté 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande d'aide à l'APAC de la SARL Tahiti Vidéo Production déposée le 24 août 2012 ;

Vu le compte-rendu de séance de la commission APAC du 2 octobre 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) de *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP) en faveur de la SARL Tahiti Vidéo Production pour financer la réalisation d'un clip vidéo intitulé "Wake Me Up Now" de l'artiste Moea Lechat (Moya).

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 966-03, article 652-5, CT 73000-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de la SARL Tahiti Vidéo Production selon les modalités suivantes :

- un premier versement de *cent vingt mille francs CFP* (120 000 F CFP), soit quarante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde, *cent quatre-vingt mille francs CFP* (180 000 F CFP), soit soixante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise du documentaire sous la forme d'un master et d'un DVD, du budget et du plan de financement définitifs et de la lettre d'acceptation d'un diffuseur. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 31 décembre 2012, auprès de la direction générale des affaires économiques (DGAE). En cas d'inexécution, un titre de recette sera établi pour le remboursement total ou partiel du premier versement.

Art. 4. — Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention "aide à la production audiovisuelle et cinématographique de la Polynésie française" précédée de l'emblème de la Polynésie française dans tous ses supports de communication et de promotion concernant le projet aidé. Cette mention devra figurer au générique de début et de fin du documentaire.

Art. 5. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 1702 CM du 22 novembre 2012 portant modification de la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française.

NOR : ISP1202153AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut territorial de la statistique ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Il est inséré à la fin de l'article 2 de la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française, un onzième tiret comme suit :

“- d'élaborer les comptes économiques rapides de la Polynésie française”.

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 1703 CM du 22 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Espoir Jeunesse de Punaauia dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

NOR : SJS1201205AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu le dossier de demande de subvention de fonctionnement de l'association Espoir Jeunesse de Punaauia l'exercice 2012 en date du 20 mars 2012 ;

Vu la lettre n° 5645 PR du 18 octobre 2012 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant la mesure d'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 18 octobre 2012 ;

Vu l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier n° 160-2012 CCBF/APF du 25 octobre 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un *million trois cent soixante-quinze mille deux cent trente-trois francs CFP* (1 375 233 F CFP) en faveur de l'association Espoir Jeunesse de Punaauia dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française :

- pour un montant de *cinq cent cinq mille huit cent seize francs CFP* (505 816 F CFP) ;
- pour un montant de *huit cent soixante-neuf mille quatre cent dix-sept francs CFP* (869 417 F CFP), poste FONJEP au sous-chapitre 971-05, article 657-4, centre de travail 8242-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *six cent quatre-vingt-sept mille six cent dix-sept francs CFP* (687 617 F CFP), à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde de 50 %, soit *six cent quatre-vingt-sept mille six cent seize francs CFP* (687 616 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— L'association Espoir Jeunesse de Punaauia s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès du service de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention de fonctionnement aurait reçu une destination autre que celle prévue à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par l'association Espoir Jeunesse de Punaauia dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2012.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Espoir Jeunesse de Punaauia et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'éducation,
de la jeunesse et des sports,*
Tauhiti NENA.

CONVENTION n° ... MEJ du ... relative aux objectifs et obligations de l'association Espoir Jeunesse de Punaauia dans le cadre du financement de son activité générale au titre de l'année 2012.

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1690 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu l'arrêté n° 1153 CM du 14 novembre 1994, portant organisation du service de la jeunesse et des sports ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1753 CM du 22 novembre 2012 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Espoir Jeunesse de Punaauia dans le cadre du financement de son activité générale au titre de l'année 2012,

Entre :

La Polynésie française, représentée par le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative, M. Tauhiti Nena,

d'une part,

Et :

L'association Espoir Jeunesse de Punaauia, BP 1623, 98703 Punaauia, n° TAHITI 324855, représentée par son président, M. John Tuaiva ,

d'autre part,

Etant préalablement exposé que :

L'organisation des activités de jeunesse et de l'éducation populaire en Polynésie française repose sur l'action des associations de jeunesse qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.

Il revient au ministre chargé de la jeunesse de soutenir l'effort des responsables associatifs et de l'encadrement, souvent bénévoles, en garantissant au tissu associatif un financement régulier, défini selon des critères objectifs et équitables.

Dans cette perspective, une procédure d'attribution de subventions transparente, soumise à l'avis du comité technique des subventions de jeunesse et d'éducation populaire de la Polynésie française (CTJEP) a été mise en place.

Outre les membres de droit (4 membres), ce comité comprend à parité des représentants de la Polynésie française (3 membres) et des représentants du mouvement associatif (3 membres).

En instituant ce comité, le gouvernement répond aux attentes des responsables associatifs et honore l'engagement contenu dans la convention Etat-Polynésie française relative aux relations entre l'Etat et la Polynésie française en matière de jeunesse et de sports.

Ce comité technique, créé le 3 octobre 2008, s'est réuni en séance plénière le 23 mai 2012, pour statuer sur les dossiers dûment complets au regard de la réglementation en vigueur.

Le CTJEP a arrêté le montant de la subvention accordée pour chacun des dossiers présentés, au titre de l'activité générale de chaque association, sur la base des critères suivants : organisation de centre de vacances et de loisirs, mise en place de formations BAFA/BAFD, formation de cadres jeunesse, attribution de poste FONJEP, mise en place d'activités extra et périscolaire, mobilité des jeunes, incitation à la lecture et à l'écriture, favoriser l'engagement et la prise d'initiative, soutien aux activités menées en faveur des archipels.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet de la convention*

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de l'association Espoir Jeunesse de Punaauia résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention pour le financement de son activité générale au titre de l'année 2012.

Art. 2. — Les objectifs à atteindre

Parmi les objectifs à réaliser et à accomplir par l'association au titre de son activité générale pour l'exercice 2012, sont liés à cette convention les actions suivantes :

- la reconduction du contrat de travail de la personne recrutée au titre d'un poste FONJEP ;
- l'organisation de centres de vacances et de loisirs ;
- la mise en place d'activités et d'animations de quartiers en faveur de la prévention.

Art. 3. — Les obligations de l'association

L'association s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2, notamment par le biais de la personne physique engagée au titre du poste FONJEP ;
- informer le ministre chargé de la jeunesse de toute modification relative au contrat de travail (résiliation, suspension) du titulaire du poste FONJEP ;
- transmettre un rapport faisant état de la situation administrative du poste FONJEP, accompagné du contrat de travail signé par les parties, des fiches de salaires pour les périodes indiquées et enfin d'un compte rendu qualitatif et quantitatif des actions mises en place pendant la durée du contrat de travail ;
- mentionner et faire référence de l'aide financière du ministère chargé de la jeunesse à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le ministre chargé de la jeunesse, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au ministre chargé de la jeunesse, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi n° 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur, etc.).

Art. 4. — Coût

L'association est attributaire pour l'année 2012 d'une subvention d'un montant d'un million trois cent soixante-quinze mille deux cent trente-trois francs CFP (1 375 233 F CFP).

Art. 5. — Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

- 1) Pour un montant de *cinq cent cinq mille huit cent seize francs CFP* (505 816 F CFP), exercice 2012, sous-chapitre 97105, article 6574, centre de travail 8241-F ;

- 2) Pour un montant de *huit cent soixante-neuf mille quatre cent dix-sept francs CFP* (869 417 F CFP) (poste FONJEP), exercice 2012, sous-chapitre 97105, article 6574, centre de travail 8242-F.

Art. 6. — Résiliation de la convention

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- inexécution par l'association, dans les délais impartis et, après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;
- cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par l'association de ses obligations contractuelles.

Un délai de 15 jours (par lettre recommandée) est alors nécessaire.

Art. 7. — Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

Art. 8. — Enregistrement et nombre d'exemplaires

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement. Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Pour la Polynésie française :
Le ministre de l'éducation,
de la jeunesse et des sports,
Tauhiti NENA.

Pour l'association :
Le président,
John TUAIVA.

ARRETE n° 1704 CM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé (renouvellement) sis à Avera, commune de Taputapuatea, à Raiatea, au profit de Mme Valérie Faua.

NOR : DAF1202101AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu la convention-type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 modifié fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu la demande de renouvellement de Mme Valérie Faua en date du 11 avril 2012 réceptionnée le 23 avril 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Taputapuata en date du 11 juin 2012 ;

Vu l'avis de la commission du domaine public dans sa séance du 21 août 2012 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé d'une superficie de 494 mètres carrés, partie du remblai cadastré section MP n° 24, attenant à la terre Terotopapaa, lot B, cadastrée section MP n° 21, sis commune associée de Avera, commune de Taputapuata, est autorisée au profit de Mme Valérie Faua.

Et tel que le tout figure sur le plan référencé n° 2012-04-17 du 19 avril 2012 établi par la SCP Anding-Leininger, joint à la demande de l'intéressée.

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention entre la Polynésie française et Mme Valérie Faua, fixant les modalités de l'occupation du domaine public.

Art. 3. — La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de six (6) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date de signature de la convention aux clauses et conditions de la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime susvisée.

Art. 5. — Le concessionnaire est tenu d'établir sur le remblai un passage public d'une largeur de trois (3) mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer.

Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

Il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6. — La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixée à *quarante-neuf mille quatre cents francs CFP* (49 400 F CFP).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, une indemnité pour occupation sans titre correspondant aux redevances dont la Polynésie française a été frustrée, est exigible pour la période courant à compter du 24 septembre 2012.

L'indemnité pour occupation sans titre est payable à la signature de la convention visée à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 7. — A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le concessionnaire, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité.

Art. 8. — En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions du présent arrêté et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages intérêts.

Art. 9. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et aéroports, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'équipement
et des transports terrestres,*
James SALMON.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ERRATUM à l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 relatif à la lutte contre les infections à *Salmonella enterica* sérotype Enteritidis dans les troupeaux de l'espèce *Gallus gallus* en filière ponte œufs de consommation. (JOPF n° 51 NS du 16 novembre 2012, page 3049).

Au lieu de :

“Art. 26.— Les prélèvements sont effectués par les agents du service en charge du secteur de l'agriculture, par le vétérinaire référent de l'exploitation, formés à cet effet ou par le technicien d'un laboratoire disposant pour ce type de prélèvement, accrédité par le Cofrac ou d'une accréditation par un organisme fonctionnant conformément à FISO/CEI 17011.

Art. 27.— Les analyses de recherche des salmonelles doivent être effectuées dans un laboratoire accrédité par le Cofrac ou disposant d'une accréditation délivré par un organisme fonctionnant conformément à PISO/CEI 17011 et signataire d'un accord multilatéral de reconnaissance mutuelle, évalué sur la base de référentiels internationaux pour ces analyses”.

Lire :

“Art. 26.— Les prélèvements sont effectués par les agents du service en charge du secteur de l'agriculture, par le vétérinaire référent de l'exploitation, formés à cet effet ou par le technicien d'un laboratoire disposant pour ce type de prélèvement, accrédité par le Cofrac ou d'une accréditation par un organisme fonctionnant conformément à l'ISO/CEI 17011.

Art. 27.— Les analyses de recherche des salmonelles doivent être effectuées dans un laboratoire accrédité par le

Cofrac ou disposant d'une accréditation délivré par un organisme fonctionnant conformément à l'ISO/CEI 17011 et signataire d'un accord multilatéral de reconnaissance mutuelle, évalué sur la base de référentiels internationaux pour ces analyses”.

NOR : MDP1202120AC

Par arrêté n° 1676 CM du 16 novembre 2012.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 11-2012 MDP du 15 octobre 2012 abrogeant la délibération n° 10-2011 MDP du 23 juin 2012 modifiée approuvant l'achat d'une machine à laver et lustrer les perles par la Maison de la perle.

Délibération n° 11-2012 MDP du 15 octobre 2012.

Article 1er.— La délibération n° 10-2011 MDP du 23 juin 2011 modifiée approuvant l'achat d'une machine à laver et lustrer les perles par la Maison de la perle est abrogée.

NOR : DAS1202306AC

Par arrêté n° 1695 CM du 22 novembre 2012.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 20-2012 CG/RSPF du 24 octobre 2012 relative à l'attribution des subventions du régime de solidarité en faveur des associations ou des établissements socio-éducatifs et du secteur médico-socio-éducatif au titre de l'exercice 2012.

Délibération n° 20-2012 CG/RSPF du 24 octobre 2012

Article 1er.— Sont validées les propositions de la commission technique réunie le 13 septembre 2012 pour l'attribution des subventions aux associations ou établissements socio-éducatifs et médico-éducatifs au titre de l'exercice 2012, conformément au tableau récapitulatif joint à la présente délibération.

**TABLEAU RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS ACCORDEES
AUX ASSOCIATIONS OU ETABLISSEMENTS SOCIO ET MEDICO-EDUCATIFS POUR 2012**

| Associations ou Etablissements | Fonctionnement | Investissement | Subvention globale | Associations ou Etablissements | Fonctionnement | Investissement | Subvention globale |
|--|--------------------|-------------------|--------------------|--|--------------------|------------------|--------------------|
| Office de gestion de la crèche Tama here de Pirae | 55 498 575 | | 55 498 575 | Fraternité Chrétienne | 182 740 020 | | 182 740 020 |
| Te Aho Nui | 49 823 277 | | 49 823 277 | Tama ora | 39 251 886 | 865 610 | 40 117 496 |
| Te tiai mamoe - Centre du bon Pasteur | 57 766 052 | | 57 766 052 | Fare Heimanava (centre Fare Heimanava, Nui Papa) | 34 084 814 | | 34 084 814 |
| Te tiai mamoe - Foyer Te Aratia | 19 794 472 | | 19 794 472 | Taatiraa huma mero | 46 166 906 | | 46 166 906 |
| Comité du Foyer des Jeunes filles de Paofai | 10 238 400 | 10 260 000 | 20 498 400 | Taatiraa huma tahiti iti | 36 471 126 | | 36 471 126 |
| Urui A tama | 76 761 439 | | 76 761 439 | Rima here | 36 815 321 | | 36 815 321 |
| Tiai nui here | 33 070 492 | | 33 070 492 | Turu ma | 43 180 808 | 254 830 | 43 435 638 |
| Te Pare | 48 258 670 | | 48 258 670 | Taatiraa mataiea fare huma hau aroha | 37 285 105 | | 37 285 105 |
| Village d'enfants SOS | 113 610 942 | | 113 610 942 | Tutelger | 20 073 030 | | 20 073 030 |
| Conseil des Femmes - foyer Pu o Te hau | 42 731 868 | 9 246 600 | 51 978 468 | Taatiraa huma no moorea-maiao | 55 179 640 | | 55 179 640 |
| Emauta (Bon Samaritain, la Samaritaine, Te Arata, Maniniaura) | 113 634 208 | | 113 634 208 | Taatiraa huma here no raromatai | 38 917 548 | | 38 917 548 |
| Te Torea | 37 348 568 | | 37 348 568 | Pu turu tama here no Bora Bora | 17 301 994 | | 17 301 994 |
| TOTAL SECTEUR SOCIO-EDUCATIF | 658 536 963 | 19 506 600 | 678 043 563 | TOTAL SECTEUR MEDICO-EDUCATIF | 587 468 198 | 1 120 440 | 588 588 638 |

| Récapitulatif subventions accordées sur l'année 2012 | | | Montant |
|---|----------------------|-------------------|----------------------|
| Inscription budgétaire 2012 | | | 1 446 000 000 |
| Commission n° 1 du 22 décembre 2011 Commission n° 2 du 13 septembre 2012 | Fonctionnement | Investissement | |
| | 1 246 005 161 | 20 627 040 | |
| | 1 246 005 161 | 20 627 040 | 1 266 632 201 |
| Reliquat après commissions | | | 179 367 799 |

NOR : PAP1202191AC

Par arrêté n° 1697 CM du 22 novembre 2012.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 12-2012 CA-PAP du 5 octobre 2012 du conseil d'administration du port autonome de Papeete fixant les tarifs de la redevance de stationnement des parkings de la marina Taina.

Délibération n° 12-2012 CA-PAP du 5 octobre 2012.

Article 1er.— Les tarifs de la redevance de stationnement des véhicules dans les parkings de la marina Taina, tels qu'ils figurent sur le plan ci-annexé, sont fixés ainsi qu'il suit :

- 200 F TTC par heure de stationnement les deux premières heures de stationnement ;
- 100 F TTC à compter de la troisième heure de stationnement ;
- 20 000 F TTC par mois.

Art. 2.— Les tarifs indiqués à l'article 1er ne s'appliquent pas aux catégories suivantes :

- les propriétaires de navires amarrés dans la marina Taina, au mouillage sur les bouées ou à sec ;

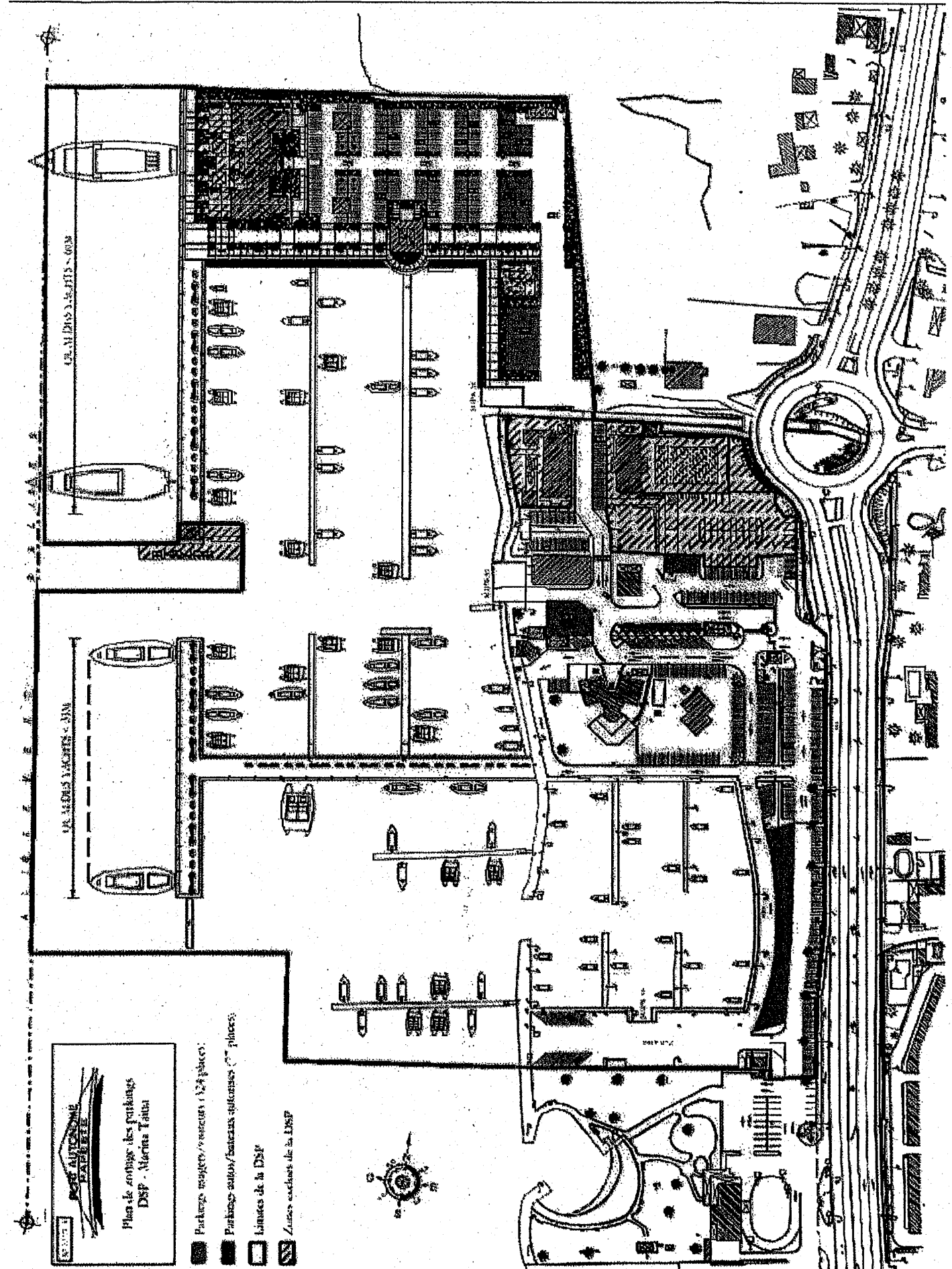
- les professionnels occupant des locaux dans l'enceinte de la marina en vertu d'un contrat conclu avec le délégataire de service public ;
- le personnel des restaurants exploités dans la marina Taina dans la limite du nombre de salariés déclarés à la Caisse de prévoyance sociale au cours des six derniers mois ainsi que leurs gérants.

Les catégories de personnes visées au présent article bénéficient d'une place unique de stationnement gratuit dans les parkings de la marina Taina.

Art 3.— Les clients et les fournisseurs des restaurants et autres commerces installés dans la marina Taina bénéficient de trois heures de stationnement gratuit dans les parkings de la marina Taina sous réserve de justifier de leur consommation, de leur achat ou de leur livraison de biens ou de services.

Art. 4.— Les agents en service du port autonome de Papeete et le président du conseil d'administration de l'établissement bénéficient de la gratuité de stationnement dans les parkings de la marina Taina.

Art. 5.— La présente délibération prend effet à compter du 1er janvier 2013.



NOR : PAP1202193AC

Par arrêté n° 1699 CM du 22 novembre 2012.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 16-2012 CA-PAP du 5 octobre 2012 du conseil d'administration du port autonome de Papeete fixant le taux de révision des redevances d'occupation des bâtiments du port autonome de Papeete (indice BTG 01.0) pour l'année 2013.

Délibération n° 16-2012 CA-PAP du 5 octobre 2012.

Article 1er.— Le taux de révision des redevances d'occupation des bâtiments du port autonome de Papeete, calculé en fonction de l'évolution de l'indice BTG 01.0 - base de référence : décembre 2010, est fixé à + 2,52 % pour l'année 2013.

NOR : PAP1202194AC

Par arrêté n° 1700 CM du 22 novembre 2012.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 17-2012 CA-PAP du 5 octobre 2012 du conseil d'administration du port autonome de Papeete fixant le taux de révision des redevances d'occupation des bâtiments, terrains et plans d'eau du port autonome de Papeete (indice des prix à la consommation) pour l'année 2013.

Délibération n° 17-2012 CA-PAP du 5 octobre 2012.

Article 1er.— Le taux de révision des redevances d'occupation des bâtiments, terrains et plans d'eau du port autonome de Papeete, calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation est fixé à + 1,62 % pour l'année 2013.

NOR : TFT1202267AC

Par arrêté n° 1705 CM du 22 novembre 2012.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 11-12 TFTN du 24 octobre 2012 fixant les tarifs de location et des prestations de services relatifs à l'exploitation des espaces et à la location de matériels de sonorisation de To'ata du conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture.

Délibération n° 11-12 TFTN du 24 octobre 2012.

Article 1er.— Les tarifs de location et des prestations de services relatifs à l'exploitation de l'espace To'ata, pour partie, sont fixés ainsi qu'il suit :

1A - Aire de spectacles

1A1 - Configuration "To'ata" : une tribune de 3 750 places en fer à cheval et une piste au sol de 30 m x 30 m entièrement libre pouvant accueillir au maximum 3 000 spectateurs debout.

1A1a. Spectacles, concerts : 1 500 000 F CFP TTC par représentation/1 répétition générale incluse ;

1A1b. Conférences, projections, projection-conférence : 1 150 000 F CFP TTC par représentation.

1A2 - Configuration "Toa Iti" : une tribune de 3 570 places en fer à cheval et une piste au sol de 30 m x 30 m sur laquelle sont installées 500 chaises, non feu M2, accrochables entre elles pour constituer des ensembles et créer un alignement parfait.

1A2a. Spectacles, concerts : 1 650 000 F CFP TTC par représentation/1 répétition générale incluse ;

1A2b. Conférences, projections, projection-conférence : 1 300 000 F CFP TTC par représentation.

1A3 - Configuration "Toa" : une tribune de 3 570 places en fer à cheval et une piste au sol de 30 m x 30 m sur laquelle sont installées 1 000 chaises, non feu M2, accrochables entre elles pour constituer des ensembles et créer un alignement parfait.

1A3a. Spectacles, concerts : 1 800 000 F CFP TTC par représentation/1 répétition générale incluse ;

1A3b. Conférences, projections, projection-conférence : 1 450 000 F CFP TTC par représentation.

1A4 - Configuration "Toa Nui" : une tribune de 3 750 places en fer à cheval et une piste au sol de 30 m x 30 m sur laquelle sont installées 1 500 chaises, non feu M2, accrochables entre elles pour constituer des ensembles et créer un alignement parfait.

1A4a. Spectacles, concerts : 1 950 000 F CFP TTC par représentation/1 répétition générale incluse ;

1A4b. Conférences, projections, projection-conférence : 1 600 000 F CFP TTC par représentation.

1A5 - Petite configuration "To'ata Iti", comprenant soit :

- une tribune de 1 000 places installée sur la piste de 30 m x 30 m devant la scène "Te Mana" ;
- une tribune de 400 places installée sur la piste de 30 m x 30 m devant la scène "Te Mana" et 500 chaises, non feu M2, accrochables entre elles pour constituer des ensembles et créer un alignement parfait installées entre la tribune et la scène ;
- 1 000 chaises, non feu M2, accrochables entre elles pour constituer des ensembles et créer un alignement parfait installées sur la piste de 30 m x 30 m ;
- ou une scène installée sur la piste de 30 m x 30 m devant la tribune A comprenant 922 places.

Cette configuration sera proposée uniquement en coproduction ou en coréalisation, avec partage des recettes brutes à hauteur de 45 % pour TFTN et 55 % pour le producteur par reversement du producteur sur la base d'un état contradictoire. Participation financière de TFTN aux frais de communication à hauteur de 80 000 F CFP TTC (affiche, banderole, kakémono, bande-annonce, carton d'invitation).

Les frais annexes tels que assurance RC, dispositif de surveillance, et dispositif de sécurité, sont à la charge du producteur.

1A6 - Configuration "Tahua" : la piste de danse de 30 m x 30 m nue avec la scène "Te Mana" : 200 000 F CFP TTC par jour avec fourniture d'une alimentation électrique d'une puissance de 32 ampères. Toute autre installation sera facturée.

A - Observations importantes

Une "conférence, projection" est automatiquement classée en "spectacle, concert" dès lors qu'elle requiert la présence de matériels et de techniciens pour sonoriser une quelconque animation instrumentale ou vocale. Dès lors, le tarif "spectacle, concert" s'applique.

Les tarifs sus-énumérés incluent, outre les infrastructures de l'aire de spectacle, les loges, 1 travée de stationnement et la présence des techniciens du son et de la lumière.

La fourniture, la pose et la dépose du décor est à la charge de l'utilisateur ainsi que les accessoires de scène et tout équipement non disponible à Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture.

L'utilisateur prend à sa charge et organise sous sa responsabilité les services :

- de surveillance et de sécurité par des sociétés et intervenants dûment agréés ;
- d'entretien, nettoyage du site ;
- d'entretien, nettoyage des aisances et commodités.

B - Aire de promenade ou esplanade basse

Location journalière sans aménagement : 200 000 F CFP TTC.

Le temps de montage des installations est prévu sur une durée de 7 jours et 5 jours pour le démontage. Tout retard sera facturé 50 000 F CFP par jour supplémentaire.

C - Installation ponctuelle

Une installation ponctuelle pourra être autorisée pour la vente de denrées alimentaires, gadgets et autres au moyen de buvettes ou autres installations légères.

Location journalière d'un emplacement par convention : 10 000 F CFP TTC d'une superficie maximale de 3 m x 3 m ou 9 mètres carrés avec fourniture d'une prise électrique d'une puissance maximum de 16 ampères.

D - Tarifs préférentiels

Les tarifs énoncés en 1A1, 1A2, 1A3 et 1A4 de l'article 1er font l'objet d'un abattement de 50 % portant exclusivement sur la location de l'aire de spectacle, en faveur des groupes de chants et danses du pays, des artistes du pays lorsque ceux-ci se produisent en leur nom propre ou au nom de leur producteur, des fédérations sportives agréées, des établissements publics, des établissements et collectivités scolaires de la Polynésie française, de l'Etat et des communes.

Les frais annexes tels que assurance RC, dispositif de surveillance, dispositif de sécurité, dispositif d'entretien et de nettoyage restent à la charge de l'utilisateur.

E - Location de matériel de sonorisation et/ou d'éclairage

Par contrat ou convention, sous les conditions financières ci-après indiquées en annexe 1.

Art. 2.— *Conditions de location*

Les conditions de location de l'espace To'ata sont fixées comme suit :

2A - L'espace To'ata, comprenant l'aire de spectacle et l'esplanade basse suivant les tarifs énumérés ci-dessus est mis à la disposition de tout demandeur à jour des déclarations prescrites par les réglementations en vigueur et moyennant le paiement d'une redevance payable d'avance conformément aux conditions définies ci-dessous :

2A1 - Tout utilisateur de l'espace To'ata doit verser un dépôt de garantie d'un montant équivalent à 30 % du tarif de location de l'espace To'ata.

2A2 - Cette somme est payable sous huit jours suivant la validation par Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture de la réservation faite par écrit, faute de quoi cette dernière devient caduque.

2A3 - Le solde de la location devra être versé dans sa totalité un mois au minimum avant la manifestation.

2A4 - En cas d'annulation ou de report par l'utilisateur et quelle qu'en soit la cause, cette garantie n'est pas remboursable.

2A5 - Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture se réserve le droit d'annuler ou de reporter toute réservation en cas de mobilisation pour un événement ou une manifestation d'intérêt territorial concomitant. Dans ce cas d'annulation, les sommes versées sont remboursées par virement bancaire au moyen d'un mandat au profit de l'utilisateur.

Art. 3.— *Modalités d'occupation des espaces - cahier des charges*

Les modalités d'occupation de l'aire de spectacles et de l'aire de promenade sont établies par convention. L'utilisateur s'engage à respecter et à faire respecter sous sa responsabilité ces modalités.

Art. 4.— *Location de matériel de sonorisation, lumière, projection*

Par contrat ou convention, sous les conditions financières ci-après indiquées en annexe 1.

Art. 5.— Le directeur et l'agent comptable de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,
Teddy TEHEI.

La présidente,
du conseil d'administration,
Chantal TAHIATA.

ANNEXE

Tarifs de location de matériels de sonorisation, lumière, projection

A - Sonorisation : tarification forfaitaire de 4 heures, personnel, livraison, installation, mise en œuvre et retrait inclus

Configuration 1 : 70 000 F CFP TTC

- 1 console avec alimentation ;
- 1 rack d'amplificateur de puissance ;
- 2 haut-parleurs avec pieds ;
- 2 micros avec pieds de micro et câbles micro ;
- 1 lecteur CD.

Configuration 2 (Nexo light) : 140 000 F CFP TTC

| Puissance Façade | | | |
|------------------|----------------|---|------------------|
| 2 | PS15 | 2 | |
| 2 | Pied HP | 2 | |
| 1 | Rack ampli | 1 | Processeur PS15 |
| | | 1 | Ampli Crown 2402 |
| 1 | Lot de câblage | 1 | |

| FOH | | | |
|------------|----------------------|---|-------------------|
| 1 | Console 32 voies | 1 | |
| 1 | Rack périphérique | 1 | Reverb Yam SPX990 |
| | | 1 | Equalizer 31 Band |
| | | 2 | Drawner MX40 |
| | | 4 | Comp DBX 160A |
| 1 | Câblage d'insert | 1 | |
| 1 | Snake 16/4 30 mètres | 1 | |
| Stage | | | |
| 2 | Retour JBL | 2 | |
| 1 | Rack amplificateur | 1 | Ampli Crown 2402 |
| 1 | Lot de câblage | 1 | |
| Parc Micro | | | |
| 6 | Pied chromé | 6 | |
| 6 | Micro SM58 | 6 | |
| 2 | DI passif | 2 | |
| 8 | Câble XLR 15 mètres | 8 | |

Configuration 3 (Nexo middle) : 170 000 F CFP TTC

| Puissance Façade | | | |
|------------------|----------------------|---|-------------------|
| 2 | PS15 | 2 | |
| 2 | LS1200Sub | 2 | |
| 2 | Barres Pour Stacker | 2 | |
| 1 | Rack ampli | 1 | Processeur PS15 |
| | | 1 | Ampli Crown 2402 |
| | | 1 | Ampli Crown 3600 |
| 1 | Lot de câblage | 1 | |
| FOH | | | |
| 1 | Console 32 voies | 1 | |
| 1 | Rack périphérique | 1 | Reverb Yam SPX990 |
| | | 1 | Equalizer 31 Band |
| | | 2 | Drawner MX40 |
| | | 4 | Comp DBX 160A |
| 1 | Câblage d'insert | 1 | |
| 1 | Snake 32/4 30 mètres | 1 | |
| Stage | | | |
| 4 | Retour JBL | 4 | |
| 1 | Rack amplificateur | 1 | Ampli Crown 2402 |
| 1 | Lot de câblage | 1 | |
| Parc micro | | | |
| 8 | Pied chromé | 8 | |
| 8 | Micro SM58 | 8 | |
| 2 | DI passif | 2 | |
| 8 | Câble XLR 15 mètres | 8 | |

Configuration 4 (Nexo full) : 225 000 F CFP TTC

| Puissance Façade | | | |
|------------------|---------------------|---|-------------------|
| 4 | PS15 | 4 | |
| 4 | LS1200Sub | 4 | |
| 4 | Barres pour stacker | 4 | |
| 1 | Rack ampli | 1 | Processeur PS15 |
| | | 1 | Ampli Crown 2402 |
| | | 1 | Ampli Crown 3600 |
| 1 | Lot de câblage | 1 | |
| FOH | | | |
| 1 | Console 32 voies | 1 | |
| 1 | Rack périphérique | 1 | Reverb Yam SPX990 |
| | | 1 | Equalizer 31 Band |
| | | 2 | Drawner MX40 |
| | | 4 | Comp DBX 160A |

| FOH | | | |
|------------|----------------------|----|------------------|
| 1 | Câblage d'insert | 1 | |
| 1 | Snake 32/4 30 mètres | 1 | |
| Stage | | | |
| 4 | Retour JBL | 4 | |
| 1 | Rack amplificateur | 2 | Ampli Crown 2402 |
| 1 | Lot de câblage | 1 | |
| Parc Micro | | | |
| 10 | Pied Chromé | 10 | |
| 10 | Micro SM58 | 10 | |
| 4 | DI Passif | 4 | |
| 10 | Câble XLR 15 mètres | 10 | |

Configuration 5 (KF) : 345 000 F CFP TTC

| Puissance Façade | | | |
|------------------|----------------------|----|-------------------|
| 4 | EAW KF750 | 4 | |
| 4 | SB1000 | 4 | |
| 1 | Rack ampli | 1 | Procès IQ USM810 |
| | | 2 | Ampli Crown 2402 |
| | | 2 | Ampli Crown 3600 |
| | | 1 | Ampli Crown 5200 |
| 1 | Lot de câblage | 1 | |
| FOH | | | |
| 1 | Console ML5000 AH 40 | 1 | Avec alimentation |
| 1 | Rack Périphérique | 2 | Reverb Yam SPX990 |
| | | 1 | Equalizer 31 Band |
| | | 4 | Comp Dual Stereo |
| | | 2 | Gate Dual |
| 1 | Câblage d'insert | 1 | |
| 1 | Snake 32/4 30 mètres | | |
| Stage | | | |
| | Retour SM260 | 5 | |
| 1 | Rack amplificateur | 3 | Ampli Crown 2402 |
| | | 3 | Equalizer 31 Band |
| 1 | Lot de câblage | 1 | |
| Parc micro | | | |
| 10 | Pied chromé | 10 | |
| 10 | Micro SM58 | 10 | |
| 4 | DI passif | 4 | |
| 10 | Câble XLR 15 mètres | 10 | |

Personnel TFTN : 3 (base de 8 heures).

Camion transport : 1.

Le personnel technique tel que décrit ci-avant est obligatoire dans la location des configurations 4 et 5 et est facturé en sus du matériel.

Disposition particulière

Le temps complémentaire de mobilisation (au-delà de 4 heures) est facturé 15 000F CFP de l'heure, toute heure entamée étant comptée dans sa totalité.

B - Eclairage : tarification forfaitaire de 4 heures, personnel, livraison, installation, mise en œuvre et retrait inclus

Liste de matériels pouvant être mis en location sans interférer aux besoins matériels des productions de TFTN

B1 - Configurations**Configuration 1 : 58 000 F CPF TTC**

| Quantité | Désignation |
|----------|---------------------------------------|
| 4 | Barre de 6 ETC "Type LENS"+ gélatine |
| 1 | Gradateur 24 |
| 1 | câble DMX |
| 1 | Dongle hog 3 ou ETC + console virtuel |

Configuration 2 : 65 000 F CPF TTC

| Quantité | Désignation |
|----------|---------------------------------------|
| 6 | Barre de 6 ETC "Type LENS"+ gélatine |
| 1 | Gradateur 24 |
| 1 | câble DMX |
| 1 | Dongle hog 3 ou ETC + console virtuel |

Configuration 3 : 84 000 F CPF TTC

| Quantité | Désignation |
|----------|---------------------------------------|
| 4 | Barre de 6 ETC "Type LENS"+ gélatine |
| 1 | Gradateur 24 |
| 1 | Câble DMX |
| 1 | Dongle hog 3 ou ETC + console virtuel |
| 2 | Techno Beam 575 watts |

Configuration 4 : 93 000 F CPF TTC

| Quantité | Désignation |
|----------|---------------------------------------|
| 6 | Barre de 6 ETC "Type LENS"+ gélatine |
| 1 | Gradateur 24 |
| 3 | Câble DMX |
| 1 | Dongle hog 3 ou ETC + console virtuel |
| 2 | Techno Beam 575 watts |

Le personnel technique nécessaire au fonctionnement de ces diverses configurations sera facturé en sus de la location.

B2 - Location unitaire

Liste de matériels pouvant être mis en location en tarif unitaire, si disponible :

| Quantité | Désignation | Prix unitaire | En stock |
|----------|--|---------------|----------|
| 1 | Mac 2000 Profile (1 200 watts) | 30 000 | 8 |
| 1 | Studio Color 575 M/S (575 watts) | 25 000 | 8 |
| 1 | Studio Beam (575 watts) | 25 000 | 4 |
| 1 | Cyberg Light (1200 watts) | 28 000 | 4 |
| 1 | Techno Beam (575 watts) | 15 000 | 3 |
| 1 | Blinder 4 Light (2000 watts) | 2 000 | |
| 1 | Blinder 8 Light (2 X 2000 watts) | 4 000 | |
| 1 | Barre de 6 ETC ou Par 64 | 5 400 | 32 |
| 1 | Lekos 750 ETC (19°-26°-36°-50°) | 1 200 | 48 |
| 1 | Source 4 ETC individuel | 1 000 | 10 |
| 1 | Barre de 4 IP 108 éléation (étanche) | 12 000 | 3 |
| 1 | Américain Di 64 Led pro | 5 000 | 12 |
| 1 | Power Distro 24 x 10A | 20 000 | 1 |
| 1 | Gradateur 24 | 30 000 | 2 |
| 1 | Gradateur 48 | 50 000 | 2 |
| 1 | Armoire électrique (gradateur, power distro et autre...) | 20 000 | 1 |
| 2 | Barre de ACL | 6 400 | 16 |
| 1 | Socapex toute longueur | 500 | 50 |
| 1 | Multipaire female ou male | 800 | 40 |
| 1 | Câble DMX toute longueur | 500 | 80 |

| Quantité | Désignation | Prix unitaire | En stock |
|----------|------------------------|---------------|----------|
| 1 | Console HOG II | 60 000 | 1 |
| 1 | Console EXPRESSION | 50 000 | 1 |
| 1 | Dongle HOG III 512 DMX | 10 000 | 1 |
| 1 | ETC on PC 512 DMX | 10 000 | 1 |

C - Vidéoprojecteur

C1 - Vidéoprojecteur 10 000 Lumens : 80 000 F CFP/jour TTC + rémunération d'un technicien obligatoire.

Une caution de 300 000 F CFP devra être versée pour toute location et ne sera pas remboursée en cas de détérioration du matériel.

C2 - Vidéoprojecteur 6 000 Lumens : 40 000F CFP/jour TTC + rémunération d'un technicien obligatoire.

Une caution de 200 000 F CFP devra être versée pour toute location et ne sera pas remboursée en cas de détérioration du matériel.

C3 - Vidéoprojecteur 3 000 Lumens : 20 000 F CFP/jour TTC.

Une caution de 100 000 F CFP devra être versée pour toute location et ne sera pas remboursée en cas de détérioration du matériel.

D - Passage de câble au sol

Location à l'unité/jour : 3 000 F CFP TTC.

Caution/unité : 10 000 F CFP TTC.

E - Scène A2S

Location à l'unité 1,20 m x 1,20 m/jour : 2 000 F CFP TTC.

Caution/unité : 5 000 F CFP TTC.

Le transport dans la zone urbaine et l'installation sont compris dans le tarif de location.

F - Structures des jeux dits "Intervilles" ou "Arearea"

La location forfaitaire des éléments (jusqu'à 5 au maximum) des jeux dits "Intervilles" ou "Arearea" est fixée à 200 000 F CFP TTC pour une durée de 3 jours et à 250 000 F CFP TTC pour une durée de 5 jours.

TFTN prendra en charge le transport du matériel dans la zone urbaine et mettra à disposition une équipe de 3 personnes pour l'encadrement technique en vue du montage et démontage. Le loueur devra mettre à disposition une équipe de 7 personnes minimum en complément.

G - Podium en bois de 2,44 m x 1,22 m x 0,30 m

Location à l'unité/jour : 2 000 F CFP TTC.

Caution/unité : 5 000 F CFP TTC.

H - location des barrières métalliques Jaulin et des barrières en plastique

Location à l'unité/jour : 500 F CFP TTC.

Caution/unité : 1 000 F CFP TTC.

MODALITES D'OCCUPATION DE L'AIRE DE SPECTACLES TE TAHUA TO'ATA



1 - Généralités

L'utilisateur déclare avoir pris connaissance des modalités générales d'occupation de l'aire de spectacles Te Tahua To'ata.

L'utilisateur déclare avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier technique To'ata.

L'utilisateur déclare accepter les conditions d'utilisation de l'aire de spectacles Te Tahua To'ata.

L'utilisateur s'engage à informer le public des dispositions de sécurité requises sur le site, comme indiqué sur la fiche "information sécurité" ci-après.

Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture est seul compétent dans les dérogations qui peuvent être accordées à chaque événement.

2 - Produits consommables et objets interdits ou dangereux

Sont formellement interdits, sauf accord préalable entre les parties :

- les bouteilles en verre, les canettes, les boissons alcoolisées, les produits toxiques ou toute substance nocive et tous objets dangereux ou éléments perturbateurs sont interdits dans l'enceinte de l'aire de spectacles, sur scène et dans les loges.

Il est interdit de fumer et d'apporter des produits consommables dans l'enceinte, dans les tribunes, sur la piste et sur la scène de To'ata. L'utilisateur s'engage à informer le public de ces interdictions par tous les moyens de communication.

Les produits consommables sont tolérés en loges uniquement, l'utilisateur s'engage à laisser les lieux propres à son départ. Un état des lieux ayant été dressé avant et après l'occupation des loges, toutes détériorations constatées seront à la charge de l'utilisateur.

3 - Conditions climatiques

L'utilisateur fera son affaire des conditions météorologiques. Il est informé que pour des raisons techniques et de sécurité, il pourra être mis fin à tout moment de son événement en cas de conditions climatiques défavorables. Toute décision de report ou d'annulation sera prise après concertation entre Te Fare Tauhiti Nui, l'utilisateur et les prestataires de services.

L'utilisateur est avisé qu'il sera mis fin à son événement et sans conditions à l'annonce de vents atteignant une vitesse de 70 km/heure conformément aux prescriptions de la commission de sécurité.

4 - Accès à l'enceinte des spectacles

L'ensemble des personnels de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la Culture et du prestataire de sécurité agréé concernés par l'opération en cours bénéficie de tous les accès et est identifiable au moyen d'un badge édité par Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture, ou encore au moyen de la tenue vestimentaire arborant le sigle de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture ou des prestataires. L'utilisateur s'oblige à ses employés et ses divers prestataires de ces dispositions afin qu'à aucun moment ces personnels ne soient empêchés dans l'exercice de leurs tâches.

L'accès dans l'enceinte est interdit à toute personne en état d'ébriété.

L'accès aux loges et à l'aire de spectacles est interdit à toute personne ne participant pas directement à l'événement, exception faite pour les personnes munies d'un laissez-passer "tous accès" délivré à l'occasion, et en accord préalable avec l'utilisateur, par Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture.

L'utilisateur est informé qu'à chaque représentation Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture se réserve une zone VIP pouvant accueillir à tout moment les hautes personnalités et les administrateurs de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture en leur nom personnel. Cette zone sera définie en fonction de la configuration des tribunes.

L'utilisateur est informé qu'à titre de servitude, Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture dispose de :

- 72 places réparties, selon le plan technique de la tribune, comme suit : U 57 à U 92 et de U 129 à U 164 ;
- 76 places réparties en tribune n'apparaissant pas sur le plan technique de la tribune. Ces places seront identifiables au moyen de cartes d'accès ponctuelles éditées par Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture et validées par l'utilisateur.

Tous les billets des "places debout" à la vente devront être visés et tamponnés par la direction de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture avant leur distribution faute de quoi l'accès à cet espace sera refusé.

Pour des raisons de sécurité, le quota des "places debout" est arrêté à 3 000 personnes au maximum en configuration de piste au sol de 30 m x 30 m libre. Un contrôle spécifique sera effectué par comptage aux différents accès aux places debout par le personnel de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture. Au-delà de ce quota, les accès seront refusés.

L'entrée sera refusée à toute personne ne respectant pas cette disposition.

Le contrôle des accès et le placement des spectateurs seront effectués par le personnel ou le prestataire de l'utilisateur.

5 - Configuration et aménagement scénique

L'utilisateur aura le choix des configurations de scène proposées par Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture et le dossier technique s'y rattachant dont il aura pris connaissance au préalable.

Dans le cas d'une configuration avec une option chaises, l'utilisateur utilisera obligatoirement l'une de celles proposées par Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture.

En cas d'aménagement spécifique nécessaire à son événement, l'utilisateur s'engage à faire appel à un bureau de contrôle compétent et prendra à sa charge les frais résultant de cette intervention. Il devra fournir copie des divers rapports attestant de la conformité de ses installations à la direction de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture.

L'utilisateur s'engage à prendre à sa charge toutes interventions requises spécifiques à son événement.

L'utilisateur s'engage à installer et à retirer lui-même les matériaux, n'entrant pas dans la liste des matériels de To'ata, spécifiques à l'aménagement de son événement, ou nécessaires à la décoration de celui-ci.

L'utilisateur s'engage également à sa charge les frais inhérents à la mise en place et à l'enlèvement de ses propres aménagements.

L'utilisateur doit observer ces conditions et veiller à ce qu'elles soient respectées.

6 - Publicité

La pose de tout support publicitaire est autorisée à l'intérieur de l'aire de spectacles. Toute pose en extérieur est interdite ainsi que sur les tribunes. L'utilisateur s'engage à prendre à sa charge la pose et le retrait des supports de communication, la pose se faisant sous le contrôle et l'autorisation de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture.

7 - Activités annexes au spectacle

L'organisation éventuelle d'une réception en extérieur sur le site de To'ata doit être soumise à l'autorisation des services administratifs concernés, à celle de la municipalité de Papeete et à celle de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture. L'enlèvement des déchets résultant de cette activité devra se faire à l'issue de la soirée et sera pris en charge par l'utilisateur.

La vente par l'utilisateur d'objets à caractère promotionnel, publicitaire ou dérivés de l'événement doit être soumise à autorisation de la direction de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture et des services administratifs concernés. La zone de vente sera installée par l'utilisateur à l'extérieur de l'aire de spectacles, sur une superficie définie par Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture.

La vente par l'utilisateur de tout autre produit consommable ou gadgets et autres articles divers doit être soumise à autorisation de la direction de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture et des services administratifs concernés et fera l'objet d'une convention d'installation ponctuelle particulière, conformément aux termes de l'arrêté n° 570 CM du 24 avril 2002. La zone de vente sera installée par l'utilisateur à l'extérieur de l'aire de spectacles, sur une superficie définie par Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture.

La direction de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture se réserve le droit de proposer l'espace hors enceinte tribunes à des exploitants ponctuels divers à tout moment.

8 - Autorisations administratives

L'utilisateur devra se conformer aux dispositions prévues par le décret n° 97-646 du 31 mai 1997 modifié relatif à la mise en place de service d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif et notamment obtenir toutes les autorisations administratives exigées pour l'organisation de l'événement. Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture décline toute responsabilité en cas de refus ou de retard dans l'obtention de ces autorisations et dans ce cas ne peut être tenu d'accueillir l'événement.

9 - Durée, configuration, dates, horaires et conditions d'occupation

La durée d'occupation, la configuration de l'aire de spectacles, les dates, les horaires et l'objet de la manifestation seront précisées par convention.

L'utilisateur s'engage à respecter les horaires d'occupation des lieux.

Le niveau sonore ne doit pas excéder 95 db au niveau de la régie technique et l'utilisation des basses fréquences sera raisonnable. L'utilisateur s'engage à informer l'équipe technique de son/ses artiste(s) afin que ces dispositions soient respectées sans conditions, au risque de se voir interrompre le spectacle par les autorités compétentes.

10 - Conditions financières

Les conditions financières et le mode de paiement sont précisés par convention.

Un avenant sera présenté à l'utilisateur correspondant aux charges supplémentaires détaillées comme suit :

- frais de sécurité ;
- frais de propreté ;
- frais de restauration ;
- frais de secouristes ;
- frais de gardiennage.

11 - Assurances - responsabilités

L'utilisateur reste responsable de tout sinistre pouvant survenir du fait de ses activités ou de sa présence sur les lieux. A ce titre, il s'engage à contracter toute assurance garantissant les dommages corporels, matériels, immatériels, qu'il pourrait causer au titre de sa responsabilité civile. L'utilisateur fournira, dès la signature de la convention établie pour l'occupation de l'espace To'ata, copie de l'attestation d'assurance responsabilité civile.

L'utilisateur garantit Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture contre tout recours que pourrait présenter toute personne ayant collaboré d'une manière directe ou indirecte aux manifestations. Il dégage notamment Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture et la Polynésie française de toute responsabilité en cas de perte, vol, ou détérioration de biens ou matériels appartenant à l'utilisateur ou à tout autre intervenant ou prestataire de service et pouvant survenir sur le site.

12 - Sécurité des installations

L'utilisateur s'engage à respecter les dispositions réglementaires en matière de sécurité type CTS et devra recevoir la validation de son événement par la commission de sécurité.

13 - Gardiennage

L'utilisateur prendra à sa charge un service de gardiennage par une société agréée.

14 - Lutte contre l'incendie et assistance au public

L'utilisateur prendra à sa charge un service de lutte contre l'incendie (agents SSIAP 1 et extincteurs). Le nombre d'agents est fixé réglementairement.

15 - Autres charges

L'utilisateur prendra à sa charge la rémunération du personnel technique non inscrit sous la responsabilité de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture ainsi que les charges afférentes si cela devait être le cas.

Pour le bon déroulement de l'événement, l'utilisateur prendra à sa charge :

- le coût d'un service de sécurité agréé pour gérer la sécurité du public accédant dans l'aire de spectacles. Le prestataire de service, le nombre d'agents ainsi que le coût de la prestation seront déterminés par Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture dès lors que l'utilisateur optera pour une configuration ;
- le coût de la prestation de la Fédération polynésienne de secourisme. Le nombre d'agents sera déterminé par Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture dès lors que l'utilisateur optera pour une configuration ;
- le coût des divers consommables nécessaires au montage de l'événement : colsons, cordes, clous, vis, rubans adhésifs, piles, etc.

16 - Dispositions diverses

L'utilisateur est informé que Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture mettra à sa disposition les places de parking réparties comme suit :

- 1re travée : 5 places ;
- 2e travée : 32 places ;
- 3e travée : 29 places.

INFORMATION SÉCURITÉ



Chers utilisateurs,

Afin d'assurer votre sécurité, nous vous demandons de faire un usage approprié de la tribune et de l'aire de spectacle en général et de prendre connaissance des obligations suivantes :

- prendre connaissance du plan d'évacuation incendie ;
- ne pas sauter dans les gradins ;
- ne pas sauter sur les sièges ;
- ne pas tambouriner ni trépigner sur le plancher des tribunes ;
- ne pas se tenir debout sur les sièges ;
- ne pas obstruer les escaliers ;
- ne pas stationner dans les escaliers ;
- ne pas s'asseoir devant les escaliers ;
- ne pas s'asseoir ailleurs que sur le siège qui vous est attribué ;
- ne pas s'asseoir à 2 sur 1 siège ;
- ne pas consommer de nourriture dans l'aire de spectacle ;
- la consommation d'alcool est interdite dans l'aire de spectacle ;
- les animaux sont interdits dans l'aire de spectacle ;
- il est interdit de fumer dans les lieux publics.

PARENTS : Gardez vos enfants sous surveillance vigilante !
Ne les laissez pas grimper sur les structures, il en va de leur sécurité.

ADULTES : Merci de montrer l'exemple !

Merci de votre attention.

La direction.

EXPLOITATION DE L'ESPLANADE BASSE DE TOÁTĀ**CAHIER DES CHARGES**

Lors de l'exploitation de l'esplanade basse, l'utilisateur devra respecter le présent cahier des charges :

- il est strictement interdit de consommer, vendre ou distribuer de l'alcool avant, pendant, et après chaque événement ;
- il est strictement interdit de circuler ou se garer en voiture, scooter ou moto sur la place publique sauf cas de nécessité (arrêt minute) ;
- il est interdit d'utiliser les lampadaires de la place publique comme support d'accroche de toute annonce publicitaire ou autre ;
- il est interdit de monter sur les murets côté mer comme côté route ;
- il est interdit de couper les branches, arbustes se trouvant dans les jardinières ;
- il est interdit de haubaner les structures sur les arbustes des jardinières ;
- un prestataire doit être prévu pour assurer la propreté de l'événement, esplanade basse et ses environs. Ce prestataire sera convoqué à partir de 17 heures pour l'entretien des toilettes côté Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture, la propreté aux alentours (propreté du site), vider les poubelles se trouvant sur tout le site ;
- il est interdit de faire du feu sur la place publique, sauf accord des autorités compétentes ;
- en cas d'animation sonore, le volume ne doit pas excéder 90 db ;
- au cas où le chargé de sécurité venait à fermer la manifestation pour cause d'intempéries, il devra en informer la direction de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture ;
- il est interdit d'obstruer la voie réservée aux pompiers pendant toute manifestation.

Dans le cas où l'utilisateur prévoit un ou plusieurs espaces de restauration, il s'engage à faire installer par une entreprise agréée un dispositif provisoire amovible de récupération des eaux usées qu'il fera vidanger régulièrement.

Dans le cadre de l'organisation de salons, foires et tout événement nécessitant l'installation de chapiteaux, stands, etc., l'utilisateur devra constituer un dossier de sécurité comprenant :

- le type d'événement (salon, foire, textile, bijouterie...) ;
- le type de structures (chapiteaux, stands en bois...) ;
- le plan de configuration avec le nombre de structures, leurs superficies, la capacité d'accueil en exposants et en visiteurs, les voies de circulation piétonne et les voies d'évacuation d'urgence ;
- immatriculation des chapiteaux par un bureau vérificateur ;
- attestation par un bureau d'études agréé du contrôle de la construction des stands, contrôle du montage des chapiteaux, leurs lestages ;
- attestation par un bureau d'études agréé du contrôle du montage du réseau électrique servant à alimenter tout type d'installation en prise, contact et éclairage, ce dernier doit répondre à la norme européenne en vigueur ;
- service de sécurité incendie (agents SSIAP 3 chargé de sécurité + SSIAP) effectué par un prestataire agréé, le nombre d'agents (SSIAP1) sera déterminé par le chargé de sécurité (SSIAP 3), dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- location des extincteurs réglementaires nécessaires ;
- cahier des charges entre l'utilisateur et son exposant.

Tous ces éléments constituent le dossier de sécurité qui doit être présenté à la commune ou à la commission de sécurité 1 mois avant l'événement.

Une copie du dossier de sécurité validé par arrêté municipal sera fournie à Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture avant l'ouverture de la manifestation.

NOR : TFT1202269AC

Par arrêté n° 1706 CM du 22 novembre 2012.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 13-12 TFTN du 24 octobre 2012 modifiant la délibération n° 1-12 TFTN du 10 janvier 2012 fixant le quota d'heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées par les agents relevant du statut de la fonction publique de la Polynésie française pour l'année 2012 du conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture.

Délibération n° 13-12 TFTN du 24 octobre 2012

Article 1er.— L'article 1er de la délibération n° 1-12 TFTN fixant le quota d'heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées par les agents relevant du statut général de la fonction publique de la Polynésie française est modifié comme suit :

“Pour l'exercice 2012, le directeur est autorisé à recourir à un quota total de 3 280 heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées par les agents relevant du statut général de la fonction publique de la Polynésie française”.

NOR : TFT1202270AC

Par arrêté n° 1707 CM du 22 novembre 2012.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 12-12 TFTN du 24 octobre 2012 modifiant la délibération n° 8-12 TFTN du 22 juin 2012 fixant les tarifs de location et des prestations de services rendus par Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture du conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture.

Délibération n° 12-12 TFTN du 24 octobre 2012

Article 1er.— Le dernier alinéa du B) de l'article 4 de la délibération n° 8-12 TFTN du 22 juin 2012 fixant les tarifs de location et des prestations de services rendus par Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture est modifié comme suit :

“Le personnel de TFTN et leurs enfants ainsi que les matahiapo sont exonérés du paiement de la quote-part perçue par l'établissement”.

NOR : DES1202245DL

Par arrêté n° 1708 CM du 23 novembre 2012.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes portant adoption des comptes financiers et affectation des résultats des années 2002 à 2011 du collège de Tahaa :

| DELIBERATIONS VOTEES EN CONSEIL D'ETABLISSEMENT | | | | |
|---|--------------------------------------|-----------------|---|-----------------|
| ANNEE | DELIBERATIONS DES COMPTES FINANCIERS | | DELIBERATIONS D'AFFECTATION DES RESULTATS | |
| | REFERENCE | DATE | REFERENCE | DATE |
| 2002 | 01/2003 | 2 avril 2003 | 02/2003 | 2 avril 2003 |
| 2003 | 04/2004 | 31 mars 2004 | 05/2004 | 31 mars 2004 |
| 2004 | 06/2005 | 13 avril 2005 | 07/2005 | 13 avril 2005 |
| 2005 | 04/2006 | 22 février 2006 | 05/2006 | 22 février 2006 |
| 2006 | 08/2007 | 04 avril 2007 | 09/2007 | 04 avril 2007 |
| 2007 | 03/2008 | 23 avril 2008 | 04/2008 | 23 avril 2008 |
| 2008 | 01/2009 | 25 mars 2009 | 02/2009 | 25 mars 2009 |
| 2009 | 05/2010 | 22 mars 2010 | 06/2010 | 22 mars 2010 |
| 2010 | 10/2011 | 22 mars 2011 | 11/2011 | 22 mars 2011 |
| 2011 | 08/12 | 28 mars 2012 | 09/12 | 28 mars 2012 |

Les comptes financiers du collège de Tahaa des années 2002 à 2011 s'établissent suivant l'état récapitulatif ci-dessous :

| EXECUTION DES COMPTES FINANCIERS | | | | | | | |
|----------------------------------|----------------------------|------------|--------------|-----------------------------|------------|--------------|------------------------|
| ANNEE | SECTION I - FONCTIONNEMENT | | | SECTION II - INVESTISSEMENT | | | RESULTAT GLOBAL EN +/- |
| | RECETTES | DEPENSES | RESULTAT +/- | RECETTES | DEPENSES | RESULTAT +/- | |
| 2002 | 36 048 567 | 34 520 374 | 1 528 193 | 1 155 800 | 2 374 692 | -1 218 892 | 309 301 |
| 2003 | 37 815 742 | 43 121 835 | -5 306 093 | 12 534 110 | 11 578 657 | 955 453 | -4 350 640 |
| 2004 | 36 495 338 | 35 430 707 | 1 064 631 | 644 008 | 2 524 749 | -1 880 741 | 816 110 |
| 2005 | 36 450 803 | 36 260 945 | 189 858 | 1 058 715 | 1 548 326 | -489 611 | 299 753 |
| 2006 | 43 552 758 | 41 677 587 | 1 875 171 | 232 566 | 524 005 | -291 439 | 1 583 732 |
| 2007 | 45 628 365 | 41 696 254 | 3 932 111 | 145 180 | 1 236 675 | -1 091 495 | 2 840 616 |
| 2008 | 47 646 460 | 45 256 178 | 2 390 282 | 505 343 | 1 254 310 | -748 967 | 1 641 315 |
| 2009 | 50 596 823 | 51 832 247 | -1 235 424 | 2 882 485 | 3 366 980 | -484 495 | -1 719 919 |
| 2010 | 47 441 979 | 47 654 173 | -212 194 | 591 668 | 2 019 354 | -1 427 686 | -1 639 880 |
| 2011 | 45 109 578 | 43 701 403 | 1 408 175 | 61 567 | 1 130 382 | -1 068 815 | 339 360 |

Les résultats d'exploitation au titre des années 2002 à 2011 (excédentaires ou déficitaires) sont affectés suivant l'état récapitulatif ci-dessous :

| AFFECTATION DES RESULTATS | | | |
|---------------------------|------------------------|----------------------------------|------------------------------------|
| ANNEE | RESULTATS EN +/- | REPARTITION DES RESULTATS EN +/- | |
| | SECTION FONCTIONNEMENT | SERVICE GENERAL Compte 106.81 | SERVICES SPECIAUX Compte 106.84 |
| 2002 | 1 528 193 | 462 163 | 1 066 030 |
| 2003 | -5 306 093 | -4 933 718 | -372 375 |
| 2004 | 1 064 631 | 1 274 570 | -209 939 |
| 2005 | 189 858 | -844 128 | 1 033 986 |
| 2006 | 1 875 171 | 234 944 | 1 640 227 |
| 2007 | 3 932 111 | 916 726 | 3 015 385 |
| 2008 | 2 390 282 | 46 168 | 2 344 114 |
| 2009 | -1 235 424 | 70 169 | -1 305 593 |
| 2010 | -212 194 | -239 843 | 27 649 |
| 2011 | 1 408 175 | 582 244 | 825 931 |

Au 31 décembre des années 2002 à 2011, les fonds de roulement du collège de Tahaa ont varié suivant l'état récapitulatif ci-dessous :

| VARIATION DES FONDS DE ROULEMENT | | | |
|----------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|
| ANNEE | VARIATION DE L'EXERCICE EN +/- | FONDS DE ROULEMENT PRECEDENT | FONDS DE ROULEMENT DE L'ANNEE |
| 2002 | 309 301 | 9 490 717 | 9 800 018 |
| 2003 | -4 350 640 | 9 800 018 | 5 449 378 |
| 2004 | -816 110 | 5 449 378 | 4 633 268 |
| 2005 | -299 753 | 4 633 268 | 4 333 515 |
| 2006 | 1 583 732 | 4 333 515 | 5 917 247 |
| 2007 | 2 840 616 | 5 917 247 | 8 757 863 |
| 2008 | 1 641 315 | 8 757 863 | 10 399 178 |
| 2009 | -1 719 919 | 10 399 178 | 8 679 259 |
| 2010 | -1 639 880 | 8 679 259 | 7 039 379 |
| 2011 | 339 360 | 7 039 379 | 7 378 739 |

Délibération n° 1-2003 du 2 avril 2003

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2002 du collège de Tahaa est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement :

- dépenses : 34 520 374 F CFP ;
- recettes : 36 048 567 F CFP.

Section capital :

- dépenses : 2 374 692 F CFP ;
- recettes : 1 155 800 F CFP,

et suivant les documents, ci-joints.

Art. 2.— Le résultat global (variation du fonds de roulement) constaté excédentaire, est arrêté à la somme de *trois cent neuf mille trois cent un francs CFP* (309 301 F CFP) et le résultat d'exploitation (fonctionnement) constaté excédentaire, est arrêté à la somme de *un million cinq cent vingt-huit mille cent quatre-vingt-treize francs CFP* (1 528 193 F CFP).

Délibération n° 2-2003 du 2 avril 2003

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2002 du collège est affecté et approuvé comme suit :

- section général : + 462 163 F CFP ;
- section spéciaux R2 : + 1 066 030 F CFP.
- 400 000 F CFP ont été transférés du service R2 au service général.

Résultats du vote :

14 votants : 14 Pour, 0 Contre, 0 Abstention.

Délibération n° 4-2004 du 31 mars 2004

Article 1er.— Le compte financier du collège est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement :

- dépenses : 43 121 835 F CFP ;
- recettes : 37 815 742 F CFP.

Section capital :

- dépenses : 11 578 657 F CFP ;
- recettes : 12 534 110 F CFP,

et suivant les documents ci-joints.

Art. 2.— Le résultat global (variation du fonds de roulement) constaté déficitaire est arrêté à la somme de *quatre millions trois cent cinquante mille six cent quarante francs CFP* (- 4 350 640 F CFP).

Délibération n° 5-2004 du 31 mars 2004

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2003 du collège est affecté et approuvé comme suit :

- service général : - 4 933 718 F CFP ;
- service restauration R2 : - 372 375 F CFP.

Résultats du vote :

16 Votants : 16 Pour, 0 Contre, 0 Abstention.

Délibération n° 6-2005 du 13 avril 2005

Article 1er.— Le compte financier du collège est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement :

- dépenses : 35 430 707 F CFP ;
- recettes : 36 495 338 F CFP,

Section capital :

- dépenses : 2 524 749 F CFP ;
- recettes : 644 008 F CFP,

et suivant les documents, ci-joints.

Art. 2.— Le résultat global (variation du fonds de roulement) constaté déficitaire est arrêté à la somme de *huit cent seize mille cent dix francs CFP* (- 816 110 F CFP) et le résultat d'exploitation (fonctionnement) constaté excédentaire, est arrêté à la somme de *un million soixante-quatre mille six cent trente et un francs CFP* (1 064 631 F CFP).

Délibération n° 7-2005 du mercredi 13 avril 2005

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2004 du collège de Tahaa est affecté comme suit :

- service général : 1 274 570 F CFP.
- services spéciaux : - 209 939 F CFP.

Résultats du vote :

13 Votants : 13 Pour, 0 Contre, 0 Abstention.

Délibération n° 4-2006 du 22 février 2006

Article 1er.— Le compte financier du collège est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement :

- dépenses : 36 260 945 F CFP ;
- recettes : 36 450 803 F CFP.

Section capital :

- dépenses : 1 548 326 F CFP ;
- recettes : 1 058 715 F CFP,

et suivant les documents ci-joints.

Art. 2.— Le résultat global (variation du fonds de roulement) constaté déficitaire est arrêté à la somme de *deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent cinquante-trois francs CFP* (- 299 753 F CFP) et le résultat d'exploitation (fonctionnement) constaté excédentaire est arrêté à la somme de *cent quatre-vingt-neuf mille huit cent cinquante-huit francs CFP* (189 858 F CFP).

Délibération n° 5-2006 du mercredi 22 février 2006

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2005 du collège de Tahaa est affecté comme suit :

- service général : - 844 128 F CFP ;
- service spécial R2 : 783 146 F CFP ;
- service spécial J82 CETAD : 250 840 F CFP.

Résultats du vote :

16 Votants : 16 Pour, 0 Contre, 0 Abstention.

Délibération n° 8-2007 du mercredi 4 avril 2007

Article 1er.— Le compte financier 2006 du collège de Tahaa est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement :

- dépenses : 41 677 587 F CFP ;
- recettes : 43 552 758 F CFP.

Section capital :

- dépenses : 524 005 F CFP ;
- recettes : 232 566 F CFP.

Art. 2.— Le résultat constaté excédentaire est arrêté à la somme de *un million cinq cent quatre-vingt trois mille sept cent trente-deux francs CFP* (1 583 732 F CFP).

Délibération n° 9-2007 du mercredi 4 avril 2007

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2006 du collège de Tahaa est affecté comme suit :

- service général : 234 944 F CFP ;
- service spécial R2 : 1 293 459 F CFP ;
- service spécial J82 CETAD : 346 768 F CFP.

Délibération n° 3-2008 du mercredi 23 avril 2008

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2007 du collège de Tahaa est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement

- dépenses : 41 696 254 F CFP ;
- recettes : 45 628 365 F CFP.

Section capital

- dépenses : 1 236 675 F CFP ;
- recettes : 145 180 F CFP.

Art. 2.— Le résultat global constaté excédentaire est arrêté à la somme de *deux millions huit cent quarante mille six cent seize francs CFP* (2 840 616 F CFP).

Délibération n° 4-2008 du mercredi 23 avril 2008

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2007 du collège de Tahaa est affecté comme suit :

- service général : 916 726 F CFP ;
- service spécial J82 : 117 455 F CFP ;
- service spécial R2 : 2 897 930 F CFP.

Délibération n° 1-2009 du 25 mars 2009

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2008 du collège de Tahaa est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement

- dépenses : 45 256 178 F CFP ;
- recettes : 47 646 460 F CFP.

Section capital

- dépenses : 1 254 310 F CFP ;
- recettes : 505 343 F CFP.

et suivant les documents ci-joints.

Art. 2.— Le résultat constaté excédentaire est arrêté à la somme de *deux millions trois cent quatre-vingt-dix mille deux cent quatre-vingt-deux francs CFP* (2 390 282 F CFP) et le résultat global (variation du fonds de roulement au 31 décembre 2008) est arrêté à la somme de *un million six cent quarante et un mille trois cent quinze francs CFP* (1 641 315 F CFP).

Délibération n° 2-2009 du 25 mars 2009

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2008 du collège de Tahaa est affecté comme suit :

- service général : 46 168 F CFP ;
- service spécial J82 : 151 792 F CFP ;
- service spécial R2 : 2 192 322 F CFP.

Délibération n° 5-2010 du 22 mars 2010

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2009 du collège de Tahaa est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement

- dépenses : 51 832 247 F CFP ;
- recettes : 50 596 823 F CFP.

Section capital

- dépenses : 3 366 980 F CFP ;
- recettes : 2 882 485 F CFP,

et suivant les documents ci-joints.

Art. 2.— Le résultat constaté déficitaire est arrêté à la somme de *un million deux cent trente cinq mille quatre cent vingt quatre francs CFP* (- 1 235 424 F CFP) et le résultat global (variation du fonds de roulement au 31 décembre 2009) est arrêté à la somme de moins *un million sept cent dix-neuf mille neuf cent dix-neuf francs CFP* (- 1 719 919 F CFP).

Délibération n° 6-2010 du 22 mars 2010

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2009 du collège de Tahaa est affecté comme suit :

- service général : 70 169 F CFP ;
- service spécial CETAD : 284 628 F CFP ;
- service spécial R2 : - 1 590 221 F CFP.

Délibération n° 10-2011 du 22 mars 2011

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2010 du collège de Tahaa est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement

- dépenses : 47 654 173 F CFP ;
- recettes : 47 441 979 F CFP.

Section capital

- dépenses : 2 019 354 F CFP ;
- recettes : 591 668 F CFP,

et suivant les documents ci-joints.

Art. 2.— Le résultat constaté déficitaire est arrêté à la somme de *deux cent douze mille cent quatre-vingt-quatorze francs CFP* (- 212 194 F CFP) et le résultat global (variation du fonds de roulement au 31 décembre 2010) est arrêté à la somme de moins *un million six cent trente-neuf mille huit cent quatre-vingts francs CFP* (- 1 639 880 F CFP).

Délibération n° 11-2011 du 22 mars 2011

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2010 du collège de Tahaa est affecté comme suit :

- service général : - 239 843 F CFP ;
- service spécial CETAD : - 41 254 F CFP ;
- service spécial R2 : 68 903 F CFP.

Délibération n° 8-2012 du 28 mars 2012

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2011 du collège de Tahaa est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement :

- dépenses : 43 701 403 F CFP ;
- recettes : 45 109 578 F CFP.

Section capital

- dépenses : 1 130 382 F CFP ;
- recettes : 61 567 F CFP,

et suivant les documents ci-joints.

Art. 2.— Le résultat global (variation du fonds de roulement) constaté excédentaire est arrêté à la somme de *trois cent trente-neuf mille trois cent soixante francs CFP* (339 360 F CFP) et le résultat d'exploitation (fonctionnement) constaté excédentaire est arrêté à la somme de *un million*

quatre cent huit mille cent soixante-quinze francs CFP (1 408 175 F CFP).

Délibération n° 9-2012 du 28 mars 2012

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2011 du collège de Tahaa constaté excédentaire pour un montant de 1 408 175 F CFP est affecté comme suit :

- service général : 582 244 F CFP ;
- service spécial CETAD : -71 721 F CFP ;
- service spécial R2 : 897 652 F CFP.

NOR : DES1202247DL

Par arrêté n° 1710 CM du 23 novembre 2012.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes portant adoption des comptes financiers et affectation des résultats des années 2002 à 2011 du collège de Huahine :

| DELIBERATIONS VOTEES EN CONSEIL D'ETABLISSEMENT | | | | |
|---|--------------------------------------|---------------|---|---------------|
| ANNEE | DELIBERATIONS DES COMPTES FINANCIERS | | DELIBERATIONS D'AFFECTATION DES RESULTATS | |
| | REFERENCE | DATE | REFERENCE | DATE |
| 2002 | 2/2003 | 09 avril 2003 | 3/2003 | 09 avril 2003 |
| 2003 | 002/2004 | 14 avril 2004 | 003/2004 | 14 avril 2004 |
| 2004 | 2/2005 | 15 avril 2005 | 3/2005 | 15 avril 2005 |
| 2005 | 2/2006 | 05 avril 2006 | 3/2006 | 05 avril 2006 |
| 2006 | 2/2007 | 04 avril 2007 | 3/2007 | 04 avril 2007 |
| 2007 | 01/2008 | 23 avril 2008 | 02/2008 | 23 avril 2008 |
| 2008 | 1/2009 | 29 avril 2009 | 2/2009 | 29 avril 2009 |
| 2009 | 02/2010 | 21 avril 2010 | 03/2010 | 21 avril 2010 |
| 2010 | 02/2011 | 20 avril 2011 | 03/2011 | 20 avril 2011 |
| 2011 | 31/2012 | 25 avril 2012 | 32/2012 | 25 avril 2012 |

Les comptes financiers du collège de Huahine des années 2002 à 2011 s'établissent suivant l'état récapitulatif ci-dessous :

| EXECUTION DES COMPTES FINANCIERS | | | | | | | |
|----------------------------------|----------------------------|------------|--------------|-----------------------------|-----------|--------------|------------------------|
| ANNEE | SECTION I - FONCTIONNEMENT | | | SECTION II - INVESTISSEMENT | | | RESULTAT GLOBAL EN +/- |
| | RECETTES | DEPENSES | RESULTAT +/- | RECETTES | DEPENSES | RESULTAT +/- | |
| 2002 | 52 904 822 | 50 011 299 | 2 893 523 | 1 600 764 | 3 203 371 | -1 602 607 | 1 290 916 |
| 2003 | 52 407 930 | 50 597 130 | 1 810 800 | 1 470 734 | 3 695 597 | -2 224 863 | -414 063 |
| 2004 | 49 889 275 | 48 760 027 | 1 129 248 | 1 426 635 | 2 143 735 | -717 100 | 412 148 |
| 2005 | 50 677 912 | 48 187 940 | 2 489 972 | 182 340 | 1 165 574 | -983 234 | 1 506 738 |
| 2006 | 52 203 960 | 52 152 220 | 51 740 | 76 252 | 2 214 943 | - 2 138 691 | - 2 086 951 |
| 2007 | 55 361 947 | 53 211 601 | 2 150 346 | 0 | 904 993 | -904 993 | 1 245 353 |
| 2008 | 52 596 655 | 54 993 798 | - 2 397 143 | 1 888 008 | 1 845 921 | 42 087 | -2 355 056 |
| 2009 | 53 583 368 | 55 156 799 | -1 573 431 | 3 104 461 | 3 157 748 | - 53 287 | 1 626 718 |
| 2010 | 56 047 139 | 56 002 956 | 44 183 | 4 673 | 179 870 | -175 197 | -131 014 |
| 2011 | 48 835 378 | 50 600 656 | -1 765 278 | 0 | 18 562 | -18 562 | -1 783 840 |

Les résultats d'exploitation au titre des années 2002 à 2011 (excédentaires ou déficitaires) sont affectés suivant l'état récapitulatif ci-dessous :

| AFFECTATION DES RESULTATS | | | |
|---------------------------|------------------------|----------------------------------|------------------------------------|
| ANNEE | RESULTATS EN +/- | REPARTITION DES RESULTATS EN +/- | |
| | SECTION FONCTIONNEMENT | SERVICE GENERAL Compte 106.81 | SERVICES SPECIAUX Compte 106.84 |
| 2002 | 2 893 523 | 869 331 | 2 024 192 |
| 2003 | 1 810 800 | 130 777 | 1 680 023 |
| 2004 | 1 129 248 | 231 698 | 897 550 |
| 2005 | 2 489 972 | 1 207 319 | 1 282 653 |
| 2006 | 51 740 | -138 680 | 190 420 |
| 2007 | 2 150 346 | 1 294 959 | 855 387 |
| 2008 | -2 397 143 | -335 336 | -2 061 807 |
| 2009 | -1 573 431 | 385 457 | -1 958 888 |
| 2010 | 44 183 | 729 613 | -685 430 |
| 2011 | -1 765 278 | -1 037 930 | -727 348 |

Au 31 décembre des années 2002 à 2011, les fonds de roulement du collège de Huahine ont varié suivant l'état récapitulatif ci-dessous :

| VARIATION DES FONDS DE ROULEMENT | | | |
|----------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|
| ANNEE | VARIATION DE L'EXERCICE EN +/- | FONDS DE ROULEMENT PRECEDENT | FONDS DE ROULEMENT DE L'ANNEE |
| 2002 | 1 290 916 | 6 599 011 | 7 889 927 |
| 2003 | -414 063 | 7 889 927 | 7 475 864 |
| 2004 | 412 148 | 7 475 864 | 7 888 012 |
| 2005 | 1 506 738 | 7 888 012 | 9 394 750 |
| 2006 | -2 086 951 | 9 394 750 | 7 307 799 |
| 2007 | 1 245 353 | 7 307 799 | 8 553 152 |
| 2008 | -2 355 056 | 8 553 152 | 6 198 096 |
| 2009 | -1 626 718 | 6 198 096 | 4 571 378 |
| 2010 | - 131 014 | 4 571 378 | 4 440 364 |
| 2011 | -1 783 840 | 4 440 364 | 2 656 524 |

Délibération n° 2-2003 du 9 avril 2003

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2002 du collège Huahine est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement

- dépenses : 50 011 299 F CFP ;
- recettes : 52 904 822 F CFP.

Section capital

- dépenses : 3 203 371 F CFP ;
- recettes : 1 600 764 F CFP,

et suivant les documents ci-joints.

Art. 2.— Le résultat "en excédent" est arrêté à la somme de un million deux cent quatre-vingt-dix mille neuf cent seize francs CFP (en toutes lettres) et 1 290 916 F CFP (en chiffres).

Délibération n° 3-2003 du 9 avril 2003

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2002 du collège de Huahine est affecté comme suit :

- service général : 869 331 F CFP ;
- services spéciaux : 2 024 192 F CFP.

Délibération n° 2-2004 du 14 avril 2004

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2003 du collège de Huahine est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement

- dépenses : 50 597 130 F CFP ;
- recettes : 52 407 930 F CFP.

Section capital

- dépenses : 3 695 597 F CFP ;
- recettes : 1 470 734 F CFP,

et suivant les documents ci-joints.

Art. 2.— Le résultat en déficit est arrêté à la somme de *quatre cent quatorze mille soixante-trois francs CFP* (414 063 F CFP).

Délibération n° 3-2004 du 14 avril 2004

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2003 du collège de Huahine est affecté comme suit :

- service général : 130 777 F CFP ;
- services spéciaux : 1 680 023 F CFP.

Délibération n° 2-2005 du 15 avril 2005

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2004 du collège de Huahine est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement

- dépenses : 48 760 027 F CFP ;
- recettes : 49 889 275 F CFP.

Section capital

- dépenses : 2 143 735 F CFP ;
- recettes : 1 426 635 F CFP,

et suivant les documents ci-joints.

Le résultat en excédent est arrêté à la somme de *quatre cent douze mille cent quarante-huit francs CFP* (en toutes lettres) et 412 148 F CFP (en chiffres).

Délibération n° 3-2005 du 15 avril 2005

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2004 du collège de Huahine est affecté comme suit :

- service général : 231 698 F CFP ;
- services spéciaux : 897 550 F CFP.

Délibération n° 2-2006 du 5 avril 2006

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2005 du collège est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement

- dépenses : 48 187 940 F CFP ;
- recettes : 50 677 912 F CFP.

Section capital

- dépenses : 1 165 574 F CFP ;
- recettes : 182 340 F CFP,

et suivant les documents ci-joints.

Art. 2.— Le résultat en excédent est arrêté à la somme de *un million cinq cent six mille sept cent trente-huit francs CFP* (en toutes lettres) et 1 506 738 F CFP (en chiffres).

Délibération n° 3-2006 du 5 avril 2006

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2005 du collège de Fare, Huahine est affecté comme suit :

- service général : 1 207 319 F CFP ;
- services spéciaux : 1 282 653 F CFP.

Délibération n° 2-2007 du 4 avril 2007

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2006 du collège de Huahine est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement

- dépenses : 52 152 220 F CFP ;
- recettes : 52 203 960 F CFP.

Section capital

- dépenses : 2 214 943 F CFP ;
- recettes : 76 252 F CFP,

et suivant les documents ci-joints.

Art. 2.— Le résultat global constaté déficitaire est arrêté à la somme de *deux millions quatre-vingt-six mille neuf cent cinquante et un francs CFP* (- 2 086 951 F CFP).

Délibération n° 3-2007 du 4 avril 2007

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2006 du collège de Fare, Huahine est affecté comme suit :

- service général : - 138 680 F CFP ;
- services spéciaux : 190 420 F CFP.

Délibération n° 1-2008 du 23 avril 2008

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2007 du collège de Huahine est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement

- dépenses : 53 211 601 F CFP ;
- recettes : 55 361 947 F CFP.

Section capital

- dépenses : 904 993 F CFP ;
- recettes : F CFP,

et suivant les documents ci-joints.

Art. 2.— Le résultat global constaté excédentaire est arrêté à la somme de *un millions deux cent quarante-cinq mille trois cent cinquante-trois francs CFP* (1 245 353 F CFP).

Délibération n° 2-2008 du 23 avril 2008

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2007 du collège de Huahine est affecté comme suit :

- service général : 1 294 959 F CFP ;
- services spéciaux : 855 387 F CFP.

Délibération n° 1-2009 du 29 avril 2009

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2008 du collège de Huahine est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement

- dépenses : 54 993 798 F CFP ;
- recettes : 52 596 655 F CFP.

Section capital

- dépenses : 1 845 921 F CFP ;
- recettes : 1 888 008 F CFP,

et suivant les documents ci-joints.

Art. 2.— Le résultat constaté déficitaire est arrêté à la somme de *deux millions trois cent quatre-vingt-dix-sept mille cent quarante-trois francs CFP* (- 2 397 143 F CFP) et le résultat global (variation du fonds de roulement au 31 décembre 2008) est arrêté à la somme de *deux millions trois cent cinquante-cinq mille cinquante-six francs CFP* (- 2 355 056 F CFP).

Délibération n° 2-2009 du 29 avril 2009

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2008 du collège de Huahine est affecté comme suit :

- service général : - 335 336 F CFP ;
- services spéciaux R2 : - 2 061 807 F CFP.

Délibération n° 2-2010 du 21 avril 2010.

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2009 du collège de Huahine est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement

- dépenses : 55 156 799 F CFP ;
- recettes : 53 583 368 F CFP.

Section capital

- dépenses : 3 157 748 F CFP ;
- recettes : 3 104 461 F CFP,

et suivant les documents ci-joints.

Art. 2.— Le résultat constaté déficitaire est arrêté à la somme de *un million cinq cent soixante-treize mille quatre cent trente et un francs CFP* (- 1 573 431 F CFP) et le résultat global (variation du fonds de roulement au 31 décembre 2009) est arrêté à la somme de *un million six cent vingt-six mille sept cent dix-huit francs CFP* (- 1 626 718 F CFP).

Délibération n° 3-2010 du 21 avril 2010

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2009 du collège de Huahine constaté déficitaire pour un montant de -1 573 431 F CFP est affecté comme suit :

- service général : 385 457 F CFP ;
- services spéciaux : 1 958 888 F CFP.

Délibération n° 2-2011 du 20 avril 2011

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2010 du collège de Huahine est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement

- dépenses : 56 002 956 F CFP ;
- recettes : 56 047 139 F CFP.

Section capital

- dépenses : 179 870 F CFP ;
- recettes : 4 673 F CFP,

et suivant les documents ci-joints.

Art. 2.— Le résultat constaté excédentaire est arrêté à la somme de *quarante-quatre mille cent quatre-vingt-trois francs CFP* (44 183 F CFP) et le résultat global (variation du fonds de roulement au 31 décembre 2010) est arrêté à la somme de *cent trente et un mille quatorze francs CFP* (- 131 014 F CFP).

Délibération n° 3-2011 du 20 avril 2011

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2010 du collège de Huahine est affecté comme suit :

- service général : 729 613 F CFP ;
- services spéciaux : - 685 430 F CFP.

Délibération n° 31-2012 du 25 avril 2012

Article 1er.— Le compte financier de l'exercice 2011 du collège de Huahine est arrêté et approuvé comme suit :

Section fonctionnement

- dépenses : 50 600 656 F CFP ;
- recettes : 48 835 378 F CFP.

Section capital

- dépenses : 18 562 F CFP ;
- recettes : 0 F CFP,

et suivant les documents ci-joints.

Art. 2.— Le résultat global (variation du fonds de roulement) constaté déficitaire est arrêté à la somme de *un million sept cent quatre-vingt-trois mille huit cent quarante francs CFP* (- 1 783 840 F CFP) et le résultat d'exploitation (fonctionnement) constaté déficitaire est arrêté à la somme de *moins un million sept cent soixante-cinq mille deux cent soixante-dix-huit francs CFP* (- 1 765 278 F CFP).

Délibération n° 32-2012 du 25 avril 2012

Article 1er.— Le résultat de la section fonctionnement de l'exercice 2011 du collège de Huahine constaté déficitaire pour un montant de *moins un million sept cent soixante-cinq mille deux cent soixante-dix-huit-francs CFP* (- 1 765 278 F CFP) est affecté comme suit :

- service général : - 1 037 930 F CFP ;
- services spéciaux : - 727 348 F CFP.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 1215 PR du 19 novembre 2012 portant nomination des membres du jury de délibération du diplôme d'aide-soignant(e) au titre de la promotion 2012.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1693 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service de la santé publique dénommé "direction de la santé" ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1532 CM du 17 septembre 2009 portant repositionnement de l'institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault au sein du service de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1578 CM du 18 septembre 2009 relatif au diplôme d'aide-soignant(e),

Arrête :

Article 1er.— Sont nommés membres du jury de délibération du diplôme d'aide-soignant(e) pour la promotion 2012 :

- M. le directeur de la santé ou son représentant, *président* ;
- M. Tam Nguyen, directeur de l'IFPS "Mathilde-Frébault" ;
- Mme Irène Allard, cadre de santé formatrice de l'IFPS "Mathilde-Frébault" ;
- Mme Jannick Taero, surveillante des soins au CRF Te Tiare ;
- Mlle Denise Viriamu, aide-soignante au CHT ;
- Mme Maeva Corbaz, directrice adjointe des soins au CHT.

Art. 2.— Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la santé
et de la solidarité,*
Charles TETARIA.

ARRETE n° 1218 PR du 19 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 1170 AA du 2 décembre 1982 modifié relatif au transfert d'une licence d'exploitation d'un établissement pharmaceutique et à sa gérance et portant enregistrement de la déclaration d'activité de M. Jérôme Caujolle, docteur en pharmacie, en qualité de pharmacien responsable.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1693 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 2003-149 APF du 9 septembre 2003 modifiée relative au conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu l'arrêté n° 610 CM du 9 mai 1989 modifié portant application de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu l'arrêté n° 658 CM du 13 juin 1990 relatif aux demandes d'autorisation d'ouverture des établissements de préparation, de vente en gros ou de distribution en gros de produits pharmaceutiques et demandes de modifications concernant ces établissements ;

Vu l'arrêté n° 7510 AA du 22 septembre 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-107 du 29 août 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1170 AA du 2 décembre 1982 relatif au transfert d'une licence d'exploitation d'un établissement pharmaceutique et à sa gérance ;

Vu l'arrêté n° 140 PR du 21 février 1986 autorisant les établissements Tahitipharm à exploiter un entrepôt de produits pharmaceutiques avec un local de produits inflammables dans la commune de Faa'a : installation de la 1^{re} classe des établissements classés ;

Vu l'arrêté n° 465 CM du 14 avril 1986 autorisant le transfert de l'office d'importation et de diffusion pharmaceutiques Tahitipharm SA du PK 2,400, côté montagne à Auae-Faa'a au PK 5, côté mer à Faa'a (licence n° 40) ;

Vu la déclaration d'activité de M. Jérôme Caujolle, docteur en pharmacie, en qualité de pharmacien responsable de la société Tahitipharm, suite à sa nomination en qualité de directeur général de ladite société et de l'établissement pharmaceutique, à compter du 1^{er} novembre 2012 ;

Vu l'avis du président du conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française en date du 5 novembre 2012,

Arrête :

Article 1^{er}.— L'article 3 de l'arrêté n° 1170 AA du 2 décembre 1982 modifié susvisé est ainsi rédigé :

"Est enregistrée la déclaration d'activité de M. Jérôme Caujolle, docteur en pharmacie, directeur général de la société Tahitipharm, en qualité de pharmacien responsable de ladite société et de l'établissement pharmaceutique, sis à Faa'a, au PK 5, côté mer, sous réserve de l'inscription définitive au tableau du conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française en qualité de pharmacien responsable dudit établissement".

Art. 2.— L'arrêté 1574 PR du 4 juin 2009 portant modification de l'arrêté n° 1170 AA du 2 décembre 1982 relatif au transfert d'une licence d'exploitation d'un établissement pharmaceutique et à sa gérance, enregistrant la déclaration d'activité de M. Michael Darmon, docteur en pharmacie, directeur général de la société Tahitipharm, en qualité de pharmacien est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la santé
et de la solidarité,*
Charles TETARIA.

ARRETE n° 1219 PR du 19 novembre 2012 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1^{er} avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1^{er}.— M. Jacky Bryant, ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, pendant l'absence de M. Pierre Frébault, le 19 novembre 2012.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 1224 PR du 20 novembre 2012 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1^{er} avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 67-99 AT modifiée du 11 août 1967 portant création d'une Caisse de soutien des prix du coprah ;

Vu la délibération n° 95-205 APF modifiée du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 548 CM du 3 juin 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Caisse de soutien des prix du coprah" ;

Vu les propositions de nomination des organismes concernés,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommés, pour une durée de deux ans, membres avec voix délibérative du conseil d'administration de la Caisse de soutien des prix du coprah, au titre des intérêts professionnels :

- M. Henri Tauraa, représentant la Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire ;
- M. William Tupaia, représentant la Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire ;
- M. Iete Témauri, représentant les producteurs de coprah ;
- M. Adrien Natua, représentant les producteurs de coprah ;
- M. Rié Mariteragi, représentant les producteurs de coprah ;
- M. Daniel Langy, représentant les producteurs de monoï ;
- M. Siméon Richmond, représentant les transporteurs de coprah.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 1225 PR du 20 novembre 2012 portant agrément de la société anonyme Technival au transport de déchets d'activités de soins par route.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 96-104 APF du 8 août 1996 relative au transport des matières dangereuses par route ;

Vu l'arrêté n° 1796 CM du 21 décembre 2007 portant inscription des déchets d'activités de soins sur la liste des matières dangereuses dont le transport est autorisé sur les voies ouvertes à la circulation routière ;

Vu la délibération n° 2001-81 APF du 5 juillet 2001 portant réglementation de l'élimination des déchets d'activité de soins modifiée par la loi du pays n° 2006-21 du 28 novembre 2006 ;

Vu l'arrêté n° 132 CM du 8 février 2010 fixant les conditions de collecte, de transport et d'agrément des transporteurs de déchets d'activités de soins par route en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 384 CM du 19 mars 2007 relatif aux emballages des déchets d'activités de soins ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 19 mars 2007 relatif aux délais d'élimination des déchets d'activités de soins ;

Vu l'arrêté n° 386 CM du 19 mars 2007 relatif au bordereau de suivi des déchets d'activités de soins et ses règles d'utilisation ;

Vu l'avis de la direction de la santé n° 3284 MSS/DS/CHSP du 9 novembre 2012 ;

Vu la demande d'agrément déposée le 28 novembre 2011 auprès de la direction de la santé par la société anonyme Technival, sise à Papeete,

Arrête :

Article 1er. — La société anonyme Technival reçoit agrément au transport de déchets d'activités de soins par route.

Art. 2. — L'agrément est délivré pour une durée de trois (3) ans à compter de la date d'adoption du présent arrêté.

Art. 3. — Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 1245 PR du 22 novembre 2012 portant agrément de M. Pierre Mokhtari pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2011 APF/SG du 1er avril 2011 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Oscar Manutahi Temaru ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française et notamment ses articles A. 511-11 et A. 511-12 ;

Vu les articles D. 515-1 et A. 515-1 du code de l'aménagement de la Polynésie française portant création et composition de la commission de sécurité ;

Vu la demande d'agrément de M. Pierre Mokhtari en date du 16 août 2011 ;

Vu l'avis de la commission de sécurité dans sa séance du 16 août 2012,

Arrête :

Article 1er. — M. Pierre Mokhtari (BP 5285, 98716 Pirae), est agréé pour une durée d'un (1) an, à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, pour procéder aux vérifications techniques prévues dans les établissements recevant du public du premier groupe défini à l'article D. 512-4 du code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 2. — Le bénéfice de l'agrément est accordé dans la limite des missions détaillées ci-après :

- pour la vérification des installations électriques ;
- pour le fonctionnement des ascenseurs ;
- pour la mission "S" dans les établissements recevant du public en exploitation.

Art. 3. — A l'issue de cette période, le bénéficiaire de cet agrément pourra présenter un dossier de renouvellement comprenant :

- les informations nécessaires pour identifier le demandeur (identité du responsable ou raison sociale, numéro d'immatriculation au registre du commerce, statuts, adresse...);
- les références aux dispositions générales et particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pour lesquels l'agrément est sollicité ;
- une liste représentative des établissements recevant du public vérifiés dans le cadre de l'agrément au cours des douze mois précédant la demande, accompagnée des rapports correspondants ;
- la liste des sous-traitants auxquels l'organisme a éventuellement fait appel.

Art. 4. — Le bénéficiaire de cet agrément ne pourra sous-traiter ses missions de vérifications, qu'à une autre personne ou organisme lui-même agréé.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

VICE-PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT

ARRETE n° 8572 VP du 16 novembre 2012 portant autorisation d'établissement et d'exploitation d'un réseau radioélectrique indépendant et assignation de fréquences au profit de la société Brasserie de Tahiti.

Le vice-président, en charge du budget, du développement des collectivités, de l'économie numérique, de la communication et des relations avec les institutions de la Polynésie française, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1686 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du vice-président en charge du budget, du développement des collectivités, de l'économie numérique, de la communication et des relations avec les institutions de la Polynésie française, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1476 CM du 27 septembre 2011 portant création et organisation de l'agence de réglementation du numérique ;

Vu le code des postes et télécommunications ;

Vu la demande de la société Brasserie de Tahiti en date du 31 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux articles D. 212-11 à D. 212-16 du code des postes et télécommunications, la société Brasserie de Tahiti représentée par M. Hubert Viaris de Lesegno, est autorisée à établir et exploiter un réseau radioélectrique indépendant dans la zone de la Punaruu.

Art. 2. — La fréquence 153,3125 MHz est assignée à la société Brasserie de Tahiti.

Art. 3. — Le réseau autorisé est un réseau radioélectrique indépendant à usage privé composé, conformément à la réservation de fréquence définie à l'article précédent, de 6 stations portatives.

Art. 4. — Les plans et détails techniques de ce réseau sont conservés par le service en charge des télécommunications.

Art. 5. — Le titulaire de l'autorisation fera assurer la mise en œuvre et la maintenance de ses installations par un installateur admis.

Il est responsable du fonctionnement de son réseau et prend en ce sens toutes les mesures utiles.

Art. 6. — Le titulaire de l'autorisation accorde toute facilité à l'administration afin de recueillir directement ou indirectement toute information relative à son installation.

Art. 7. — Nonobstant les éventuelles sanctions prévues par les articles D. 214-2 et D. 214-4 du code des postes et télécommunications, il est procédé à la suppression de l'autorisation dans les cas suivants :

- usage non conforme au présent cahier des charges ;
- modification des caractéristiques du réseau qui n'a pas fait l'objet d'une autorisation.

Art. 8. — Le directeur de l'agence de réglementation du numérique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Antony GEROS.

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI**

ARRETE n° 8567 MEF du 16 novembre 2012 portant attribution d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) en faveur de l'entreprise individuelle de M. Jacques Navarro-Rovira.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 2007-45 APF du 25 septembre 2007 portant création d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu l'arrêté n° 1417 CM du 23 octobre 2007 portant application de la délibération n° 2007-45 APF du 25 septembre 2007 portant création d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) ;

Vu le dossier de demande d'aide à l'APAC de M. Jacques Navarro-Rovira déposé le 30 août 2012 ;

Vu le compte-rendu de séance de la commission d'aide à la production audiovisuelle et cinématographique du 2 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC), l'entreprise individuelle de M. Jacques Navarro-Rovira est attributaire d'une aide financière de *quatre millions de francs CFP* (4 000 000 F CFP), pour financer la réalisation d'un documentaire de 52 minutes, intitulé "Va'a mafatu".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 966-03, article 652-5, centre de travail 73000-F.

Art. 3.— L'aide financière sera versée sur le compte de l'entreprise individuelle de M. Jacques Navarro-Rovira selon les modalités suivantes :

- un premier versement d'un *million six cent mille francs CFP* (1 600 000 F CFP), soit quarante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde, *deux millions quatre cent mille francs CFP* (2 400 000 F CFP), soit soixante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise du scénario, du budget et du plan de financement définitifs. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 30 mai 2013, auprès de la direction générale des affaires économiques (DGAE). En cas d'inexécution, un titre de recette sera établi pour le remboursement total ou partiel du premier versement.

Art. 4.— Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention "aide à la production audiovisuelle et cinématographique de la Polynésie française" précédée de l'emblème de la Polynésie française dans tous ses supports de communication et de promotion concernant le projet aidé. Cette mention devra figurer au début et à la fin du scénario.

Art. 5.— Le directeur des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 8568 MEF du 16 novembre 2012 portant attribution d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) en faveur de Mme Sarah Dukhan.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 2007-45 APF du 25 septembre 2007 portant création d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu l'arrêté n° 1417 CM du 23 octobre 2007 portant application de la délibération n° 2007-45 APF du 25 septembre 2007 portant création d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) ;

Vu le dossier de demande d'aide à l'APAC de Mme Sarah Dukhan déposé le 30 août 2012 ;

Vu le compte-rendu de séance de la commission d'aide à la production audiovisuelle et cinématographique du 2 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC), Mme Sarah Dukhan est attributaire d'une aide financière de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP), au titre de l'écriture du scénario d'une série de 20 court-métrages de fiction de quatre minutes chacun, dénommée provisoirement "Label Hana".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 966-03, article 652-5, centre de travail 73000-F.

Art. 3.— L'aide financière sera versée sur le compte de Mme Sarah Dukhan selon les modalités suivantes :

- un premier versement de *deux cent mille francs CFP* (200 000 F CFP), soit quarante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde, *trois cent mille francs CFP* (300 000 F CFP), soit soixante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise du scénario, du budget et du plan de financement définitifs. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 31 juillet 2013, auprès de la direction générale des affaires économiques (DGAE). En cas d'inexécution, un titre de recette sera établi pour le remboursement total ou partiel du premier versement.

Art. 4.— Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention "aide à la production audiovisuelle et cinématographique de la Polynésie française" précédée de l'emblème de la Polynésie française dans tous ses supports de communication et de promotion concernant le projet aidé. Cette mention devra figurer au début et à la fin du scénario.

Art. 5.— Le directeur des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 8569 MEF du 16 novembre 2012 portant attribution d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) en faveur de Mme Marie-Eve Tefaatau.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 2007-45 APF du 25 septembre 2007 portant création d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) ;

Vu la délibération n° 2011-92 APF du 8 décembre 2011 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2012 ;

Vu l'arrêté n° 1417 CM du 23 octobre 2007 portant application de la délibération n° 2007-45 APF du 25 septembre 2007 portant création d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) ;

Vu le dossier de demande d'aide à l'APAC de Mme Marie-Eve Tefaatau déposé le 17 juillet 2012 ;

Vu le compte-rendu de séance de la commission d'aide à la production audiovisuelle et cinématographique du 2 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du dispositif d'aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC), Mme Marie-Eve Tefaatau est attributaire d'une aide financière de *huit cent mille francs CFP* (800 000 F CFP), au titre de l'écriture du scénario d'une série de documentaires en 80 épisodes de six minutes, dénommée provisoirement "Mon nom a une histoire".

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 966-03, article 652-5, centre de travail 73000-F.

Art. 3.— L'aide financière sera versée sur le compte de Mme Marie-Eve Tefaatau selon les modalités suivantes :

- un premier versement de *trois cent vingt mille francs CFP* (320 000 F CFP), soit quarante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde, *quatre cent quatre-vingt mille francs CFP* (480 000 F CFP), soit soixante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise du scénario, du budget et du plan de financement définitifs. Ces documents doivent être produits, au plus tard le 31 décembre 2012, auprès de la direction générale des affaires économiques (DGAE). En cas d'inexécution, un titre de recette sera établi pour le remboursement total ou partiel du premier versement.

Art. 4.— Le bénéficiaire de l'aide s'engage à faire porter la mention "aide à la production audiovisuelle et cinématographique de la Polynésie française" précédée de l'emblème de la Polynésie française dans tous ses supports de communication et de promotion concernant le projet aidé. Cette mention devra figurer au début et à la fin du scénario.

Art. 5.— Le directeur des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 8667 MEF/DGAE du 21 novembre 2012 portant répartition du quota d'importation de poulets de chair à l'état frais ou réfrigérés, ouvert au titre du premier trimestre de l'année 2013.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 1092 CM du 27 juillet 2013 portant nomination de M. Patrice Perrin en qualité de directeur général des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5821 MEF du 2 août 2012 portant délégation de signature à M. Patrice Perrin, chef du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 1565 CM du 16 octobre 2012 fixant le régime d'importation de volailles de chair à l'état frais et portant ouverture de quotas d'importation de poulets de chair à l'état frais pour le premier semestre 2013,

Arrête :

Article 1er.— Un quota d'importation de 32,1 tonnes de poulets de chair à l'état frais ou réfrigérés est ouvert au titre du premier trimestre de l'année 2013, dont 2,1 tonnes pris sur la marge de flexibilité, soit 10,7 tonnes chaque mois, au bénéfice des importateurs actuellement recensés auprès de la direction générale des affaires économiques, réparti de la manière suivante :

| OPERATEURS | JANVIER | FEVRIER | MARS |
|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Cedis | 4,9 tonnes | 4,9 tonnes | 4,9 tonnes |
| Yin Ket | 4,2 tonnes | 4,2 tonnes | 4,2 tonnes |
| Poly Import | 0,8 tonne | 0,8 tonne | 0,8 tonne |
| SNP | 0,8 tonne | 0,8 tonne | 0,8 tonne |
| Total | 10,7 tonnes | 10,7 tonnes | 10,7 tonnes |

Art. 2.— Un quota d'importation de 0,9 tonne de poulets de chair à l'état frais ou réfrigérés est ouvert au titre du premier trimestre de l'année 2013 pris sur la marge de

flexibilité et en application de l'article 6 de l'arrêté n° 1565 CM du 16 octobre 2012, soit 0,3 tonne mois, au bénéfice des autres importateurs, réparti de la manière suivante :

| AUTRES IMPORTATEURS | JANVIER | FEVRIER | MARS |
|---------------------|-----------|-----------|-----------|
| | 0,3 tonne | 0,3 tonne | 0,3 tonne |

Art. 3.— En cas de situation exceptionnelle de pénurie de la production locale de poulets de chair à l'état frais ou réfrigérés, et en application de l'article 5 de l'arrêté n° 1565 CM du 16 octobre 2012, un quota trimestriel supplémentaire plafonné à 7 tonnes pris sur la marge de flexibilité peut être alloué aux importateurs par la direction générale des affaires économiques selon une répartition trimestrielle précisée au sein du tableau suivant :

| OPERATEURS | JANVIER | FEVRIER | MARS |
|----------------------|------------|----------|------------|
| QUOTA SUPPLEMENTAIRE | 2,5 tonnes | 2 tonnes | 2,5 tonnes |

Art. 4.— Le quota mensuel d'un opérateur pourra être utilisé par anticipation ou être reporté au mois suivant dans le cadre du quota trimestriel alloué.

Art. 5.— Le directeur des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des affaires économiques,
Patrice PERRIN.

ARRETE n° 8668 MEF du 21 novembre 2012 portant retrait de la carte professionnelle d'agent immobilier de Mme Marie Finaz, gérante de l'EURL Tahiti Nui Realty.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 90-40 AT du 15 février 1990 modifiée réglementant l'exercice de la profession d'agent immobilier et l'arrêté n° 135 CM du 15 février 1994 en portant application ;

Vu les lettres n° 578 MEF du 7 février 2007 et n° 8194 PR du 9 novembre 2010 ;

Vu la lettre n° 2321 MEF/DGAE/CAEP du 22 mai 2012 notifiant l'expiration du délai de suspension de l'activité professionnelle d'agent immobilier,

Arrête :

Article 1er.— En application des dispositions de l'article 5, alinéa 8 de la délibération visée ci-dessus, aux termes desquelles la carte professionnelle est obligatoirement retirée lorsque le titulaire de l'autorisation a suspendu son activité au-delà de deux années consécutives, il est procédé au retrait de la carte professionnelle d'agent immobilier n° 2007-2 de l'EURL Tahiti Nui Realty, représentée par Mlle Marie Finaz.

Art. 2.— Il est accordé à Mlle Marie Finaz, gérante de l'EURL Tahiti Nui Realty, un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, pour restituer la carte professionnelle d'agent immobilier n° 2007-2 et prendre toutes les dispositions qui s'imposent.

Art. 3.— A l'expiration du délai prévu à l'article 2 ci-dessus, le retrait de la carte professionnelle emporte interdiction de se livrer ou prêter son concours aux opérations énumérées à l'article 1er de la délibération susvisée.

Art. 4.— Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au procureur de la République près le tribunal de première instance de Papeete.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le directeur général des affaires économiques, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée par les soins du directeur général des affaires économiques et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

ARRETE n° 8669 MEF/DGRH du 21 novembre 2012 nommant les membres du jury du concours externe, sur titre avec épreuves, pour le recrutement de 22 personnels médico-techniques de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 237 CM du 14 février 2008 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 9241 MEF du 14 décembre 2011 modifié, portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2010-4 APF du 29 janvier 2010 portant statut particulier des personnels médico-techniques de catégorie B, de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 21 mai 2012 fixant les modalités et le programme des épreuves des concours externes de recrutement des personnels médico-techniques de catégorie B, de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 744 CM du 18 juin 2012 autorisant l'ouverture de concours relevant de la filière santé et de la filière technique de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7322 MEF/DGRH du 27 septembre 2012 portant ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titre avec épreuves, pour le recrutement de 22 personnels médico-techniques de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommées, membres du jury du concours susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines de la Polynésie française, *président* ;
- Mme Maire Svarc, représentant le directeur de la santé ;
- M. Guillaume Lardillier, représentant l'inspecteur général de l'administration de la Polynésie française ;
- M. Bruno Duclos, personnalité qualifiée dans les domaines concernés par le recrutement ;
- Mme Géraldine Bouzenard, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des personnels médico-techniques.

Art. 2.— La direction générale des ressources humaines de la Polynésie française est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
Pour le ministre et par délégation :
La directrice adjointe
des ressources humaines,
Valérie CLEMENT.

**ARRETE n° 8670 MEF/DGRH du 21 novembre 2012
nommant les membres du jury du concours externe, sur
titre avec épreuves, pour le recrutement de 35 médecins
de catégorie A, relevant de la fonction publique de la
Polynésie française.**

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 237 CM du 14 février 2008 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 9241 MEF du 14 décembre 2011 modifié, portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-241 AT du 14 décembre 1995 modifiée, portant statut particulier du cadre d'emploi des médecins de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 286 CM du 17 mars 1997 modifié relatif au concours de recrutement des fonctionnaires du cadre d'emploi des médecins de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 744 CM du 18 juin 2012 autorisant l'ouverture de concours relevant de la filière santé et de la filière technique de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7160 MEF/DGRH du 20 septembre 2012 portant ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titre avec épreuves, pour le recrutement de 35 médecins de catégorie A, relevant de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommées, membres du jury du concours susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines de la Polynésie française, *président* ;
- M. Philippe Biarez, représentant le directeur de la santé ;
- M. Xavier Deporte, représentant l'inspecteur général de l'administration de la Polynésie française ;
- M. Jérôme Debacre, personnalité qualifiée dans le domaine concerné par le recrutement ;
- M. Francis Spaak, personnalité qualifiée dans le domaine concerné par le recrutement ;
- Dr Vincent Quenee, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des praticiens hospitaliers.

Art. 2.— La direction générale des ressources humaines de la Polynésie française est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice adjointe
des ressources humaines,
Valérie CLEMENT.*

**ARRETE n° 8692 MEF/DGRH du 21 novembre 2012
modifiant l'arrêté n° 8405 MEF/DGRH du 8 novembre
2012 portant ouverture et organisation matérielle d'un
concours externe, sur titre avec épreuves, pour
le recrutement de 4 chirurgiens-dentistes et
2 pharmaciens de catégorie A, de la fonction publique
de la Polynésie française.**

Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1687 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 237 CM du 14 février 2008 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 9241 MEF du 14 décembre 2011 modifié, portant délégation de signature à M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-242 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires, pharmaciens et chirurgiens-dentistes de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 287 CM du 17 mars 1997 modifié relatif au concours de recrutement des fonctionnaires du cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires, pharmaciens et chirurgiens-dentistes de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 744 CM du 18 juin 2012 autorisant l'ouverture de concours relevant de la filière santé et de la filière technique de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8405 MEF/DGRH du 8 novembre 2012 portant ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titre avec épreuves, pour le recrutement de 4 chirurgiens-dentistes et 2 pharmaciens de catégorie A, de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — L'article 4 de l'arrêté n° 8405 MEF/DGRH du 8 novembre 2012 susvisé est ainsi rédigé :

"Le concours externe d'accès aux grades de chirurgien-dentiste et pharmacien de 2e classe, est un concours sur titres ouvert aux candidats titulaires :

- pour les chirurgiens-dentistes, du diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire ou d'un titre ou diplôme permettant l'exercice de cette profession sur le territoire français ;
- pour les pharmaciens, du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie ou d'un titre ou diplôme permettant l'exercice de cette profession sur le territoire français.

L'âge minimum d'admission à concourir est fixé à 18 ans accomplis au 1er janvier 2012. La limite d'âge maximale pour se présenter au concours externe est fixée à 45 ans au 1er janvier 2012 ; elle peut être supprimée ou reculée dans les conditions prévues aux articles 15 à 19 de la délibération n° 95-217 du 14 décembre 1995 modifiée".

Art. 2. — L'article 5 de l'arrêté n° 8405 MEF/DGRH du 8 novembre 2012 susvisé est ainsi rédigé :

"Les dossiers d'inscription sont disponibles à la direction générale des ressources humaines de la fonction publique, immeuble Papineau, 4e étage, rue Tepano-Jaussen, BP 124, 98713 Papeete (téléphone : 47 79 00) et sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

L'ouverture des inscriptions est fixée au jeudi 15 novembre 2012 et la date de clôture est fixée au lundi 17 décembre 2012 à 12 heures.

A l'appui du dossier d'inscription, le candidat doit fournir les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- une photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité ;
- trois enveloppes autocollantes (16,2 x 22,4) timbrées et libellées à son adresse personnelle ;
- un acte de naissance ;
- une copie du diplôme requis ;
- une photocopie du certificat individuel de participation à la journée d'appel de préparation à la défense ou la photocopie d'une pièce officielle attestant de la situation militaire pour les candidats âgés de moins de 25 ans.

Les dossiers d'inscription, accompagnés des pièces requises, doivent parvenir à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française avant la date et l'heure de clôture des inscriptions.

Tout dossier parvenu à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française incomplet ou postérieurement à la date et à l'heure de clôture des inscriptions, ne sera pas pris en considération. En ce qui concerne les dossiers d'inscription acheminés par voie postale reçus après le délai réglementaire, seul le cachet de la poste fait foi.

La liste des candidats admis à concourir sera affichée dans les locaux de la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française et publiée sur le site internet : www.fonction-publique.gov.pf.

Art. 3. — La direction générale des ressources humaines de la Polynésie française est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice adjointe
des ressources humaines,
Valérie CLEMENT.*

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS TERRESTRES

ARRETE n° 8571 MET/DTT du 16 novembre 2012 portant suspension provisoire des licences de transport touristique n° 01A 10T, 02A 10T, 03A 10T, 04A 10T, 08B 10T, 09B 10T, 11B 10T et 12B 10T, délivrées à la SARL Marama transports touristiques, pour l'île de Tahiti.

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1688 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 7880 MET du 16 octobre 2012 portant délégation de signature à M. Ronald Tsu, directeur des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1140 CM du 25 octobre 1990 modifié fixant les conditions d'application de la délibération n° 87-74 AT du 12 juin 1987 en matière de service de transport occasionnel à vocation touristique ;

Vu l'arrêté n° 148 CM du 26 janvier 1998 relatif à la mise en conformité des inscriptions au plan de transport occasionnel à vocation touristiques des îles de Tahiti et Moorea ;

Vu l'arrêté n° 786 CM du 31 mai 1999 portant inscription au plan de transport public routier de voyageurs des îles de Tahiti et Moorea ;

Vu l'arrêté n° 2173 PR du 24 septembre 2001 portant inscriptions supplémentaires au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti, de la SARL Marama transports touristiques ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 13 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 19 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée la SARL Marama transports touristiques est autorisée à suspendre provisoirement ses licences de transport touristique n° 01A 10T, 02A 10T, 03A 10T, 04A 10T, 08B 10T, 09B 10T, 11B 10T et 12B 10T, qui lui ont été attribuées pour l'île de Tahiti, pour une durée maximale de douze (12) mois.

Cette suspension court à compter du 14 novembre 2012 jusqu'au 13 novembre 2013 inclus.

Art. 2.— La SARL Marama transports touristiques est tenue de remettre en exploitation à la date du 14 novembre 2013, les licences suspendues et désignées à l'article 1er du présent arrêté, sous peine de retrait desdites licences.

Art. 3.— Le directeur des transports terrestres est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Marama transports touristiques et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2012.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des transports terrestres,
Ronald TSU.

ARRETE n° 8649 MET/DTT du 20 novembre 2012 portant délivrance de la licence de véhicule de remise n° 1-004, rattachée à l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise n° 004-VR/DV-01/12 attribuée à M. Loïc Jeanneteau sur l'île de Tahiti.

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1688 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2008-4 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise, et ses arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté n° 7880 MET du 16 octobre 2012 portant délégation de signature à M. Ronald Tsu, directeur des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 8550 MET du 15 novembre 2012 portant autorisation n° 4-VR/DV-01/12 pour exercer l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise sur l'île de Tahiti à M. Loïc Jeanneteau,

Arrête :

Article 1er.— La licence de véhicule de remise n° 1-004 pour la mise en exploitation d'un véhicule sur l'île de Tahiti et rattachée à l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de véhicule de remise n° 4-VR/DV-01/12 est délivrée à M. Loïc Jeanneteau, né le 24 février 1972 à Nancy (54).

Cette licence exclut l'utilisation du véhicule pour toute autre activité de transport onéreux de passagers.

Art. 2.— L'exploitation du véhicule pour lequel la licence n° 1-004 a été délivrée peut être suspendue pour une durée maximale de dix-huit mois sur déclaration du titulaire auprès de la direction des transports terrestres. En cas de suspension non déclarée, la licence est retirée après six mois de cessation d'activité.

Art. 3.— Ampliation du présent arrêté est délivrée à M. Loïc Jeanneteau sous forme de licence cartonnée.

Art. 4.— Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Loïc Jeanneteau et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des transports terrestres,
Ronald TSU.

ARRETE n° 8741 MET du 22 novembre 2012 portant autorisation d'empiètement sur la servitude établie aux abords des ouvrages d'art sise à Mataiea au profit de M. René Roche.

Le ministre de l'équipement et des transports terrestres, en charge des ports et des aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française et notamment son article 26 ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la demande formulée par M. René Roche par lettre du 5 juin 2012 ;

Vu le schéma d'alignement n° 986-121-20-6901 dressé le 5 juin 2012,

Arrête :

Article 1er. — M. René Roche est autorisé à réaliser un empiètement d'une superficie d'environ 10 m², sur la partie de la servitude aux abords des ouvrages d'art établie sur la rive droite en amont du ponceau du ruisseau situé au droit de la parcelle foncière cadastrée section AI n° 118, au PK 43,700, côté montagne, sise à Mataiea dans la commune de Teva I Uta, tel que le tout figure sur le schéma d'alignement n° 986-121-20-6901 dressé le 5 juin 2012. L'empiètement autorisé ne s'étend pas à la servitude de curage de 5 mètres établie le long des berges du ruisseau.

Art. 2. — L'empiètement autorisé à l'article 1er est destiné à l'aménagement d'une aire de stationnement pour un snack, à la construction d'un trottoir de 1 mètre de large et un débord de toiture de 1,20 mètre de large tel que le tout figure sur le plan d'implantation du projet joint à la demande de l'intéressé.

Art. 3. — L'empiètement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. M. René Roche doit solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2 au service de l'urbanisme.

Art. 4. — La présente autorisation peut être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au même article.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à M. René Roche et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
James SALMON.

MINISTÈRE DES RESSOURCES MARINES

ARRETE n° 8619 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire de quatre (4) emplacements du domaine public maritime sis à Manihi, commune de Manihi, au profit de la société civile aquacole Tairapa Fishing.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de la société civile aquacole Tairapa Fishing réceptionnée à la direction des ressources marines le 27 août 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Manihi du 30 août 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 5 septembre 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de la société civile aquacole Tairapa Fishing, une autorisation d'occupation temporaire de quatre (4) emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 1 193 mètres carrés sis à Manihi, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de trois (3) parcs à poissons et un (1) vivier à poissons situés :

- le 1er parc à poissons d'une superficie de 512 mètres carrés, situé en entrant dans la passe à gauche ;
- le 2e parc à poissons d'une superficie de 419 mètres carrés, situé en entrant dans la passe, côté gauche, à environ 200 mètres au nord-ouest du 1er parc à poissons ;
- le 3e parc à poissons d'une superficie de 190 mètres carrés, situé à droite à la sortie de la marina de la mairie ;
- le vivier à poissons d'une superficie de 72 mètres carrés, situé au côté droit du village de Turipaoa.

Et tel que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4.— La présente autorisation consentie au profit de la société civile aquacole Tairapa Fishing, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;

9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;

10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5.— Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinquante mille francs CFP* (50 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité, soit 5 000 F CFP pour le 1er parc à poissons, 10 000 F CFP pour le 2e parc à poissons, 15 000 F CFP pour le 3e parc à poissons et 20 000 F CFP pour le vivier.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8. — Dans le cas où la société décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9. — A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de la société, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10. — Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8620 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Manihi, commune de Manihi, au profit de Mme Zoé Frédérique Caroline Tetua épouse Faura.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressée réceptionnée à la direction des ressources marines le 27 mars 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Manihi du 21 mars 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 6 juin 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 septembre 2012 ;

Vu le procès-verbal de contrôle des concessions maritimes de la direction des ressources marines du 22 mars 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de Mme Zoé Frédérique Caroline Tetua épouse Faura, une autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie totale de 308 mètres carrés sis à Manihi, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé en entrant dans le lagon, vers la gauche.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent

arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4.— La présente autorisation consentie au profit de Mme Zoé Frédérique Caroline Tetua épouse Faura, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5.— Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la

présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressée décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9. — A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressée, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10. — Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8621 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Manihi, commune de Manihi, au profit de Mme Monalice Leilani Vaianu Tetua épouse Nollemberger.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressée réceptionnée à la direction des ressources marines le 16 mars 2011 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Manihi du 31 mai 2011 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 1er juillet 2011 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 22 novembre 2011 ;

Vu le procès-verbal de contrôle des concessions maritimes de la direction des ressources marines du 7 août 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de Mme Monalice Leilani Vaianu Tetua épouse Nollemberger, une autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie totale de 120 mètres carrés sis à Manihi, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé en entrant dans la passe Tairapa, à gauche.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4. — La présente autorisation consentie au profit de Mme Monalice Leilani Vaianu Tetua épouse Nollemberger, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;

- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5.— Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te

Fenua à Orovini), est fixé à *dix mille francs CFP* (10 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité, soit 10 000 F CFP pour le 2e parc à poissons de l'intéressée.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressée décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressée, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaouri FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8622 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Alvarez Thierry Maraetaata-Tenonoka.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 5 avril 2012 ;

Vu l'avis du maire-délégué de la commune de Ahe du 23 avril 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 9 juillet 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 septembre 2012 ;

Vu le procès-verbal de contrôle des concessions maritimes de la direction des ressources marines du 21 juin 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Alvarez Thierry Maraetaata-Tenonoka, une autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie totale de 761 mètres carrés sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé dans le hoa, à gauche de la terre Matapaku 4.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4.— La présente autorisation consentie au profit de M. Alvarez Thierry Maraetaata-Tenonoka, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;

10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5.— Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaouri FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8623 MRM du 20 novembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de Mlle Rudmilla Mira Piriarai Tahito-Terai.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 146 MAA du 25 juillet 2007 portant autorisation d'occupation temporaire de deux emplacements du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Rudmilla Tahito-Terai ;

Vu la demande de l'intéressée réceptionnée à la direction des ressources marines le 1er mars 2012 ;

Vu l'avis du maire-délégué de la commune de Rangiroa en date du 23 juin 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordé, au profit de Mlle Rudmilla Mira Piriarii Tahito-Terai, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie totale de 1 000 mètres carrés sis à Rangiroa, commune de Rangiroa.

Art. 2. — Le renouvellement d'autorisation d'occupation précitée est accordé pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à droite en entrant dans la passe de Tiputa.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du 21 novembre 2012. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4. — La présente autorisation consentie au profit de Mlle Rudmilla Mira Piriarii Tahito-Terai, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;

- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5. — Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6. — En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

Cette redevance est applicable à compter du 21 novembre 2012. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressée décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressée, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8624 MRM du 20 novembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 150 MAA du 25 juillet 2007 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de M. Pita Tetoka.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé du 23 avril 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 150 MAA du 25 juillet 2007 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de M. Pita Tetoka, pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons d'une superficie de 1 500 mètres carrés, est abrogé.

Art. 2.— En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, les installations réalisées sur l'emplacement concédé doivent être enlevées et le domaine public maritime remis en son état d'origine, aux frais exclusifs de l'intéressé et ce, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du présent arrêté.

Art. 3.— L'arrêté n° 7310 MRM du 26 septembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 150 MAA du 25 juillet 2007 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Kaukura, commune de Arutua, au profit de M. Pita Tetoka, est abrogé.

Art. 4.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8625 MRM du 20 novembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Maria Mahaa sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 298).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 45 MPR du 7 novembre 2007 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Maria Mahaa sis aux Gambier, commune des Gambier ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par le service de la perliculture en date du 18 novembre 2011 ;

Vu l'avis favorable du maire adjoint de la commune des Gambier du 17 septembre 2012 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mlle Maria Mahaa en date du 27 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de Mlle Maria Mahaa, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 15 novembre 2012, le renouvellement de l'arrêté n° 45 MPR du 7 novembre 2007 susvisé, pour l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2,4 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus renouvelées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cinquante-six mille francs CFP* (56 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 2,4 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 36 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 15 novembre 2012.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de Mlle Maria Mahaa, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter 15 novembre 2012.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temauri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8626 MRM du 20 novembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Yves Marii Salmon sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 96).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 46 MPR du 7 novembre 2007 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Yves Marii Salmon sis aux Gambier, commune des Gambier ;

Vu l'accord de réduction d'intervalles réglementaires entre MM. Yves Marii Salmon et Denis Salmon du 12 octobre 2007 ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par le service de la perliculture en date du 18 novembre 2011 ;

Vu l'avis favorable du maire adjoint de la commune des Gambier du 17 septembre 2012 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Yves Marii Salmon en date du 27 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de M. Yves Marii Salmon, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 15 novembre 2012, le renouvellement de l'arrêté n° 46 MPR du 7 novembre 2007 susvisé, pour l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 hectares ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 30 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus renouvelées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à cinquante-six mille francs CFP (56 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 2 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 30 000 F CFP ;
- sur la base de 30 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 6 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 15 novembre 2012.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de M. Yves Marii Salmon, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter 15 novembre 2012.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaouri FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8627 MRM du 20 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 3859 MRM du 18 mai 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Puea sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 346).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 3859 MRM du 18 mai 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Puea sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 346) ;

Vu la demande de transfert de nom de Mme Jeanne Taerea épouse Narii au profit de la SCA Puea du 8 juin 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 3859 MRM du 18 mai 2012 susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

"Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 12 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 5 emplacements d'une superficie totale de 12,5 hectares (0,52 hectare, 1,56 hectare, 1,42 hectare, 3 hectares et 6 hectares) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 33 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *deux cent dix-huit mille cent francs CFP* (218 100 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 12 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 24 000 F CFP ;
- sur la base de 12,5 hectare à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 187 500 F CFP ;
- sur la base de 33 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 6 600 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. — Il est inséré un article 5 *bis* à l'arrêté n° 3859 MRM du 18 mai 2012 rédigé ainsi qu'il suit :

Art. 5 bis. — L'arrêté n° 2761 MRM du 16 avril 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Jeanne Taerea épouse Narii sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 308), est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 3. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8628 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Apahere Vaimohi Parker sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 297).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du 2e adjoint au maire de la commune de Arutua en date du 30 novembre 2011 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mlle Apahere Vaimohi Parker en date du 12 décembre 2011 ;

Vu le procès-verbal d'implantation effectué par la direction des ressources marines en date du 14 avril 2012 ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre Mlle Apahere Vaimohi Parker et Mme Raiarii Parker, MM. Rodolphe Henere Parker (père) et Eddy Horoi en date du 16 août 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 14 février 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de Mlle Apahere Vaimohi Parker aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent soixante-dix mille francs CFP* (170 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de Mlle Apahere Vaimohi Parker, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temauri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8629 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Raiarii Antonina Tihata épouse Parker sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 298).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du 2e adjoint au maire de la commune de Arutua en date du 30 novembre 2011 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mme Raiarii Antonina Tihata épouse Parker en date du 12 décembre 2011 ;

Vu le procès-verbal d'implantation effectué par la direction des ressources marines en date du 14 avril 2012 ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre Mme Raiarii Antonina Tihata épouse Parker et Mlle Apahere Parker, M. Eddy Horoi en date du 16 août 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 14 février 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de Mme Raiarii Antonina Tihata épouse Parker aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent soixante-dix mille francs CFP* (170 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de Mme Raiarii Antonina Tihata épouse Parker, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances,
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temaury FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8630 MRM du 20 novembre 2012 abrogeant l'arrêté n° 7812 MRM du 21 octobre 2009 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Vairau Philippe Otare sis à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 100).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Vairau Philippe Otare en date du 1er juin 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 7812 MRM du 21 octobre 2009 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Vairau Philippe Otare sis à Kaukura, commune de Arutua est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2.— Les lieux devront être remis en leur état primitif avant restitution au domaine public du pays.

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances,
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temaury FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8631 MRM du 20 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 6890 MRM du 28 septembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Paimoana sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 140).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 6890 MRM du 28 septembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Paimoana sis à Manihi, commune de Manihi ;

Vu la demande de redéfinition des emplacements du domaine public maritime formulée par la SCA Paimoana en date du 8 août 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines en date du 8 août 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 6890 MRM du 28 septembre 2010 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

"Art. 2.— L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 5 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 4 emplacements d'une superficie totale de 11,35 hectares (8,46 hectares, 1,898 hectares, 0,98 hectares et 0,012 hectares) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines."

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8632 MRM du 20 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 2815 MRM du 16 juin 2009 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Henri Tauraa sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 232).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 2815 MRM du 16 juin 2009 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Henri Tauraa sis à Manihi, commune de Manihi ;

Vu la demande de réduction de superficie de l'emplacement du domaine public maritime formulée par M. Henri Tauraa en date du 8 août 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines en date du 8 août 2012,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 2815 MRM du 16 juin 2009 modifié susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

"Art. 2. — L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 9 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 1,78 hectare ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 36 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

"Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à cinquante et un mille neuf cents francs CFP (51 900 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 9 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 18 000 F CFP ;
- sur la base de 1,78 hectare à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 26 700 F CFP ;
- sur la base de 36 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 7 200 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 8 août 2012."

Art. 2. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8633 MRM du 20 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 1838 CM du 12 décembre 2008 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Royal Polynesian Pearl sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 115).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 1838 CM du 12 décembre 2008 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Royal Polynesian Pearl sis à Manihi, commune de Manihi ;

Vu la demande de réduction de superficie de l'emplacement du domaine public maritime formulée par la SCA Royal Polynesian Pearl en date du 3 mai 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines en date du 8 août 2012,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 1838 CM du 12 décembre 2008 modifié susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit ;

"Art. 2. — L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 6 emplacements d'une superficie totale de 50 hectares (7,48 hectares, 5,0214 hectares, 3,58 hectares, 27,88 hectares, 0,0386 hectares et 6 hectares) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 70 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

"Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *sept cent quatre-vingt-quatre mille francs CFP* (784 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 50 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 750 000 F CFP ;
- sur la base de 70 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 14 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 8 août 2012."

Art. 2. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8634 MRM du 20 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 3861 MRM du 15 juin 2010 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. André Nicolas Tuaira sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 98).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 3861 MRM du 15 juin 2010 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. André Nicolas Tuaira sis à Manihi, commune de Manihi ;

Vu la demande de réduction de superficie de l'emplacement du domaine public maritime formulée par M. André Nicolas Tuaira en date du 8 août 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines en date du 8 août 2012,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 3861 MRM du 15 juin 2010 modifié susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

"Art. 2. — L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 30 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 1 hectare ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 36 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

"Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à quatre-vingt-deux mille deux cents francs CFP (82 200 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 30 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 60 000 F CFP ;
- sur la base de 1 hectare à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 15 000 F CFP ;
- sur la base de 36 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 7 200 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 8 août 2012."

Art. 2. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8635 MRM du 20 novembre 2012 rectifiant l'article 4 de l'arrêté n° 7263 MRM du 25 septembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Claudette Vaitiare Apeang sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 521).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 7263 MRM du 25 septembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Claudette Vaitiare Apeang sis à Takaroa, commune de Takaroa,

Arrête :

Article 1er. — L'article 4 de l'arrêté n° 7263 MRM du 25 septembre 2012 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 4.— Sont autorisées au profit de Mlle Claudette Vaitiare Apeang aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter du 8 novembre 2012.

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances,
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temauri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8636 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Robert Nicki Lono Autai sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 522).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 24 MPR du 25 octobre 2007 publié le 8 novembre 2007 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Robert Nicki Lono Autai sis à Takaroa, commune de Takaroa ;

Vu l'accord de réduction d'intervalles réglementaires entre M. Robert Autai et Mlle Henriette Atger ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines en date du 10 mars 2012 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Takaroa du 4 juin 2012 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Robert Nicki Lono Autai en date du 16 août 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Robert Nicki Lono Autai, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takaroa, commune de Takaroa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable, d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent soixante-dix mille francs CFP* (170 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 8 novembre 2012.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de M. Robert Nicki Lono Autai, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances,
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temauri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8637 MRM du 20 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Henriette Atger sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 520).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 20 MPR du 25 octobre 2007 publié le 8 novembre 2007 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Henriette Atger sis à Takaroa, commune de Takaroa ;

Vu l'accord de réduction d'intervalles réglementaires entre Mlle Henriette Atger et M. Robert Autai ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines en date du 10 mars 2012 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Takaroa du 4 juin 2012 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mlle Henriette Atger en date du 16 août 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de Mlle Henriette Atger, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takaroa, commune de Takaroa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent soixante-dix mille francs CFP* (170 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 8 novembre 2012.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de Mlle Henriette Atger, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaouri FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8638 MRM du 20 novembre 2012 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Lydie Vahineura Parker épouse Moe sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 268).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 349 MPR du 14 février 2008 modifié, publié le 28 février 2008, portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Lydie Vahineura Parker sis à Arutua, commune de Arutua ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Arutua du 1er octobre 2012 ;

Vu le contrôle de la surface occupée effectué par la direction des ressources marines en date du 14 avril 2012 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mme Lydie Vahineura Parker épouse Moe en date du 4 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de Mme Lydie Vahineura Parker épouse Moe, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié susvisé, pour une durée de cinq années à compter du 28 février 2013, le renouvellement de l'arrêté n° 349 MPR du 14 février 2008 modifié susvisé pour l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 2 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 6 hectares (3 hectares et 3 hectares).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus renouvelées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à quatre-vingt-quatorze mille francs CFP (94 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 2 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 4 000 F CFP ;
- sur la base de 6 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 90 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 28 février 2013.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de Mme Lydie Vahineura Parker épouse Moe, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter 28 février 2013.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temauri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8639 MRM du 20 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 422 MRM du 10 janvier 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Rosita Rumahere Lin Sin sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 79).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 422 MRM du 10 janvier 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Rosita Rumahere Lin Sin sis à Takapoto, commune de Takaroa ;

Vu la demande de réduction de superficie de l'emplacement du domaine public maritime formulée par Mme Rosita Rumahere Lin Sin en date du 18 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 422 MRM du 10 janvier 2012 susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

"Art. 2.— L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et de la superficie ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

"Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à cent cinquante mille francs CFP (150 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté".

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temauri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8651 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Poutoru, commune de Tahaa au profit de M. Tama Mau.

Le ministre des ressources marines, en charge de la periculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la periculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 15 mai 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Tahaa du 16 mai 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 23 mai 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Tama Mau, une autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 000 mètres carrés à Poutoru, commune de Tahaa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé au lieu dit "pointe du Lotus ou Paihe".

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4. — La présente autorisation consentie au profit de M. Tama Mau, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5. — Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre

simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinq mille* (5 000) *francs CFP*, conformément aux dispositions de l'article 1er A/ a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8652 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Palio, commune de Tahaa au profit de M. Tara Toarere Rooarii.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 25 juin 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Tahaa du 25 juin 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 9 juillet 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Tara Toarere Rooarii, une autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 000 mètres carrés à Patio, commune de Tahaa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à environ 100 mètres au nord-ouest du motu Tetimaru. Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4. — La présente autorisation consentie au profit de M. Tara Toarere Rooarii, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;

- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5. — Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6. — En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinq mille* (5 000) *francs CFP*, conformément aux dispositions de l'article 1er A/ a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8653 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Opoa, commune de Taputapuatea au profit de Mlle Marie-Claude Raapoto.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 23 mars 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Taputapuatea du 4 avril 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 23 avril 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de Mlle Marie-Claude Raapoto, une autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 000 mètres carrés à Opoa, commune de Taputapuatea.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à environ 500 mètres au sud-est du motu Taoru sis à la passe de Te Avapiti.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4.— La présente autorisation consentie au profit de Mlle Marie-Claude Raapoto, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5.— Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre

simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinq mille* (5 000) *francs CFP*, conformément aux dispositions de l'article 1er A/ a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaouri FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8654 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Opoa, commune de Taputapuatea au profit de M. Teriaviri Raapoto.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 27 mars 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Taputapuatea du 10 avril 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 23 avril 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Teriaviri Raapoto, une autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 000 mètres carrés à Opoa, commune de Taputapuatea.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à droite en sortant de la passe Te Avamoa.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4.— La présente autorisation consentie au profit de M. Teriaviri Raapoto, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;

- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5.— Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinq mille (5 000) francs CFP*, conformément aux dispositions de l'article 1er A/ a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8655 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Vaiaau, commune de Tumaraa au profit de Mlle Wilna Hutia.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 13 avril 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Tumaraa du 20 avril 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 23 mai 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de Mlle Wilna Hutia, une autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 000 mètres carrés à Vaiaau, commune de Tumaraa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé près du récif, à environ 1 300 mètres au nord de la passe de Punaeroa et face au motu Nuutere.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4. — La présente autorisation consentie au profit de Mlle Wilna Hutia, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5.— Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6.— En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinq mille* (5 000) francs CFP, conformément aux dispositions de l'article 1er A) a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

✓ Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaouri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8656 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Tevaitoa, commune de Tumaraa au profit de M. Tamanui Roger Millaud.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 1er juin 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Tumaraa du 4 juin 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 16 juin 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Tamanui Roger Millaud, une autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 000 mètres carrés à Tevaitoa, commune de Tumaraa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à environ 120 mètres au sud de la balise rouge située à la pointe Tenape.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4. — La présente autorisation consentie au profit de M. Tamanui Roger Millaud, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées

et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;

- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5. — Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6. — En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinq mille (5 000) francs CFP*, conformément aux dispositions de l'article 1er A/ a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8657 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis dans la commune de Uturoa au profit de Mme Terii Pani épouse Taruoura.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 31 mai 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Uturoa du 6 juin 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 16 juin 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de Mme Terii Pani épouse Taruoura, une autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 000 mètres sis dans la commune de Uturoa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé près du tombant à 1 kilomètre à l'ouest du motu Toatautu.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4. — La présente autorisation consentie au profit de Mme Terii Pani épouse Taruoura, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;

9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;

10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5. — Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6. — En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinq mille (5 000) francs CFP*, conformément aux dispositions de l'article 1er A/ a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8.— Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9.— A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10.— Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8658 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Bora Bora, commune de Bora Bora au profit de M. Tom Tepa.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande de l'intéressé réceptionnée à la direction des ressources marines le 28 mars 2012 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Bora Bora du 5 avril 2012 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 22 mai 2012 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 6 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Tom Tepa, une autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 000 mètres sis à Bora Bora, commune de Bora Bora.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à environ 300 mètres au nord-est de la balise à la pointe Turiroa.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 4. — La présente autorisation consentie au profit de M. Tom Tepa, est soumise aux clauses et conditions ci-après définies, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter à savoir :

- 1° Il connaît bien l'emplacement autorisé, le prend dans l'état où il se trouve sans pouvoir prétendre à aucune garantie pour vices cachés, dégradations ou erreurs dans la désignation ;
- 2° Il affecte exclusivement l'emplacement accordé à l'exploitation des ressources marines définies par le présent arrêté accordant l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et selon le ou les plans joints à sa demande et détenus par la direction des ressources marines. Les installations doivent être balisées et numérotées conformément aux prescriptions de la direction des ressources marines, de manière visible et ne pas gêner le passage des embarcations. Elles sont conçues et exploitées de manière à ne pas causer de dommages au milieu naturel ;
- 3° Il ne peut édifier d'autre construction en surface que s'il a été autorisé à le faire par décision de l'autorité compétente ;
- 4° Il doit se conformer aux prescriptions techniques de la direction des ressources marines ;
- 5° Il est tenu d'accepter la visite de ses installations par les agents habilités par la Polynésie française, étant entendu que les visites périodiques se font en sa présence ou celle de son représentant et ont pour objet de s'assurer de la bonne exécution des obligations lui incombant ;
- 6° Il ne peut prélever ou prétendre bénéficier, du fait de l'occupation du domaine public maritime, de toutes autres ressources naturelles réglementées à l'intérieur de la ou des surfaces autorisées, sauf autorisation expresse de la Polynésie française ;
- 7° Il est seul responsable de tout dommage causé par l'occupation, la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations et il est seul tenu à toutes les garanties qui pourraient survenir du fait de son occupation. Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui peuvent survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 8° Il est tenu d'occuper et d'exploiter directement en son nom et sans discontinuité les emplacements autorisés du domaine public maritime et les installations autorisées et en recueille les fruits ;
- 9° L'occupation du domaine public maritime accordée par le présent arrêté est personnelle et incessible. Toute cession ou sous-location totale ou partielle à un tiers ou tout apport en société de la présente autorisation sont interdits, sous peine de voir l'autorisation révoquée par l'autorité compétente ;
- 10° Toute modification affectant la composition du capital ou du statut juridique du titulaire de l'autorisation du domaine public maritime doit être notifiée dans les plus courts délais à la direction des ressources marines.

Art. 5. — Tout futur renouvellement de l'autorisation est effectué trois (3) mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation initiale par le titulaire et adressé par lettre simple à la direction des ressources marines qui formule son avis sur le dossier. En cas de non-renouvellement de la présente autorisation à l'issue de la première période d'occupation, la Polynésie française recouvre la pleine jouissance des lieux. L'emplacement considéré est de ce fait susceptible d'être attribué à d'autres demandeurs dans les conditions fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 précité.

Art. 6. — En cas de décès du titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, le bénéfice de l'autorisation peut être transféré aux héritiers en ligne directe ou au conjoint survivant jusqu'au terme de la durée d'occupation restant à courir.

A compter de la date du décès, les héritiers en ligne directe ou le conjoint survivant disposent d'un délai de six (6) mois pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire. Le décès ainsi que la désignation du nouveau bénéficiaire doivent être déclarés par lettre simple adressée à la direction des ressources marines accompagnée de l'acte de décès dans ce même délai.

A défaut du respect de ces formalités, l'autorisation est caduque. L'emplacement considéré est susceptible d'une attribution nouvelle à d'autres demandeurs. L'autorisation ou le refus de transfert est délivré(e) et notifié(e) dans les conditions identiques à celles d'une première demande.

Art. 7. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *cinq mille (5 000) francs CFP*, conformément aux dispositions de l'article 1er A/ a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 précité.

Cette redevance est applicable à compter de la date du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par la réglementation en vigueur, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard en dehors de cas de force majeure. Cette règle ne prive pas la Polynésie française de son droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation du domaine public.

Les litiges ou contestations concernant le recouvrement des redevances dues au titre de la présente occupation du domaine public maritime relèvent de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 8. — Dans le cas où l'intéressé décide de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de l'autorisation concédée, il lui appartient de solliciter le terme anticipé de ladite autorisation par lettre simple adressée à la direction des ressources marines, qui en accuse réception.

La cessation anticipée de l'autorisation d'occupation du domaine public ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. En outre, les redevances payées d'avance par le titulaire de l'autorisation restent acquises à la Polynésie française. Cette dernière se réserve le droit de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 9. — A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations réalisées sur le ou les emplacements autorisés doivent être enlevées et les lieux remis en leur état primitif aux frais exclusifs de l'intéressé, qui ne peut prétendre à aucune indemnité.

Art. 10. — Cette remise en état des lieux est constatée par la direction en charge de la pêche dans un délai de six (6) mois à compter de la cessation de l'autorisation

d'occupation. Toutefois si, à la demande du bénéficiaire, l'administration accepte que les installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviennent la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

Art. 11.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaouri FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8659 MRM du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 1230 MRM du 12 mars 2010, autorisant le changement de bénéficiaire de deux emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SARL Huahine Pearl Farm sis à Huahine, commune de Huahine (exploitant n° 100).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 1230 MRM du 12 mars 2010 autorisant le changement de bénéficiaire de deux emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SARL Huahine Pearl Farm sis à Huahine, commune de Huahine ;

Vu la demande de réduction de superficie de l'emplacement du domaine public maritime formulée par la SARL Huahine Pearl Farm en date du 10 septembre 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines en date du 10 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 1230 MRM du 12 mars 2010, susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 2.— L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et de la superficie ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2,40 hectares ;
- pour l'implantation d'une maison d'exploitation et de greffe : 47 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *quarante-cinq mille quatre cents francs CFP* (45 400 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 2,40 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 36 000 F CFP ;
- sur la base de 47 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 9 400 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 10 septembre 2012.

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en

charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances,
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temauri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8660 MRM du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 306 MPR du 11 janvier 2008 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Ayméric Bonaventure Champon sis à Tahaa, commune de Tahaa (exploitant n° 293).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 306 MPR du 11 janvier 2008 modifié, portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Ayméric Bonaventure Champon sis à Tahaa, commune de Tahaa ;

Vu la demande de réduction de superficie de l'emplacement du domaine public maritime formulée par M. Ayméric Bonaventure Champon en date du 10 avril 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines en date du 13 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 306 MPR du 11 janvier 2008 modifié susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 2. — L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et de la superficie ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 16,43 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *deux cent quarante-six mille quatre cent cinquante francs CFP* (246 450 FCF) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 16,43 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 246 450 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 13 septembre 2012.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances,
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temauri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8661 MRM du 21 novembre 2012 abrogeant les arrêtés n° 73 MPI du 5 juin 2008 modifié et n° 4271 MRM du 23 juillet 2009 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Cathy Tautiare Ho sis à Raiatea, commune de Uturoa (exploitant n° 273).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mlle Cathy Tautiare Ho en date du 14 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Les arrêtés n° 73 MPI du 5 juin 2008 modifié, et n° 4271 MRM du 23 juillet 2009 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Cathy Tautiare Ho sis à Raiatea, commune de Uturoa sont abrogés à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2.— Les lieux devront être remis en leur état primitif avant restitution au domaine public du pays.

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8662 MRM du 21 novembre 2012 abrogeant l'arrêté n° 2460 MRM du 8 juin 2009 autorisant l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole et le changement de bénéficiaire de l'autorisation précédemment attribué à la SCA Hina Raurea Pearls au profit de la SCA Poe Vairahi sis à Raiatea, commune de Taputapuatea (exploitant n° 259).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de la SCA Poe Vairahi en date du 14 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 2460 MRM du 8 juin 2009 autorisant l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole et le changement de bénéficiaire de l'autorisation précédemment attribuée à la SCA Hina Raurea Pearls au profit de la SCA Poe Vairahi sis à Raiatea, commune de Taputapuata est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2.— Les lieux devront être remis en leur état primitif ayant restitution au domaine public du pays.

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8663 MRM du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 380 MPI du 24 septembre 2008 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Rainui Jean-François Sanquer sis à Raiatea, commune de Taputapuata (exploitant n° 128).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 380 MPI du 24 septembre 2008, portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Rainui Jean-François Sanquer sis à Raiatea, commune de Taputapuata ;

Vu la demande de réduction de superficie de l'emplacement du domaine public maritime formulée par M. Rainui Jean-François Sanquer en date du 11 septembre 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines en date du 11 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 380 MPI du 24 septembre 2008 susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 2.— L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 11 hectares (8 hectares et 3 hectares),
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent soixante-dix-sept mille francs CFP* (177 000 FCP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 11 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 165 000 F CFP ;
- sur la base de 60 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 11 septembre 2012.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances,
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temauri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8664 MRM du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 5564 MRM du 27 août 2009 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Moana Don Jean-Pierre Constant sis à Raiatea, commune de Taputapuataea (exploitant n° 140).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 5564 MRM du 27 août 2009 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Moana Don Jean-Pierre Constant sis à Raiatea, commune de Taputapuataea ;

Vu la demande de réduction de superficie de l'emplacement du domaine public maritime formulée par M. Moana Don Jean-Pierre Constant en date du 11 septembre 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines en date du 11 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 5564 MRM du 27 août 2009 susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 2. — L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3,64 hectares ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 54 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *soixante-cinq mille quatre cents francs CFP* (65 400 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 3,64 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 54 600 F CFP ;
- sur la base de 54 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 10 800 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 11 septembre 2012.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances,
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temauri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8665 MRM du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 2805 MRM du 16 juin 2009 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Gustave Tavita sis à Raiatea, commune de Taputapuatea (exploitant n° 147).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 2805 MRM du 16 juin 2009, portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Gustave Tavita sis à Raiatea, commune de Taputapuatea ;

Vu la demande de réduction de superficie de l'emplacement du domaine public maritime formulée par M. Gustave Tavita en date du 12 septembre 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines en date du 12 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 2805 MRM du 16 juin 2009 susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 2. — L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 4 hectares ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *soixante-douze mille francs CFP* (72 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 4 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 60 000 F CFP ;
- sur la base de 60 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 12 septembre 2012.

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances,
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temauri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8666 MRM du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 3 MPI du 7 janvier 2009 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Didier Ani Terihaunui sis à Raiatea, commune de Taputapuatea (exploitant n° 223).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 3 MPI du 7 janvier 2009 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Didier Ani Terihaunui sis à Raiatea, commune de Taputapuatea ;

Vu la demande de réduction de superficie de l'emplacement du domaine public maritime formulée par M. Didier Ani Terihaunui en date du 11 septembre 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines en date du 11 septembre 2012 ;

Arrête :

Article 1er.— Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 3 MPI du 7 janvier 2009 susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 2.— L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 1,46 hectares ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *trente-trois mille neuf cents francs CFP* (33 900 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 1,46 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 21 900 F CFP ;
- sur la base de 60 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 11 septembre 2012.

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie, française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances,
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temauri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8719 MRM du 22 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 7749 MRM du 10 octobre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 9257 CM du 16 décembre 2009 accordant à M. Mataarere Tetuarii le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7749 MRM du 10 octobre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 9257 CM du 16 décembre 2009 accordant à M. Mataarere Tetuarii le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle à titre définitif pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Le libellé de l'arrêté n° 7749 MRM du 10 octobre 2012 susvisé est rédigé comme suit :

“portant abrogation de l'arrêté n° 9257 MRM du 16 décembre 2009 accordant à M. Mataarere Tetuarii le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française”.

Art. 2.— L'article 1er de l'arrêté n° 7749 MRM du 10 octobre 2012 susvisé est ainsi rédigé :

“L'arrêté n° 9257 MRM du 16 décembre 2009 accordant à M. Mataarere Tetuarii le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé “Aeho Iti”, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4426, est abrogé”.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à M. Mataarere Tetuarii et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Temaury FOSTER.

ARRETE n° 8720 MRM du 22 novembre 2012 accordant à M. John Heimata Stéphane Hamblin le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 9 février 2012 portant application de l'article 6 de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 17 novembre 2011 ;

Vu la demande d'autorisation de pêche présentée par M. John Heimata Stéphane Hamblin du 8 novembre 2011 ;

Vu le permis de navigation en date du 5 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. John Heimata Stéphane Hamblin, armateur du navire, dénommé "Mereani 46", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4546, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 2.— Le navire défini à l'article 1er, à la date de la présentation du permis de navigation susvisé, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) Type : poti marara armé en pêche ;
- b) Nationalité : française ;
- c) Longueur hors tout : 8,23 mètres ;
- d) Largeur hors tout : 2,90 mètres ;
- e) Puissance motrice : 315 CV (diesel) ;
- f) Nombre et composition de l'équipage : 1 capitaine.

Art. 3.— Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) Technique(s) ou engin(s) de pêche : pêche au harpon, à la traîne, à la ligne de fond et à la canne ;
- b) Espèces ciblées : petits et grands pélagiques, et vivaneaux.

Art. 4.— M. John Heimata Stéphane Hamblin est soumis aux obligations suivantes :

- tenir à jour un journal de pêche dans lequel sont consignées les activités et les captures journalières et de remettre ce document à la direction des ressources marines tous les trimestres de l'année en cours et au plus tard le 31 janvier de l'année suivante ;
- fournir les informations complémentaires touchant l'activité de pêche et/ou à la contribution du projet à l'emploi, notamment le nombre d'embauche par exploitation, la consommation de carburant. Sur ce dernier point, le suivi statistique de la part de carburant subventionné est subordonnée à l'obligation de restitution du carnet de carburant précédent avant toute remise d'un nouveau carnet.

Art. 5.— La validité de la présente licence de pêche est conditionnée par celle du permis de navigation du navire délivré par la direction polynésienne des affaires maritimes.

Art. 6.— La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.

Art. 7.— Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 9132 MRM du 12 décembre 2011 accordant à M. John Heimata Stéphane Hamblin le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 8.— Le présent arrêté sera notifié à M. John Heimata Stéphane Hamblin et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Temaury FOSTER.

ARRETE n° 8721 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Poetai Black Pearls sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 315).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510/ CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Manihi en date du 6 août 2012 ;

Vu la demande de changement de lagon de Hao vers Manihi de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de la SCA Poetai Black Pearls du 24 novembre 2011 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par la SCA Poetai Black Pearls pour l'implantation d'une maison d'exploitation et de greffe en date du 13 septembre 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation effectué par la direction des ressources marines en date du 7 août 2012 ;

Vu l'accord de réduction d'intervalles réglementaires entre Mlle Juliette Tikare et la SCA Poetai Black Pearls en date du 22 août 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de la SCA Poetai Black Pearls aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Manihi, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 5,92 hectares ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à cent mille huit cents francs CFP (100 800 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 5,92 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 88 800 F CFP ;
- sur la base de 60 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de la SCA Poetai Black Pearls, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— L'arrêté n° 585 MPI du 8 décembre 2008 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Poetai Black Pearls sis à Hao, commune de Hao, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de

la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.

Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8722 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Narati Nard Fong Fa Ahinoama Apeang sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 316).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire de la commune de Manihi ;

Vu la demande de changement de lagon de Hao vers Manihi de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mlle Narati Nard Fong Fa Ahinoama Apeang du 5 janvier 2012 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mlle Narati Nard Fong Fa Ahinoama Apeang pour l'implantation d'une maison d'exploitation et de greffe en date du 13 septembre 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation effectué par la direction des ressources marines en date du 7 août 2012 ;

Vu l'accord de réduction d'intervalles réglementaires entre Mlle Narati Nard Fong Fa Ahinoama Apeang et M. Jean-Louis Apeang en date du 22 août 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de Mlle Narati Nard Fong Fa Ahinoama Apeang aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Manihi, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 hectares ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à cent soixante-deux mille francs CFP (162 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP ;
- sur la base de 60 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de Mlle Narati Nard Fong Fa Ahinoama Apeang, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — L'arrêté n° 86 MPI du 1er juillet 2008 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Narati Nard Fong Fa Ahinoama Apeang sis à Hao, commune de Hao, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temauri FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8723 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Lisa Tehina Manuarai Noble sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 449).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du 11 janvier 2012 du maire délégué de la commune de Ahe ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mlle Lisa Tehina Manuarii Noble en date du 11 juillet 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de Mlle Lisa Tehina Manuarii Noble aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de Mlle Lisa Tehina Manuarii Noble, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8724 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Laurent Gilles Tupana Wymann sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 448).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié, réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du 27 juin 2012 du maire délégué de la commune de Ahe ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Laurent Gilles Tupana Wymann en date du 11 juillet 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Laurent Gilles Tupana Wymann aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. Laurent Gilles Tupana Wymann, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8725 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Garoro Heimata Turoa épouse Tahua sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 216).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifié portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Ahe en date du 23 mai 2012 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mme Garoro Heimata Turoa épouse Tahua en date du 28 août 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation effectué par la direction des ressources marines en date du 21 juin 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de Mme Garoro Heimata Turoa épouse Tahua aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *soixante-cinq mille francs CFP* (65 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 3 ha à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 45 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de Mme Garoro Heimata Turoa épouse Tahua, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances,
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temauri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8726 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Gilbert Wane sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 425).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Ahe du 20 décembre 2011 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Gilbert Wane en date du 7 mai 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Gilbert Wane aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Gilbert Wane, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances,
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temauri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8727 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Boris Temaaroa Ludovic Fui You Wane sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 424).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifié portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril-2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Ahe du 20 décembre 2011 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Boris Temaaroa Ludovic Fui You Wane en date du 7 mai 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Boris Temaaroa Ludovic Fui You Wane aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Boris Temaaroa Ludovic Fui You Wane, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.

*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaauri FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8728 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Cédric Tamaroa Wane sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 423).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Ahe du 27 février 2012 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Cédric Tamaroa Wane en date du 7 mai 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Cédric Tamaroa Wane, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à vingt mille francs CFP (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Cédric Tamaroa Wane, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de

l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temaury FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8729 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Maeva Pascale Andreucci épouse Wane sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 422).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Ahe du 11 janvier 2012 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mme Maeva Pascale Andreucci épouse Wane en date du 7 mai 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de Mme Maeva Pascale Andreucci épouse Wane, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de Mme Maeva Pascale Andreucci épouse Wane, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances,
 du travail et de l'emploi,*
 Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
 Temaury FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
 et du logement,*
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8730 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mlle Diana Peni sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 421).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Ahe en date du 16 avril 2012 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mlle Diana Peni en date du 16 avril 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation effectué par la direction des ressources marines en date du 20 juin 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de Mlle Diana Peni aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent soixante-dix mille francs CFP* (170 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de Mlle Diana Peni, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8731 MRM du 22 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Fare Poe Rau sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 426).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu la demande de changement de bénéficiaire de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. André Mac Carthy au profit de la SCA Fare Poe Rau du 10 mai 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de la SCA Fare Poe Rau aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une

durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 3 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cinquante et un mille francs CFP* (51 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 3 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 6 000 F CFP ;
- sur la base de 3 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 45 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de la SCA Fare Poe Rau, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— L'arrêté n° 2814 MRM du 16 juin 2009 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. André Mac Carthy sis à Ahe, commune de Manihi, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaouri FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8746 MRM du 22 novembre 2012 accordant à M. Laurent Tetuanui Para le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 9 février 2012 portant application de l'article 6 de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée, relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 29 décembre 2011 ;

Vu la demande d'autorisation de pêche présentée par M. Laurent Tetuanui Para du 13 décembre 2011 ;

Vu le permis de navigation en date du 12 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Une licence de pêche professionnelle est accordée à M. Laurent Tetuanui Para, armateur du navire dénommé Kehaulani II, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4549, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 2.— Le navire défini à l'article 1er, à la date de la présentation du permis de navigation susvisé, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) *type* : poti marara armé en pêche ;
- b) *nationalité* : française ;
- c) *longueur hors tout* : 8, 30 mètres ;
- d) *largeur hors tout* : 2, 53 mètres ;
- e) *puissance motrice* : 200 CV (diesel) ;
- f) *nombre et composition de l'équipage* : 1 capitaine.

Art. 3.— Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) *Technique(s) ou engin(s) de pêche* : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fond et pêche à la canne.
- b) *Espèces ciblées* : petits pélagiques et grands pélagiques et vivaneaux.

Art. 4.— M. Laurent Tetuanui Para est soumis aux obligations suivantes :

- tenir à jour un journal de pêche dans lequel sont consignées les activités et les captures journalières et de remettre ce document à la direction des ressources marines tous les trimestres de l'année en cours et au plus tard le 31 janvier de l'année suivante ;
- fournir les informations complémentaires touchant l'activité de pêche et/ou à la contribution du projet à l'emploi, notamment le nombre d'embauches par exploitation, la consommation de carburant. Sur ce dernier point, le suivi statistique de la part de carburant subventionné est subordonné à l'obligation de restitution du carnet de carburant précédent avant toute remise d'un nouveau carnet.

Art. 5.— La validité de la présente licence de pêche est conditionnée par celle du permis de navigation du navire délivré par la direction polynésienne des affaires maritimes.

Art. 6.— La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.

Art. 7.— Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 492 MRM du 12 janvier 2012 accordant à M. Laurent Tetuanui Para le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 8.— Le présent arrêté sera notifié à M. Laurent Tetuanui Para et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Temaui FOSTER.

ARRETE n° 8747 MRM du 22 novembre 2012 accordant à la SAS Avai'a le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la periculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 9 février 2012 portant application de l'article 6 de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1382 CM du 30 décembre 1994 modifié portant organisation du marché d'intérêt territorial des produits de la mer du port de pêche de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 2642 MRM du 14 juin 2011 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière réunie en sa séance du 4 septembre 2012 ;

Vu le permis de navigation en date du 25 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Une licence de pêche professionnelle est accordée à la SAS Avai'a, armateur du navire dénommé Miss Uerii, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 2045, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 2. — Le navire défini à l'article 1er, à la date de la présentation du permis de navigation susvisé, est d'ores et déjà apte à naviguer.

Ses caractéristiques générales sont les suivantes :

- a) *type* : thonier armé en pêche ;
- b) *nationalité* : française ;
- c) *longueur hors tout* : 23, 74 mètres ;
- d) *largeur hors tout* : 7, 40 mètres ;
- e) *puissance motrice* : 550 CV (diesel) ;
- f) *nombre et composition de l'équipage* : 1 capitaine et 7 marins pêcheurs.

Art. 3. — Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- a) *Technique(s) ou engin(s) de pêche* : pêche à la palangre.
- b) *Espèces ciblées* : petits et grands pélagiques.

Art. 4. — La SAS Avai'a est soumise aux obligations suivantes :

- 1° Débarquer la totalité des captures dans l'enceinte du marché d'intérêt territorial des produits de la mer du port de pêche de Papeete tel que défini dans l'arrêté n° 1382 CM du 30 décembre 1994 susvisé et dans les conditions fixées par son règlement intérieur sauf pour les navires basés dans une autre île que Tahiti ;
- 2° Déclarer la première mise en vente des produits débarqués. Cette obligation ne concerne pas les captures réservées à la part équipage ;
- 3° Tenir à jour un journal de pêche, détenir l'original ou une copie à bord et le tenir à la disposition des autorités compétentes en cas de contrôle. Ce journal mentionne les activités, les captures journalières et le cas échéant les tactiques de pêche. Une copie de ce document doit également être remise au service en charge de la pêche dans un délai maximum de 1 mois après le retour de chaque campagne de pêche. Le contenu et la périodicité du journal sont fixés par un arrêté pris en conseil des ministres ;
- 4° Embarquer des observateurs, des agents de l'administration ou des personnes mandatées par elle, ou des stagiaires en formation si le nombre de places le permet et dans le respect des conventions qui les régissent ;
- 5° Equiper les navires de pêche en système de suivi des navires par satellite, conforme aux normes internationales en vigueur, en état de fonctionnement, maintenu activé pendant toute la durée de la campagne de pêche et de se conformer aux modalités d'utilisation de ce système, qui seront précisées par un arrêté pris en conseil des ministres ;
- 6° Fournir les informations complémentaires touchant à l'activité de pêche et/ou à la contribution du projet à l'emploi, notamment la consommation de glace, de carburant, les charges d'équipage, le nombre de part de pêche, le nombre d'embauches par armement, les données concernant la rentabilité financière et les charges communes, les volumes exportés, les prix de première vente.

Art. 5. — La validité de la présente licence de pêche est conditionnée par celle du permis de navigation du navire délivré par la direction polynésienne des affaires maritimes.

Art. 6. — La limite d'éloignement de l'activité doit être conforme à la catégorie de navigation du navire et à la qualification professionnelle du capitaine.

Art. 7.— Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 7207 MRM du 24 septembre 2012 accordant à la SAS Avai'a le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Art. 8.— Le présent arrêté sera notifié à la SAS Avai'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Temaury FOSTER.

ARRETE n° 8748 MRM du 23 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 590 MPI du 8 décembre 2008 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jerry Heiarii Gooding sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 99).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 590 MPI du 8 décembre 2008 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jerry Heiarii Gooding sis aux Gambier, commune des Gambier ;

Vu la demande d'autorisation de travaux immobiliers concernant le changement de situation d'une maison d'exploitation et de greffe en date du 4 octobre 2012 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 16 octobre 2012 ;

Vu la demande d'extension du nombre de stations de collectage et de la superficie de la maison d'exploitation et de greffe formulée par M. Jerry Heiarii Gooding en date du 17 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 590 MPI du 8 décembre 2008 modifié susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

"Art. 2.— L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 15 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 hectares ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service de la perliculture.

"Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent quatre-vingt-douze mille francs CFP* (192 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 15 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 30 000 F CFP ;
- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP ;
- sur la base de 60 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté."

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8749 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Eria Tehei sis à Takapoto, commune de Takaroa (exploitant n° 275).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Takaroa du 12 mai 2012 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Eria Tehei en date du 18 juillet 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Eria Tehei aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takapoto, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 6 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *douze mille francs CFP* (12 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 6 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. Eria Tehei, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8750 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Régis Serge Pihahuna sis à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 94).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Raroia du 12 avril 2012 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Régis Serge Pihahuna en date du 23 avril 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Régis Serge Pihahuna aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Raroia, commune de Makemo.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à vingt mille francs CFP (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Régis Serge Pihahuna, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8751 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Temate Pierre Ruateroro sis à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 13).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Raroia du 14 novembre 2011 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Temate Pierre Ruateroro en date du 7 mai 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Temate Pierre Ruateroro aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Raroia, commune de Makemo.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. Temate Pierre Ruateroro, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de

la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.
Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8752 MRM du 23 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 2634 MRM du 11 avril 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Paul Yu Hung Tai sis à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 83).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 2634 MRM. du 11 avril 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Paul Yu Hung Tai sis à Raroia, commune de Makemo ;

Vu l'avis favorable en date du 12 septembre 2012 du maire délégué de la commune de Raroia ;

Vu la demande d'extension du nombre de stations de collectage de naissains de nacres formulée par M. Paul Yu Hung Tai en date du 3 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 2634 MRM du 11 avril 2012 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

"Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 30 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *soixante mille francs CFP* (60 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 30 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 60 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté."

Art. 2. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.

Le ministre des ressources marines,
Temaouri FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8753 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. John Heiva Ly sis à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 120).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable en date du 24 avril 2012 du maire délégué de la commune de Kaukura ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. John Heiva Ly en date du 14 mai 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation effectué par la direction des ressources marines en date du 25 avril 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. John Heiva Ly aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 5 hectares (4 hectares et 1 hectare).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *soixante-quinze mille francs CFP* (75 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 5 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 75 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Est autorisée au profit de M. John Heiva Ly, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.
Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8754 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Christophe Ariinui Richmond sis à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 37).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Kaukura en date du 6 février 2012 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Christophe Ariinui Richmond en date du 9 mars 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation effectué par la direction des ressources marines en date du 23 avril 2012 ;

Vu l'accord de réduction d'intervalles réglementaires entre MM. Christophe Ariinui Richmond et Léonor Alexandre Richmond en date du 23 avril 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Christophe Ariinui Richmond aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 hectares ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 31 mètres carrés.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *trente-six mille deux cents francs CFP* (36 200 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 2 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 30 000 F CFP ;
- sur la base de 31 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 6 200 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Christophe Ariinui Richmond, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.

Le ministre des ressources marines,
Temaouri FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8755 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Léonor Alexandre Richmond sis à Kaukura, commune de Arutua (exploitant n° 119).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifié portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié, réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Kaukura en date du 6 février 2012 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Léonor Alexandre Richmond en date du 21 mars 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation effectué par la direction des ressources marines en date du 23 avril 2012 ;

Vu l'accord de réduction d'intervalles réglementaires entre MM. Christophe Ariinui Richmond et Léonor Alexandre Richmond en date du 23 avril 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Léonor Alexandre Richmond aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole sis à Kaukura, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *trente mille francs CFP* (30 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 2 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 30 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de M. Léonor Alexandre Richmond, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.

Le ministre des ressources marines,
Temaouri FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8756 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Tiaretafano sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 222).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifié portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Arutua du 16 avril 2012 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de la SCA Tiaretafano en date du 21 mai 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de la SCA Tiaretafano aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Est autorisée au profit de la SCA Tiaretafano, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, l'activité de producteur d'huîtres perlières pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.

Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8757 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation des occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Tautiare Flora Tinomoe épouse Timi sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 300).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifié portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire adjoint de la commune de Arutua en date du 29 janvier 2012 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par Mme Tautiare Flora Tinomoe épouse Timi en date du 22 février 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation effectué par la direction des ressources marines en date du 13 avril 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de Mme Tautiare Flora Tinomoe épouse Timi aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 2 lignes,
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 hectares.

Et tel que cet emplacement figure, sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *trente-quatre mille francs CFP* (34 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 2 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 4 000 F CFP ;
- sur la base de 2 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 30 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de Mme Tautiare Flora Tinomoe épouse Timi, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.
Le ministre des ressources marines,
 Témauri FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
 Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
 Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8758 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jean-Claude Sylvestre Rattinassamy sis à Aratika, commune de Fakarava (exploitant n° 90).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune de Aratika en date du 21 mai 2012 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime formulée par M. Jean-Claude Sylvestre Rattinassamy en date du 22 juin 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation effectué par la direction des ressources marines en date du 19 juillet 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée, au profit de M. Jean-Claude Sylvestre Rattinassamy, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Aratika, commune de Fakarava.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à cinquante mille francs CFP (50 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 2 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 30 000 F CFP .

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de M. Jean-Claude Sylvestre Rattinassamy, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en

charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.
Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8759 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Emerita Ihi Tapi épouse Ehu sis à Kauehi, commune de Fakarava (exploitant n° 171).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Fakarava du 25 août 2011 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mme Emerita Ihi Tapi épouse Ehu du 25 août 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation effectué par la direction des ressources marines en date du 27 septembre 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 30 septembre 2011,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de Mme Emerita Ihi Tapi épouse Ehu aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Kauehi, commune de Fakarava.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à cent soixante-dix mille francs CFP (170 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Sont autorisées au profit de Mme Emerita Ihi Tapi épouse Ehu, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de

l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.
Le ministre des ressources marines,
Temaouri FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8760 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Luisang Gabriel Apeang sis à Kauehi, commune de Fakarava (exploitant n° 212).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Fakarava du 29 novembre 2011 ;

Vu la demande de changement de lagon de Makemo vers Kauehi de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Luisang Gabriel Apeang du 16 mars 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation effectué par la direction des ressources marines en date du 27 septembre 2012 ;

Vu l'accord de réduction d'intervalles réglementaires entre MM. Victor Apeang et Gabriel Apeang en date du 27 septembre 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Luisang Gabriel Apeang aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Kauehi, commune de Fakarava.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 30 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Article 3. - La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à quatre cent soixante-dix mille francs CFP (470 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 30 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 450 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de M. Luisang Gabriel Apeang, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— L'arrêté n° 2715 MRM du 16 juin 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Luisang Gabriel Apeang sis à Makemo, commune de Makemo, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.
Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8761 MRM du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Victor Apeang sis à Kauehi, commune de Fakarava (exploitant n° 211).

Le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifié portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1689 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Fakarava du 29 novembre 2011 ;

Vu la demande de changement de lagon de Makemo vers Kauehi de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Victor Apeang du 16 mars 2012 ;

Vu le procès-verbal d'implantation effectué par la direction des ressources marines en date du 27 septembre 2012 ;

Vu l'accord de réduction d'intervalles réglementaires entre MM. Victor Apeang et Gabriel Apeang en date du 27 septembre 2012 ;

Vu l'avis de la commission consultative de la perliculture du 25 septembre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée au profit de M. Victor Apeang aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 susvisé, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Kauehi, commune de Fakarava.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 30 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines.

Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à quatre cent soixante-dix mille francs CFP (470 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 30 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 450 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Sont autorisées au profit de M. Victor Apeang, aux clauses et conditions de la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 susvisée, les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti pour une période de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— L'arrêté n° 2716 MRM du 16 juin 2011 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Victor Apeang sis à Makemo, commune de Makemo, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 6.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.
Le ministre des ressources marines,
Temaui FOSTER.

Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,
Pierre FREBAULT.

Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION,
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

ARRETE n° 8716 MEJ du 22 novembre 2012 portant, par mesure d'urgence, suspension d'exercer toutes fonctions de direction ou d'encadrement des centres de vacances, de placements de vacances et des centres de loisirs sans hébergement à l'encontre de M. Taura Adams Piirai.

Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1690 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu la délibération n° 99-71 APF du 11 mai 1999 modifiée portant réglementation et contrôle des centres de vacances avec hébergement et notamment l'article 26 ;

Vu la délibération n° 99-72 APF du 11 mai 1999 modifiée portant réglementation et contrôle des centres de loisirs sans hébergement ;

Vu la proposition du service de la jeunesse et des sports en date du ;

Considérant qu'une présomption d'actes pouvant revêtir, s'ils étaient avérés, une qualification pénale par personne ayant autorité sur mineur de moins de 15 ans a été commise dans le cadre du centre de vacances enregistré sous le n° PF-AD-1861-DE-2011 et organisé par l'association Oaoa Rahi Te Tama, au centre de la FOGEP de Vairao du 19 décembre 2011 au 13 janvier 2012, par l'animateur du centre M. Taura Adams Piirai ;

Considérant qu'au regard de la nature des faits qui sont reprochés à M. Taura Adams Piirai, la participation de l'intéressé à un centre de vacances, de placement de vacances ou à un centre de loisirs sans hébergement, est susceptible de porter une atteinte grave à la santé et la sécurité matérielle, physique ou morale des mineurs et qu'il y a, de ce fait, urgence à agir,

Arrête :

Article 1er.— M. Taura Adams Piirai, né le 8 juin 1991 à Afaahiti, Tahiti (Polynésie française), est suspendu, à partir de la date de notification du présent arrêté et pendant six (6) mois, de toutes fonctions de direction ou d'encadrement des centres de vacances ou de placements de vacances et des centres de loisirs sans hébergement.

Art. 2.— Cette mesure est limitée à 6 mois, sauf si l'intéressé fait l'objet de poursuites pénales. Dans ce dernier cas, la présente mesure de suspension s'applique jusqu'à l'intervention d'une décision définitive rendue par la juridiction compétente.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Tauhiti NENA.

ARRETE n° 8718 MEJ du 22 novembre 2012 portant sur la composition du conseil d'administration du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation (GREPFOC).

Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1690 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative ;

Vu la délibération n° 2003-97 APF du 10 juillet 2003 portant création d'un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière dénommé "Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC)" ;

Vu l'arrêté n° 1179 CM du 14 août 2003 modifié portant organisation du "Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue",

Arrête :

Article 1er. — Est constatée comme suit, la composition du conseil d'administration du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC) :

- M. Tauhiti Nena, ministre de l'éducation, *président* ;
- Mme Aline Titiehu Heitaa-Archier, directrice des enseignements secondaires ou son représentant, *vice-présidente* ;
- Mme Catherine Tuiho-Buillard, représentante à l'assemblée de Polynésie française, désignée par l'assemblée de Polynésie française, ou son suppléant ;
- M. Philippe Chatelard, principal du collège de Afareaitu ou son représentant ;
- M. Jacques Gros, principal du collège de Arue ou son représentant ;
- M. Jean-Paul Lande, principal du collège de Atuona ou son représentant ;
- M. Lucien Almar, principal du collège de Bora Bora ou son représentant ;
- M. Eric Ravary, principal du collège de Faaroa ou son représentant ;
- M. Guy Larchevêque, principal du collège de Hao ou son représentant ;
- M. Pépin Mou Kam Tse, principal du collège Henri-Hiro (Faa'a) ou son représentant ;
- M. Thierry Delmas, principal du collège de Hitia'a ou son représentant ;
- M. Philippe Ducamp, principal du collège de Huahine ou son représentant ;
- M. Claude Tambuzzo, principal du collège de Marina ou son représentant ;
- M. François Ferry, principal du collège de Makemo ou son représentant ;
- M. Jean-François Kuspert, principal du collège de Mataura ou son représentant ;
- M. Dominique Liu, principal du collège de Paea ou son représentant ;
- Mme Sylvie Pithon, principale du collège de Pao Pao ou son représentant ;
- M. Hervé Baert, principale du collège de Papara ou son représentant ;
- M. Patrick Dalmon, principal du collège de Punaauia ou son représentant ;
- M. Daniel Dayries, principal du collège de Rangiroa ou son représentant ;
- Mme Jacqueline Champion, principale du collège de Rurutu ou son représentant ;
- M. Guillaume Froeschel, principal du collège de Taaone ou son représentant ;

- M. Thierry Azema, principal du collège de Tahaa ou son représentant ;
- M. Aline Giner, principale du collège de Taiohae ou son représentant ;
- Mme Sylvie Vedelago, principale du collège de Taravao ou son représentant ;
- Mme Martine Salaberry, principale du collège de Taunua ou son représentant ;
- M. Jean-Paul Charrier, principal du collège de Tupaerui ou son représentant ;
- M. Benjamin Chapat, principal du collège de Ua Pou ou son représentant ;
- Mme Antoinette Piro, proviseur du lycée Aorai ou son représentant ;
- M. Guy Corby, proviseur du lycée hôtelier de Tahiti ou son représentant ;
- M. Alain Gusto, proviseur du lycée Paul-Gauguin ou son représentant ;
- M. Daniel Gay, proviseur du lycée Tuianu-Le-Gayic ou son représentant ;
- Mme Nicole Savin-Limol, proviseure du lycée polyvalent de Taaone ou son représentant ;
- M. Jean-Yves Feuillat, proviseur du lycée polyvalent de Taravao ou son représentant ;
- M. Gérard Vigier, proviseur du lycée de Uturoa ou son représentant ;
- M. Patrick Klosowski, proviseur du lycée professionnel de Faa'a ou son représentant ;
- Mme Claudine Hoarau, proviseure du lycée professionnel de Mahina ou son représentant ;
- M. Philippe Leglise, proviseur du lycée professionnel de Uturoa ou son représentant ;
- Mlle Gwenola Pothier, représentante du personnel permanent du GREPFOC ou son suppléant.

Art. 2. — L'arrêté n° 7664 MEJ du 27 octobre 2011 constatant la composition du conseil d'administration du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC) est abrogé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Tauhiti NENA.

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT

ARRETE n° 8767 MAA du 23 novembre 2012 autorisant la location d'une emprise de 1 500 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre domaniale dénommée "Taugaraufara 1", cadastrée commune de Manihi section E n° 90, sise atoll de Manihi et d'une superficie totale de 6 320 mètres carrés au profit de M. Pierre Hoata.

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté 1691 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Pierre Hoata en date du 26 avril 2011 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 13 juin 2012 ;

Vu la lettre d'acceptation de M. Pierre Hoata en date du 7 août 2012,

Arrête :

Article 1er. — La location d'une emprise de 1 500 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre domaniale dénommée "Taugaraufara 1", cadastrée commune de Manihi, section E n° 90, sise atoll de Manihi et d'une superficie totale de 6 320 mètres carrés, est autorisée au profit de M. Pierre Hoata, à des fins d'assise foncière pour l'exploitation d'une ferme perlière.

Art. 2. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à *trente-sept mille cinq cents francs CFP* (37 500 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de neuf (9) mois à compter de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de

la fonction publique, le ministre des ressources marines, en charge de la perliculture, de la pêche et de l'aquaculture, et des technologies vertes, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'économie, des finances,
du travail et de l'emploi,*
Pierre FREBAULT.

Le ministre des ressources marines,
Temaury FOSTER.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

ARRETE n° 8768 MAA du 23 novembre 2012 portant modification de l'arrêté n° 7695 MAE du 8 novembre 2010 autorisant la location du lot n° 3, cadastré section OB n° 11, dépendant de la terre "Haumarere et Apoovero" sis à Opoa, commune de Taputapuatea, île de Raiatea, au profit de M. Rainui Sanquer.

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7695 MAE du 8 novembre 2010 autorisant la location du lot n° 3 cadastré section OB n° 11 dépendant de la terre "Haumarere et Apoovero" sis à Opoa, commune de Taputapuatea, île de Raiatea, au profit de M. Rainui Sanquer ;

Vu le bail en date du 31 janvier 2011 enregistré à Papeete le 4 mars 2011, folio 50, bordereau 1543/1 ;

Vu la lettre de demande de M. Rainui Sanquer en date du 14 juin 2012 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 28 août 2012,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 1er de l'arrêté n° 7695 MAE du 8 novembre 2010 susvisé, les termes : "à des fins de construction d'une maison d'habitation et d'exploitation perlière" sont remplacés par les termes : "à des fins de construction d'un bâtiment à usage d'habitation et de commerce".

Art. 2.— L'article 6 de l'arrêté n° 7695 MAE du 8 novembre 2010 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"Les aménagements, constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement et d'environnement".

Le reste sans changement.

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.

Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,
Louis FREBAULT.*

ARRETE n° 8769 MAA du 23 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime (corps-mort) sis commune de Uturoa à Raiatea, au profit de la société EURL Dream Yacht Tahiti.

Le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu la convention-type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 ;

Vu l'arrêté n° 977 CM du 28 août 1989 fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime réservés à des pontons, passerelles et parcs à poissons d'agrément ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu la demande de la société EURL Dream Yacht Tahiti réceptionnée le 28 octobre 2011, modifiée le 15 janvier 2012 et complétée le 16 mai 2012 ;

Vu la saisine du maire de la commune de Uturoa en date du 25 avril 2012 ;

Vu l'avis de la commission du domaine public dans sa séance du 21 août 2012,

Arrête :

Article 1er.— L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 mètre carré situé en face de la marina de Uturoa près du récif (coordonnées 16°43'13 S et 151°26'23 O), sis commune de Uturoa, île de Raiatea, est autorisée au profit de la société de charters nautiques EURL Dream Yacht Tahiti.

Cette occupation est destinée à l'implantation d'un (1) corps-mort pour mouillage sur ancre à vis de bateaux.

Et tel que le tout figure sur le plan joint à la demande de l'intéressée.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention entre la Polynésie française et la société EURL Dream Yacht Tahiti, fixant les modalités de l'occupation du domaine public.

Art. 3.— La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de six (6) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4.— La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la signature de la convention d'occupation.

Art. 5.— La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions suivantes, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° L'emplacement concédé est affecté à l'implantation d'un corps-mort ;
- 2° Il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 3° Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile et de communiquer à la Polynésie française, au moment de la signature de l'acte administratif, les attestations relatives des contrats d'assurances qu'il aura souscrits.

Il sera tenu de présenter annuellement, auprès de la Polynésie française, l'attestation des polices d'assurances conclues dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public.

Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

4° Les travaux précités devront être entièrement achevés, sous peine de déchéance, dans un délai de trois (3) années à compter de la signature, par le titulaire de l'autorisation, de la convention précitée fixant les modalités de l'exécution ;

5° Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixée à quinze mille (15 000) francs CFP.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté du 28 février 1980 susvisé.

Art. 7.— A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le concessionnaire, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité.

Art. 8.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions du présent arrêté et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

Art. 9.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, et le ministre de l'aménagement et du logement, en charge des affaires foncières et de l'urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2012.
Pierre FREBAULT.

*Le ministre de l'aménagement
et du logement,*
Louis FREBAULT.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'ÉNERGIE ET DES MINES**

ARRETE n° 8688 MEM/ENV du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 2 MEV du 10 mars 2009 autorisant la société Teanavai 2 à installer et à exploiter un entrepôt couvert, sis dans la commune de Faa'a (installation de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1692 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines ;

Vu l'arrêté n° 1467 CM du 27 septembre 2011 portant nomination de M. Engel Raygadas Zavala en qualité de directeur de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5876 MEM du 7 août 2012 portant délégation de signature à M. Engel Raygadas Zavala, directeur de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 12-19 ENV/IC formulée par le gérant de la société Teanavai 2, M. Georgy Hellouin ;

Vu les remarques de la DDPC soulevées dans son avis n° HC 263 CAB/DDPC/DG du 25 juin 2012 ;

Vu la réunion de travail du 18 juillet 2012 entre le pétitionnaire, la DDPC et la DIREN ;

Vu les éléments de réponse du pétitionnaire par courrier enregistré sous le n° 1993 DIREN/AR du 30 juillet 2012 s'engageant à mettre en place les mesures de sécurité validées lors de la réunion précitée ;

Vu l'avis favorable de la commission des installations classées émis en sa séance du 21 août 2012,

Arrête :

Article 1er.— Le tableau de l'article 3 de l'arrêté n° 2 MEV du 10 mars 2009 est modifié comme suit :

| Rubrique de la nomenclature | Désignation des activités | Equipements de l'installation prévus | Classe |
|-----------------------------|---|--------------------------------------|--------|
| 1510 | Entrepôt couvert | 9 alvéoles de 31 628 m³ | 1re |
| | Le volume des entrepôts étant supérieur à 10 000 m³ | | |

Art. 2.— L'article 29 est modifié comme suit : "L'entrepôt est compartimenté en 9 alvéoles conformément au plan joint à la demande de modification..."

Art. 3.— L'article 31 est modifié comme suit : "Les 9 alvéoles sont isolées les unes des autres par des murs CF 2 heures dépassant d'au-moins 1 mètre la toiture".

Art. 4.— L'article 33 est modifié comme suit : "Tous les entrepôts sont aérés convenablement et disposent chacun d'un désenfumage d'au moins 2 % de la surface au sol. Les grandes alvéoles ont leur désenfumage sur la toiture et les petites alvéoles ont leur désenfumage sur la partie haute des entrepôts conformément aux plans joints à la demande de modification de l'arrêté n° 2 MEV du 10 mars 2009".

Art. 5.— Une mezzanine est édifée dans l'entrepôt n° 7 conformément aux plans joints à la demande. L'accès à la mezzanine se fait par un escalier large d'au moins 1,20 mètre.

Art. 6.— Cette mezzanine est équipée de garde-corps assurant la sécurité des employés amenés à travailler en hauteur.

Art. 7.— Le plancher et les structures de cette mezzanine sont en béton armé.

Art. 8.— Un tunnel de désenfumage en béton armé, faisant au moins 4 mètres carrés de surface, est réalisé dans l'entrepôt n° 7 et conformément au plan joint à la demande.

Art. 9.— Les articles 32 et 34 sont supprimés.

Art. 10.— Le reste des prescriptions de l'arrêté n° 2 MEV du 10 mars 2009 reste inchangé.

Art. 11.— Une copie de l'ensemble des arrêtés d'autorisation relatifs à l'installation est affichée en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Art. 12.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'environnement,
Engel RAYGADAS ZAVALA.

ARRETE n° 8689 MEM/ENV du 21 novembre 2012 portant prorogation jusqu'au 10 mai 2013 de l'arrêté n° 3400 MEM/ENV du 10 mai 2012 autorisant la société Te Matohei à installer et exploiter provisoirement (6 mois) une station de concassage, sise dans la commune de Uturoa (installation de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1692 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines ;

Vu l'arrêté n° 1467 CM du 27 septembre 2011 portant nomination de M. Engel Raygadas Zavala en qualité de directeur de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5876 MEM du 7 août 2012 portant délégation de signature à M. Engel Raygadas Zavala, directeur de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 12-31 ENV/IC formulée par M. Heiarii Girard, en qualité de gérant de la société Te Matohei ;

Vu les dispositions de l'article D. 221-17 du code de l'environnement ;

Vu l'avis favorable de la commission des installations classées émis en sa séance au 30 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er.— Conformément à l'article D.221-17 du code de l'environnement de la Polynésie française, l'autorisation n° 3400 MEM/ENV du 10 mai 2012 est prorogée jusqu'au 10 mai 2013.

Art. 2.— Une copie de l'ensemble des arrêtés d'autorisation relatifs à l'installation est affichée en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Art. 3.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'environnement,
Engel RAYGADAS ZAVALA.

ARRETE n° 8690 MEM/ENV du 21 novembre 2012 modifiant l'arrêté n° 7633 MSE/ENV du 4 novembre 2010 autorisant la société Total Polynésie à installer et exploiter sur le motu de l'aéroport de l'aviation civile de l'île de Bora Bora, un dépôt de carburant Jet A1 (installation de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1692 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5876 MEM du 7 août 2012 portant délégation de signature à M. Engel Raygadas Zavala, directeur de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 7633 MSE/ENV du 4 novembre 2010 autorisant la société Total Polynésie à installer et exploiter sur le motu de l'aéroport de l'aviation civile de l'île de Bora Bora, un dépôt de carburant Jet A1 ;

Vu la demande formulée par M. Pierre-Emmanuel Bredin enregistrée sous le numéro 12-30 ENV/IC ;

Vu l'avis favorable de la commission des installations classées émis en sa séance du 30 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'article 48 de l'arrêté n° 7633 MSE/ENV du 4 novembre 2010 est modifié comme suit : "Le mur contigu au dépôt aérien est REI 120 avec une surélévation de un mètre en toiture. La porte d'accès au local technique est EI 120 et munie d'un ferme-porte. Le mur séparatif entre le local technique et le garage est REI 120. La porte d'accès entre le local technique et le garage est EI 60 et munie d'un ferme-porte".

Art. 2. — Le reste des prescriptions de l'arrêté n° 7633 MSE/ENV du 4 novembre 2010 est inchangé.

Art. 3. — Une copie de l'ensemble des arrêtés d'autorisation relatifs à l'installation est affichée en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Art. 4. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'environnement,
Engel RAYGADAS ZAVALA.

ARRETE n° 8691 MEM/ENV du 21 novembre 2012 autorisant la SCI Pua Hea à installer et exploiter un entrepôt couvert dans la commune de Faa'a, établissement de 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1692 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'environnement, de l'énergie et des mines ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5876 MEM du 7 août 2012 portant délégation de signature à M. Engel Raygadas Zavala, directeur de l'environnement ;

Vu la demande formulée par M. Hellouin, en qualité de gérant, enregistrée sous le n° 12-14 ENV/IC ;

Vu la note de renseignements d'aménagement n° 2012-166 du 20 février 2012 ;

Vu l'avis favorable du maire enregistré sous le n° 1134 DIREN/AR le 3 mai 2012 ;

Vu les compléments au dossier fournis et enregistrés sous les n° 1994 DIREN/AR du 30 juillet 2012 et n° 2702 DIREN/AR du 1er octobre 2012 ;

Vu l'avis de la direction de la défense et de la protection civile émis sous le n° HC 329 CAB/DPC/GAS du 27 septembre 2012 et enregistré sous le n° 2670 DIREN/AR le 27 septembre 2012 ;

Vu l'avis favorable de la commission des installations classées émis en sa séance du 30 octobre 2012,

Arrête :

TITRE Ier - EQUIPEMENTS ET CARACTERISTIQUES

Article 1er. — La SCI Pua Hea, représentée par M. Hellouin, est autorisée à installer et exploiter une installation classée dans la commune de Faa'a, sur un terrain dont les références cadastrales sont les suivantes :

Terre/Démembrement : Teanaovaitia.

Commune : Faa'a.

Section : V.

N° de parcelle : n° 1023, n° 1024 et n° 1026.

Ares : 49.

Centiares : 61.

Propriétaire : SCI Pua Hea.

Art. 2. — L'établissement relève de la deuxième classe pour la rubrique 1510. Les équipements présents sur site sont répertoriés dans le tableau suivant :

| Rubrique de la nomenclature | Définition de la rubrique | Equipements de l'installation prévus | Classe |
|-----------------------------|--|---|--------|
| 1510 | Entrepôts couverts Le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 10 000 m³ ; b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur à 10 000 m³. | 16 cellules volume supérieur à 1 000 m³ mais inférieur à 10 000 m³ | 2e |

TITRE II - DISPOSITIONS GENERALES

Art. 3. — La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4. — Le site est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 5.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 6.— Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du chef du service en charge des installations classées avec tous les éléments d'appréciation.

Art. 7.— L'autorisation d'exploiter deviendra caduque si l'installation n'est pas mise en fonctionnement dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 8.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation.

Ledit dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 9.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents et des incidents de fonctionnement.

Art. 10.— Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Art. 11.— Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant informe l'inspection des installations classées au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

Art. 12.— L'exploitant d'une installation classée est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation.

TITRE III - PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA PHASE CHANTIER

Art. 13.— L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'innocuité des travaux sur :

- les habitations et locaux avoisinants ;
- les nappes phréatiques et les réseaux ;
- les cours d'eaux, rivières et lagons.

Art. 14.— Les travaux ne sont pas à l'origine de vibrations susceptibles d'altérer l'intégrité des bâtiments alentours ou de dégradations des bâtiments voisins et de fragilisation des sols. A cet effet, l'exploitant réalise en cas de nécessité un suivi de l'intégrité des bâtiments alentours, et prend le cas échéant toutes les mesures nécessaires au cas où des signes de détériorations apparaîtraient.

Art. 15.— Les travaux ne sont pas à l'origine d'une pollution des milieux avoisinants (rivières, nappes, lagons...). Tous les moyens (décantation ou autre procédé efficace) sont mis en œuvre à cet effet.

Art. 16.— Les mesures suivantes sont appliquées au vu des trois articles précédents :

- collecte des eaux de pluies et des eaux de pompage chargées en sédiments puis passage dans un décanteur correctement dimensionné avant rejet ;
- des systèmes de collecte et de rétention des produits dangereux et/ou solvants sont prévus ;
- arrosage régulier par temps sec des zones de travaux pour fixer les poussières au sol ;
- aucun stockage de déblais n'est effectué sur site ;
- les horaires du chantier sont adaptés aux activités sur zone, et au maximum fixés entre 7 h 30 et 15 h 30 ;
- interdiction de travailler le week-end et les jours fériés ;
- les opérations les plus bruyantes à partir de 100 dB (A) sont réalisées sur des périodes d'une durée maximale de 15 minutes entrecoupées de périodes de calme d'une durée minimale de 15 minutes ;
- un contrôle de la conformité des niveaux sonores des différents engins de chantier (en particulier l'état des pots d'échappement) est effectué. Les niveaux sonores correspondent aux caractéristiques techniques des engins en fonctionnement normal ;
- la communication et la concertation avec les riverains durant la durée des travaux est maintenue et l'exploitant gère au mieux les éventuelles plaintes liées aux nuisances sonores ;
- clôture du chantier en périphérie de la zone ;
- mise en place d'une signalisation adaptée aux chantiers ;
- les déchets sont dirigés vers des filières de traitement adaptées et autorisées.

Art. 17.— Toutes les mesures sont prises pour éviter l'introduction de la petite fourmi de feu. L'exploitant met en place les mesures de réduction du risque suivantes :

- détention d'une déclaration d'origine des matériaux, notamment pour les entreprises ayant un entrepôt ou des points d'activités en zone contaminée ;
- traitement à l'insecticide des engins en provenance de zones contaminées ou non connues.
- pendant toute la durée des travaux, il est procédé à un contrôle régulier de l'absence de la fourmi sur le site.

Art. 18.— Dans le cas de la découverte fortuite d'un site archéologique au cours des travaux, le maître d'ouvrage ou son représentant informe impérativement le service du patrimoine et de la culture et la direction de l'environnement afin que toute mesure de protection éventuellement utile puisse être prise.

Art. 19.— Les déchets de chantier sont collectés, triés et évacués via des filières adaptées.

TITRE IV - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Art. 20.— La voie d'accès à l'entrepôt présente les caractéristiques d'une voie engins (giration, force portante, résistance au poinçonnement).

Art. 21.— Les façades du bâtiment sont en murs coupe feu 2 heures. Aucune ouverture n'est réalisée en face Sud donnant sur le bâtiment voisin.

Art. 22.— Un surbau est réalisé à chaque entrée des alvéoles de stockages de façon à former une cuvette de rétention permettant de recueillir les eaux d'extinction d'un incendie ou les produits répandus accidentellement. Un surbau est également réalisé en entrée de la plate-forme en R+1 dans le même but. Des vannes guillotine sont installées sur les exutoires. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Art. 23.— Les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leur dispositif de recoupement et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

Art. 24.— Les éléments séparatifs entre cellules sont CF 2 heures et dépassent d'au-moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement.

Art. 25.— Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Art. 26.— Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur, en référence à la norme NF EN 12 101-2, présentent les caractéristiques suivantes :

- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;
- classe de température ambiante T0 (0 °C) ;
- classe d'exposition à la chaleur HE 300 (300 °C).

Art. 27.— Pour l'entrepôt situé en R+1, l'escalier d'accès est muni d'un garde-corps et le plancher de l'alvéole est EI 120. Une gaine EI 120 permettant le désenfumage et reliant le RDC au toit est réalisée.

Art. 28.— Toute mise en place de panneaux photovoltaïques font l'objet d'une déclaration auprès de la direction de l'environnement afin que des prescriptions complémentaires soient prises par arrêté.

Art. 29.— Des caniveaux collecteurs empêchent l'infiltration d'eau en contrebas du talus et dans l'enrochement. Ils sont en pente vers l'exutoire aménagé.

TITRE V - PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES CELLULES DE STOCKAGE

Art. 30.— Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet du stockage et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de climatisation.

Art. 31.— La hauteur maximale de stockage doit être matérialisée par une bande de couleur périphérique sur les murs.

Art. 32.— Aucun produits, objets ou matériels présentant des risques d'explosion ne seront stockés dans les cellules de stockage. Cette disposition est reprise dans le cahier des charges de l'entrepôt.

TITRE VI - INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Art. 33.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur.

Art. 34.— Les installations électriques sont entretenues en bon état. Elles sont périodiquement contrôlées par un technicien ou un installateur compétent.

Art. 35.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique sont prévus. Ils sont facilement accessibles en partant de la voie publique.

Art. 36.— Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Art. 37.— La valeur des résistances de terre est conforme aux normes en vigueur.

Art. 38.— Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

TITRE VII - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Art. 39.— La protection contre l'incendie de l'établissement est assurée par :

- une cuve de 250 mètres cubes équipée d'un surpresseur ;
- de robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents ;
- des extincteurs répartis sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ; Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les risques présents ;
- la détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules. L'alarme est audible en tout point de la zone de stockage par le personnel ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- la formation du personnel à la lutte contre l'incendie ;
- les matériels spécifiques tels que prévu dans le présent arrêté et dans les fiches de données de sécurité des produits stockés.

Art. 40.— Les matériels d'extinction sont vérifiés une fois l'an par un technicien qualifié et les dates de contrôle sont enregistrées sur une étiquette apposée sur chaque appareil. Des essais de fonctionnement sont effectués deux fois par an.

Art. 41.— Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement à leur emploi.

Art. 42.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie, les sols sont dégagés de tout encombrant, déchet et autre, et sont entretenus régulièrement.

Art. 43.— L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin.

Art. 44.— L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien de ce réseau.

Art. 45.— Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu et en respectant les règles d'une consigne particulière, relative à l'installation visée. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Le permis de feu et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée, conformément à l'annexe I du présent arrêté. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont consignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Art. 46.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence notamment dans les locaux techniques et à l'accueil de l'établissement.

Art. 47.— Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, l'interdiction d'utiliser des téléphones cellulaires, l'interdiction d'employer des engins thermiques pour le nettoyage, etc., dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion. Cette interdiction est affichée, soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes au niveau de l'aire concernée ;
- l'obligation du permis de feu pour les parties de l'installation présentant des risques d'incendie et/ou d'explosion ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Art. 48.— Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits ;
- la fréquence de contrôles de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention.

Une consigne définit les modalités mises en œuvre, tant au niveau des équipements que de l'organisation, pour respecter à tout instant la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation, déclarée par l'exploitant et inscrite dans le présent arrêté.

Une autre consigne définit les modalités d'enregistrements des données permettant de démontrer *a posteriori* que cette quantité a été respectée à tout instant.

Les consignes et procédures d'exploitation permettent de prévenir tout sur remplissage.

Une consigne particulière est établie pour la mise en œuvre ponctuelle du torchage d'un réservoir.

Art. 49.— Les consignes générales concernant la sécurité et les procédures d'évacuation sont affichées dans tous les bâtiments recevant la clientèle de l'établissement (bureaux, etc.). Les textes sont rédigés dans les langues parlées par la clientèle habituelle de cet établissement.

Art. 50.— Des exercices incendies sont effectués périodiquement par le personnel de l'établissement. Des exercices d'évacuation sont également réalisés annuellement sur le site de l'établissement afin de mieux maîtriser leurs organisations et d'y entraîner le personnel régulièrement.

Art. 51.— Tous les organes de coupure (fluides et électricité) sont clairement identifiés et facilement accessibles aux services de secours.

TITRE X - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Art. 52.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 53.— Les déchets et résidus produits sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 54.— Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produites par l'installation, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Art. 55.— L'enlèvement des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usées est effectué par un organisme habilité. L'élimination est réalisée dans une installation dûment autorisée au titre des installations classées.

Art. 56.— L'exploitant enregistre pour tous les déchets : la nature, la quantité, la destination et le nom de l'organisme les prenant en charge. Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 57.— Le brûlage de tout déchet est interdit.

Art. 58.— Les factures liées aux opérations d'enlèvement et de traitement de tout rejet ou déchet sont conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 59.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution, même des eaux de surface ou du sous-sol. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée. Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Art. 60.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tels que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Art. 61.— Il est interdit de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer ou du lagon, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune. Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

Art. 62.— Il est également interdit de jeter ou abandonner des déchets dans les eaux superficielles ou souterraines ou dans les eaux de la mer ou du lagon, sur les plages ou sur les rivages de la mer.

Art. 63.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de rétention des récipients est égal :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les autres cas, 800 litres minimum ou la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

Art. 64.— L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

TITRE XI - PROTECTION CONTRE LES NUISANCES SONORES

Art. 65.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 66.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 67.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

| Zone | Jour (jours ouvrables : de 7 heures à 19 heures) | Nuit (plus dimanches et jours fériés de 19 heures à 7 heures) |
|--|--|--|
| Zone à prédominance d'activités commerciales et industrielles ainsi que les zones agricoles situées en zone rurale non habitée ou comportant des écarts ruraux | 65 | 55 |

Art. 68.— L'émergence tolérée au niveau des tiers est :

- de 5 dB (A) le jour de 7 heures à 19 heures ;
- de 3 dB (A) la nuit de 19 heures à 7 heures, le dimanche et les jours fériés.

Art. 69.— Au sens du présent arrêté, on entend par :

Bruit ambiant : bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné. Il est composé de l'ensemble des bruits émis par toutes les sources, proches et éloignées.

Bruit particulier : composante du bruit ambiant qui peut être identifiée spécifiquement et que l'on désire distinguer du bruit ambiant, notamment parce qu'il est l'objet d'une requête. Ce peut être, par exemple, un bruit dont la production ou la transmission est inhabituelle dans une zone résidentielle.

Bruit résiduel : bruit ambiant en l'absence du (des) bruit(s) particulier(s) objet(s) de la requête considérée.

Emergence : différence entre le niveau de bruit ambiant et le niveau de bruit résiduel.

Niveau global équivalent (Leq) : niveau de pression acoustique pondéré A moyen sur une durée d'observation.

Niveau acoustique fractile ou indice fractile (L50) : niveau de pression acoustique pondéré A qui est dépassé pendant 50% de l'intervalle de temps considéré.

Art. 70.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Art. 71.— Des contrôles annuels sont réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles sont réalisés durant les horaires d'ouvertures, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

Les mesures de bruit sont réalisées conformément à la méthode dite de contrôle de la norme NF S 31-010.

Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements où la gêne est ressentie, en tenant compte de l'utilisation normale ou habituelle des lieux.

Art. 72.— Lorsque plusieurs installations classées soumises à autorisation au titre de rubriques différentes sont situées au sein d'un même établissement, le niveau du bruit global émis par ces installations respecte les valeurs-limites ci-dessus.

Art. 73.— Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.

Art. 74.— Un registre d'exploitation tenu à jour est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Sur ce registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable des installations ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les procédures de fonctionnement, les essais de fonctionnement, les entretiens et les vérifications prévues ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 75.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre d'exploitation prévu ci-dessus et affichées à l'intérieur de l'installation classée de manière que le personnel en prenne connaissance.

Art. 76.— L'encadrement de l'entreprise s'assure du port effectif des protections individuelles par le personnel lorsqu'elles sont indispensables.

Art. 77.— Les surfaces à proximité du bâtiment sont maintenues propres et régulièrement nettoyées, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol.

Art. 78.— L'installation est maintenue dans un état de salubrité telle qu'elle ne favorise pas l'apparition de nuisibles.

Art. 79.— L'exploitant inscrit sur le contrat de location ou de vente des entrepôts les obligations du locataire ou de l'acheteur en termes d'installations classées et de sécurité incendie.

Art. 80.— L'exploitant informe le maire de la commune de Faa'a du type de produits stockés dans les alvéoles.

TITRE XIII - REMISE EN L'ETAT EN FIN D'EXPLOITATION

Art. 81.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les réservoirs et les canalisations de tous produits susceptibles de polluer les eaux ont été vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

TITRE XIV - CONTROLE DE L'INSTALLATION CLASSEE AUTORISEE

Art. 82.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. 83.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme compétent, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 84.— Une copie de l'arrêté d'autorisation et, le cas échéant, des arrêtés complémentaires, est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Art. 85.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'environnement,
Engel RAYGADAS ZAVALA.

ANNEXE I/I

PERMIS DE FEU

La demande de « permis de feu » comprend au minimum les éléments du modèle ci-après :

DEMANDE DE PERMIS DE FEU

Date :

Zone & Bâtiment : / Etage :

Nature de l'opération :

Le responsable de la sécurité incendie donne l'autorisation d'effectuer l'opération ci-dessus après avoir procédé à l'examen des lieux et s'être assuré que les précautions indispensables ainsi que les mesures particulières énumérées ci dessous ont été prises.

Autorisation valable du : au :

Signature du responsable de la sécurité incendie :

Opération commencée le : Opération terminée le :

Signature de l'opérateur :

PRECAUTIONS INDISPENSABLES RELATIVES A LA DEMANDE

- Le bon état du matériel de découpage et de soudage a été vérifié.
- Précautions à prendre dans un rayon de 10 mètres :
 - Le sol a été balayé et dégagé de toute matière combustible.
 - Les planchers combustibles ont été recouverts par des tôles, matériaux, etc....
 - Les liquides inflammables ont été éloignés, les autres matières combustibles protégées par des bâches ignifugées ou des écrans métalliques.
- Tous les orifices des murs et des sols ont été obturés.
- Des bâches ignifugées ont été suspendues sous le poste d'opération.
- Surveillance incendie :
 - Un extincteur adapté au risque a été déposé à proximité du lieu opératoire.
 - Une ronde est effectuée 30 minutes après la fin des opérations.

Mesures particulières :

.....

.....

.....

.....

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA SOLIDARITÉ

ARRETE n° 8734 MSS du 22 novembre 2012 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Lebopp.

Le ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1693 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé et de la solidarité, en charge de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié pris en application de l'article 10 de la délibération n° 77-116 AT du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 1750 CM du 14 octobre 2009 relatif aux conditions d'hygiène applicables dans les établissements mobiles ou provisoires qui proposent, à titre gratuit ou onéreux, des denrées alimentaires animales ou d'origine animale ;

Vu l'avis du Centre d'hygiène et de salubrité publique n° 3345 MSS/DSP/CHSP du 14 novembre 2012 ;

Vu la demande de l'intéressé,

Arrête :

Article 1er.— M. Teora Vanaa, demeurant à Toahotu, lot n° 13, allée des Auti, Mitirapa, est autorisé à ouvrir et exploiter, pour une durée de douze mois, l'établissement mobile Lebopp, immatriculé 31509 P, pour les activités suivantes : préparation quotidienne et remise directe au consommateur, à emporter de 50 plats cuisinés de type grillade, de 20 produits de sandwicherie (casse-croûtes) et de 10 hamburgers ; opérations de simple assemblage sans cuisson, de cuisson, de décongélation et de traitement de légumes bruts.

Art. 2.— L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Lebopp est enregistrée au Centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro AT 0161. Ce numéro d'autorisation figure sur l'étiquetage de toute denrée préemballée produite par l'établissement.

Art. 3.— Tout changement notable des locaux et toute modification de nature d'activité doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 4.— L'autorisation est réputée définitive à l'issue de la période probatoire prévue par l'article 1er du présent arrêté, si elle n'a pas été refusée par décision motivée.

Art. 5.— Le présent arrêté cesse de produire son effet si l'exploitation de l'établissement est interrompue pendant une période supérieure ou égale à 12 mois.

Art. 6.— En cas de changement d'exploitant, le présent arrêté cesse de produire son effet deux mois après la date de ce changement. Afin d'être autorisé à poursuivre son activité à l'expiration de ce délai, le nouvel exploitant est tenu de solliciter une nouvelle autorisation conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 7.— Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de cette autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006 modifié susvisé.

Art. 8.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Charles TETARIA.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA FORÊT

ARRETE n° 8616 MAE du 19 novembre 2012 portant déclaration de l'exploitation de poules pondeuses SCA Hotu Rau de M. Jean-Pierre Sangué (Mataiea-Tahiti), infectée par *Salmonella enterica* sérotype Enteritidis.

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 3695 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu la délibération n° 2006-36 APF du 15 juin 2006 définissant les mesures applicables dans le cadre de la lutte contre les maladies transmissibles des animaux ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 modifié portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 760 CM du 4 juin 2007 modifié relatif à la nomenclature des maladies transmissibles des animaux à déclaration obligatoire et des maladies transmissibles des animaux faisant l'objet de mesures de police sanitaire ainsi que les modalités de leur déclaration ;

Vu l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 relatif à la lutte contre les infections à *Salmonella enterica* sérotype Enteritidis dans les troupeaux de l'espèce *Gallus gallus* en filière ponte œufs de consommation ;

Vu le code général des collectivités territoriales, livre II titre 1er, chapitre 2, relatif à la police municipale, notamment son article L. 2212-2 ;

Considérant la survenue le 7 novembre 2012 d'une toxoinfection alimentaire collective ayant entraîné l'hospitalisation de trois malades chez deux desquels *Salmonella enterica* sérotype Enteritidis a été mise en évidence ;

Considérant les résultats des investigations menées par les agents de la direction de la santé permettant d'établir un lien épidémiologique entre les personnes malades et la consommation d'une denrée alimentaire élaborée à partir d'œufs provenant de l'atelier de conditionnement d'œufs agréé sous le numéro d'agrément 2008 PF ;

Considérant que les œufs conditionnés dans cet atelier de conditionnement agréé sous le numéro d'agrément 2008 PF proviennent de l'exploitation de poules pondeuses SCA Hotu Rau sise à Mataiea, Teva I Uta, Tahiti ;

Considérant les résultats positifs pour la recherche de *Salmonella enterica* sérotype Enteritidis du laboratoire LASEA de l'Institut Louis-Malardé à Papeete n° 2012-1498 du 15 novembre 2012 obtenus sur les prélèvements réalisés le 10 novembre 2012 dans l'exploitation de poules pondeuses SCA Hotu Rau sise à Mataiea, Teva I Uta, Tahiti ;

Considérant le rapport de visite n° 721 QAAV/SDR du 15 novembre 2012 ;

Sur proposition du chef du département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire,

Arrête :

Article 1er. — L'exploitation de poules pondeuses de M. Jean-Pierre Sangue, la SCA Hotu Rau, sise à Mataiea, commune de Teva I Uta, au PK 45,300, côté montagne, île de Tahiti, ci-après désignée par "l'exploitation" est déclarée infectée par *Salmonella enterica* sérotype Enteritidis. Cette déclaration entraîne l'exécution des mesures de police sanitaire prévues au présent arrêté.

Art. 2. — L'exploitation est classée à risque élevé.

Art. 3. — Les troupeaux de l'exploitation ne peuvent pas être traités comme des unités épidémiologiques distinctes.

Art. 4. — L'accès à l'exploitation est interdit aux personnes étrangères, aux autres animaux, ainsi qu'aux véhicules non autorisés.

Art. 5. — Un système d'enregistrement est mis en place. Il comporte a minima les informations suivantes :

- 1° La production quotidienne d'œufs par troupeau de poules pondeuses ;
- 2° Le nombre de volailles introduites et mortes par jour et par troupeau ;
- 3° Le nombre d'œufs livrés quotidiennement détaillé par destinataire ;
- 4° Les quantités de déjections de volailles livrées quotidiennement détaillées par destinataire.

Art. 6. — Est interdite la sortie de l'exploitation déclarée infectée des volailles, des œufs qui en sont issus, des cadavres de volaille, des aliments pour volailles et des déjections de volaille sauf sur dérogation de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire qui établit un laissez-passer notamment dans les cas suivants :

A - Pour les volailles vivantes à destination de l'abattoir de Papara :

- 1° Réalisation sous le contrôle d'un agent de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire d'un prélèvement de 10 volailles destiné à l'analyse de 25 g par animal de muscles profonds pour dépister une éventuelle infection généralisée à *Salmonella enterica* subsp. *enterica* (tous les sérovars). Les dix échantillons élémentaires sont groupés pour constituer un échantillon global en vue de l'analyse. Le résultat de cette analyse reste valide pendant 30 jours, au-delà desquels le prélèvement et la recherche de salmonelles doivent être conduits à nouveau. L'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire dispose des résultats d'analyse avant signature du laissez-passer sanitaire pour le transport des volailles vers l'abattoir. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge du propriétaire du troupeau lorsque l'analyse est conduite sur des volailles prélevées dans l'exploitation ;
- 2° Réalisation, à l'initiative de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire, d'un prélèvement constitué d'au moins 5 volailles pour la recherche de substances à action pharmacologique antimicrobienne susceptibles d'être présentes eu égard à l'infection ou à l'état pathologique observé. Cette recherche est conduite dans la mesure du possible sur 5 des 10 volailles prélevées en application des dispositions de l'alinéa précédent. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge du propriétaire du troupeau lorsque l'analyse est conduite sur des volailles prélevées dans l'exploitation ;
- 3° Inscription du résultat d'analyse de muscles profonds au registre de l'élevage prévu à l'article 7 de l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 susvisé ou sur les enregistrements prévus à l'article 46 de l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 susvisé ;
- 4° Visite par un préposé sanitaire du troupeau concerné sur le site d'exploitation 72 heures au plus avant l'heure prévue de départ vers l'abattoir, afin de réaliser une inspection *ante mortem*. L'inspecteur effectue un contrôle du registre d'élevage prévu à l'article 7 de l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 susvisé ou des enregistrements prévus à l'article 46 de l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 susvisé et un examen clinique des volailles.

B - Pour les œufs :

- 1° Soit acheminés vers leur lieu de destruction ;
- 2° Soit identifiés et transportés directement à destination d'un établissement de transformation désigné après avis favorable du responsable du CHSP pour la fabrication d'ovoproduits ou de denrées alimentaires dont le procédé de fabrication garantit la destruction des germes pathogènes, suivant les prescriptions de la réglementation en vigueur ;

C - Pour les fumiers, lisiers et autres matières contaminées par des déjections animales :

- 1° Soit ayant subi un traitement de nature à inactiver *Salmonella* Enteritidis ;
- 2° Soit acheminés vers leur lieu de traitement sans risque de contamination de l'environnement ou d'autres exploitations par des salmonelles ;

D - Pour les cadavres de volailles : acheminés vers leur lieu de destruction sans risque de contamination de l'environnement ou d'autres exploitations par des salmonelles.

Les véhicules servant à l'acheminement des marchandises visées au premier alinéa du présent article doivent être désinfectés après chaque transport.

Art. 7. — Des prélèvements nécessaires au diagnostic, à la classification des troupeaux ou aux enquêtes épidémiologiques peuvent être réalisés.

Art. 8. — Est mise en œuvre une procédure de lutte contre les animaux nuisibles, notamment les rongeurs, les reptiles, les insectes et les acariens indésirables. Elle prévoit la fréquence d'application des traitements, les produits utilisés et les indicateurs d'évaluation de l'efficacité de la procédure et leur enregistrement ainsi que les éventuelles mesures correctives en cas de résultat non satisfaisant. Les cadavres de rongeurs doivent être ramassés quotidiennement et traités de manière à neutraliser le risque de diffusion des salmonelles.

Art. 9. — Les poules pondeuses sont réformées aux frais de l'exploitant et dans le respect du code de l'environnement, soit en fin de ponte, soit de manière anticipée sur décision de l'exploitant.

Les cadavres de volailles générés par la mortalité quotidienne doivent être collectés au minimum quotidiennement et stockés dans des récipients étanches avant d'être traités de manière à neutraliser le risque de diffusion des salmonelles dans les meilleurs délais, sept jours au plus.

Aucune autre volaille ne peut y être introduite.

Art. 10. — Les poussins et les poulettes futures pondeuses d'un troupeau infecté sont :

- soit réformés aux frais de l'exploitant, dans le respect du code de l'environnement ;
- soit, dans un délai ne dépassant pas un an suivant la parution au *Journal officiel* de Polynésie française du présent arrêté, traités et vaccinés contre *Salmonella* Enteritidis dans leur bâtiment d'origine, transférés au plus tôt 21 jours après vaccination dans un bâtiment vide

et propre, puis recontrôlés conformément aux dispositions de l'article 37 de l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 susvisé pour déterminer le niveau de risque du troupeau, aux frais de l'exploitant.

Art. 11. — L'aliment stocké sur le site d'exploitation est, soit contrôlé vis-à-vis de *Salmonella* Enteritidis avec résultat négatif, soit détruit ou distribué à un troupeau à risque élevé, aux frais de l'exploitant.

Art. 12. — Le nettoyage et la désinfection sont effectués aux frais de l'exploitant de la manière suivante :

- 1° Les abords de l'exploitation doivent être dégagés et aménagés pour permettre des opérations de nettoyage et désinfection efficaces ;
- 2° Les opérations de nettoyage et désinfection sont effectuées sous le contrôle d'un agent du service en charge du secteur de l'agriculture. Elles sont engagées dès l'élimination du troupeau, et au plus tard dans un délai de six semaines après celles-ci ;
- 3° Les déjections liquides ou solides et les fumiers doivent être retirés du bâtiment avant les opérations de nettoyage et désinfection. Les tracteurs et autres matériels de manipulation du fumier doivent être décontaminés après cette opération ;
- 4° Le nettoyage et la désinfection des locaux d'élevage et de leurs annexes ainsi que du matériel sont effectués selon un protocole écrit, établi avant la mise en œuvre du chantier et approuvé par l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire. Ce protocole doit également prévoir la décontamination des abords des bâtiments et de l'exploitation ;
- 5° L'efficacité des opérations doit être officiellement validée, par un agent du service en charge du secteur de l'agriculture, par un contrôle visuel de la qualité du nettoyage et par un contrôle bactériologique négatif des surfaces vis-à-vis de tout sérovar de *Salmonella* avant le repeuplement des locaux. Les frais d'un contrôle bactériologique par bâtiment infecté sont à la charge du pays. Lorsqu'une ou plusieurs séries supplémentaires de contrôles bactériologiques sont nécessaires pour valider officiellement le résultat de la décontamination, elles sont effectuées aux frais de l'exploitant ;
- 6° Les eaux de nettoyage ne doivent pas constituer une source de contamination par *Salmonella* Enteritidis pour les troupeaux de l'exploitation, les autres élevages de Polynésie française, les espèces sauvages et les productions végétales destinées à l'alimentation humaine, notamment le maraîchage ;
- 7° Le nettoyage et la désinfection des locaux d'élevage ainsi que du matériel d'élevage (nids de ponte, chaînes d'alimentation, silos, abreuvoirs, bacs ou réservoirs d'eau, tuyauteries, etc.) sont suivis d'une période de vide sanitaire obligatoire d'au moins 48 heures qui doit permettre un assèchement complet des locaux et du matériel.

Art. 13. — Le repeuplement ne peut intervenir que sur autorisation de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire dans les bâtiments ayant subi un nettoyage et une désinfection réalisés conformément aux prescriptions de l'article 53 de l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 susvisé.

Art. 14. — La vaccination contre *Salmonella* Enteritidis est autorisée avec un vaccin vivant ou inactivé. Le vétérinaire référent des exploitations déclare à l'autorité en charge de la

qualité alimentaire et de l'action vétérinaire la nature et le nombre de doses utilisées dans l'exploitation. Le vaccin utilisé doit répondre aux obligations réglementaires en vigueur pour la pharmacie vétérinaire. La délivrance des vaccins contre *Salmonella* Enteritidis doit être accompagnée d'une ordonnance précisant le nom de l'exploitant, les troupeaux concernés, identifiés par le bâtiment où ils sont détenus et leur date de naissance, ainsi que la date d'administration préconisée. Cette ordonnance devra être conservée par l'éleveur pendant trois ans.

Art. 15.— Le présent arrêté sera levé par le ministre en charge de l'agriculture sur proposition de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire, après l'élimination de la totalité des troupeaux de l'exploitation, et la réalisation des opérations de nettoyage et de désinfection, le vide sanitaire, puis la vérification de leur efficacité, conformément aux dispositions du chapitre IV de l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 susvisé.

Dans le cas où les conditions fixées par l'article 44 de l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 susvisé sont remplies et que des troupeaux classés comme présentant un risque très faible sont présents dans l'exploitation, la levée de l'arrêté portant déclaration d'infection peut intervenir sans que ces troupeaux soient éliminés, sous réserve qu'ils aient fait l'objet des prélèvements tels que prévus à l'article 37 point A avec tous les résultats négatifs, après les opérations de nettoyage et de désinfection des autres bâtiments de l'exploitation.

Art. 16.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal, elles sont passibles des peines prévues au chapitre V de la délibération n° 2006-36 APF du 15 juin 2006 définissant les mesures applicables dans le cadre de la lutte contre les maladies transmissibles des animaux.

Art. 17.— Le présent arrêté est susceptible de recours auprès du tribunal administratif de la Polynésie française dans un délai franc de trois mois, compté à partir du lendemain de sa notification.

Art. 18.— Le chef du service du développement rural, le commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française et le maire de la commune de Teva I Uta sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 19 novembre 2012.
Kalani TEIXEIRA.

ARRETE n° 8617 MAE du 20 novembre 2012 portant mise sous surveillance de l'exploitation de poules pondeuses SCA Heia Tau Arii de M. Jean-Pierre Sangue (Afaahiti, Tahiti), suspecte d'infection par *Salmonella enterica* sérotype Enteritidis.

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté 1695 PR du 7 avril 2011 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu la délibération n° 2006-36 APF du 15 juin 2006 définissant les mesures applicables dans le cadre de la lutte contre les maladies transmissibles des animaux ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 modifié portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 760 CM du 4 juin 2007 modifié relatif à la nomenclature des maladies transmissibles des animaux à déclaration obligatoire et des maladies transmissibles des animaux faisant l'objet de mesures de police sanitaire ainsi que les modalités de leur déclaration ;

Vu l'arrêté n° 1649 CM du 15 novembre 2012 portant suspension provisoire de la mise sur le marché et ordonnant le retrait des œufs provenant de l'atelier de conditionnement d'œufs enregistré sous le numéro d'agrément 2010 PF susceptibles d'être contaminés par *Salmonella enterica* sérotype Enteritidis ;

Vu l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 relatif à la lutte contre les infections à *Salmonella enterica* sérotype Enteritidis dans les troupeaux de l'espèce *Gallus gallus* en filière ponte œufs de consommation ;

Vu le code général des collectivités territoriales, livre II, titre 1er, chapitre 2, relatif à la police municipale, notamment son article L. 2212-2 ;

Considérant les résultats positifs pour la recherche de *Salmonella* Enteritidis du laboratoire LASEA de l'Institut Louis-Malardé à Papeete des rapports n° 2011.1634-1-1 et n° 2011.1634-1-2 du 15 mars 2012, n° 2011.1693-1, 2011.1694-1 et 2011.1696-1 du 20 décembre 2011 et n° 2012.1308-1 du 7 octobre 2012 ;

Considérant la déclaration d'infection d'un bâtiment vide de l'exploitation de poules pondeuses SCA Heia Tau Arii par *Salmonella* Enteritidis faite par M. Jean-Pierre Sangue le 11 octobre 2012 ;

Sur proposition du chef du département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire,

Arrête :

Article 1er.— L'exploitation de poules pondeuses de M. Jean-Pierre Sangue, la SCA Heia Tau Arii, sise au plateau de Afaahiti, commune de Taiarapu-Est, île de Tahiti, suspecte d'être infectée par *Salmonella enterica* sérotype Enteritidis, est mise sous surveillance.

Art. 2.— La présente mise sous surveillance entraîne l'application des mesures suivantes dans l'exploitation mentionnée à l'article 1er :

- A - Tous les troupeaux de l'exploitation sont immédiatement séquestrés et maintenus isolés ;
- B - Tout traitement antibiotique est interdit sauf dérogation écrite de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire ;
- C - Les œufs produits dans l'exploitation sont consignés, dans un local approprié permettant leur bonne conservation et de façon à éviter toute dissémination de l'infection. Sur autorisation de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire, pris après avis du responsable du Centre d'hygiène et de salubrité publique (CHSP) sur le choix de l'établissement destinataire de ces œufs, les œufs pourront être utilisés pour la fabrication d'ovoproduits ou de denrées alimentaires dont le procédé de fabrication garantit la destruction des germes pathogènes, en application des prescriptions réglementaires en vigueur ;
- D - Tout mouvement de volailles à destination ou en provenance de l'exploitation du troupeau suspect est interdit, sauf autorisation de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire.

Art. 3.— Selon les résultats des prélèvements prévus à l'article 38 de l'arrêté n° 1651 CM du 15 novembre 2012 susvisé et sur proposition de l'autorité en charge de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire, le présent arrêté est immédiatement :

- rapporté lorsque suite aux deux séries de prélèvements prévus à l'article 38 précité, tous les troupeaux de l'exploitation sont classés comme présentant un risque très faible ;
- remplacé par un arrêté portant déclaration d'infection lorsque la présence de l'infection est confirmée par la positivité d'au moins une des analyses prévues à l'article 38 précité.

Art. 4.— Les infractions aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté sont constatées par procès-verbal, elles sont passibles des peines prévues au chapitre V de la délibération n° 2006-36 APF du 15 juin 2006 définissant les mesures applicables dans le cadre de la lutte contre les maladies transmissibles des animaux.

Art. 5.— Le chef du service du développement rural, le commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française et le maire de la commune de Taiarapu-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2012.
Kalani TEIXEIRA.

ARRETE n° 8732 MAE du 22 novembre 2012 relatif à la cession gratuite de plants fruitiers à l'association La maison du diabétique.

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 510 CM du 6 avril 2011 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres,

Arrête :

Article 1er.— Sont cédés à titre gratuit à l'association La maison du diabétique, les plants fruitiers suivants :

- 5 plants de uru ;
- 2 plants de pamplemoussiers ;
- 5 plants d'orangers ;
- 2 plants de manguiers ;
- 5 plants fruitiers divers ;
- 5 plants de citronniers ;
- 2 plants d'avocats.

La valeur de ces plants est de *soixante mille cinq cents francs CFP* (60 500 F CFP).

Art. 2.— Les plants seront préparés par le service du développement rural. Le transport des produits de la pépinière de Papara vers le lieu de la manifestation est à la charge du bénéficiaire.

Art. 3.— Le chef du service du développement rural est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Kalani TEIXEIRA.

**MINISTRE DU DEVELOPPEMENT
DES ARCHIPELS
ET DES TRANSPORTS INTERINSULAIRES**

ARRETE n° 8650 MDA du 20 novembre 2012 autorisant le navire Aremiti 4 à desservir l'île de Tahaa lors de son voyage du 16 novembre 2012.

Le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1696 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 4261 MDA du 3 août 2011 portant octroi d'une licence d'armateur à la société désignée SARL Raromatai Express pour l'exploitation du navire Aremiti 4 sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent et, à titre exceptionnel et temporaire, sur la desserte maritime de Moorea, dans l'attente de la mise en service du navire Raromatai Express ;

Vu la demande de la SARL Raromatai Express reçue le 16 novembre 2012,

Arrête :

Article 1er. — A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 4261 MDA du 3 août 2011 susvisé, le navire Aremiti 4 est autorisé à desservir l'île de Tahaa lors de son voyage du 16 novembre 2012 afin d'y transporter une délégation de l'église protestante maohi. Le retour est prévu le dimanche 18 novembre 2012.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete le 20 novembre 2012.
Daniel HERLEMME.

ARRETE n° 8733 MDA du 22 novembre 2012 autorisant Mme Gisèle Dubois à occuper le domaine public aéroportuaire de Ahe (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation d'un étal de vente de produits alimentaires locaux à l'extérieur de l'aérogare.

Le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1696 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie ;

Vu la délibération n° 96-27 AT du 15 février 1996 fixant le régime des occupations temporaires du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 514 CM du 15 mai 1996 approuvant le cahier des charges applicables aux autorisations d'occupation temporaire de dépendance du domaine public aéroportuaire et le formulaire de demande d'autorisation d'occupation du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 1277 CM du 30 juillet 2010 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation temporaire d'emplacement dépendant des aérodromes du pays ;

Vu l'arrêté n° 1093 CM du 28 juillet 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 27 mars 2012,

Arrête :

Article 1er. — Mme Gisèle Dubois, est autorisée à occuper pour une durée de neuf (9) ans renouvelable, une surface de 2 mètres carrés dépendante du domaine public aéroportuaire de Ahe (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation d'un étal de vente de produits alimentaires locaux à l'extérieur de l'aérogare.

La présente autorisation précaire et révocable est particulière à Mme Gisèle Dubois et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale.

Elle prend effet à compter de sa date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Toute cession ou location sera nulle de plein droit

Art. 2. — Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Ahe (îles Tuamotu) par Mme Gisèle Dubois font l'objet d'un cahier des charges auquel est annexé le plan d'occupation agréé correspondant.

Art. 3. — La présente occupation du domaine public aéroportuaire de Ahe, île Tuamotu, donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 1277 CM du 30 juillet 2010 susvisé, laquelle s'élève à 12 000 F CFP (douze mille francs CFP).

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Daniel HERLEMME.

**CAHIER DES CHARGES N° 1522 MDA/DAC
du 21 novembre 2012**

applicable au régime d'occupation temporaire du domaine public aéroportuaire de Ahe, îles Tuamotu par Mme Gisèle Dubois dans le cadre de l'exploitation commerciale d'un étal de vente de produits alimentaires locaux à l'extérieur de l'aérogare.

Article 1er. — Autorisation d'occupation

Mme Gisèle Dubois, née le 25 juillet 1956 à Papeete, téléphone 70 72 61, BP 1734, 98713 Papeete, n° RC 12 615 A, N° TAHITI : A 23215 ci-après dénommée "la bénéficiaire", est autorisée à occuper une surface de 2 mètres carrés dépendante du domaine public aéroportuaire de Ahe, îles Tuamotu, conforme au plan d'occupation correspondant ci-annexé, dans le cadre de l'exploitation commerciale d'un étal de vente de produits alimentaires locaux à l'extérieur de l'aérogare.

Art. 2. — Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée par arrêté à titre personnel précaire et révocable pour une durée de neuf (9) ans.

A l'échéance de l'autorisation précitée ou en cas de retrait anticipé, la bénéficiaire ne pourra se prévaloir d'aucun droit au maintien sur les lieux, sauf cas de renouvellement au gré de l'administration.

Art. 3.— *Renouvellement de l'autorisation*

Si la bénéficiaire désire obtenir le renouvellement de l'autorisation, elle devra en formuler la demande 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration.

L'administration aura la faculté de consentir à ce renouvellement soit dans des conditions identiques, soit dans des conditions différentes ou de le refuser.

Art. 4.— *Aménagement - Approbation préalable des projets*

Tout aménagement nouveau à caractère immobilier à celui agréé, entrepris par la bénéficiaire devra faire l'objet d'un projet et sera soumis à l'agrément de l'administration sans que cet agrément puisse en aucune manière engager sa responsabilité.

Les délais et conditions d'exécution de ces travaux seront fixés en accord avec l'administration.

La bénéficiaire ne sera admise à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance et des caractéristiques physiques de la surface allouée, qu'elle est censée bien connaître. Elle devra par ailleurs faire son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires.

En cas de contestation des surfaces, il sera procédé à une mission d'expertise de l'administration à charge de l'intéressée.

Art. 5.— *Eau et électricité*

Les fournitures d'eau et d'électricité sur les aérodromes font l'objet d'accord particulier avec le gestionnaire de l'aérodrome.

Art. 6.— *Hygiène et sécurité*

Tous équipements particuliers mis en place dans le cadre de l'autorisation d'occupation doivent être en conformité avec la réglementation applicable en matière de sécurité et d'hygiène.

Art. 7.— *Propriété et exploitation des ouvrages*

La bénéficiaire sera propriétaire des constructions et installations agréées à l'article 4 précité pendant toute la durée de l'occupation suivant la procédure décrite.

Art. 8.— *Responsabilité pour dommages et garantie*

La bénéficiaire sera responsable de tout dommage causé par la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations.

En conséquence, elle devra souscrire auprès d'une compagnie d'assurance, les assurances garantissant toutes responsabilités lui incombant en raison de son occupation ainsi que les dommages causés aux tiers, dont il acquittera régulièrement les primes et cotisations.

Art. 9.— *Caractère de l'occupation*

La bénéficiaire est tenue d'occuper elle-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

Art. 10.— *Redevance*

La présente autorisation est consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle dont le montant est fixé par arrêté du conseil des ministres.

La redevance est payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete, BP 114-CCP 975-1205. En cas de versement tardif, qu'elle qu'en soit la cause et après mise en demeure, les sommes impayées seront majorées d'une pénalité telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

Art. 11.— *Révocation de l'autorisation*

Faute, par la bénéficiaire, de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières du présent cahier des charges et notamment ;

- un détournement de l'objet initial de l'occupation comme posée dans l'article premier ;
- le non-paiement des redevances d'occupation, des charges et des impôts tiers correspondant ;
- le non-respect des règles d'hygiène et de sécurité (l'intéressée s'engage à garder propre le lieu de son exploitation de vente, mettre en place des poubelles, collecter et évacuer les ordures liées à son exploitation hors de l'emprise aéroportuaire) ;
- la non-occupation des lieux dans un délai de 3 mois à compter de la date d'effet de l'autorisation ;
- le non-respect des conventions ou accords particuliers concernant les fournitures d'eau et d'électricité décrits à l'article 5 précité ;
- l'autorisation pourra être révoquée si les recommandations de l'administration restent sans effet.

De même, il sera mis fin à l'autorisation en cas de non-occupation ou d'arrêt de l'objet de l'occupation, sans préjudice du droit pour la Polynésie française de poursuivre le recouvrement de toutes les sommes pouvant lui être dues.

Dans tous ces cas, les redevances payées d'avance par la bénéficiaire resteront acquises à la Polynésie française sans préjudice du droit, pour cette dernière, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 12.— *Retrait de l'autorisation*

L'administration aura toujours le droit de retirer l'autorisation accordée dès lors que l'ordre public ou l'intérêt du service public qu'elle assure le justifiera, et en particulier en cas d'extension des installations de l'aérodrome, conformément aux dispositions précitées de l'article 2.

La bénéficiaire ne pourra prétendre dans ce cas à aucune indemnité pour préjudice subi.

Le retrait sera prononcé par décision motivée de l'autorité qui a délivré l'autorisation et qui sera notifiée au titulaire.

Art. 13.— *Résiliation de la convention par la bénéficiaire*

Dans le cas où elle aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de la présente convention, la bénéficiaire pourra résilier celle-ci en la notifiant, moyennant un préavis de trois mois.

La résiliation ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. Les redevances payées d'avance par la bénéficiaire resteront acquises à la Polynésie française sans préjudice du droit, pour cette dernière, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

Art. 14.— Sort des installations à la cessation de l'autorisation

A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations qui auront été réalisées sur les surfaces visées à l'article 1er devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par la bénéficiaire. A défaut, par celle-ci, de s'être acquittée de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office à ses frais et risques par l'administration.

Toutefois si, à la demande de la bénéficiaire, l'administration accepte que des installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviendront la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

En tout état de cause, avant tout enlèvement de matériel ou de mobilier, la bénéficiaire devra justifier auprès de l'administration en paiement de tous impôts, taxes ou redevances mis à sa charge.

Art. 15.— Impôts et frais

La bénéficiaire supportera tous les frais inhérents à la présente autorisation ainsi que tous les impôts, et notamment l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient être éventuellement assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent cahier des charges.

Art. 16.— Autorité et contrôle

- l'occupant devra se conformer aux consignes du chef d'aérodrome ;
- l'administration pourra à tout instant faire exercer par un représentant de son choix tous contrôles et vérifications tendant à s'assurer de la parfaite exécution par la bénéficiaire des obligations lui incombant du fait de la présente autorisation, il pourra si besoin est, donner toutes instructions en ce sens.

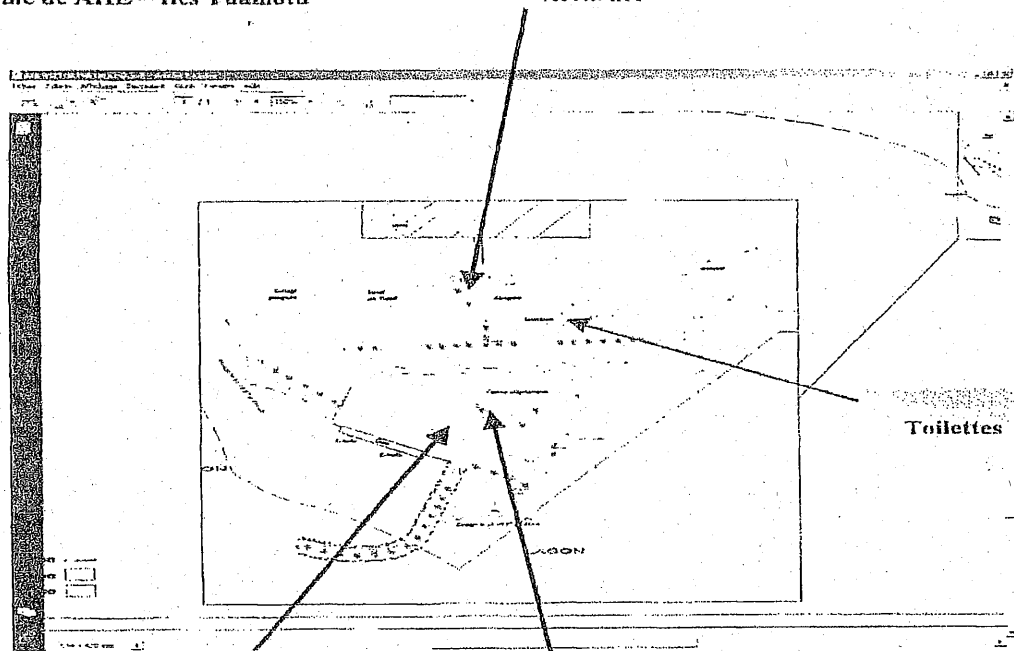
Fait à Papeete, le 21 novembre 2012.

La "bénéficiaire"
Mme Gisèle DUBOIS.

Pour le ministre et par délégation :
M. Guy SUE.

Aérodrome de AHE — Iles Tuamotu

Aérogare



Emplacement prévu pour disposer l'étal de vente de produits maraîchers demandé par Madame Victorina URAINA épouse MARO, situé entre le snack-bar, à droite, autorisé en faveur de Mademoiselle Iwalani LETANG (Até n° 543/MDA du 16 janvier 2012) et la cabine téléphonique à gauche.

Emplacement prévu pour disposer l'étal de vente de produits alimentaires demandé par Madame Gisèle DUBOIS, peu en retrait de la cabine téléphonique, à proximité de l'étal de Madame Victorina URAINA

ARRETE n° 8745 MDA du 22 novembre 2012 portant abrogation de l'arrêté n° 1668 MDA du 28 février 2012 autorisant la SARL La boutique du Mahana à occuper le domaine public aéroportuaire de Huahine (îles Sous-le-Vent) dans le cadre de l'exploitation d'une boutique curios.

Le ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1696 PR du 7 avril 2011 relatif aux attributions du ministre du développement des archipels et des transports interinsulaires, en charge de la régénération de la cocoteraie ;

Vu la délibération n° 96-27 AT du 15 février 1996 fixant le régime des occupations temporaires du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 514 CM du 15 mai 1996 approuvant le cahier des charges applicables aux autorisations d'occupation temporaire de dépendance du domaine public aéroportuaire et le formulaire de demande d'autorisation d'occupation du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 1277 CM du 30 juillet 2010 fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation temporaire d'emplacement dépendant du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 1093 CM du 28 juillet 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 22 octobre 2012,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 1668 MDA du 28 février 2012 autorisant la SARL La boutique du Mahana à occuper le domaine public aéroportuaire de Huahine (îles Sous-le-Vent) dans le cadre de l'exploitation commerciale d'une boutique curios est abrogé.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2012.
Daniel HERLEMME.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

LOI n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Chapitre Ier

Dispositions relatives à la régulation économique outre-mer

Article 1er. — Le titre Ier du livre IV du code de commerce est complété par un article L. 410-3 ainsi rédigé :

“Art. L. 410-3. — Dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna, et dans les secteurs pour lesquels les conditions d'approvisionnement ou les structures de marché limitent le libre jeu de la concurrence, le Gouvernement peut arrêter, après avis public de l'Autorité de la concurrence et par décret en Conseil d'Etat, les mesures nécessaires pour remédier aux dysfonctionnements des marchés de gros de biens et de services concernés, notamment les marchés de vente à l'exportation vers ces collectivités, d'acheminement, de stockage et de distribution. Les mesures prises portent sur l'accès à ces marchés,

l'absence de discrimination tarifaire, la loyauté des transactions, la marge des opérateurs et la gestion des facilités essentielles, en tenant compte de la protection des intérêts des consommateurs.”

Art. 2. — I - Avant le 1er juillet 2013, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur la structure des prix pratiqués par les différentes compagnies desservant les départements et collectivités d'outre-mer depuis un autre département ou une autre collectivité d'outre-mer, ainsi que depuis la France hexagonale. Ce rapport analyse en particulier le niveau des différents prélèvements et taxes applicables aux liaisons aériennes et au fret aérien.

II - Le début de la première phrase du premier alinéa de l'article L. 6700-2 du code des transports est ainsi rédigé :

“Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer, les transporteurs aériens... (le reste sans changement).”

Art. 3. — La seconde phrase du premier alinéa du III de l'article L. 711-5 du code monétaire et financier est ainsi rédigée :

"Il publie semestriellement un rapport portant sur l'évolution des tarifs et les différences constatées entre les établissements des départements et collectivités d'outre-mer concernés et les établissements de la France hexagonale."

Art. 4.— Dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna, les entreprises de grande distribution ont l'obligation de réserver une surface de vente dédiée aux productions régionales.

Art. 5.— I - Le titre II du livre IV du code de commerce est ainsi modifié :

1° Après l'article L. 420-2, il est inséré un article L. 420-2-1 ainsi rédigé :

"Art. L. 420-2-1.— Sont prohibés, dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna, les accords ou pratiques concertées ayant pour objet ou pour effet d'accorder des droits exclusifs d'importation à une entreprise ou à un groupe d'entreprises."

2° A la fin de l'article L. 420-3, la référence : "et L. 420-2" est remplacée par les références : ", L. 420-2 et L. 420-2-1" ;

3° L'article L. 420-4 est complété par un III ainsi rédigé :

"III - Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article L. 420-2-1 les accords ou pratiques concertées dont les auteurs peuvent justifier qu'ils sont fondés sur des motifs objectifs tirés de l'efficacité économique et qui réservent aux consommateurs une partie équitable du profit qui en résulte."

II - L'article L. 420-2-1 du code de commerce s'applique aux accords ou pratiques concertées en cours. Les parties à ces accords ou pratiques disposent d'un délai de quatre mois à compter de la promulgation de la présente loi pour se mettre en conformité avec les dispositions de ce même article.

III - Après le premier alinéa de l'article L. 462-3 du code de commerce, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

"L'Autorité de la concurrence peut transmettre tout élément qu'elle détient concernant les pratiques anticoncurrentielles concernées, à l'exclusion des pièces élaborées ou recueillies au titre du IV de l'article L. 464-2, à toute juridiction qui la consulte ou lui demande de produire des pièces qui ne sont pas déjà à la disposition d'une partie à l'instance. Elle peut le faire dans les mêmes limites lorsqu'elle produit des observations de sa propre initiative devant une juridiction."

Art. 6.— Le code de commerce est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa de l'article L. 450-5, la référence : "et L. 420-5" est remplacée par les mots : ", L. 420-2-1 et L. 420-5 ou d'être contrairement aux mesures prises en application de l'article L. 410-3" ;

2° A la première phrase du premier alinéa de l'article L. 462-3, les références : "81 et 82 du traité instituant la Communauté européenne" sont remplacées par les références : "101 et 102 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne" et la référence : "et L. 420-5" est remplacée par les références : ", L. 420-2-1 et L. 420-5" ;

3° A la première phrase du premier alinéa de l'article L. 462-6, la référence : "ou L. 420-5" est remplacée par les mots : ", L. 420-2-1 ou L. 420-5, sont contrairement aux mesures prises en application de l'article L. 410-3" ;

4° A la fin de la seconde phrase du premier alinéa du I de l'article L. 464-2 et au premier alinéa de l'article L. 464-9, la référence : "et L. 420-5" est remplacée par les mots : ", L. 420-2-1 et L. 420-5 ou contrairement aux mesures prises en application de l'article L. 410-3".

Art. 7.— Le I de l'article L. 464-2 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Les entreprises ou groupements d'entreprises ayant fait l'objet d'une injonction de l'autorité de la concurrence en raison de pratiques contrairement aux mesures prises en application de l'article L. 410-3 doivent rendre publique cette injonction en la publiant, à leurs frais, dans la presse quotidienne locale, selon des modalités précisées par l'autorité de la concurrence. Cette publication mentionne, le cas échéant, l'existence d'un recours formé à l'encontre de l'injonction."

Art. 8.— L'article L. 462-5 du même code est ainsi modifié :

1° Au I, la référence : "et L. 420-5" est remplacée par les mots : ", L. 420-2-1 et L. 420-5 ou contraire aux mesures prises en application de l'article L. 410-3" ;

2° Au II, la référence : "et L. 420-5" est remplacée par les mots : ", L. 420-2-1 et L. 420-5 ou contrairement aux mesures prises en application de l'article L. 410-3" ;

3° Il est ajouté un IV ainsi rédigé :

"IV - L'Autorité de la concurrence peut être saisie par les régions d'outre-mer, le Département de Mayotte, la collectivité de Saint-Barthélemy, la collectivité de Saint-Martin et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon de toute pratique mentionnée aux articles L. 420-1, L. 420-2, L. 420-2-1 et L. 420-5 ou contraire aux mesures prises en application de l'article L. 410-3, ou de faits susceptibles de constituer une telle pratique, concernant leur territoire respectif."

Art. 9.— Au troisième alinéa du III de l'article L. 430-2 du même code, le nombre : "7,5" est remplacé par le nombre : "5".

Art. 10.— I - Le chapitre II du titre V du livre VII du même code est complété par une section 4 intitulée : "Du contrôle de l'Autorité de la concurrence en cas de position dominante", qui comprend l'article L. 752-26 et un article L. 752-27 ainsi rédigé :

"Art. L. 752-27.— Dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, en cas d'existence d'une position dominante, détenue par une entreprise ou un groupe d'entreprises exploitant un ou plusieurs magasins de commerce de détail, qui soulève des préoccupations de concurrence du fait de prix ou de marges élevés, que l'entreprise ou le groupe d'entreprises pratique, en comparaison des moyennes habituellement constatées dans le secteur économique concerné, l'Autorité de la concurrence peut, eu égard aux contraintes particulières de ces territoires découlant notamment de leurs caractéristiques géographiques et économiques, faire connaître ses préoccupations

de concurrence à l'entreprise ou au groupe d'entreprises en cause, qui peut dans un délai de deux mois lui proposer des engagements dans les conditions prévues pour ceux de l'article L. 464-2.

"Si l'entreprise ou le groupe d'entreprises ne propose pas d'engagements ou si les engagements proposés ne lui paraissent pas de nature à mettre un terme à ses préoccupations de concurrence, l'Autorité de la concurrence peut, par une décision motivée prise après réception des observations de l'entreprise ou du groupe d'entreprises concernés et à l'issue d'une séance devant le collège, leur enjoindre de modifier, de compléter ou de résilier, dans un délai déterminé qui ne peut excéder deux mois, tous accords et tous actes par lesquels s'est constituée la puissance économique qui permet les pratiques constatées en matière de prix ou de marges. Elle peut, dans les mêmes conditions, leur enjoindre de procéder à la cession d'actifs si cette cession constitue le seul moyen permettant de garantir une concurrence effective. L'Autorité de la concurrence peut sanctionner l'inexécution de ces injonctions dans les conditions prévues à l'article L. 464-2.

"Dans le cadre des procédures définies aux deux premiers alinéas du présent article, l'Autorité de la concurrence peut demander communication de toute information dans les conditions prévues aux articles L. 450-3, L. 450-7 et L. 450-8 et entendre tout tiers intéressé."

II - Au premier alinéa de l'article L. 464-8 du même code, la référence : "et L. 464-6-1" est remplacée par les références : ", L. 464-6-1 et L. 752-27".

III - A la seconde phrase du second alinéa de l'article L. 752-26 du même code, les mots : "de surfaces" sont remplacés par les mots : "d'actifs".

Art. 11. — I - L'article L. 113-3 du code de la consommation est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

"Dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna, en cas de situation conjoncturelle où le prix de cession par leur producteur de produits agricoles périssables ou de produits issus de cycles courts de production est anormalement bas par rapport à la moyenne des prix observés lors de la période correspondante de la précédente campagne, l'observatoire des prix, des marges et des revenus mentionné au titre Ier A du livre IX du code de commerce peut proposer au représentant de l'Etat de rendre obligatoire l'affichage sur les lieux de vente du prix d'achat au producteur et du prix de vente au consommateur." ;

2° Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

a) Au début de la première phrase, les mots : "Cette disposition" sont remplacés par les mots : "Le premier alinéa du présent article" ;

b) Au début de la seconde phrase, le mot : "Elle" est remplacé par le mot : "Il".

II - Après les mots : "code de la consommation", la fin de l'article L. 441-1 du code de commerce est supprimée.

Art. 12. — Après l'article L. 752-6 du code de commerce, il est inséré un article L. 752-6-1 ainsi rédigé :

"Art. L. 752-6-1. — Dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, et en conformité avec l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la commission tient compte de la puissance économique déjà détenue dans la zone par l'entreprise qui sollicite une autorisation d'exploitation commerciale. Si sa part de marché, calculée en surface de vente, est susceptible de dépasser 50 % de la zone de chalandise après l'opération, la commission peut demander l'avis de l'Autorité de la concurrence."

Art. 13. — L'article L. 462-7 du même code est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

"Le délai mentionné au troisième alinéa est suspendu jusqu'à la notification à l'Autorité de la concurrence d'une décision juridictionnelle irrévocable lorsque :

"1° L'ordonnance délivrée en application de l'article L. 450-4 fait l'objet d'un appel ou lorsque le déroulement des opérations mentionnées au même article fait l'objet d'un recours, à compter du dépôt de cet appel ou de ce recours ;

"2° La décision de l'Autorité de la concurrence fait l'objet d'un recours en application de l'article L. 464-8, à compter du dépôt de ce recours."

Art. 14. — A l'article L. 34-10, au 3° de l'article L. 36-7 et à la première phrase du 1° de l'article L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques, la référence : "règlement (CE) n° 717/2007 du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2007 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de communications mobiles à l'intérieur de la Communauté" est remplacée par la référence : "règlement (UE) n° 531/2012 du Parlement européen et du Conseil, du 13 juin 2012, concernant l'itinérance sur les réseaux publics de communications mobiles à l'intérieur de l'Union".

Art. 15. — I - Le titre Ier du livre IV du code de commerce est complété par des articles L. 410-4 et L. 410-5 ainsi rédigés :

"Art. L. 410-4. — Dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna, et en conformité avec l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Gouvernement peut réglementer, après avis public de l'Autorité de la concurrence et par décret en Conseil d'Etat, le prix de vente de produits ou de familles de produits de première nécessité.

"Art. L. 410-5. — I - En Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Wallis-et-Futuna, après avis public de l'observatoire des prix, des marges et des revenus territorialement compétent, le représentant de l'Etat négocie chaque année avec les organisations professionnelles du secteur du commerce de détail et leurs fournisseurs, qu'ils soient producteurs, grossistes ou importateurs, un accord de modération du prix global d'une liste limitative de produits de consommation courante.

"En cas de réussite des négociations, l'accord est rendu public par arrêté préfectoral.

“II - En l'absence d'accord un mois après l'ouverture des négociations, le représentant de l'Etat arrête, sur la base des négociations mentionnées au I et des prix les plus bas pratiqués dans le secteur économique concerné, le prix global de la liste mentionnée au premier alinéa du même I, ainsi que ses modalités d'encadrement.

“III - Le prix global de la liste mentionnée au I, tel qu'il est pratiqué, est affiché en application de l'article L. 113-3 du code de la consommation.

“IV - Les manquements au III du présent article sont recherchés et constatés par les agents mentionnés au II de l'article L. 450-1 du présent code, dans les conditions fixées aux articles L. 450-2, L. 450-3, L. 450-7, L. 450-8 et L. 470-5.

“V - Les modalités d'application des I à IV du présent article sont précisées par décret.”

II - L'article 1er de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer est abrogé.

Art. 16.— Le chapitre Ier du titre Ier du livre VII du code monétaire et financier est complété par une section 6 ainsi rédigée :

“Section 6

“Des tarifs des services bancaires de base

“Art. L. 711-22.— Dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, pour les services bancaires de base visés à l'article L. 312-1, les établissements de crédit ne peuvent pratiquer des tarifs supérieurs à la moyenne de ceux que les établissements ou les caisses régionales du groupe auquel ils appartiennent pratiquent dans l'Hexagone.

“Les établissements de crédit présents dans ces collectivités participent chaque année à une réunion présidée par le représentant de l'Etat et en présence de l'institut mentionné à la section 2 du chapitre Ier du titre Ier du livre VII afin de définir ensemble les mesures nécessaires à la détermination des tarifs visés au premier alinéa.”

Art. 17.— L'article 568 *bis* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° A la première phrase du premier et aux deux derniers alinéas, la date : “1er janvier 2013” est remplacée par la date : “1er janvier 2014” ;

2° Au dernier alinéa, la deuxième occurrence de l'année : “2013” est remplacée par l'année : “2014” et la date : “30 juin 2013” est remplacée par la date : “30 juin 2014”.

Art. 18.— En Guadeloupe, en Martinique, en Guyane et à La Réunion ainsi que dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, lorsque les pouvoirs publics décident d'une baisse de la fiscalité pesant sur les opérateurs économiques aux fins de lutter contre la hausse ou le niveau des prix de détail, les opérateurs bénéficiant directement ou indirectement de cette baisse sont tenus d'apporter aux administrations concernées et au juge, à la demande de ces derniers, tout élément utile permettant d'établir la répercussion effective de cette baisse sur les prix.

Art. 19.— Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par ordonnance, dans un délai de dix-huit mois à compter de la promulgation de la présente loi, les mesures étendant à

Wallis-et-Futuna, avec les adaptations nécessaires, les dispositions de nature législative introduites au livre IV du code de commerce depuis l'ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de commerce, ou les dispositions de nature législative spécifiques à la lutte contre les marges abusives et les abus de position dominante.

Le projet de loi de ratification de cette ordonnance est déposé devant le Parlement au plus tard le dernier jour du sixième mois suivant la publication de l'ordonnance.

Art. 20.— I - L'article L. 441-6 du code de commerce, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives, est complété par un V ainsi rédigé :

“V - Pour les livraisons de marchandises qui font l'objet d'une importation dans le territoire fiscal des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, de La Réunion et de Mayotte ainsi que des collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, les délais de paiement prévus aux huitième et neuvième alinéas du I du présent article sont décomptés à partir de la date de dédouanement de la marchandise au port de destination finale. Lorsque la marchandise est mise à la disposition de l'acheteur, ou de son représentant, en métropole, le délai est décompté à partir du vingt et unième jour suivant la date de cette mise à disposition ou à partir de la date du dédouanement si celle-ci est antérieure.”

II - L'article L. 443-1 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“Pour les livraisons de marchandises qui font l'objet d'une importation dans le territoire fiscal des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, de La Réunion et de Mayotte ainsi que des collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, les délais de paiement prévus aux 1° à 4° sont décomptés à partir de la date de dédouanement de la marchandise au port de destination finale. Lorsque la marchandise est mise à la disposition de l'acheteur, ou de son représentant, en métropole, le délai est décompté à partir du vingt et unième jour suivant la date de cette mise à disposition ou à partir de la date du dédouanement si celle-ci est antérieure.”

III - Le VI de l'article 21 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie est abrogé.

Art. 21.— Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1er juin 2013, une étude proposant des dispositifs à prendre en vue de faciliter les échanges commerciaux entre le marché intérieur des collectivités d'outre-mer et ceux des Etats voisins.

Art. 22.— Dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna, les entreprises soumises à une mesure de régulation économique en application des articles L. 410-2 et L. 410-3 du code de commerce ou qui bénéficient d'une aide publique en faveur de leur activité économique sont tenues de répondre, dans un délai de deux mois, à toute demande du représentant de l'Etat dans le territoire de lui transmettre leurs comptes sociaux et la comptabilité analytique de l'activité régulée ou subventionnée.

En cas de refus, le représentant de l'Etat peut demander au juge des référés d'enjoindre à l'entreprise en cause de produire les documents demandés sous astreinte.

Art. 23.— I - Le titre Ier A du livre IX du code de commerce est ainsi rédigé :

*“TITRE Ier A
“OBSERVATOIRES DES PRIX, DES MARGES
ET DES REVENUS DANS LES OUTRE-MER*

“Art. L. 910-1 A.— En Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Wallis-et-Futuna, un observatoire des prix, des marges et des revenus analyse le niveau et la structure des prix, des marges et des revenus et fournit aux pouvoirs publics une information régulière sur leur évolution.

“Art. L. 910-1 B.— Le président de chaque observatoire est nommé, pour un mandat de cinq ans renouvelable, par arrêté du premier président de la Cour des comptes, parmi les membres du corps des magistrats des chambres régionales des comptes ou parmi les magistrats honoraires de ce corps.

“Art. L. 910-1 C.-I.— En Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, chaque observatoire comprend, outre son président, les députés et sénateurs élus dans la collectivité concernée, des représentants des collectivités territoriales concernées, de l'Etat, des associations de consommateurs, des syndicats d'employeurs et de salariés, du conseil économique et social régional, des chambres consulaires, de l'institut mentionné à la section 2 du chapitre Ier du titre Ier du livre VII du code monétaire et financier et des personnalités qualifiées à raison de leur compétence ou de leurs connaissances en matière de formation des prix, des marges et des revenus. Les modalités de désignation des membres de chaque observatoire sont fixées par décret.

“A Wallis-et-Futuna, l'observatoire comprend, outre son président, les parlementaires élus dans les îles Wallis et Futuna, des élus locaux, des représentants de l'Etat, de la chefferie, des associations de consommateurs, des chambres consulaires, des syndicats d'employeurs et de salariés, de l'établissement visé à l'article L. 712-4 du code monétaire et financier et des personnalités qualifiées à raison de leur compétence ou de leurs connaissances en matière de formation des prix, des marges et des revenus. Les modalités de désignation des membres de l'observatoire sont fixées par décret.

“II - Les membres de chaque observatoire sont tenus à une obligation de discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel dont ils ont connaissance dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

“III - Les membres de chaque observatoire exercent leurs fonctions à titre gratuit.

“Art. L. 910-1 D.— Chaque observatoire se réunit au moins une fois par an. Il se réunit également à la demande d'un tiers au moins de ses membres. Il peut constituer en son sein des commissions spécialisées.

“Le secrétariat de chaque observatoire est assuré par les services de l'Etat présents dans la collectivité concernée.

“Art. L. 910-1 E.— Chaque observatoire peut émettre un avis afin d'éclairer les pouvoirs publics sur la conduite de la politique économique et de cohésion sociale menée dans la collectivité sur le territoire de laquelle il est établi.

“Art. L. 910-1 F.— Chaque observatoire publie annuellement des données portant sur le niveau et la structure des coûts de passage portuaire.

“Art. L. 910-1 G.— Chaque observatoire est informé de toute mesure relative à la réglementation des marchés et à l'encadrement des prix qui concerne le département ou la collectivité d'outre-mer pour lequel il est compétent.

“Art. L. 910-1 H.— Sauf disposition législative contraire, les administrations de l'Etat et les établissements publics de l'Etat sont tenus de communiquer à chaque observatoire qui en fait la demande les éléments d'information et les études dont ils disposent et qui lui apparaissent nécessaires pour l'exercice de sa mission. Chaque observatoire fait connaître aux administrations de l'Etat et aux établissements publics de l'Etat ses besoins afin qu'ils en tiennent compte dans l'élaboration de leurs programmes de travaux statistiques et d'études.

“Les observatoires recueillent les données nécessaires à l'exercice de leurs missions auprès de l'établissement mentionné à l'article L. 621-1 du code rural et de la pêche maritime et du service statistique public.

“Art. L. 910-1 I.— Chaque observatoire rend un rapport annuel, qui peut être assorti d'avis et de propositions. Ce rapport est adressé au Parlement et aux ministres chargés des outre-mer, de l'économie, des finances et de l'emploi.

“Il peut également, à la demande de son président ou du tiers de ses membres, rendre des rapports sur des sujets particuliers.

“Art. L. 910-1 J.— Les modalités d'application du présent titre sont déterminées par décret.”

II - L'article 2 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer est abrogé.

III - A la seconde phrase du second alinéa de l'article L. 462-1 du code de commerce, après le mot : “prix”, sont insérés les mots : “, des marges”.

IV - Le présent article entre en vigueur à la date de publication du décret prévu à l'article L. 910-1 J du code de commerce.

Jusqu'à cette date, l'observatoire des prix et des revenus prévu à l'article L. 910-1 A du code de commerce dans sa rédaction antérieure à la présente loi ou, à Wallis-et-Futuna, l'observatoire des prix, exerce les compétences attribuées à l'observatoire des prix, des marges et des revenus par la présente loi.

Art. 24.— Dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna, est prohibé pour un distributeur le fait de facturer ses services mentionnés au 2° de l'article L. 441-7 du code de commerce par l'intermédiaire d'une filiale domiciliée dans un Etat ou un territoire dans lequel elle bénéficie d'un régime fiscal privilégié au sens de l'article 238 A du code général des impôts.

Le non-respect de cette obligation engage la responsabilité des auteurs de la pratique, qui peuvent être condamnés à la répétition de l'indu et à une amende civile dans les conditions prévues au III de l'article L. 442-6 du code de commerce.

Art. 25. — I - Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre, dans un délai de dix-huit mois à compter de la promulgation de la présente loi, toute mesure de nature législative pour :

1° Etendre et adapter la législation relative aux allocations logement à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

2° Modifier les attributions et compétences de la caisse de prévoyance sociale de Saint-Pierre-et-Miquelon en matière d'action sociale et familiale.

II - Le projet de loi de ratification de cette ordonnance est déposé devant le Parlement au plus tard le premier jour du sixième mois suivant la publication de l'ordonnance.

Chapitre II

Dispositions diverses relatives aux outre-mer

Art. 26. — Au début du premier alinéa du III de l'article L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales, sont ajoutés les mots : "A l'exception des collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales de Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon,".

Art. 27. — I - En vue de rapprocher la législation applicable au Département de Mayotte de la législation applicable en métropole ou dans les autres collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution, ou de les mettre en conformité avec le droit de l'Union européenne dans le cadre de l'accession du Département de Mayotte au statut de région ultrapériphérique à compter du 1er janvier 2014, le Gouvernement est autorisé, dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution et dans un délai de dix-huit mois à compter de la promulgation de la présente loi, à modifier par ordonnances :

1° L'ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers à Mayotte, afin de définir des conditions mieux adaptées au défi migratoire ;

2° Les dispositions du code de l'action sociale et des familles relatives à l'adoption, à l'allocation personnalisée d'autonomie et à la prestation de compensation du handicap ;

3° La législation relative à la couverture des risques vieillesse, maladie, maternité, invalidité et accidents du travail, aux prestations familiales et notamment aux allocations logement, ainsi qu'aux organismes compétents en ces matières ;

4° La législation du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

5° Le code de la santé publique ;

6° Les législations relatives à l'énergie, au climat, à la qualité de l'air ainsi qu'à la sécurité et aux émissions des véhicules ;

7° La législation des transports ;

8° La législation relative à la protection de l'environnement.

II - Chaque ordonnance procède à l'une ou l'autre des opérations suivantes ou aux deux :

1° Etendre la législation intéressée dans une mesure et selon une progressivité adaptées aux caractéristiques et contraintes particulières à Mayotte ;

2° Adapter le contenu de cette législation à ces caractéristiques et contraintes particulières.

III - Le projet de loi de ratification de chaque ordonnance est déposé devant le Parlement au plus tard le dernier jour du sixième mois suivant celui de sa publication.

Art. 28. — I - Dans la perspective du transfert à la Nouvelle-Calédonie des compétences de l'Etat en matière de droit civil et de droit commercial dans les conditions prévues par la loi du pays n° 2012-2 du 20 janvier 2012 relative au transfert à la Nouvelle-Calédonie des compétences de l'Etat en matière de droit civil, de règles concernant l'état civil et de droit commercial, le Gouvernement est autorisé, dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, et dans un délai de neuf mois à compter de la promulgation de la présente loi, à étendre et adapter à la Nouvelle-Calédonie les dispositions législatives relatives aux compétences énumérées au 4° du III de l'article 21 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie contenues, d'une part, dans le code civil et le code de commerce et, d'autre part, relatives à l'exonération de la garantie des vices cachés en matière de vente d'immeuble, aux clauses abusives, à l'indemnisation des victimes d'accidents, aux sociétés d'exercice libéral et aux sociétés de participations financières de professions libérales, à la publicité foncière et aux clauses pénales.

II - Le projet de loi de ratification de l'ordonnance est déposé devant le Parlement au plus tard le dernier jour du sixième mois suivant sa publication.

Art. 29. — I - Sont homologuées, en application de l'article 87 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 précitée, les peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie par les articles suivants :

1° Article 25 de la délibération du congrès n° 185 du 10 mai 2001 réglementant la création et le fonctionnement des agences de voyages et des agences de tourisme ;

2° Article LP 20 de la loi du pays n° 2001-016 du 11 janvier 2002 relative à la sécurité sociale en Nouvelle-Calédonie ;

3° Articles 17 à 19 de la délibération du congrès n° 375 du 7 mai 2003 relative à l'exercice de la profession de sage-femme ;

4° Articles 25 à 28 de la délibération du congrès n° 143 du 16 décembre 2005 relative à la sécurité transfusionnelle ;

5° Article 127-1 de l'ordonnance n° 85-1181 du 13 novembre 1985 relative aux principes directeurs du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et du tribunal du travail en Nouvelle-Calédonie, tel qu'il résulte de l'article 5 de la loi du pays n° 2006-10 du 22 septembre 2006 portant diverses dispositions relatives au droit du travail en Nouvelle-Calédonie ;

6° Articles 261-2, 261-2 bis, 262-1 et 263-2 du code des postes et télécommunications de la Nouvelle-Calédonie ;

7° Articles LP. 116-1, LP. 128-1 à LP. 128-7, LP. 269-1, LP. 269-4 à LP. 269-6, LP. 324-2 et LP. 324-3, LP. 344-1 et LP. 344-2, LP. 355-1 à LP. 355-3, LP. 462-2, LP. 546-9, LP. 546-11 et LP. 731-1 du code du travail de la Nouvelle-Calédonie ;

8° Article 17 de la délibération du congrès n° 421 du 26 novembre 2008 relative au système de veille sanitaire, de contrôle sanitaire aux frontières et de gestion des situations de menaces sanitaires graves ;

9° Articles 63, 66 à 70, 72 et 73 de la délibération du congrès n° 431 du 9 décembre 2008 relative à l'exercice des professions de médecin et de chirurgien-dentiste en Nouvelle-Calédonie ;

10° Article LP. 152-1 du code minier de la Nouvelle-Calédonie ;

11° Articles 3, 4, 6, 6/1, 7, 8, 8/1, 11, 16/1 et R. 247-5 du code de la route de la Nouvelle-Calédonie ;

12° Article 12 de la délibération du congrès n° 50/CP du 20 avril 2011 relative à la politique des pêches de la Nouvelle-Calédonie ;

13° Article 15 de la délibération du congrès n° 51/CP du 20 avril 2011 relative à la définition des aires protégées dans l'espace maritime de la Nouvelle-Calédonie et sur les îles appartenant à son domaine public.

II - Sont également homologuées, en application de l'article 21 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, les peines d'emprisonnement prévues en Polynésie française par les articles LP. 124-81, LP. 124-82, LP. 250-8, LP. 250-9, LP. 250-10, LP. 250-11, LP. 250-12, LP. 250-13, LP. 250-14 et LP. 250-16 du code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 30. — I - Sont ratifiées les ordonnances suivantes, prises en application de l'article 74-1 de la Constitution :

1° L'ordonnance n° 2011-827 du 8 juillet 2011 relative à la répression du dopage en Nouvelle-Calédonie ;

2° L'ordonnance n° 2011-865 du 22 juillet 2011 relative à la mise en valeur des terres incultes ou manifestement sous-exploitées à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin ;

3° L'ordonnance n° 2011-1920 du 22 décembre 2011 portant adaptation du code monétaire et financier et du code des douanes à la suite du changement de statut de la collectivité de Saint-Barthélemy vis-à-vis de l'Union européenne ;

4° L'ordonnance n° 2012-396 du 23 mars 2012 portant adaptation de l'aide juridictionnelle en matière pénale en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna ;

5° L'ordonnance n° 2012-515 du 18 avril 2012 portant extension et adaptation à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie de dispositions du code de la santé publique.

II - Sont ratifiées les ordonnances suivantes, prises en application de l'article 38 de la Constitution :

1° L'ordonnance n° 2011-821 du 8 juillet 2011 relative à l'adaptation à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte de la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services ;

2° L'ordonnance n° 2011-864 du 22 juillet 2011 relative à la protection et à la mise en valeur des terres agricoles dans les départements d'outre-mer, dans le Département de Mayotte et à Saint-Martin ;

3° L'ordonnance n° 2011-1327 du 20 octobre 2011 portant extension et adaptation des dispositions relatives au crédit immobilier et au prêt viager hypothécaire en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française et à la fourniture de services financiers à distance dans ces collectivités et dans les îles Wallis et Futuna ;

4° L'ordonnance n° 2011-1875 du 15 décembre 2011 portant extension de la loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010 en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna ;

5° L'ordonnance n° 2012-514 du 18 avril 2012 portant extension et adaptation aux îles Wallis et Futuna, à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française des dispositions de la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique ;

6° L'ordonnance n° 2012-644 du 4 mai 2012 portant extension et adaptation de la stratégie nationale pour la mer et le littoral dans les collectivités d'outre-mer.

III - Sont ratifiées les ordonnances suivantes, prises en application de l'article 38 de la Constitution et sur le fondement de l'habilitation prévue à l'article 30 de la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte :

1° L'ordonnance n° 2011-1636 du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du contrat unique d'insertion au Département de Mayotte ;

2° L'ordonnance n° 2011-1641 du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte ;

3° L'ordonnance n° 2011-1708 du 1er décembre 2011 relative à l'application à Mayotte des deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales ;

4° L'ordonnance n° 2011-1923 du 22 décembre 2011 relative à l'évolution de la sécurité sociale à Mayotte dans le cadre de la départementalisation ;

5° L'ordonnance n° 2012-395 du 23 mars 2012 relative à l'application à Mayotte de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique ;

6° L'ordonnance n° 2012-510 du 18 avril 2012 portant adaptation de la législation relative au service public de l'électricité dans le Département de Mayotte ;

7° L'ordonnance n° 2012-576 du 26 avril 2012 portant extension et adaptation à Mayotte du code de la construction et de l'habitation ainsi que de diverses lois relatives au logement ;

8° L'ordonnance n° 2012-578 du 26 avril 2012 relative à l'application à Mayotte du code de commerce, de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis et de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation ;

9° L'ordonnance n° 2012-579 du 26 avril 2012 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques dans le Département de Mayotte ;

10° L'ordonnance n° 2012-785 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation du code de l'action sociale et des familles au Département de Mayotte ;

11° L'ordonnance n° 2012-787 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'urbanisme ;

12° L'ordonnance n° 2012-788 du 31 mai 2012 modifiant les livres III et VII du code du travail applicable à Mayotte ;

13° L'ordonnance n° 2012-789 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte ;

14° L'ordonnance n° 2012-790 du 31 mai 2012 modifiant l'article 64-1 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte ;

15° L'ordonnance n° 2012-792 du 7 juin 2012 relative à la partie législative du code du travail applicable à Mayotte portant extension et adaptation du livre préliminaire et d'une partie des livres Ier, II et IV.

IV - Le code de la construction et de l'habitation est ainsi modifié :

1° Au 9° de l'article L. 161-3, la référence : "l'article L. 000-1" est remplacée par la référence : "l'article L. 011-1" ;

2° Au b du 3° de l'article L. 371-4, les références : "L. 620-8 et L. 620-9" sont remplacées par les références : "L. 011-4 et L. 011-5" ;

3° Au 3° de l'article L. 472-3, les mots : "conformément aux dispositions de l'article L. 411-20" sont remplacés par les mots : "par dérogation aux dispositions de l'article L. 414-10".

V - Le code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa de l'article L. 181-3, les mots : "tout projet d'aménagement et d'urbanisme" sont remplacés par les mots : "tout projet d'opération d'aménagement et d'urbanisme" ;

2° Au quatrième alinéa de l'article L. 181-8, la référence : "L. 181-5" est remplacée par la référence : "L. 181-6" ;

3° A l'avant-dernier alinéa de l'article L. 182-16, la référence : "L. 182-13" est remplacée par la référence : "L. 182-14" ;

4° A l'avant-dernier alinéa de l'article L. 183-5, la référence : "L. 183-2" est remplacée par la référence : "L. 183-3" ;

5° A l'avant-dernier alinéa de l'article L. 184-7, la référence : "L. 184-4" est remplacée par la référence : "L. 184-5".

Art. 31. — L'article L. 123-6 du code de commerce est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Dans les départements d'outre-mer et dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, le ministre de la justice peut déléguer, lorsque le fonctionnement normal des registres du commerce et des sociétés est compromis, par convention, leur gestion matérielle à la chambre de commerce et d'industrie de ces départements ou à la chambre consulaire interprofessionnelle à Saint-Martin ou à la chambre économique multiprofessionnelle à Saint-Barthélemy. Le greffe reste compétent pour le contrôle des actes et des extraits du registre ainsi que pour toute contestation entre l'assujetti et la chambre compétente. La durée maximale de la convention est de vingt-quatre mois, renouvelable dans les mêmes conditions."

Art. 32. — La sous-section 2 de la section 1 du chapitre III du titre IV du livre VII du code monétaire et financier est complétée par un article L. 743-2-1 ainsi rédigé :

"Art. L. 743-2-1. — Le Gouvernement peut, par décret, définir les valeurs maximales que les établissements bancaires peuvent facturer aux personnes physiques en Nouvelle-Calédonie, pour les services bancaires suivants :

"1° L'ouverture, la tenue et la clôture du compte ;

"2° Un changement d'adresse par an ;

"3° La délivrance à la demande de relevés d'identité bancaire ;

"4° La domiciliation de virements bancaires ;

"5° L'envoi mensuel d'un relevé des opérations effectuées sur le compte ;

"6° La réalisation des opérations de caisse ;

"7° L'encaissement de chèques et de virements bancaires ;

"8° Les dépôts et les retraits d'espèces au guichet de l'organisme teneur de compte ;

"9° Les paiements par prélèvement, titre interbancaire de paiement ou virement bancaire ;

"10° Des moyens de consultation à distance du solde du compte ;

"11° Une carte de paiement dont chaque utilisation est autorisée par l'établissement de crédit qui l'a émise ;

"12° Deux formules de chèques de banque par mois ou moyens de paiement équivalents offrant les mêmes services ;

"13° La mise en place d'un ordre de virement permanent vers un autre compte bancaire en Nouvelle-Calédonie ; la révocation de cet ordre et la modification de son montant étant gratuites ;

"14° Des moyens de programmation à distance de virements occasionnels ou permanents gratuits vers d'autres comptes bancaires en Nouvelle-Calédonie ;

"15° Le retrait d'espèces, par carte, dans un distributeur automatique en Nouvelle-Calédonie ;

"16° Les frais d'opposition sur chèque."

Art. 33. — La sous-section 2 de la section 1 du chapitre III du titre V du livre VII du même code est complétée par un article L. 753-2-1 ainsi rédigé :

"Art. L. 753-2-1. — Le Gouvernement peut, par décret, définir les valeurs maximales que les établissements bancaires peuvent facturer aux personnes physiques en Polynésie française, pour les opérations suivantes :

"1° L'ouverture, la tenue et la clôture, incluant l'envoi postal en Polynésie française, mensuellement, d'un relevé d'opérations ;

"2° Un changement d'adresse par an ;

"3° La délivrance à la demande de relevés d'identité bancaire ;

"4° La domiciliation de virements bancaires et la mise en place d'un ordre de virement permanent vers un autre compte bancaire en Polynésie française ; les virements exécutés en application de cet ordre, ainsi que sa révocation ou la modification de son montant, devant être gratuits ;

"5° L'envoi mensuel d'un relevé des opérations effectuées sur le compte ;

"6° La mise en place d'une autorisation de prélèvement automatique au bénéfice d'un tiers en Polynésie française ; les prélèvements exécutés en application de cette autorisation, ainsi que sa révocation, devant être gratuits ;

"7° L'abonnement permettant de consulter à distance par internet un ou plusieurs comptes bancaires et de procéder gratuitement à des virements occasionnels ou permanents entre ces comptes ou vers d'autres comptes bancaires en Polynésie française ;

"8° La réalisation des opérations de caisse ; les dépôts et les retraits d'espèces au guichet de l'organisme teneur de compte, sans chéquier ni carte, l'encaissement de chèques et les retraits d'espèces au guichet à l'aide d'un chéquier ou d'une carte de retrait devant être gratuits ;

"9° Le retrait d'espèces dans un distributeur automatique d'un autre établissement bancaire et dans une commune sur le territoire de laquelle l'établissement bancaire concerné ne dispose d'aucun distributeur automatique ; les autres retraits d'espèces dans un distributeur automatique devant être gratuits ;

"10° Les paiements par prélèvement, titre interbancaire de paiement ou virement bancaire ;

"11° Une carte de paiement dont chaque utilisation est autorisée par l'établissement de crédit qui l'a émise ;

"12° Deux formules de chèques de banque par mois ou moyens de paiement équivalents offrant les mêmes services ;

"13° Les frais pour saisie-arrêt ;

"14° Les frais pour avis à tiers détenteur ;

"15° Les frais pour opposition administrative ;

"16° Les frais d'opposition sur chèque."

Art. 34. — La loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 est complétée par des articles 44 à 47 ainsi rédigés :

"Art. 44. — La présente loi est applicable en Nouvelle-Calédonie, à l'exception des douzième et treizième alinéas de l'article 3, de l'article 3-1, du dernier alinéa des articles 9 et 10, de l'article 11-1, des quatrième, cinquième et deux derniers alinéas du II et du III de l'article 15, des articles 16 à 19, du cinquième alinéa et de la deuxième phrase du sixième alinéa de l'article 20, des quatre premiers alinéas de l'article 22-1, des quatrième et septième alinéas de l'article 22-2, de la seconde phrase du cinquième alinéa de l'article 23, de l'article 23-1, des deuxième et dernier alinéas de l'article 24, des articles 25 à 39, des II à VII de l'article 40 et des articles 41 à 43.

"Art. 45. — Pour l'application de la présente loi en Nouvelle-Calédonie :

"1° Le second alinéa de l'article 2 est ainsi modifié :

"a) A la première phrase, les mots : "à l'exception de l'article 3-1," sont supprimés ;

"b) A la seconde phrase, la référence : "de l'article 3-1," est supprimée ;

"2° A la fin de la première phrase du dixième alinéa de l'article 3 et au deuxième alinéa de l'article 6, les mots : "par décret en Conseil d'Etat" sont remplacés par les mots : "par la réglementation en vigueur en Nouvelle-Calédonie" ;

"3° A la seconde phrase du dixième alinéa de l'article 3, le mot : "sept" est remplacé par le mot : "quinze" ;

"4° Au b de l'article 3-2, après la deuxième occurrence du mot : "services", sont insérés les mots : "locaux ou" ;

"5° L'article 4 est ainsi modifié :

"a) Au c, les mots : "l'ordre de prélèvement automatique sur le compte courant du locataire ou" sont supprimés ;

"b) Le p est complété par les mots : "de Nouvelle-Calédonie" ;

"6° L'article 10 est ainsi modifié :

"a) Aux premier et troisième alinéas, le mot : "trois" est remplacé par le mot : "deux" ;

"b) Après la première occurrence du mot : "ans", la fin des premier et troisième alinéas est supprimée ;

"c) Après le mot : "prévues", la fin de la dernière phrase du quatrième alinéa est ainsi rédigée : "par la réglementation en vigueur en Nouvelle-Calédonie." ;

"7° L'article 11 est ainsi modifié :

"a) A la première phrase du premier alinéa et à l'avant-dernier alinéa, le mot : "trois" est remplacé par le mot : "deux" ;

"b) Après le mot : "conformément", la fin du dernier alinéa est ainsi rédigée : "à la réglementation en vigueur en Nouvelle-Calédonie." ;

"8° Au troisième alinéa de l'article 14-1, les mots : "comme il est dit aux premier et deuxième alinéas de l'article 21 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution" sont remplacés par les mots : "conformément à la réglementation en vigueur en Nouvelle-Calédonie" ;

"9° L'article 15 est ainsi modifié :

"a) A la première phrase du deuxième alinéa du I, le mot : "six" est remplacé par le mot : "quatre" ;

"b) Au sixième alinéa du II, le mot : "cinq" est remplacé par le mot : "trois" ;

"c) Après le mot : "immeubles", la fin du septième alinéa du II est ainsi rédigée : "qui sont frappés d'une interdiction d'habiter, ou d'un arrêté de péril, ou sont déclarés insalubres." ;

"10° L'article 20 est ainsi modifié :

"a) La première phrase du premier alinéa est ainsi modifiée :

"- les mots : "dans chaque département" sont remplacés par les mots : "en Nouvelle-Calédonie" ;

"- après le mot : "égal", la fin de cette phrase est supprimée ;

"b) A la première phrase des premier et avant-dernier alinéas et au dernier alinéa, le mot : "départementale" est supprimé ;

"c) Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :

"Sa compétence porte sur l'examen." ;

"d) Après le mot : "par", la fin du dernier alinéa est ainsi rédigée : "arrêté du représentant de l'Etat en Nouvelle-Calédonie." ;

"11° L'article 20-1 est ainsi modifié :

"a) A la deuxième phrase du premier alinéa, les mots : "départementale de conciliation" sont remplacés par les mots : "de conciliation territorialement compétente" ;

"b) A la dernière phrase du second alinéa, les mots : "au représentant de l'Etat dans le département" sont remplacés par les mots : "à l'autorité définie par la réglementation applicable localement en ce qui concerne les caractéristiques mentionnées à l'article 6" ;

"12° Après le mot : "française", la fin du cinquième alinéa de l'article 22-1 est supprimée ;

"13° A la seconde phrase du 2° de l'article 23, les mots : "et répondant aux conditions de l'article L. 125-2-2 du code de la construction et de l'habitation" sont supprimés ;

"14° L'article 24 est ainsi modifié :

"a) Au premier alinéa, les mots : "que deux" sont remplacés par les mots : "qu'un" ;

"b) Après le mot : "précédents", la fin du sixième alinéa est supprimée ;

"15° Le premier alinéa de l'article 24-1 est ainsi modifié :

"a) A la première phrase, les mots : "à la Commission nationale de concertation et agréée à cette fin" sont remplacés par les mots : "à la commission mentionnée à l'article 20" et les mots : "mentionnées à l'article 3 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement" sont supprimés ;

"b) A la seconde phrase, les mots : "selon les modalités définies à l'article 828 du code de procédure civile," sont supprimés ;

"16° Le I de l'article 40 est ainsi modifié :

"a) Après la référence : "8", la fin du premier alinéa est ainsi rédigée : "11 et 15 ne sont pas applicables aux logements appartenant aux opérateurs institutionnels de logement social." ;

"b) A la seconde phrase du deuxième alinéa, la référence : "article L. 114 du code de l'action sociale et des familles" est remplacée par la référence : "article 3 de la loi du pays n° 2009-2 du 7 janvier 2009 portant création d'un régime d'aides en faveur des personnes en situation de handicap et des personnes en perte d'autonomie".

"Art. 46. — Jusqu'à leur terme, les contrats de location portant, en Nouvelle-Calédonie, sur les logements mentionnés au premier alinéa de l'article 2, en cours à la date de publication au *Journal officiel* de la loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer, demeurent soumis aux dispositions qui leur étaient applicables. Toutefois, s'appliquent également à ces contrats, à compter de cette même date, les articles 4, 21, 24 et 24-1 ainsi que les trois derniers alinéas de l'article 22.

"Art. 47. — Sans préjudice de l'article 46, est abrogée, en tant qu'elle s'applique, en Nouvelle-Calédonie, aux contrats mentionnés au premier alinéa de l'article 2 de la présente loi, la loi du 1er avril 1926 réglant les rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation, à l'exception des dispositions relatives au loyer."

Art. 35. — L'article L. 6332-3 du code des transports est applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 novembre 2012.

François HOLLANDE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Jean-Marc AYRAULT.

La garde des sceaux,
ministre de la justice,
Christiane TAUBIRA.

Le ministre de l'économie et des finances,
Pierre MOSCOVICI.

Le ministre des outre-mer,
Victorin LUREL.

DECRET n° 2012-1269 du 19 novembre 2012 portant relèvement du plafond du livret A en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

Publics concernés : toute personne physique détenant un livret A et les établissements de crédit distribuant le livret A en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

Objet : relèvement du plafond du livret A prévu à l'article L. 221-4 du code monétaire et financier en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er décembre 2012.

Notice : le présent décret procède au relèvement du plafond du livret A en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna afin de le porter de 1 825 776 francs CFP à 2 282 220 francs CFP.

Références : les dispositions du code monétaire et financier modifiées par le présent décret peuvent être consultées, dans leur rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment son article 133 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article 10 ;

Vu le code monétaire et financier, notamment ses articles L. 221-4, L. 742-8, R. 752-8 et R. 762-8 ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu le décret n° 57-811 du 22 juillet 1957 modifié relatif aux attributions de l'assemblée territoriale, du conseil territorial et de l'administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna ;

Vu le décret n° 2012-1056 du 18 septembre 2012 portant relèvement du plafond du livret A ;

Vu l'avis du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières en date du 10 septembre 2012 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Article 1er. — Au a du II des articles R. 742-8, R. 752-8 et R. 762-8 du code monétaire et financier, les mots : "15 300 euros" sont remplacés par les mots : "19 125 euros" et les mots : "1 825 776 francs CFP" sont remplacés par les mots : "2 282 220 francs CFP".

Art. 2. — Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le premier jour de la quinzaine suivant la date de publication du présent décret.

Art. 3. — Le ministre de l'économie et des finances et le ministre des outre-mer sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 novembre 2012.

Jean-Marc AYRAULT.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie et des finances,
Pierre MOSCOVICI.

Le ministre des outre-mer,
Victorin LUREL.

CONVENTION de financement n° HC 334-12 DIPAC/FIP du 15 novembre 2012.

Entre :

- Le comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, désigné ci-après par le terme FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Jean-Pierre Laflaquière,

Et :

- Le Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française, représenté par son président, M. Teritepaiaatua Maihi,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française pour la réalisation de l'opération intitulée "Etudes, évaluation des nappes de Rimatara et de Tumaraa" décrite à l'article 2, et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2. — *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation d'une étude relative à l'évaluation des nappes de Rimatara et de Tumaraa.

Le coût total de l'opération est fixé à 4 206 269 F CFP; soit 35 248,53 euros.

Art. 3. — *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- | | | |
|----------|-----------------|----------------------------|
| - FIP | 28 198,82 euros | 3 365 015 F CFP, soit 80 % |
| - SPC.PF | 7 049,71 euros | 841 254 F CFP, soit 20 % |

AVENANT n° 336-12 du 19 novembre 2012 à la convention de financement n° HC 327-09 DIPAC/FIP du 19 octobre 2009 relative à l'opération "travaux de clôture et de carrelage du réfectoire et de la cuisine du CJA de Vaiaau" dans la commune de Tumaraa.

Entre :

- Le comité des finances locales de la Polynésie française, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Jean-Pierre Laflaquière,

Et :

- La commune de Tumaraa, représentée par M. Cyril Tetuanui, maire,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° HC 327-09 DIPAC/FIP du 19 octobre 2009 relative à l'opération "travaux de clôture et de carrelage du réfectoire et de la cuisine du CJA de Vaiaau", en ce qui concerne le délai d'exécution.

Art. 2. — L'article 6 de la convention de financement initiale, relatif aux engagements de la commune est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "à achever cette opération dans un délai maximal de trente-six mois à partir de la date de notification de la présente convention" ;

Lire : "à achever cette opération au plus tard le 31 décembre 2013".

Art. 3. — Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 29 novembre au 12 décembre 2012 inclus)

données BDF - parité quotidienne au 27 novembre 2012

| CODE DEVISE PAYS | DEVICES | Cours en francs pacifiques |
|-------------------------------|------------------------|----------------------------------|
| EUR Euro | 1 euro | 119,33 |
| USD Etats-Unis d'Amérique ... | 1 dollar US | 92,07 |
| AUD Australie | 1 dollar australien | 96,45 |
| CAD Canada | 1 dollar canadien | 92,89 |
| CHF Suisse | 1 franc suisse | 99,09 |
| DKK Danemark | 1 couronne danoise | 16,00 |
| GBP Grande-Bretagne | 1 livre sterling | 147,67 |
| HKD Hong Kong | 1 dollar | 11,88 |
| JPY Japon | 1 yen | 1,12 |
| NOK Norvège | 1 couronne norvégienne | 16,22 |
| NZD Nouvelle-Zélande | 1 dollar néo-zélandais | 75,80 |
| SEK Suède | 1 couronne suédoise | 13,81 |
| SGD Singapour | 1 dollar singapour | 75,37 |
| FJD Fidji (1) | 1 dollar fidjien | 51,66 |
| THB Thaïlande | 1 bath | 3,00 |
| CNY Chine | 1 yuan | 14,80 |
| KRW Corée | 1 won coréen | 0,08 |
| IDR Indonésie | 1 roupie indonésienne | 0,01 |
| BRL Brésil | 1 real brésilien | 44,40 |

(1) cours fin de mois au 31 octobre 2012

DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES

CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS

AVIS N° 3645 DAF.REC-HYP.

Il est donné avis de recherche des héritiers inconnus de Rahera Taamino, née le 1er juillet 1938 à Makemo, Terai Maitui, né le 14 décembre 1940 et décédé le 8 août 2003 à Vairao, Terevaura Teave, les ayants droit de Teina Tuino Teuira, né vers 1876 à Faa'a et décédé à Punaauia le

25 janvier 1876, les ayants droit de Toimata Temarii Fateata, Tuahu Joseph Sham Koua, décédé le 26 décembre 2011 à Pirae, lesquels sont invités à se faire connaître à la direction des affaires foncières (division de la recette-conservation des hypothèques), "fare haamanaraa", à Papeete, rue Dumont-d'Urville, immeuble Te Fenua.

Fait à Papeete, le 31 octobre 2012.

*Le curateur aux successions
et biens vacants,
Louis PICARD.*

CENTRE HOSPITALIER DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DECISION n° 36-12 CHPF/D du 15 novembre 2012 portant nomination d'un régisseur à la caisse d'avance du Centre hospitalier de la Polynésie française.

Le directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française,

Vu la délibération n° 83-181 AT du 4 novembre 1983 de la commission permanente de l'assemblée territoriale relative à la création d'un établissement public dénommé "Centre hospitalier territorial de la Polynésie française" ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables d'un établissement public dénommé "Centre hospitalier territorial de la Polynésie française" et notamment l'article 20 ;

Vu l'arrêté n° 291 CM du 16 mars 1992 fixant les modalités d'attribution et les taux de l'indemnité de responsabilité pouvant être allouée aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la décision n° 18-03 CHT/D du 27 février 2003 portant création d'une régie d'avances au CHPF ;

Vu la décision n° 2-05 CHPF/D du 12 janvier 2005 portant création d'une régie d'avances au CHPF ;

Vu la décision n° 1-10 CHPF/D du 13 janvier 2010 portant modification de la décision n° 18-03 CHT/D ;

Vu l'arrêté n° 1176 CM du 14 août 2012 portant nomination de Mme Geneviève Cazes en qualité de directrice du Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Vu l'avis conforme préalable du comptable en date du 5 novembre 2012,

Décide :

Article 1er.— M. Ronald Taputu est nommé régisseur titulaire de la caisse d'avance du CHPF avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Le régisseur ne paiera que les dépenses correspondantes énumérées dans l'acte constitutif de la régie d'avance du CHPF, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du nouveau code pénal.

Art. 2.— M. Ronald Taputu devra présenter ses registres, comptabilité et fonds aux agents de contrôles qualifiés.

Art. 3.— M. Ronald Taputu appliquera les dispositions de l'instruction interministérielle de janvier 1975, notamment celle relative à l'obligation qui est lui est faite d'établir un procès-verbal chaque fois qu'il y ait remise entre elle et un autre régisseur de la caisse, des valeurs ou des justifications.

Art. 4.— La décision n° 4-06 CHPF/D du 26 juin 2006 est abrogée.

Art. 5.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé ainsi qu'au haut-commissaire de la République et portée à la connaissance du public par publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pirae, le 15 novembre 2012.

Geneviève CAZES.

DECISION n° 37-12 CHPF/D du 15 novembre 2012 portant nomination d'un régisseur suppléant à la caisse d'avance du Centre hospitalier de la Polynésie française.

Le directeur du Centre hospitalier de la Polynésie française,

Vu la délibération n° 83-181 AT du 4 novembre 1983 de la commission permanente de l'assemblée territoriale relative à la création d'un établissement public dénommé "Centre hospitalier territorial de la Polynésie française" ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables d'un établissement public dénommé "Centre hospitalier territorial de la Polynésie française" et notamment l'article 20 ;

Vu l'arrêté n° 291 CM du 16 mars 1992 fixant les modalités d'attribution et les taux de l'indemnité de responsabilité pouvant être allouée aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la décision n° 18-03 CHT/D du 27 février 2003 portant création d'une régie d'avances au CHPF ;

Vu la décision n° 2-05 CHPF/D du 12 janvier 2005 portant création d'une régie d'avances au CHPF ;

Vu la décision n° 1-10 CHPF/D du 13 janvier 2010 portant modification de la décision n° 18-03 CHT/D ;

Vu l'arrêté n° 1176 CM du 14 août 2012 portant nomination de Mme Geneviève Cazes en qualité de directrice du Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Vu l'avis conforme préalable du comptable en date du 5 novembre 2012,

Décide :

Article 1er.— Mlle Germaine Bonno est nommée régisseur suppléant de la caisse d'avance du CHPF avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Le régisseur suppléant ne paiera que les dépenses correspondantes énumérées dans l'acte constitutif de la régie d'avance du CHPF, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du nouveau code pénal.

Art. 2.— Mlle Germaine Bonno devra présenter ses registres, comptabilité et fonds aux agents de contrôles qualifiés.

Art. 3.— Mlle Germaine Bonno appliquera les dispositions de l'instruction interministérielle de janvier 1975, notamment celle relative à l'obligation qui est lui est faite d'établir un procès-verbal chaque fois qu'il y ait remise entre elle et un autre régisseur de la caisse, des valeurs ou des justifications.

Art. 4.— La décision n° 4-06 CHPF/D du 26 juin 2006 est abrogée.

Art. 5.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé ainsi qu'au haut-commissaire de la République et portée à la connaissance du public par publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pirae, le 15 novembre 2012.
Geneviève CAZES.

CENTRE HOSPITALIER DU TAAONE

DELIBERATION n° 57-2012 CHPF du 9 novembre 2012 approuvant le marché à bons de commande n° 42-2012 concernant la fourniture de dispositifs médicaux implantables de cardiologie au Centre hospitalier du Taaone passé avec Boston Scientific SAS.

Est approuvé le marché à bons de commande n° 42-2012 passé avec Boston SCI & NTIFXC SAS pour la fourniture de dispositifs médicaux implantables de Cardiologie pour un montant minimum de 31 757 117 F CFP et un montant maximum de 157 294 407 F CFP.

DELIBERATION n° 58-2012 CHPF du 19 novembre 2012 approuvant le marché à bons de commande n° 43-2012 passé avec la SAS blanchisserie Mea-Ma pour le blanchissage du linge du CHT, lot 1 : articles de linge.

Est approuvé le marché à bons de commande n° 43-2012 passé avec la SAS Blanchisserie Mea Ma pour le blanchissage du linge du Centre hospitalier de Taaone, lot 1 : articles de linge pour un montant minimum de 13 000 000 F CFP HT et un montant maximum de 52 000 000 F CFP HT.

DELIBERATION n° 59-2012 CHPF du 19 novembre 2012 approuvant le marché à bons de commande n° 44-2012 passé avec la SAS blanchisserie Mea-Ma pour le blanchissage du linge du CHT, lot 2 : uniformes.

Est approuvé le marché à bons de commande n° 44-2012 passé avec la SAS Blanchisserie Mea-Ma pour le blanchissage du linge du Centre hospitalier de Taaone, lot 2 : articles de linge pour un montant minimum de 15 000 000 F CFP HT et un montant maximum de 60 000 000 F CFP HT.

DELIBERATION n° 60-2012 CHPF du 9 novembre 2012 approuvant le marché à bon de commande n° 45-2012 passé avec la blanchisserie Coton Blanc pour le blanchissage du linge du CHT, lot 3 : divers.

Est approuvé le marché à bons de commande n° 45-2012 passé avec la SAS Blanchisserie Coton Blanc pour le blanchissage du linge du Centre hospitalier de Taaone, lot 3 : divers, pour un montant minimum de 9 000 000 F CFP HT et un montant maximum de 36 000 000 F CFP HT.

DELIBERATION n° 61-2012 CHPF du 9 novembre 2012 approuvant l'avenant n° 1 au marché 83-2010 passé avec la Cegelec l'exploitation de maintenance multi-technique du nouvel hôpital de Taaone.

Est approuvé l'avenant n° 1 au marché n° 83-2010 passé avec la Cegelec qui a pour objet l'exploitation de maintenance multitechnique du nouvel hôpital de Taaone pour un montant de 6 262 819 F CFP HT.

DELIBERATION n° 62-2012 CHPF du 9 novembre 2012 relevant les éventuelles prescriptions touchant certaines créances de la Caisse de prévoyance sociale sur le Centre hospitalier de Polynésie française.

Sont relevés de toute prescription les ordres de recettes émis par la CPS à l'encontre du CHPF au titre des pénalités dues pour la période courant du 1er janvier 1995 au 31 décembre 2007 pour un montant total de 261 827 472 F CFF.

La liste des ordres de recettes concernés est annexée à la présente délibération.

DELIBERATION n° 67-2012 CHPF du 9 novembre 2012 donnant un avis favorable pour le dépassement de plafond des gardes et astreintes des praticiens dans certains services.

Un avis favorable est donné au principe du dépassement de plafond des gardes et astreintes des praticiens de l'établissement dans les spécialités suivantes :

- Anesthésie/réanimation ;
- Chirurgie orthopédique ;
- Chirurgie vasculaire ;
- Chirurgie urologique ;
- Chirurgie digestive ;
- Neurochirurgie ;
- Ophtalmologie ;
- Psychiatrie ;
- Urgences.

Le principe du déplafonnement des gardes et astreintes est validé pour ces services pour la période du mois de janvier 2012 au mois de décembre 2012 inclus.

**DELIBERATION n° 68-2012 CHPF du 9 novembre 2012
autorisant la commune de Pirae à utiliser un local en vue
d'assurer les opérations d'état civil.**

La commune de Pirae est autorisée à utiliser à titre gracieux un local du Centre hospitalier de la Polynésie française, afin d'assurer les opérations d'état civil.

La directrice du Centre hospitalier de la Polynésie française est autorisée à signer la convention correspondante.

SERVICE DE L'URBANISME

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES DU VENT POUR LE MOIS D'OCTOBRE 2012**

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

1er octobre 2012

N° 12-258-1 MAA.AU.TR.P, Mlle Mereani Chavez, sur la parcelle cadastrée n° 70, section AL, Tetaumatai : lot B1 du lot n° 1, à Afaahiti, au PK 0,675, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 12-260-1, M. Vaihu Lucas et Mlle Céline Tapa, sur la parcelle cadastrée n° 24, section AH, Tematatahoa : parcelle C du lot n° 24, à Faaone, au PK 53,900, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 12-262-1, Mlle Eva Vairaaroa, sur la parcelle cadastrée n° 151, section AS, Tevihonu : parcelle n° 1 C du lot n° 1 de la propriété Oliver, (lot L), à Afaahiti, au PK 60, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 12-264-1, Mme Melvyna Masset, sur la parcelle cadastrée n° 104, section AN, lotissement Afaahiti, lot n° 14 - lot n° 27, à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation ;

N° 12-266-1, M. et Mme Marcelin et Keyth Paiea, sur la parcelle cadastrée n° 128, section CC, Faretahora : lot n° 2, lot B, à Pueu, au PK 6,700, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 12-272-1, Mlle Bernice Urima, sur la parcelle cadastrée n° 22, section CI, Tifara, Punuaitimamauroa : lot C, à Pueu, au PK 9,100, construction d'une maison d'habitation.

8 octobre 2012

N° 12-276-1 MAA.AU.TR.P, M. Stéphane Chonel, sur la parcelle cadastrée n° 10, section AD, Temahame : lot n° 2, à Afaahiti, régularisation des travaux de construction d'une clôture et d'un caniveau entre le supermarché Taiarapu Nui et la station Shell.

12 octobre 2012

N° 12-222-2 MAA.AU.TR.P, M. Théodore Hiti, sur la parcelle cadastrée n° 16, section BI, lot n° 1 du lotissement Tevaite-Bordes, à Afaahiti, au PK 5,400, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

15 octobre 2012

N° 12-255-1 MAA.AU.TR.P, M. Daniel Aitcheson, sur une parcelle cadastrée n° 18, section DP, parcelle du plateau Marumarutua 3 : lot B, à Afaahiti, au PK 3,200, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH).

17 octobre 2012

N° 12-263-1 MAA.AU.TR.P, Mme Esther Parker épouse Taruia, sur la parcelle cadastrée n° 72, section CH, Tefaraparahi : lot n° 2 (du lot n° 5), à Pueu, construction d'une maison d'habitation ;

N° 12-279-1, M. Henri Nehemia, sur la parcelle cadastrée n° 122, section AV, lotissement Kia Ora, 17e lot, succession Pomare-V : lot n° 62, à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation ;

N° 12-291-1, Mme Clarisse Omitai, parcelle cadastrée n° 115, section AO, Paparua : lot B, à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation.

18 octobre 2012

N° 08-134-8 MAA.AU.TR.P, SCI Temahame Nui, sur les parcelles cadastrées n° 55, n° 64 et n° 65, section AD, terre Temahame : lots n° 1, n° 2, n° 3 et n° 4 (parties), à Afaahiti, remplacement du séparateur hydrocarbure par un bassin multifonction avec lit de sable du centre commercial Carrefour.

22 octobre 2012

N° 11-443-2 MAA.AU.TR.P, Mlle Laurence Leboucher, sur la parcelle cadastrée n° 258, section AV, propriété Cécile-Picard, 17e lot, succession Pomare-V : surplus de la parcelle D, à Afaahiti, modification de façades, de distributions intérieures, d'implantation des assainissements et surélévation d'une maison d'habitation.

25 octobre 2012

N° 12-160-2 MAA.AU.TR.P, M. et Mme Karl et Marie-Claire Spies, sur la parcelle cadastrée n° 51, section AM, lotissement Afaahiti : lots n° 13 et n° 14 du lot n° 7, à Afaahiti, réaménagement et extension d'un snack-restaurant.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

1er octobre 2012

N° 12-281-1 MAA.AU.TR.P, M. Karl Jean-Pierre Tematua, sur les parcelles cadastrées n° 92, n° 91 et n° 89, section BL, Teruapau 1 du lot n° 2 partie, à Vairao, au PK 12,900, construction d'une clôture.

8 octobre 2012

N° 12-239-2 MAA.AU.TR.P, M. Lewis Tuanua et Mlle Poema Teahua, sur la parcelle cadastrée n° 130, section KH, plateau Tepuna, vallée Tetaupe partie et terres Titi-Teauroa-Arautaata et Tuatini-Nateaa-Tataramoa partie, lot n° 3, parcelle S, lot C6, à Toahotu, au PK 4,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation de type F1.

11 octobre 2012

N° 10-259-2 MAA.AU.TR.P, M. Hubert Wolher, sur la parcelle cadastrée n° 60, section CC, Atituma : lot n° 2, à Teahupoo, au PK 16,500, côté montagne, modification d'implantation d'une maison d'habitation (OPH).

12 octobre 2012

N° 12-202-1 MAA.AU.TR.P, Commune de Taiarapu-Ouest sur la parcelle cadastrée n° 11, section BD, terre Tavanaia Vaieriteoromea et Teoromea partie, à Vairao, au PK 10, côté montagne, rénovation du Centre de jeunes adolescents (CJA) de Vairao.

22 octobre 2012

N° 12-280-1 MAA.AU.TR.P, M. et Mme Teivaiva et Nora Teihotaata, partie de la parcelle cadastrée n° 22, section AM, terre Papuaa 2 : partie, à Toahotu, au PK 7, côté montagne, construction d'un abri et d'une clôture ;

N° 12-283-1, M. François Liu, sur la parcelle cadastrée n° 198, section AB, terre propriété Stephen-Ipeva-Vivish, à Toahotu, travaux d'extension d'une maison d'habitation en réalisant un garage.

COMMUNE DE TEVA I UTA

11 octobre 2012

N° 12-244-1 MAA.AU.TRP, M. Vaitea Neuffer, sur la parcelle cadastrée n° 15, section BI, Ahototuana : lot n° 1, à Papeari, près de la boulangerie de Papeari, construction d'une maison d'habitation.

12 octobre 2012

N° 12-178-2 MAA.AU.TRP, Mme Judith Tahutini née Paheroo, sur la parcelle cadastrée n° 42, section BC, Atinanu, à Papeari, au PK 50,950, côté mer, modification d'implantation d'une maison d'habitation (OPH).

17 octobre 2012

N° 12-253-1 MAA.AU.TRP, M. Emile Raihaamana Moevai Roche, sur la parcelle cadastrée n° 119, section AI, Faarei- Tepaefanaumata-Teoroi 1 : lot n° 1 partie, à Mataiea, au PK 43,700, construction d'une maison d'habitation.

25 octobre 2012

N° 12-164-2 MAA.AU.TRP, Mme Françoise Guillebert, sur la parcelle cadastrée n° 46, section DD, domaine Maara : lot F1 du lot n° 3 bis, à Papeari, terrassement.

29 octobre 2012

N° 10-202-2 MAA.AU.TRP, M. et Mme Jean-Jacques et Marie-Thérèse Romero, sur la parcelle cadastrée n° 75, section BB, domaine Maara : lot n° 3 du lot B du lot n° 3, parcelle 3, à Papeari, au PK 50,200, côté mer, régularisation des travaux de construction d'une maison d'habitation ;

N° 12-299-1, Mme Alda Rani Lin épouse Chung Sao, sur la parcelle cadastrée n° 10, section AX, domaine Vaihiria et Teniupaie : lot n° 3 partie, Mataiea, au PK 48,250, côté montagne, construction d'une clôture.

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER
POUR LA PERIODE DU 23 OCTOBRE
AU 9 NOVEMBRE 2012**

COMMUNE DE ARUE

26 octobre 2012

N° 12-735-1 MAA.AU, M. Marc Handerson, sur la parcelle cadastrée n° 128, section X, lot M du domaine Pihaatarioe-Temauarii, PK 4,500, côté montagne, mont Thabor, terrassement et construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE FAA'A

23 octobre 2012

N° 12-662-1 MAA.AU, M. Benjamin Lai Ah Che, sur la parcelle cadastrée n° 854, section V, lot n° 28 de la Résidence Pamatai Hills, construction d'une maison d'habitation.

25 octobre 2012

N° 12-641-1 MAA.AU, M. et Mme Christophe et Marguerite Chang Sui Fat, sur la parcelle cadastrée n° 1049, section V, lot M du lotissement Pamatai Hills, terrassement et construction d'une maison d'habitation.

26 octobre 2012

N° 12-727-1 MAA.AU, Mme Sabrina Paquier, sur la parcelle cadastrée n° 810, section V, lot n° 92 du lotissement Pamatai Hills, Pamatai, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

9 novembre 2012

N° 11-741-2 MAA.AU, M. Xavier Ott, sur la parcelle cadastrée n° 793, section T, domaine Pamatai, lot n° 8 bis, parcelle A, construction d'une pharmacie (avenant modificatif) ;

N° 12-739-1, Mme Laurence Pietri Audemars, sur la parcelle cadastrée n° 935, section V, lot n° 186 de la Résidence Pamatai Hills, Pamatai, terrassement, un mur de soutènement et une clôture.

COMMUNE DE HITIA'A O TE RA

29 octobre 2012

N° 12-180-2 MAA.AU, M. Iotua Haumani, sur la parcelle cadastrée n° 21, section AK, lot n° 5 de la terre Teomo-Teniuroa, sise à Papenoo, modification de toiture d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MAHINA

25 octobre 2012

N° 12-613-1 MAA.AU, Mme Angéla Ponia, sur la parcelle cadastrée n° 482, section S, lot n° 23 du lotissement Perua, PK 10,500, vallée Tuauru, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

25 octobre 2012

N° 12-591-2 MAA.AU, M. Iuta Léonard Tepoitutaharoa, sur la parcelle cadastrée n° 50, section HO, terre Tehuarupe 2 partie, sise à Haapiti, PK 22,100, près de la pension Tehuarupe, réalisation d'une voirie d'accès.

29 octobre 2012

N° 12-178-1 MAA.AU, M. le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie associative, sur la parcelle cadastrée n° 63, section AA, terre Tefenuaroa parcelle, sise à Afareaitu, extension du réfectoire.

COMMUNE DE PAEA

9 novembre 2012

N° 12-767-1 MAA.AU, Mme Roanah Nou épouse Piivai, sur la parcelle cadastrée n° 274, section AM, lot 1C/1A des terres Hirimai-Paepaeara-Panahoe, PK 23,200, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPARA

23 octobre 2012

N° 12-724-1 MAA.AU, Mme Georgina Tehau, sur la parcelle cadastrée n° 178, section BD, lot b 11 du lotissement Pahara, PK 39,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

25 octobre 2012

N° 10-1047-2 MAA.AU, M. Yves Tarina et Mme Yvette Faara, sur la parcelle cadastrée n° 206, section BC, lot n° 29 du lot n° 1 partie de la propriété Millaud, PK 39, côté mer, construction d'une maison d'habitation (avenant de prorogation).

29 octobre 2012

N° 12-738-1 MAA.AU, Mlle Katia Temaruata Tarina, sur la parcelle cadastrée n° 205, section BC, lot n° 28 du lot n° 1 partie de la propriété H-Millaud, PK 39,100, côté mer, rue Mahaiatea, construction d'une maison d'habitation (OPH) ;

N° 12-746-1, M. Stanislas Heiteraui Mou, sur la parcelle cadastrée n° 169, section AP, lot n° 14 du lotissement Farauouo, PK 35, construction d'une maison d'habitation.

9 novembre 2012

N° 11-496-3 MAA.AU, EURL Magasin Taharuu, sur la parcelle cadastrée n° 50, section BC, lot n° 1 de la propriété Sanford, aménagement d'appartement à l'étage.

COMMUNE DE PAPEETE

24 octobre 2012

N° 12-190-4 MAA.AU.PPTE, M. Daniel Amouyal, pour le compte de la SCI Poeva 3, sur les parcelles cadastrées n° 100 et n° 101, section BE, lots n° 4 et n° 3 des terres Puea-Matieute-Marimarima, Patutoa, déplacement de la station d'épuration, la suppression des cuisines dans les chambres et le réaménagement du RDC et du 4e d'une résidence hôtelière Saranui ;

N° 10-094-2, Mlle Paita Mairau, sur la parcelle cadastrée n° 70, section BD, parcelle A de la terre Puea-Matieute-Marimarima, Vaininiore, construction d'une maison d'habitation (OPH), avenant de prorogation ;

N° 12-055-1, M. le directeur par intérim des ressources marines pour le compte du ministère des ressources marines, sur la parcelle cadastrée n° 36, section AO, remblai lotissement SETIL, Fare Ute, port de pêche, une tour de glace ;

N° 12-002, M. David Chauvin pour le compte du CAMICA, sur les parcelles cadastrées n° 34 et n° 35, section BW, terres Rahufenua 1 et 2 parties et Afarerii partie, Taunoa, réaménagement de l'école Sainte-Thérèse ;

N° 12-028, MM. Frédéric et Bernard Dafnet pour le compte de la SARL Technicity, sur la parcelle cadastrée n° 13, section AI, terre Atamavahine, rue Nansouty, réaménagement d'un local commercial en salon de coiffure dénommé "Technicity" au rez-de-chaussée de l'immeuble Lau Casta.

COMMUNE DE PUNAAUIA

25 octobre 2012

N° 11-328-2 MAA.AU, M. et Mme Jules et Claudine Chuong, sur les parcelles cadastrées n° 61 et n° 62, section AH, terre Tarapu 3, PK 16,200, côté montagne, modification

des façades, de la disposition intérieure et de la toiture d'un magasin d'alimentation ;

N° 12-612-1, M. Yohann Florentin, pour le compte de la SCI Keystone, sur la parcelle cadastrée n° 583, section CI, lot n° 11 du lotissement Lequerré, Punavai Nui, construction d'une maison d'habitation ;

N° 12-774-1, Mlle Hélène Taiana Darius, sur les parcelles cadastrées n° 429, n° 430 et n° 433, section CD, lot n° 366 partie du lotissement Miri, 3e tranche, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

29 octobre 2012

N° 12-580-1 MAA.AU, PGB Constructions, pour le compte de M. Jean-Marie Horley, sur la parcelle cadastrée n° 110, section P, terre Fareara, construction d'une maison d'habitation ;

N° 12-660-1, M. Taia Jean Pierre Hong, sur la parcelle cadastrée n° 134, section AX, terre Tepataai 3 : lot B, PK 10,500, Taapuna, régularisation de terrassement et travaux de construction d'une maison d'habitation.

9 novembre 2012

N° 12-658-1 MAA.AU, Mme Virginie Monot, pour le compte de la SCI Vitruve, sur la parcelle cadastrée n° 170, section AW, lot n° 215 du lotissement Miri, PK 9, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE GAMBIER

23 octobre 2012

N° 12-763-1 MAA.AU.TG, M. Emmanuel Tetahui Angia, sur la parcelle cadastrée n° 29, section AK, terre Tekoeaoa, construction d'une maison d'habitation (FDA).

COMMUNE DE MANIHI

29 octobre 2012

N° 12-32-2 MAA.AU.TG, MM. Manuel Charotton et Joël Grossenbacher, sur la parcelle cadastrée n° 138, section E, terre Marakorako 2, construction de quatre (4) bungalows.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

**SCP Office notarial Philippe CLEMENCET,
Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA
Titulaires d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destremau, Papeete (Tahiti)**

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire associé à Papeete, le 20 novembre 2012, il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : KAHAI.A.

Forme : Société civile.

Siège social : Arue, résidence Tamahana, appartement n° 309, BP 14997, 98701 Arue.

Objet social : L'acquisition, la prise à bail, la mise en valeur, la location de tous immeubles, ainsi que la prise de participation dans toutes sociétés ayant un caractère civil. Toute division et appropriation desdits immeubles ainsi que l'édification de toutes constructions à usage d'habitation, commercial, professionnel ou industriel sur ces immeubles. Les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de tous biens meubles ou immeubles appartenant à ladite société. La location en totalité ou par lots, des immeubles sociaux et éventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ceux de ces immeubles devenus inutiles à la société au moyen de ventes, échanges ou apports en société, et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Capital social : Cent mille francs CFP (100 000 F CFP) divisé en cent (100) parts de mille francs CFP (1 000 F CFP) chacune réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Gérance : La société a pour gérants M. Frédéric DAFNIET et Mme Sabrina Heifara BONNO, demeurant à Arue (98701) Erima, impasse Fara.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Les parts sont librement cessibles entre associés ; elles ne peuvent être cédées, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement unanime de tous les associés.

*Pour avis,
Le notaire.*

**Me Olivier GUILLOUX
Avocat à la cour**

**ANGEL'S
Société à responsabilité limitée
Capital social : 100 000 F CFP
Siège social : PK 2,700, côté montagne, 98728 Moorea
RCS de Papeete n° TPI 07234B - N° TAHITI 833608**

Avis

Suite à la démission de Mme Angélique POUILLON-BARRAS épouse FONTENEAU de ses fonctions de gérante à compter du 19 novembre 2012, il résulte le changement de mentions suivant :

Ancienne mention

Gérance : Mme Angélique POUILLON-BARRAS épouse FONTENEAU.

Nouvelle mention

Gérance : Mme Maryline MARCHAND épouse THOMAS.

*Pour avis,
Le représentant légal.*

**Etude de Me Dominique DUBOUCH
Notaire à Papeete**

**SCI SAINTET III
Société civile immobilière
au capital de 100 000 F CFP
Siège social : Toahotu, BP 330335, Paea
RCS n° 09203 C**

Aux termes d'un acte de cession de parts reçu par Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, en date du 21 novembre 2012, il a été constaté les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Gérance : M. Patrice BOISSON, demeurant à Pamatai.
Siège social : Faa'a, Pamatai, BP 20295, Papeete.

Nouvelle mention

Gérance : M. Ari TEHEIURA et Mme Gwenola TEINAURI, demeurant ensemble à Teahupoo.
Siège social : Toahotu, BP 330335, Paea.

Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
Me Dominique DUBOUCH.*

Etude de Me Bernard BRUGGMANN

Notaire à Papeete

11, avenue Pouvanaa-a-Oopa

SCI MARURU

Société civile au capital de 100 000 F CFP

Siège social : Papeete, 11, avenue Bruat

RCS de Papeete n° 6512-C - N° TAHITI 428888

Il résulte d'un acte reçu par Me Alexandre YAO, notaire au sein de l'office notarial de Me Bernard BRUGGMANN en date du 20 novembre 2012, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Gérance : M. Pierre-Yves DUFOUR DOMPIERRE-SUR-AUTHIE.

Nouvelle mention

Gérance : M. Adrian Konrad BRATSCHI, Flössergasse, 15, 8001 Zurich.

Pour avis et mention,
La gérance.

Etude de Me Bernard BRUGGMANN

Notaire à la résidence de Papeete (île de Tahiti)

LIMONADERIE DE TAHITI

Société par actions simplifiée

Capital : 6 000 000 F CFP

Siège social : Papeete, vallée de Tipaerui

RCS Papeete n° 06 274 B - N° TAHITI 791269

Il résulte de la lettre de démission de ses fonctions de directeur général de Mme Lili SEOW épouse TAURU, en date du 7 septembre 2012, les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Mention périmée

Directeur général : Mme Lili TAURU née SEOW, demeurant à Punaauia, vallée de Matatia.

Nouvelle mention

Directeur général : Néant.

Pour avis et mention,
Le président de la société.

IMMOCEANE

Société à responsabilité limitée

au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : Papeete, Vaininiore, chemin vicinal de Patutoa

BP 44521 Fare Tony, 98713 Papeete

RCS Papeete n° 62 02 B - N° TAHITI 782417

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 24 août 2012, il résulte que l'assemblée générale extraordinaire, statuant conformément à l'article L. 223-42 du code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la société.

Mention sera faite au RCS de Papeete.

SEG AUDIT

Société à responsabilité limitée

au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : Papeete, rue Marcq-Blond-de-Saint-Hilaire

RCS Papeete n° 05 85 B - N° TAHITI 732032

La collectivité des associés a pris acte le 29 avril 2007 de la démission de M. Pierre-Yves MOREL de ses fonctions de gérant de la société, prenant effet à compter du même jour.

D'où les modifications aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Gérance : MM. Patrick CHAINE, Jean-Christophe TOURON et Pierre-Yves MOREL.

Nouvelle mention

Gérance : MM. Patrick CHAINE et Jean-Christophe TOURON.

Pour avis,
La gérance.

SALAD BAR SOPHIL

Société à responsabilité limitée

au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : Pointe des Pêcheurs, servitude Bunkley, Punaauia

RCS Papeete n° 10 332 B - N° TAHITI 968305

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 26 octobre 2012, il résulte que l'assemblée générale extraordinaire, statuant conformément à l'article L. 223-42 du code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la société.

Mention sera faite au RCS de Papeete.

TRAVAUX SPECIALISES ASSAINISSEMENT POLYNESIE - TSA

Société à responsabilité limitée à capital variable

au capital minimal de 100 000 F CFP

Siège social : Immeuble Vaimoanatea, rue Vénus

RCS Papeete n° 10 85 B - N° TAHITI 939058

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 3 septembre 2012, il résulte que l'assemblée générale extraordinaire, statuant conformément à l'article L. 223-42 du code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la société.

Mention sera faite au RCS de Papeete.

TEAVE

Société à responsabilité limitée

au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : Avera, Raiatea

RCS Papeete n° 08 275 B - N° TAHITI 882225

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 13 octobre 2012, il résulte que l'assemblée générale extraordinaire, statuant conformément à l'article L. 223-42 du code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la société.

Mention sera faite au RCS de Papeete.

ABP CONCEPT
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Zone industrielle de Tipaerui
RCS Papeete n° 07 26 B - N° TAHITI 809503

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 18 octobre 2012, il résulte que l'assemblée générale extraordinaire, statuant conformément à l'article L. 223-42 du code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la société.

Mention sera faite au RCS de Papeete.

Mes Julien CHAN - Jeanne LOLLICHON
Notaires associés
BP 13019 Moana Nui, 98717 Punaauia

KIMHI
Société civile immobilière au capital de 200 000 F CFP
divisé en 200 parts de 1 000 F CFP
Siège social : Arue, Tahiti, Erima, résidence Terua Iti
RCS Papeete n° TPI 07 349 C - N° TAHITI 846980

Avis de modification

Il résulte d'un acte de cession de parts et de créances dans la SCI KIMHI reçu aux minutes de l'office notarial Julien CHAN et Jeanne LOLLICHON, notaires associés à Punaauia, avec la participation de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, en date du 23 novembre 2012, les modifications suivantes aux mentions anciennement publiées :

Ancienne mention

Siège social : Le siège social est fixé à Arue, Tahiti, Erima, résidence Terua Iti ;

Gérance : Le gérant de la société est Mme Linda Ghislaine DOMETTE, demeurant à Arue, Tahiti, Erima, résidence Terua Iti.

Nouvelle mention

Siège social : Le siège social est fixé à Faa'a, Tahiti, PK 3,800, côté montagne ;

Gérance : Les gérants de la société sont Mlle Vaiana TEHAAMATAI, demeurant à Faa'a, Tahiti, PK 3,800, côté montagne, et Mlle Vaihere TEHAAMATAI, demeurant à Faa'a, Tahiti, PK 3,800, côté montagne.

Pour avis et mention,
 Me Julien CHAN, notaire associé.

ELECTRICITE & RESEAUX DE TAHITI (ERDT)

Avis de constitution

Par les statuts en date du 20 novembre 2012, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

Dénomination : ELECTRICITE & RESEAUX DE TAHITI (ERDT).

Siège social : Paea, Tahiti, PK 23,800, côté montagne, quartier Chapman.

Objet social : Fourniture de prestations d'électricité générale et de domotique, pose et câblage de réseaux de type courant faible (cuivre et fibre optique). Elle peut réaliser

toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci. La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce, par tous moyens, notamment par voie de création et société nouvelle, d'apport, fusion, alliance ou société en participation ou groupement d'intérêt économique.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Capital : 200 000 F CFP composé uniquement d'apports en numéraire.

Gérance : M. Patrick LALANDEC.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis et mention,
 La gérance.

PACIFIC ELITE
SARL au capital de 50 000 F CFP
Siège social : Immeuble Terema II, Pirae
RCS Papeete n° 08 210 B

Aux termes d'une délibération en date du 16 novembre 2012, l'assemblée générale des associés, délibérant à titre extraordinaire, a décidé qu'il n'y avait pas lieu de dissoudre la société sus-désignée, en application de l'article 223-42 du code de commerce.

La gérance.

ROI (RETURN ON INVESTMENT)
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : résidence Waiikea, PK 3,370,
côté montagne, Arue, Tahiti

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé fait à Papeete en date du 29 novembre 2012, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : ROI (Return On Investment).

Forme sociale : Société à responsabilité limitée.

Siège social : Résidence WAIKEA, PK 3,370, côté montagne, Arue, Tahiti.

Objet social : Conseil en élaboration de systèmes d'information décisionnels (SID), de systèmes d'aide à la décision (SAD) et d'outils d'assistance au suivi des performances de gestion, vente de logiciels et matériels informatiques et formation, et d'une façon générale, tous types d'opérations liées directement ou indirectement à cet objet.

Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Capital social : 1 000 000 F CFP divisé en 100 parts sociales de 10 000 F CFP chacune, entièrement libérées. Apports en numéraire.

Gérance : Mme Ida CARAPPELLE épouse GOOSSENS, demeurant résidence Waiikea, PK 3,370, côté montagne, Arue, Tahiti, pour une durée illimitée.

Immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis et mention,
 La gérance.

KBM LAWYERS**Société d'avocats au barreau de Papeete****SCI MIRIAC****Société civile au capital de 20 000 F CFP****Siège social : Lotissement Miri, lot n° 18, Punaauia,
98702 Faa'a****RCS Papeete TPI n° 03 346 C (687541)***Avis de publicité*

Aux termes d'un procès-verbal de décisions des associés en date du 5 novembre 2012, la dénomination sociale a été modifiée et devient SCI TAUTENAKI à compter du même jour.

En conséquence, l'article 3 "Dénomination" des statuts a été modifié comme suit :

- *Ancienne mention* : SCI MIRIAC ;
- *Nouvelle mention* : SCI TAUTENAKI.

Mention sera faite au RCS de Papeete.

*Pour avis,
Le représentant légal.*

EURL MO IMPORT

*Avis de constitution
et changement de dénomination*

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 29 octobre 2012 à Papeete, enregistré à Papeete, le 7 novembre 2012, folio 7, bordereau 200/82, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : EURL TAHITI NEGOCE.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 15 novembre 2012 à Papeete, enregistré à Papeete, le 15 novembre 2012, folio 9, bordereau 280/33, il a été décidé le changement de la dénomination sociale en nouvelle dénomination sociale : EURL MÔ IMPORT.

Forme sociale : Société à responsabilité limitée à forme unipersonnelle.

Siège social : BP 140813 Arue, villa n° 1, lotissement Tiare Iti, Arue, Tahiti, Polynésie française.

Objet social : La société a pour objet toutes activités de négoce ou de services entre la Polynésie et l'extérieur de la Polynésie, et plus généralement, toutes activités connexes directes ou indirectes pouvant contribuer à la réalisation de l'objet.

Durée de la société : 99 ans à compter de la date d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Capital social : Cent mille francs CFP (100 000 F CFP) divisé en 100 parts de mille francs CFP (1 000 F CFP) chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 100.

Apports en nature : Néant.

Apports en numéraire : 100 000 F CFP.

Gérance aux termes des statuts : David REVERET, né le 17 décembre 1970 à Dompierre, de nationalité française, demeurant 1768 Banga, Trad road, Bangna-Bangna, Bangkok 10260, Thaïland.

Clause relative à la cession des parts : Pour être opposables à la société, elles doivent être acceptées par elle dans les conditions fixées par les statuts. Pour être opposables aux tiers, elles doivent faire en outre l'objet d'un dépôt en annexe au registre du commerce et des sociétés. Les transmissions des parts entre associés sont libres. Les transmissions à des tiers non associés ou par voie de succession ou de liquidation de communauté entre époux des parts sont soumises à conditions prévues par les statuts, par la loi et les décrets relatifs aux sociétés.

Registre du commerce et des sociétés où la société sera immatriculée : Papeete.

*Pour avis,
La gérance.*

ANNONCES DIVERSES**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE DE L'ECOLE SAINT-HILAIRE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 septembre 2012)

| | |
|---------------------|-------------------|
| Présidente | : AUBRY Théa |
| Vice-présidente | : BONNEFIN Céline |
| Secrétaire | : CHRISTEN Anita |
| Secrétaire adjointe | : SMITS Julie |
| Trésorière | : CHENE Pascale |
| Trésorière adjointe | : ARHAN Vaimeho |

ASSOCIATION ARTISANALE PUA NONI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 octobre 2012)

| | |
|------------|-------------------|
| Président | : TUOHE Stéphane |
| Secrétaire | : TUOHE Henriette |
| Trésorier | : TUOHE Job-Max |

ASSOCIATION DES FORAINS-MANEGES DE MOOREA

MODIFICATION DU BUREAU :
(29 septembre 2012)

| | |
|---------------------|---------------------|
| Président | : TEHAU Tom |
| Vice-président | : NG Jean-Pierre |
| Secrétaire | : LUCAS Manola |
| Secrétaire adjointe | : TEHAU Michèle |
| Trésorier | : LUCAS Félix |
| Trésorière adjointe | : AMAU Marie-France |

ASSOCIATION SPORTIVE MEIA RIO PI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 septembre 2012)

| | |
|---------------------|------------------|
| Président | : NEUFFER Eric |
| Secrétaire | : SPITZ Pascal |
| Secrétaire adjointe | : FATEATA Anna |
| Trésorier | : TAVERE Hiro |
| Trésorier adjoint | : FATEATA Lionel |

ASSOCIATION KUO MIN TANG*Modification de statuts*

Le siège social est situé 35, rue Georges-Lagarde.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 septembre 2012)

| | | |
|--------------------------|---|-----------------|
| Président | : | CHANSON Daniel |
| Vice-président | : | JONC Yvon |
| Secrétaire | : | LARSON François |
| Secrétaire adjointe | : | JONC Rose |
| Trésorier | : | IVON Vincent |
| Trésorier adjoint | : | TANSEAU Jean |
| Assesseur | : | IVON Rosine |
| Contrôleur de la gestion | : | CHENOUX Richard |

ASSOCIATION SPORTIVE DU GOD DE MAUPITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 octobre 2012)

| | | |
|-------------------------|---|------------------|
| Président | : | VIGIER Gérard |
| Vice-président | : | LEBON Paul |
| Secrétaire et trésorier | : | TEAHUTAPU Faarei |

ASSOCIATION ARTISANALE TEROROATA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 novembre 2012)

| | | |
|-----------------|---|---------------|
| Présidente | : | ALVES Tamanée |
| Vice-présidente | : | MAIRAU Astrid |
| Secrétaire | : | ALVES Antonio |
| Trésorière | : | LENOIR Edwige |
| Assesseur | : | TAPUTU Ismaël |

SYNDICAT DES PHARMACIENS DES ILES ET DE TAHITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 novembre 2012)

| | | |
|--------------------|---|----------------------|
| Présidente | : | LAILLE Mathilda |
| Vice-président | : | CAZAUX Jean-François |
| Secrétaire | : | BAIGTS Guillaume |
| Secrétaire adjoint | : | HADDAD Frédéric |
| Trésorière | : | TRAN-TAHI Nha-Thi |
| Trésorier adjoint | : | CAUJOLLE Jérôme |

BORA BORA STAND UP PADDLE ASSOCIATION

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 novembre 2012)

| | | |
|---------------------|---|-------------------|
| Président d'honneur | : | GOOLD Moehau |
| Président | : | SYLVAIN Kito |
| Vice-président | : | BESINEAU Rainui |
| Secrétaire | : | SADORGE Sylvain |
| Secrétaire adjointe | : | CHEVALIER Uranui |
| Trésorière | : | JUVENTIN Mihiaata |
| Trésorière adjointe | : | JUVENTIN Laure |

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE VAITOARE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 octobre 2012)

| | | |
|---------------------|---|--------------------|
| Présidente | : | MAKE Elsa |
| Vice-présidente | : | HIOE Kimlane |
| Secrétaire | : | TAHUTINI Priscilla |
| Trésorière | : | DEBEUF June |
| Trésorière adjointe | : | EBB Clotilde |

OHIPA IA ORA TA'U TAMA*Modification de statuts*

Art. 2.— Ajouter au but de l'association : l'artisanat, agriculture, horticultures.

Art. 9.— La durée du bureau est désormais de cinq ans.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 novembre 2012)

| | | |
|------------|---|----------------|
| Présidente | : | MOU FAT Rosina |
| Secrétaire | : | TEMAURI Louise |
| Trésorière | : | AUTI Joséphita |

ASSOCIATION TAMARII AHE MARU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 novembre 2012)

| | | |
|----------------|---|----------------------|
| Président | : | MANATE Tetahio |
| Vice-président | : | KAUA Taperaatemahana |
| Secrétaire | : | TEAE Toimata |
| Trésorier | : | TAIARUI Romina |

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE FARETAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 septembre 2012)

| | | |
|---------------------|---|---------------------|
| Président | : | BOPP Heinui |
| Vice-présidente | : | TOM SING VIEN Mohea |
| Secrétaire | : | LANDRE Célia |
| Secrétaire adjointe | : | LOYAT Louisa |
| Trésorière | : | TOM SING VIEN Teehu |
| Trésorière adjointe | : | VICTOR Isabelle |

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE 2 + 2 = 4

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 novembre 2012)

| | | |
|---------------------|---|-----------------|
| Président | : | CHAN Landry |
| Vice-président | : | LEFEBVRE Samuel |
| Secrétaire | : | DURINGER Jamila |
| Secrétaire adjointe | : | ARROYO Anne |
| Trésorière | : | BAGLIN Valérie |
| Trésorière adjointe | : | BOUCHER Carol |

**ASSOCIATION CIVILE AGRICULTURE AQUACOLE PECHE
ACAA TUTEROA
anciennement dénommée
ASSOCIATION CIVILE AGRICOLE AQUACOLE -
ACAA TUTEROA**

Modification de statuts

L'association a aussi pour objet la pêche.

Le siège social est situé à Hao, Amanu, îles Tuamotu.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 octobre 2012)**

| | |
|---------------------|---------------------|
| Président | : ARAKINO Evans |
| Vice-président | : ARAKINO Nando |
| Secrétaire | : ARAKINO Ingrid |
| Secrétaire adjoint | : ARAKINO Guy |
| Trésorière | : TEPA Yolanda |
| Trésorière adjointe | : HATITIO Augustine |
| Assesneur | : ARAKINO Lothaire |

**ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE ADVENTISTE
TIARAMA (ASCAT)**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 novembre 2012)**

| | |
|---------------------|------------------|
| Président | : ATGER Yann |
| Secrétaire | : ATGER Willie |
| Secrétaire adjointe | : FLOHR Mihia |
| Trésorière | : TEIHO Jacintha |

**SOCIETE D'ASTRONOMIE DE TAHITI (SAT)
anciennement dénommée
SOCIETE ASTRONOMIQUE DE TAHITI (SAT)**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 octobre 2012)**

| | |
|------------|------------------------|
| Président | : LAMOTTE Claude |
| Secrétaire | : PARODI Roger |
| Trésorier | : SAVRIACOUTY Philippe |

**ASSOCIATION AGRICOLE, ARTISANALE, PECHE
ET ELEVAGE TAPAVAU NUI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 septembre 2012)**

| | |
|---------------------|------------------------|
| Président | : MOHUIOHO Teareiatupa |
| Vice-président | : AKA Eliot |
| Secrétaire | : MOHUIOHO Myléna |
| Secrétaire adjointe | : TEIKIHOKATOUA Nelly |
| Trésorière | : MOHUIOHO Eugénie |
| Trésorière adjointe | : PERETIA Hinano |

ASSOCIATION PAPEARI NO ANANAHI

Modification de statuts

Il a été décidé de dissoudre l'association à l'unanimité.

**ASSOCIATION TAATIRAA HUMA TAHITI ITI
ASSOCIATION DES HANDICAPES DE LA PRESQU'ILE
DE TAHITI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 novembre 2012)**

| | |
|---------------------|------------------------------|
| Président | : LUCAS Gérald |
| Vice-présidents | : MARCET Yves N'GO Michel |
| Secrétaire | : TRAN NGOC LOI Tehearai |
| Secrétaire adjointe | : MATEHAU Valina |
| Trésorier | : TEURU Ronald |
| Trésorier adjoint | : TERIITETOOFA Vaea |

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE DE PAOFAI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 octobre 2012)**

| | |
|---------------------|---|
| Président d'honneur | : ALLOUCHE Claude |
| Présidente | : FUCHS Tania |
| Vice-président | : TROMPETTE Serge |
| Secrétaire | : TREBOUTA Sandra |
| Secrétaire adjointe | : TRAVERS Elisa |
| Trésorière | : TEPA Sonia |
| Trésorier adjoint | : CABRAL Teriitapunui |
| Assesneurs | : BILLAUD Corinne CORBIN DE BROCA Amélie |

ASSOCIATION SPORTIVE AIKIDO MOOREA

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 août 2012)**

| | |
|------------|-----------------------|
| Président | : MARTINENT Pascal |
| Secrétaire | : BOURLIGUEUX Patrick |
| Trésorier | : LAGOURDE Yannick |

ASSOCIATION TAMARII HARAMEA NO ANANAHI

Modification de statuts

L'association a aussi pour objet :

- vannerie, couture, confection de tifaifai, sculpture sur bois et sur pierre, confection de collier de coquillages et autres...) couronne de cou en fleurs, etc. ;
- faire participer les CPIA dans diverses expositions artisanales sur l'île de Tubuai et à Tahiti.

La durée du bureau est de 5 ans.

ASSOCIATION TEVAITOA NUI

Modification de statuts

L'association a aussi pour but :

- le maintien des traditions et arts populaires du folklore polynésien au travers de manifestations ;
- la promotion d'une école de danses.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 octobre 2012)

Présidente d'honneur : HUNTER Maina
Présidente : THUNOT Françoise
Vice-présidente : CHAUVIN Faimano
Secrétaire : HUNTER Ivanui
Secrétaire adjoint : HOLMAN Jerry
Trésorier : THUNOT Teiva
Trésorière adjointe : COLOMES Moemoea

UTUAFARE NO ERIMA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 novembre 2012)

Président : MAONI Noël
Vice-président : IOTUA Etera
Secrétaire : FARIKI Iasmina
Secrétaire adjoint : RAUREA Jean Pierre
Trésorier : TERE Emmanuel
Trésorière adjointe : VAHAPATA Louise

AMICALE TE HENUA ENANA DU COLLEGE DE UA POU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 octobre 2012)

Présidente : TEHEITAEVA Marie-Chantal
Vice-président : LUBASZ Christophe
Secrétaire : ZERBIB Laëtitia
Trésorière : HITUPUTOKA Edwige

**ASSOCIATION SPORTIVE DU LYCEE PROFESSIONNEL
TAIARAPU NUI DE TARAFAO**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 août 2012)

Président : FEUILLAT Jean-Yves
Secrétaire : BOKAY Marika
Secrétaire adjointe : AHURU Tevaiti
Trésorier : ATENI
Assesseeurs : BOUREBARE Mihiarii
TIMAU Hio

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE PRIMAIRE AHUTORU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 octobre 2012)

Présidente : CABARET Christine
Vice-présidente : SALLOT Isabelle
Secrétaire : DRAI Géraldine
Secrétaire adjointe : ANGELOU Cécile
Trésorière : LOYAT Marie-Claude
Trésorière adjointe : CHARLES Linda
Commissaire aux comptes : DESBOIS Pascal

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE PRIMAIRE
AHUTORU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 septembre 2012)

Présidente : PAQUIS Alice
Vice-président : PICARD-ROBSON Gérard
Secrétaire : LYS Christelle
Secrétaire adjointe : LAI SAN Valérie
Trésorière : GRESSET Nadège
Trésorière adjointe : FLORES Elisabeth

ASSOCIATION TAMARII METUA AROHA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 novembre 2012)

Présidente : VAITOARE Ariitau
Vice-président : VAITOARE Layton
Secrétaire : VAITOARE Paete
Secrétaire adjointe : TETUANUI Lorna
Trésorière : VAITOARE Nanie
Trésorière adjointe : ARAPARI Elina
Commissaire aux comptes : RICHMOND Imelda
Assesseeurs : HITIURA John
LAURENT Marceline
ARAPARI Théophile
TETUANUI Philippe
AMARU Georges
RICHMOND James
VAITOARE Tuatahi

ASSOCIATION TE HOTU O MAEVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 octobre 2012)

Président : MAITERAI Gérard
Vice-président : TUUA Jean-Louis
Secrétaire : MAITERAI Hubert
Secrétaire adjointe : TEIHO Raina
Trésorier : TEIHO Patrick
Trésorier adjoint : MAITERAI Richard

ASSOCIATION REVALIRE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 octobre 2012)

Présidente : MARCHAL Ghislaine
Secrétaire : LIANT Jasmina
Trésorière : YU Anita
Membre (DEP) : CHOUDAR-GUARINO Sabrina
Membre (Ecole) : PAQUIS Alice

**AMICALE DES EMPLOYES DE LA MAIRIE COMMUNE
DE BORA BORA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 octobre 2012)

Président : IEREMIA Samuel
Vice-présidente : TEENA Moeata
Secrétaire : TEMANUA Anna
Secrétaire adjointe : TAVI Pierrette
Trésorier : PATU Mahio
Trésorier adjoint : BION Teva

ASSOCIATION FAMILIALE TEHAEMANUEI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 mars 2012)

| | |
|---------------------|---|
| Président | : TEIKIHAA Jean-Pascal |
| Vice-président | : TEIKIHAA Jean-Baptiste |
| Secrétaire | : TEIKIHAA Marthine |
| Secrétaire adjoint | : TEIKIHAA Manuel |
| Trésorière | : TEIKIHAA Camilla |
| Trésorière adjointe | : TEIKIHAA Rachel |
| Assesseurs | : TEIKIHAA Joris TEIKIHAA Bernard TEIKIHAA Thomas |

ASSOCIATION HITIMAHANA NO TAHAA

(Récépissé n° 2642 SAISLV du 30 octobre 2012)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION HITIMAHANA NO TAHAA, fondée le 21 septembre 2012, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but :

- de sensibiliser tous ses membres au niveau des rencontres culturelles et du respect de l'environnement ;
- d'aider les familles à subvenir à leur besoin ;
- d'organiser des sorties à l'extérieur.

Son siège social est fixé à Tahaa, Patio, quartier Vaitepo.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|---------------------|
| Président | : ROOARII Camille |
| Vice-président | : ROOARII Apa |
| Secrétaire | : TEHIVA Adam |
| Secrétaire adjointe | : OHITI Lahaina |
| Trésorière | : ROOARII Jeannette |
| Trésorier adjoint | : COWAN Jeff |

ASSOCIATION TE HUAAI A TAUHIRO MATAHIRA

(Récépissé n° 1299 DRCL du 26 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 17 novembre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION TE HUAAI A TAUHIRO MATAHIRA.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent, et ainsi se connaître. Elle se fixe aussi comme but :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobilier et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Pirae, chemin Peini-Perry, PK 2,200 en face de la mairie de Pirae.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|--------------------|--|
| Président | : TAUHIRO Temaramanui |
| Vice-président | : AIRIMA Heiarii |
| Secrétaire | : TAUHIRO Juliana |
| Secrétaire adjoint | : TEUIRA Ernest |
| Trésorière | : AIRIMA Vaihere |
| Trésorier adjoint | : TAUHIRO Dauphin |
| Assesseurs | : AIRIMA Jules AIRIMA Poema AIRIMA Heimana |

ASSOCIATION TAUREA API

(Récépissé n° 2778 SAISLV du 7 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 11 octobre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TAUREA API.

Elle a pour objet :

- d'aider les jeunes gens de Patio ;
- de promouvoir l'agriculture en tout genre ;
- de valoriser les compétences des jeunes gens en matière de constructions diverses telles que la maçonnerie, la menuiserie et tous travaux relatifs à la construction d'un habitat ;
- de former les jeunes aux travaux pouvant ouvrir sur des débouchés et pouvant leur offrir un emploi dans différents domaines professionnels.

Son siège social est fixé à Patio, dans la commune de Tahaa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|-------------------|
| Président | : MANEA Landry |
| Vice-président | : MANEA Narai |
| Secrétaire | : TEMARII Pualani |
| Secrétaire adjointe | : MARUHI Tauhani |
| Trésorière | : MOUSSON Ingrid |
| Trésorier adjoint | : TERII Hiramia |

ASSOCIATION SPORTIVE TOKOHITI

(Récépissé n° 1864 DRCL du 13 novembre 2012)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE TOKOHITI, fondée le 15 octobre 2012, a pour but la création de l'activité "musculature" et des activités qui s'y rapportent, ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de promouvoir ce sport.

Son siège social est fixé à Hakahau, pension Pukee, 98745 Ua Pou.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|----------------|---|------------------|
| Président | : | SIMONNEAU Jérôme |
| Vice-président | : | AHARAU Léonard |
| Secrétaire | : | EMERY Franck |
| Trésorier | : | EMERY Robert |

ASSOCIATION YOGASHALA TAHITI

(Récépissé n° 2757 SAISLV du 7 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 2 novembre 2012, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION YOGASHALA TAHITI.

Elle a pour but :

- la conservation et la diffusion du yoga traditionnel illustré par T.K. Srihashyam fils et disciple du maître T. Krishnamacharya (1888-1989) ;
- la formation et la certification de praticiens dans notre discipline ;
- la promotion des échanges entre professionnels et pratiquants en particulier par l'édition, la traduction, la mise en ligne des sources et de leurs applications ;
- la création et le maintien entre les membres de liens d'amitié et de respect par la reconnaissance mutuelle de leur recherche personnelle sans distinction d'origine ou de religion.

Son siège social est fixé à Uturoa, 98735 Raiatea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|------------|---|--|
| Présidente | : | ROY-SAUVAN Martine |
| Secrétaire | : | BUNIET Loana |
| Trésorier | : | SILVESTRO Marc |
| Assesseurs | : | BEYLARD Marie-Catherine SCHICKIN Erik |

ASSOCIATION TE UI API NO HENUAPAREA

(Récépissé n° 1243 DRCL du 16 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 20 septembre 2012, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée ASSOCIATION TE UI API NO HENUAPAREA.

Elle a pour but :

- de réaliser des projets pour les enfants de l'école primaire de Taenga ;
- de soutenir les projets mis en place par l'école primaire de Taenga ;
- de bénéficier des aides de la collectivité communale ou autre organisme pour les enfants de Taenga.

Son siège social est fixé à l'école primaire de Taenga, Henuaparea, Taenga, île Tuamotu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|----------------|---|---------------------------------|
| Président | : | MAIROTO Jean-Yves |
| Vice-président | : | TARAIHAU Denis |
| Secrétaire | : | TEREMIHI Teravaki |
| Trésorière | : | MAIROTO Danielle |
| Assesseurs | : | TUARUE Angéla TARAIHAU Mohea |

ASSOCIATION ROURA VAHINE FANAUE

(Récépissé n° 1285 DRCL du 23 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 13 novembre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION ROURA VAHINE FANAUE.

Elle a pour but de rassembler et de réunir toutes les preuves et de constituer des dossiers de toute personne désireuse de contribuer au bon développement et au bon fonctionnement à résoudre les problèmes fonciers que nous rencontrons à plus grande échelle en Polynésie française par le biais du tribunal.

Cette initiative se fera autour du projet visant à améliorer et à résoudre la qualité de vie de tous, édifiés sur une idée forte : la démocratie de proximité et participative.

Elle compte ainsi promouvoir un mode de gouvernance démocratique, consensuel, transparent, soucieux des deniers publics, responsable, où l'intérêt général de la communauté sera une réalité.

Elle œuvre également à assurer le développement de notre identité et notre culture, à accorder une place prépondérante à une éducation globale et à la formation de chacun de ses membres, un espace d'échanges et de débats, un cadre d'initiatives commun, un outil d'action publique au service de la communauté municipale.

Elle s'engagera également dans toutes les décisions concernant les grandes décisions, les expulsions, les sorties d'indivision et de rendre à la famille propriétaire ces biens fonciers, par le biais du tribunal.

Son siège social est fixé à Mahina, PK 9,600, côté montagne, BP 43101 Fare Tony.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|---------------------|---|-----------------------|
| Président | : | POETAI Haelemu |
| Vice-président | : | VAEA Rouru |
| Secrétaire | : | TSIOU FOUC Lowayna |
| Secrétaire adjointe | : | MAIRAU Teoo |
| Trésorière | : | TSIOU FOUC Alphonsine |
| Trésorier adjoint | : | LACOUR William |

ASSOCIATION FAMILIALE TAUTOO HUTIA IMIHIA

(Récépissé n° 1278 DRCL du 23 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 10 novembre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE TAUTOO HUTIA IMIHIA.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent, et ainsi de se connaître. Elle se fixe aussi comme but :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire et mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Titioro, Pirae-Uta, lot n° 29.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|--------------------------------------|
| Président d'honneur | : FLORES Tatainuu |
| Président | : FLORES Marcel |
| Vice-président | : FLORES Tehaarii |
| Secrétaire | : FLORES Marcel |
| Secrétaire adjointe | : FLORES Taronā |
| Trésorière | : FLORES Juliette |
| Trésorière adjointe | : HOATUA Louise |
| Assesseurs | : HOATUA Teahiiti HOATUA Stéphane |

ASSOCIATION TEAM MATAIVA VA'A

(Récépissé n° 1127 DRCL du 20 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé le 12 octobre 2012 une association sportive régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée TEAM MATAIVA VA'A.

Elle a pour objet :

- de favoriser les liens d'amitié entre les adhérents par la pratique du va'a ;
- d'utiliser l'activité va'a comme moyen d'épanouissement et de promotion ;
- de rechercher toutes initiatives d'échanges sportives avec l'extérieur ;
- de promouvoir le va'a parmi les jeunes de l'île de Mataiva ;
- de former leurs membres à la vie citoyenne durable.

Son siège social est fixé à Pahua, Mataiva.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|------------|--------------------|
| Président | : DEPIERRE Larry |
| Secrétaire | : TUIRA Laetitia |
| Trésorière | : PAINT-KOUI Taina |

ASSOCIATION SPORTIVE TEPOETIRIURA (Récépissé n° 1126 DRCL du 20 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé le 13 octobre 2012 une association sportive régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION SPORTIVE TEPOETIRIURA.

Elle a pour objet :

- de favoriser les liens d'amitié entre les adhérents par la pratique du volley-ball ;
- d'utiliser l'activité volley-ball comme moyen d'épanouissement et de promotion ;
- de rechercher toutes initiatives d'échanges sportives avec l'extérieur ;
- de promouvoir le volley-ball parmi les jeunes de l'île de Mataiva ;
- de former leurs membres à la vie citoyenne durable.

Son siège social est fixé à Pahua, Mataiva.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|-------------------------------------|
| Président | : TIAHAU Fredy |
| Vice-présidente | : DEPIERRE Taina |
| Secrétaire | : TIAHAU Loana |
| Secrétaire adjointe | : TEUAPIKO Mihivai |
| Trésorière | : DEPIERRE Poeura |
| Trésorière adjointe | : FARAURU Karinne |
| Assesseurs | : TUIRA Laetitia FAUURA Lucienda |

ASSOCIATION L'ETOILE DU BERGER

(Récépissé n° 1055 DRCL du 17 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé le 26 octobre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée L'ETOILE DU BERGER.

Elle a pour objet de contribuer au développement de la personnalité des jeunes et des adultes et à leur éducation dans des domaines tels que culturel, social et culturel.

Son siège social est fixé à Punaauia, Outumaoro, côté montagne, au centre Te Aroha.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|------------|-------------------|
| Président | : MARERE Damien |
| Secrétaire | : WONG Joanna |
| Trésorier | : EHUMOANA Terupe |

ASSOCIATION JEUNESSE EKALETIA CHERETETIANO NO RIMATARA

(Récépissé n° 1239 DRCL du 14 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé le 14 octobre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée JEUNESSE EKALETIA CHERETETIANO NO RIMATARA.

Elle a pour but :

- de poursuivre dans toute la Polynésie française le développement de la personnalité des jeunes gens au point de vue physique, culturel et social, leur formation civique et leur épanouissement spirituel, pour les préparer ainsi à devenir quelque soit leur origine confessionnelle ou idéologique, des hommes qui répondent à leur vocation en servant Dieu et leurs semblables dans l'esprit de l'Evangile ;
- d'organiser des études bibliques ;
- de créer et de développer parmi les faillies l'esprit de cohésion, de compréhension, d'entraide et de solidarité ;
- d'organiser des centre de vacances et de loisirs ;
- d'organiser des rassemblements de groupes paroissiaux ;
- d'organiser si possible des déplacements pour rencontrer d'autres jeunesses ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal, sportif, et corporatif ainsi que des chants ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Mutuaura, Rimatara.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|-------------------------|--|
| Président | : TAHARIA Léonard |
| Vice-présidents | : UTIA Rono-Ite-Ora ANANIA Taihia |
| Secrétaire | : UTIA Juliette |
| Secrétaire adjointe | : UTIA Messaline |
| Trésorier | : UTIA Teura |
| Trésorier adjoint | : TAHARIA Clifton |
| Commissaire aux comptes | : TEREOPA Teina |
| Assesseurs | : HATITIO Teai NANAIA Gilbert UTIA Lisa UTIA Laeticia |

ASSOCIATION DES HERITIERS DE AUGUSTIN TIAIPOI ET MARIE-ADELE ROBINSON

(Récépissé n° 1115 DRCL du 22 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il est constitué le 26 août 2012, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION DES HERITIERS DE AUGUSTIN TIAIPOI ET MARIE-ADELE ROBINSON.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent, et ainsi se connaître.

Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire et mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;

- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Papenoo, PK 17,500, côté montagne, plateau Atohei, au domicile de M. Augustin Tiaipoi.

Sa durée est limitée à deux ans.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|--------------------|--------------------|
| Président | : TIAIPOI Robinson |
| Vice-présidente | : TEHEI Jeanne |
| Secrétaire | : TIAIPOI N'Ga |
| Secrétaire adjoint | : TIAIPOI Alphonse |
| Trésorière | : MOUA Nunssia |
| Trésorier adjoint | : TIAIPOI Kelly |

ASSOCIATION TE KAOHA O TE ETUA

(Récépissé n° 1240 DRCL du 14 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il est constitué le 8 novembre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION TE KAOHA O TE ETUA.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent, et ainsi se connaître.

Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire et mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association ;
- de protéger et de sauvegarder le patrimoine familial ;
- la fabrication de divers produits artisanaux.

Son siège social est fixé à Punaauia, PK 7,200, côté mer.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|-----------------|---------------------|
| Président | : TARANO Erwin |
| Vice-présidente | : TARANO Eva |
| Secrétaire | : TARANO Elodie |
| Trésorière | : TCHONG-TAM Dorina |

ASSOCIATION FAMILIALE LEAU KANG MUI

(Récépissé n° 1274 DRCL du 21 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il est constitué le 4 novembre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE LEAU KANG MUI.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent, et ainsi se connaître.

Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire et mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association ;
- de régulariser et de rectifier toutes données erronées ;
- de défendre les intérêts des membres de la famille ;
- de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du partage équitable des biens.

Son siège social est fixé au PK 24, côté montagne, quartier Vaitupa, lot B, 98711 Paëa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|-------------------------------------|
| Président | : LEAU KANG MUI Jacquie |
| Vice-président | : LEAU Albert |
| Secrétaire | : LEAU Maima |
| Secrétaire adjoint | : LEAU KANG MUI Olivier |
| Trésorière | : LEAU KANG MUI Indra |
| Trésorière adjointe | : LEAU Zoe |
| Assesseurs | : LEAU Lani LEAU KANG MUI Sylvie |

ASSOCIATION TERIIHAERETAI TAAROA A OHUA

(Récépissé n° 1057 DRCL du 19 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il est constitué le 14 octobre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION TERIIHAERETAI TAAROA A OHUA.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent, et ainsi se connaître.

Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire et mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association ;
- d'interdire la vente de biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres en dehors de la famille, qui n'a aucun lien familial direct (que chaque bien immobilier et mobilier reste comme un héritage, un patrimoine sacré pour notre descendance).

Son siège social est fixé à Mahina, PK 10,500, côté montagne, vallée Tuauru, lotissement Pereua.

Sa durée est limitée à deux ans.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|--------------------------|--------------------------------------|
| Présidents d'honneur | : TAAROA Jacqueline TAAROA Roland |
| Président | : TAAROA Billy |
| Vice-président | : TAAROA Denis |
| Secrétaire | : GFELLER Mataiura |
| Secrétaire adjointe | : TAAROA Titaina |
| Trésorière | : TAAROA Leila |
| Trésorière adjointe | : TUANIA Déborah |
| Commissaires aux comptes | : TAAROA Manuel TAAROA Eric |

ASSOCIATION IA MA O FA' IFA' IPUA

(Récépissé n° 2742 SAISLV du 2 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé le 28 octobre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée IA MA O FA' IFA' IPUA.

Elle a pour objet la mise en œuvre de tous les moyens visant à participer à toutes discussions concernant le dépotoir d'ordures de Avera et de changer le lieu de déversement des ordures.

Son siège social est fixé au PK 8,300, côté mer, quartier Vaitaema, Avera, Taputapuata, Raiatea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|--------------------|
| Président d'honneur | : BORDES Josiah |
| Président | : TAUTOO Manoa |
| Vice-président | : TEMARII Polo |
| Secrétaire | : TAUTOO Robertine |
| Secrétaire adjointe | : BIGNON Hinano |
| Trésorière | : TAUTOO Elona |
| Trésorière adjointe | : ROOPINIA Yolande |

ASSOCIATION TE UI API NO TIPUTA

(Récépissé n° 1054 DRCL du 19 novembre 2012)

Extraits de statuts

Il est fondé le 9 octobre 2012 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée TE UI API NO TIPUTA.

Elle a pour objet la création d'un groupe de danses et chants culturels afin de promouvoir l'île de Rangiroa lors de manifestations diverses (accueil lors des arrivées de paquebots, Heiva des artisans en partenariat avec le comité du tourisme de Rangiroa, etc.) ainsi que lors de fêtes scolaires, galas, échanges inter-îles, prestations à divers concours et manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif.

Son siège social est fixé à Rangiroa, Tiputa, Tuamotu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|-----------------------|
| Président | : TIARE Heinui |
| Vice-président | : TAHUHUATAMA Richard |
| Secrétaire | : GNATATA Avelina |
| Secrétaire adjointe | : TOOMARU Olivia |
| Trésorier | : TOOMARU Tihoti |
| Trésorier adjoint | : KELLER Jean-Paul |

LOTO NATIONAL

| LOTO NATIONAL N° 139 | | |
|--------------------------------------|--|---------------------|
| Tirage du lundi 19 novembre 2012 : | | |
| 1 3 6 16 41 | | |
| Numéro chance : 1 | | |
| | NOMBRE de grilles gagnantes | GAINS (en F CFP) |
| 5 bons numéros et numéro chance..... | 0 | 0 |
| 5 bons numéros..... | 1 | 18 865 477 |
| 4 bons numéros..... | 399 | 101 754 |
| 3 bons numéros..... | 17 190 | 1 014 |
| 2 bons numéros..... | 220 965 | 560 |
| N° chance gagnant..... | 221 717 grilles à 250 F CFP remboursées | |
| Joker + : 5 440 491 | | |

| LOTO NATIONAL N° 140 | | |
|---------------------------------------|--|---------------------|
| Tirage du mercredi 21 novembre 2012 : | | |
| 4 6 10 43 46 | | |
| Numéro chance : 10 | | |
| | NOMBRE de grilles gagnantes | GAINS (en F CFP) |
| 5 bons numéros et numéro chance..... | 0 | 0 |
| 5 bons numéros..... | 3 | 8 736 861 |
| 4 bons numéros..... | 525 | 107 446 |
| 3 bons numéros..... | 20 849 | 1 169 |
| 2 bons numéros..... | 289 246 | 596 |
| N° chance gagnant..... | 301 218 grilles à 250 F CFP remboursées | |
| Joker + : 4 472 212 | | |

| LOTO NATIONAL N° 141 | | |
|--------------------------------------|--|---------------------|
| Tirage du samedi 24 novembre 2012 : | | |
| 5 18 19 21 28 | | |
| Numéro chance : 2 | | |
| | NOMBRE de grilles gagnantes | GAINS (en F CFP) |
| 5 bons numéros et numéro chance..... | 0 | 0 |
| 5 bons numéros..... | 2 | 18 262 995 |
| 4 bons numéros..... | 901 | 87 243 |
| 3 bons numéros..... | 36 939 | 918 |
| 2 bons numéros..... | 470 223 | 513 |
| N° chance gagnant..... | 456 692 grilles à 250 F CFP remboursées | |
| Joker + : 6 721 387 | | |

KENO

Lundi 19 novembre 2012

1er tirage

Jackpot : 1 87 83 04 — Joker + : 7 300 649

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 8 | 9 | 10 | 11 | 16 | 17 | 21 | 27 | 29 |
| 30 | 35 | 36 | 38 | 52 | 53 | 56 | 60 | 64 | 66 |

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 4 40 26 46 — Joker + : 5 440 491

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 2 | 6 | 7 | 12 | 13 | 14 | 24 | 31 | 34 | 35 |
| 40 | 44 | 45 | 48 | 49 | 56 | 60 | 62 | 64 | 66 |

Multiplicateur : x 2

Mardi 20 novembre 2012

1er tirage

Jackpot : 4 52 59 02 — Joker + : 3 340 420

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 2 | 5 | 7 | 8 | 10 | 14 | 17 | 21 | 24 | 26 |
| 33 | 34 | 35 | 37 | 38 | 42 | 45 | 46 | 56 | 66 |

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 9 15 17 70 — Joker + : 5 593 381

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 2 | 11 | 12 | 14 | 15 | 18 | 19 | 20 | 23 | 24 |
| 25 | 30 | 40 | 43 | 50 | 52 | 55 | 61 | 63 | 64 |

Multiplicateur : x 3

Mercredi 21 novembre 2012

1er tirage

Jackpot : 4 62 39 87 — Joker + : 7 236 000

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 4 | 5 | 9 | 17 | 18 | 23 | 26 | 30 | 31 | 33 |
| 34 | 41 | 42 | 49 | 50 | 53 | 57 | 61 | 65 | 69 |

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 2 46 68 85 — Joker + : 4 472 212

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 5 | 11 | 15 | 16 | 20 | 23 | 27 | 40 | 42 | 49 |
| 50 | 51 | 53 | 56 | 57 | 58 | 60 | 61 | 65 | 70 |

Multiplicateur : x 3

Jeudi 22 novembre 2012

1er tirage

Jackpot : 5 48 79 10 — Joker + : 1 345 320

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 4 | 5 | 7 | 10 | 17 | 19 | 20 | 30 | 32 |
| 33 | 35 | 43 | 45 | 51 | 52 | 57 | 60 | 63 | 69 |

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 9 33 07 35 — Joker + : 5 606 236

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 12 | 13 | 15 | 16 | 17 | 21 | 33 | 36 | 41 | 42 |
| 43 | 46 | 47 | 48 | 55 | 58 | 59 | 63 | 69 | 70 |

Multiplicateur : x 1

Vendredi 23 novembre 2012

1er tirage

Jackpot : 5 26 21 43 — Joker + : 8 664 546

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 10 | 14 | 17 | 19 | 27 | 29 | 30 | 32 | 34 | 36 |
| 38 | 41 | 44 | 53 | 56 | 59 | 63 | 64 | 65 | 67 |

Multiplicateur : x 5

2e tirage

Jackpot : 2 76 15 45 — Joker + : 7 762 240

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 6 | 10 | 14 | 18 | 19 | 24 | 25 | 32 | 34 | 38 |
| 42 | 45 | 46 | 47 | 51 | 54 | 55 | 57 | 66 | 70 |

Multiplicateur : x 3

Samedi 24 novembre 2012

1er tirage

Jackpot : 0 19 88 38 — Joker + : 9 179 769

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 5 | 8 | 10 | 11 | 12 | 16 | 28 | 36 | 40 |
| 46 | 48 | 52 | 54 | 61 | 62 | 63 | 64 | 66 | 69 |

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 1 21 34 78 — Joker + : 6 721 387

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 2 | 8 | 9 | 12 | 13 | 14 | 23 | 25 | 27 | 32 |
| 34 | 43 | 50 | 53 | 56 | 57 | 62 | 64 | 68 | 70 |

Multiplicateur : x 1

Dimanche 25 novembre 2012

1er tirage

Jackpot : 6 46 33 47 — Joker + : 7 474 396

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 5 | 10 | 14 | 18 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 |
| 29 | 31 | 33 | 51 | 56 | 57 | 60 | 62 | 66 | 70 |

Multiplicateur : x 3

2e tirage



Jackpot : 4 67 32 12 — Joker + : 0 883 646

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 5 | 15 | 16 | 17 | 18 | 23 | 25 | 27 | 29 | 32 |
| 35 | 44 | 45 | 48 | 51 | 62 | 66 | 67 | 68 | 69 |

Multiplicateur : x 2



EURO MILLIONS

Mardi 20 novembre 2012

28 30 42 45 49  

| Bons numéros | Bonnes étoiles | Nombre de gagnants en France | Nombre de gagnants en Europe | Gains (pour 250 F CFP) |
|----------------------------|----------------|------------------------------|------------------------------|------------------------|
| 5 + | ☆ ☆ | 0 | 1 | 2 715 628 639 |
| 5 + | ☆ | 0 | 1 | 138 847 852 |
| 5 | | 0 | 7 | 6 611 801 |
| 4 + | ☆ ☆ | 34 | 150 | 154 272 |
| 4 + | ☆ | 138 | 725 | 27 923 |
| 4 | | 235 | 1 286 | 15 739 |
| 3 + | ☆ ☆ | 313 | 1 519 | 9 510 |
| 2 + | ☆ ☆ | 4 140 | 22 841 | 2 911 |
| 3 + | ☆ | 5 885 | 29 801 | 2 124 |
| 3 | | 12 525 | 61 341 | 1 742 |
| 1 + | ☆ ☆ | 22 940 | 125 380 | 1 491 |
| 2 + | ☆ | 90 441 | 460 648 | 1 097 |
| 2 | | 191 248 | 932 406 | 548 |
| Joker + : 5 593 381 | | | | |

Vendredi 23 novembre 2012

1 9 11 20 40  

| Bons numéros | Bonnes étoiles | Nombre de gagnants en France | Nombre de gagnants en Europe | Gains (pour 250 F CFP) |
|----------------------------|----------------|------------------------------|------------------------------|------------------------|
| 5 + | ☆ ☆ | 0 | 0 | 0 |
| 5 + | ☆ | 5 | 11 | 18 246 217 |
| 5 | | 3 | 15 | 4 460 178 |
| 4 + | ☆ ☆ | 29 | 119 | 281 097 |
| 4 + | ☆ | 581 | 2 063 | 14 176 |
| 4 | | 858 | 3 214 | 9 105 |
| 3 + | ☆ ☆ | 1 113 | 4 257 | 4 904 |
| 2 + | ☆ ☆ | 13 386 | 54 381 | 1 766 |
| 3 + | ☆ | 18 905 | 72 807 | 1 252 |
| 3 | | 31 340 | 121 024 | 1 276 |
| 1 + | ☆ ☆ | 55 938 | 244 256 | 1 109 |
| 2 + | ☆ | 217 403 | 909 148 | 799 |
| 2 | | 375 615 | 1 583 580 | 465 |
| Joker + : 7 762 240 | | | | |